



<36625544550018

GARIBALDI

HISTOIRE DE LA CONQUÊTE

DES DEUX-SICILES

PARIS — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOÎT, 7

MARC MONNIER

GARIBALDI

HISTOIRE DE LA

CONQUÊTE DES DEUX-SICILES

Notes prises sur place au jour le jour



PARIS

COLLECTION HETZEL

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES

RUE VIVIENNE, 2 BIS

1861

GARIBALDI

HISTOIRE DE LA CONQUÊTE

DES DEUX-SICILES

I

GARIBALDI

Naissance et jeunesse de Garibaldi. — Sa campagne du Brésil. — Montevideo. — (1848) Garibaldi en Italie. — Défense de Rome. — Retraite. — Anita.

C'est aujourd'hui l'homme le plus populaire d'Italie, et peut-être d'Europe. Il ne ressemble à personne, il échappe à toute analyse, il déconcerte les lois de la vraisemblance et le calcul des probabilités, il paraît étranger à notre temps et à nos mœurs, on dirait un transfuge des siècles héroïques. Son histoire est une légende, et nul ne la connaît tout entière.

Jamais roman de chevalerie, jamais drame espagnol n'a entassé plus d'aventures impossibles sur une

scène aussi large et autour d'un homme aussi fantastiquement fabuleux.

Il naît à Nice en 1807, et dès lors se lance à la mer. Vingt ans après, il conspire à Gênes, le lendemain on le retrouve aide d'hôpital à Marseille, puis caboteur, flibustier, corsaire, chef de corps francs héroïques, livrant à Montevideo, contre Rosas, des batailles légendaires, des combats de Roland, et en même temps maître de mathématiques, conducteur de bœufs, courtier de commerce; aussitôt après, coup sur coup, capitaine en Lombardie et dans le Tyrol, député à Turin, général à Rome, fabricant de chandelles à New-York, chercheur d'or en Californie, puis caboteur encore et transportant d'Amérique en Chine, pour engraisser la terre, des excréments d'oiseaux; hier capitaine d'un navire piémontais, aujourd'hui avec l'Italie, et avec nous, contre l'Autriche, entrant le premier en Lombardie avec une poignée de braves qui chassent des armées devant eux.

Veut-on des anecdotes sur sa vie? Tout le monde en a des poignées à citer : je choisis les plus exactes; je les prends dans les livres écrits contre Garibaldi par les ennemis de l'Italie : on ne les soupçonne pas d'aveuglement.

On a peu de traits de ses premières années : « Rien d'extraordinaire, écrit-il, ne m'arriva dans mon enfance. J'eus bon cœur. » Un jour il arracha une patte à un grillon, par brusquerie : il en pleura plusieurs heures enfermé chez lui. Une autre fois, il vit tomber dans un fossé profond et plein d'eau une pauvre femme qui lavait son linge. Il se lança derrière elle et lui sauva la vie. Il avait huit ans.

Plus tard, à Marseille, de son bord, il vit à terre une foule de gens qui tendaient les mains en poussant des cris d'angoisse. Un enfant était tombé à la mer et nul n'osait aller le chercher sous l'encombrement de vaisseaux qui obstruaient alors le port unique. Garibaldi, d'un saut, atteignit le bonhomme et le mit à sec, puis il disparut dans la foule.

La famille aisée de cet enfant parvint, à grand'-peine, à retrouver le sauveur et lui offrit une riche récompense. Il n'accepta qu'une poignée de main et disparut de nouveau.

Plus tard, à Buenos-Ayres, dans une tempête qui entrechoquait les navires, il alla chercher jusqu'entre les ancres que les vagues arrachaient du sable un pauvre nègre qui se croyait déjà mort.

Mais ce n'étaient là que des hors-d'œuvre. Il fallait le voir au combat sur sa barque, attaquant des vaisseaux, et même des vaisseaux anglais qu'il parvenait seul à capturer, ou bien à cheval, à toutes brides, à travers la mêlée, ses yeux pleins d'éclairs, son front empanaché, son corps trapu dans une tunique écarlate, et secouant au vent la crinière fauve qui lui fait une tête de lion; il fallait le voir devant ses braves, sur les remparts de la ville éternelle ou sous les murs de Velletri, où il enferma l'armée battue du roi de Naples, qu'il faillit ramener en triomphe au peuple romain.

Au Brésil, après d'affreux combats, une balle lui avait traversé le cou, entrant sous la mâchoire gauche et s'arrêtant sous l'oreille droite. Après deux évasions et huit mois de cachot, où il subit le supplice de l'estrapade, il recommença la guerre. Avec treize Italiens,

il mit un capitaine et cent vingt hommes en fuite. « Un homme libre vaut dix esclaves, » disait-il fièrement. Une autre fois, dans un assaut, il rampa jusqu'aux canonnières d'une forteresse et y serait entré par là si on l'avait suivi.

Étranges combats! campagnes nomades, sans feu ni lieu, sans refuge après les défaites. On combattait où l'on se trouvait, tantôt sur terre, tantôt sur mer, au milieu des brisants, au haut des montagnes; on faisait des miracles et l'on mourait inconnu. — Les blessures se pansaient avec de l'eau fraîche « quand elles étaient graves. » — Laissons parler Garibaldi. — « Le blessé sentait lui-même son état. S'il n'espérait pas en revenir, il appelait son meilleur ami, lui indiquait ses courtes dispositions testamentaires et le priait de l'achever d'un coup de fusil. L'ami examinait le blessé; puis, s'il était de son avis, on s'embrassait, on se serrait la main, et un coup de fusil ou de pistolet faisait le dénoûment du drame. »

Tout paraît fabuleux dans ces campagnes. Chaque jour des escarmouches fantastiques, sans précédents ni équivalents dans les luttes régulières de nos jours. Quand les lagunes étaient bloquées par les vaisseaux ennemis, Garibaldi tirait ses bâtiments à terre, et, les faisant traîner par deux cents bœufs à travers un espace de cinquante-quatre milles, il allait les lancer ailleurs à la mer. Cet homme incroyable a subi toutes les disgrâces possibles : un naufrage, où il a perdu seize hommes sur trente, des défaites où ses meilleurs braves sont tombés autour de lui, des emprisonnements, des tortures, des privations horribles, des angoisses et des désespoirs sans nom; malgré l'éclat

de ses armes et l'audace de ses coups de main, il a été battu presque toute sa vie, et il a vécu cependant, survivant à tous ceux qui le suivaient dans ses aventures; il a échappé à tous les dangers les plus terribles, aux tempêtes, aux incendies, aux balles des Tyroliens, à nos baïonnettes, parce que l'Italie avait besoin d'un homme et que cet homme ne pouvait être que lui.

Car il est seul de sa loyauté, de son audace, de sa puissance et de son autorité, je ne dis pas en Italie seulement, je dis dans le monde. Je ne parle pas de sa simplicité si complète qu'elle paraît étudiée, je ne parle pas de son désintéressement qui l'a toujours laissé — lui qui remue des armées et des millions — dans une pauvreté presque navrante. (Il dut recevoir une nuit, sans chandelle, la visite d'un amiral français). Je ne parle pas de sa générosité presque insensée sur les champs de bataille; il défend à ses hommes de tirer sur le soldat ennemi qui vient de faire une belle action. — « Conservons les braves, dit-il, ils sont de notre race. » — Je ne parle pas des recueillements et des ivresses poétiques où il se plonge oubliant tout, même l'ennemi, quand il entend chanter le rossignol. Tous ces traits devraient être multipliés à l'infini si l'on voulait retracer minutieusement cette figure étrange et sympathique. Je m'en tiens aux faits d'armes : et j'en cite encore un ou deux pris au hasard, pour expliquer ce qu'il y a de plus merveilleux en lui, son prestige et sa force.

A Montevideo, où il nourrit d'abord sa femme et son premier enfant, en donnant des leçons d'algèbre, on lui confia le commandement d'une flottille. Il s'engagea dans un fleuve où il s'engrava; survint la flotte

ennemie; il était pris, mais il ne se rendit pas. Il soutint pendant trois jours une lutte acharnée contre l'amiral Brown, excellent marin anglais et d'un grand cœur. Il épuisa d'abord ses munitions; puis il brisa les chaînes de ses ancres et en chargea les pièces, les bourrant de tout le fer et de tout le bronze qui lui tombait sous la main. Enfin n'ayant plus une once de métal, il descendit ses gens dans les canots, laissa derrière lui une traînée de poudre, y mit la mèche et sauta dans une barque pendant que la flottille éclatait en l'air en faisant le plus grand mal aux ennemis.

Il descendit à terre; mais il y trouva une armée qui l'attendait, l'infanterie de Rosas. Comment il put lui échapper, nul ne le sait; on sait seulement que peu de temps après il avait d'autres vaisseaux et d'autres soldats sous ses ordres. Dans les terribles journées du *Cerro*, de *las tres Cruces*, de la *Bayada* et du *Salto*, il fit des miracles effrayants.

On disait de lui ce qu'on dit aujourd'hui de nos turcos : c'était un diable. Il se glissait la nuit, sur des pontons à rames sourdes, entre les vaisseaux ennemis pour en percer les quilles, ou plongeait jusqu'aux ancres pour en limer les chaînes, ou frottait les poupes de résine et y mettait le feu.

Un jour, Montevideo restant bloqué par l'escadre argentine, il offrit d'aller à Buenos-Ayres avec ses Italiens et d'enlever le général Rosas. On ne lui permit pas cette témérité, craignant de le perdre, et l'on eut tort : il l'aurait fait.

« Puisque vous ne me laissez pas enlever Rosas, laissez-moi du moins chasser Brown, » dit-il aux magistrats de la ville.

Tout Montevideo se mit aux fenêtres, sur les murailles et sur les toits, même sur les vergues et les hunes des vaisseaux du port, pour voir ce que Garibaldi voulait faire. Il arma trois petites fustes de huit canons et donna la chasse à l'ennemi qui en avait quarante-quatre; mais il lui courut sus avec tant de rage et d'aplomb, avec des harpons et des grappins qui jetaient tant d'éclairs au soleil, avec une si formidable résolution d'aborder et de se battre à l'arme blanche, combats furieux où ses légionnaires se ruaient comme des lions, que l'amiral Brown refusa la bataille et gagna le large.

Garibaldi rentra en triomphe dans le port aux acclamations de la ville. Les pavillons de tous les pays furent arborés en son honneur.

Voici maintenant son rapport sur l'affaire du *Salto* Sant'-Antonio, le plus terrible combat qu'il ait jamais soutenu.

« Frères,

« Avant-hier, nous avons eu, dans les champs de Sant'-Antonio, à une lieue et demie de la ville, le plus terrible et le plus glorieux de nos combats. Les quatre compagnies de notre légion et une vingtaine d'hommes de cavalerie, réfugiés sous notre protection, non-seulement se sont défendus contre douze cents hommes de Servando Gomez, mais ont entièrement détruit l'infanterie ennemie, qui les avait assaillis au nombre de trois cents hommes. Le feu, commencé à midi, à fini à minuit.

« Ni le nombre ni les charges répétées de l'ennemi, ni sa masse de cavalerie, ni les attaques de ses fusiliers

à pied, n'ont rien pu sur nous; quoique nous n'eussions d'autre abri qu'un hangar en ruine soutenu par quatre piliers, les légionnaires ont constamment repoussé les assauts des ennemis acharnés; tous les officiers se sont faits soldats dans cette journée; Anzani, qui était resté au Salto et auquel l'ennemi intima l'ordre de se rendre, répondit la mèche à la main et le pied sur la sainte-barbe de la batterie, quoique l'ennemi l'eût assuré que nous étions tous morts ou prisonniers.

« Nous avons eu trente morts et cinquante blessés; tous les officiers ont été frappés, moins Scarone, Saccarello aîné et Traversi, tous légèrement.

« Je ne donnerais pas aujourd'hui mon nom de légionnaire italien pour un monde d'or.

« A minuit, nous nous sommes mis en retraite sur le Salto; nous restions un peu plus de cent légionnaires sains et saufs. Ceux qui n'étaient que légèrement atteints marchaient en tête, contenant l'ennemi quand il s'émancipait par trop.

« Ah! c'est une affaire qui mérite d'être coulée en bronze!

« Adieu! Je vous écrirai plus longuement une autre fois.

« Votre GIUSEPPE GARIBALDI. »

Et il a raison, l'homme brave entre tous, de louer les braves qui le suivent.

Il n'a jamais eu avec lui que des hommes habitués à regarder la mort, des *toreros,* des contrebandiers, des pirates, des chasseurs de bêtes fauves : l'un d'eux qui s'était battu avec un tigre avait eu, d'un coup de

griffe, une joue, une oreille et un œil emportés; ces héroïques bandits, qui faisaient peur et plaisir à voir, n'avaient jamais plié que sous leur chef et tremblaient devant lui comme des femmes.

Aujourd'hui qu'on lui rend justice et qu'il combat pour la sainte cause de son pays, il commande une légion de gentilshommes. Mais il les a rendus, en quelques heures, aveuglément soumis, héroïquement terribles comme ses gauchos et ses forbans d'autrefois.

Sous les murs de Velletri, où Garibaldi donna une si rude leçon au roi de Naples, un de ses compagnons nommé Manara avec une vingtaine d'hommes s'arrêta en passant devant la musique qui jouait un air gai. — Les Napolitains les criblaient de balles et de mitraille. Mais la musique était à mourir de rire. Les Garibaldiens s'arrêtèrent sous les balles et la mitraille et se mirent à danser.

Un boulet de canon emporta deux danseurs et fit taire les musiciens. Mais Manara s'écria : Eh bien, la musique ?

La musique reprit et l'on dansa de plus belle. Tels sont les hommes de Garibaldi.

Voulez-vous connaître à présent les femmes de ces hommes ? A Rome, un jour de bataille, un boulet avait brisé les reins d'un jeune soldat. Couché sur une civière, le jeune soldat avait croisé les mains, levé les yeux et il était mort. Un officier se précipita sur le cadavre et le couvrit de baisers. — Il embrassait le corps de sa femme qui s'était vêtue en soldat pour le suivre.

Voulez-vous connaître enfin les vieillards ? « Un

père, dit Garibaldi (j'emprunte tous ces derniers traits à ses Mémoires), un père, ayant son premier fils frappé et près de mourir, m'amena le second, âgé de treize ans, en me disant : Apprends-lui à venger son frère ! Son aïeul, le vieil Horace, n'eût pas fait mieux. »

Ces faits nous ont ramené en Italie, le vrai théâtre des exploits de Garibaldi. En Amérique, il combattait pour une bonne cause, mais non pour la sienne; en volontaire, mais non pas en patriote; depuis 1848 il rentra dans sa patrie, et lui donna ses hommes et son sang. Il s'offrit à tous ceux qui promettaient une Italie; à Pie IX d'abord, puis à Charles-Albert qui ne voulut pas de lui. Garibaldi n'en marcha pas moins contre les Autrichiens et il combattit malgré le roi. La paix conclue, il tint seul la campagne avec sept cent cinquante hommes.

Entouré un jour par sept mille Autrichiens, il fit une trouée sanglante dans leurs rangs et leur échappa une nuit, par miracle. Il se sauva en Suisse et reparut à Rome, contre nous.

Je passe sur cette aventure qui ne fait pas honneur à notre France. Je ne rappelle pas les tristes batailles dont nous prenons aujourd'hui de si magnifiques revanches en combattant cette fois pour une cause française, celle des nations et de la liberté.

Un mot seulement sur le dernier jour de la république romaine.

J'emprunte ce passage à Vecchi, soldat et narrateur de cette campagne douloureuse : « Nous étions enfermés à la villa Spada, où nous soutenions un effroyable feu de mousquets et de carabines. Nous commen-

cions à manquer de munitions, quand le général Garibaldi parut avec une colonne de légionnaires et quelques soldats du 6e régiment de ligne, commandés par Pasi, décidé qu'il était à frapper un dernier coup, non pas pour le salut, mais pour l'honneur de Rome. Réunis à nos compagnons, nous nous élançâmes sur la brèche, frappant avec des lances, des épées, des baïonnettes : la poudre et les balles manquaient. Les Français, étonnés de ce terrible choc, reculèrent d'abord ; mais d'autres survinrent, en même temps que l'artillerie, pointée sur nous, commençait à nous enlever des files tout entières. L'enceinte Aurélienne fut prise et reprise ; il n'y avait pas un endroit où poser le pied, si ce n'était sur un mort ou sur un blessé.

« Garibaldi, pendant cette nuit, fut plus grand que je ne l'avais jamais vu, plus grand que personne ne le vit jamais. Son épée était l'éclair ; chaque homme frappé était un homme mort. Le sang d'un nouvel adversaire lavait le sang de celui qui venait de tomber. On eût dit Léonidas aux Thermopyles, Ferruccio au château de la Gavissana. Je tremblais de le voir tomber d'un instant à l'autre ; mais non, il resta debout comme le Destin. »

Garibaldi sortit le dernier de Rome. Il faut lire dans Luigi Carlo Farini le récit de cette retraite. Notez que Farini est un historien conservateur.

Garibaldi, guidé par Ciceruacchio l'homme du peuple, nous avait échappé. Il était à Tivoli, avec ses bagages, ses munitions et ses armes. Il voulait aller à Spoleto, pour y transporter la république romaine, et résister encore jusqu'au dernier moment. Mais la république n'osa pas l'y suivre. Il fallait traverser les

Autrichiens qui étaient en Toscane, dans les Légations, partout. Garibaldi partit pour Venise.

Il avait devant lui les Allemands, derrière lui les Français, les Napolitains, les Espagnols. Il était enfermé dans un cercle de fer. Mais en disséminant sa petite armée et en tenant partout l'ennemi en éveil, toujours en marche, toujours l'œil ouvert, un pied en Toscane et l'autre dans les États romains, se glissant la nuit par des sentiers impossibles entre quatre armées et essayant encore dans sa fuite de soulever les peuples abattus, diminué de jour en jour par les fatigues, les défaillances et les défections de ses hommes, et blessé lui-même à la tête dans un combat furieux, accompagné de sa femme Anita qui était enceinte, pressé de tous côtés, poursuivi à outrance et ne voulant pas se rendre vivant, ni mourir avant que l'Italie fût morte, — il parvint enfin, par des miracles de persistance et d'audace, à se jeter avec les derniers débris de l'armée romaine sur la terre libre de Saint-Marin.

Là, il fit une proclamation où il déliait de tout engagement ses camarades. Cependant l'Autriche n'était pas satisfaite. Elle marchait avec dix mille hommes sur la petite république et menaçait de l'envahir si les Italiens ne posaient pas les armes. Et s'ils les posaient d'eux-mêmes, elle promettait à Garibaldi de le renvoyer libre en Amérique, à ses soldats de les renvoyer libres chez eux.

Trois cents hommes répondirent : à Venise !

Garibaldi leur avait dit : « A qui veut me suivre, j'offre de nouvelles souffrances, de plus grands périls, la mort peut-être : des pactes avec l'étranger, jamais ! »

Ils partirent.

A Cesenatico ils prirent treize barques de pêche et entrèrent dans la mer.

Pendant ce temps les Autrichiens les cherchaient partout, menaçant de mort tous ceux qui leur auraient donné un verre d'eau ou une botte de paille. Puis ils envahirent Saint-Marin et se vengèrent sur ceux qui avaient posé les armes. Aux Romains, la bastonnade; aux Lombards, la prison.

Les barques arrivèrent en vue de Venise. Mais là, dispersées par le vent contraire et la flotte autrichienne, elles tombèrent, huit sur treize, dans les mains de l'ennemi. Garibaldi fut rejeté sur les terres romaines. Là sés compagnons se débandèrent; allant au hasard devant eux, errant dans les bois, chassés et tués comme des bêtes fauves, abandonnés sans sépulture, ils disparurent tous.

Ciceruacchio le Transtévérin était de ces derniers hommes: on ne sait où il est mort.

« Ainsi, dit Farini, finit la république romaine. »

Mais Garibaldi n'est pas de ceux qui tombent. La superstition napolitaine le croit immortel. Il partit avec sa femme enceinte et s'enfonça dans les terres, reconnu, mais accueilli, secouru par les autorités, malgré l'Autriche. Il marcha ainsi deux jours, avec un courage qui ne faiblit jamais.

Mais au troisième jour il eut un affreux malheur: il sentit s'affaisser dans ses bras et mourir sa femme exténuée, son Anita.

C'était une créole. Il l'avait épousée en Amérique au bruit des canons, au sifflement des boulets. Le jour de ses noces il s'était jeté avec elle sur un esquif

et lancé à la mer en faisant sauter derrière lui ses bâtiments. Depuis lors il l'avait toujours eue à ses côtés partageant ses périls et suivant sa fortune. Elle n'était femme que pour l'adorer.

Un jour, dans un combat acharné, les Brésiliens l'avaient prise. On vint lui dire, dans sa prison, que son mari était mort en voulant la sauver. Elle ne pleura pas, mais la nuit, glissant entre ses geôliers, elle courut sur le champ de bataille. Elle y parvint à l'aube et chercha Garibaldi parmi les cadavres. Elle les regarda tous en face et voyant qu'il n'y était pas, elle leva les yeux au ciel et bénit Dieu.

Puis, errant seule, pendant deux jours et deux nuits dans les bois, elle regagna le camp des insurgés et son mari qui la croyait morte.

Elle lui avait donné trois enfants et portait le quatrième dans son sein, quand elle expira.

Garibaldi survécut à cette femme héroïque. Échappé seul au naufrage, il traversa l'Italie ; puis reparut à Tunis, en Chine, au Pérou, presque toujours caché comme un demi-dieu dans les nuages. On ne pouvait le suivre, ni savoir où il était.

Le sait-on beaucoup mieux, maintenant que l'Europe entière a les yeux sur lui ? Il marche à quelques pas de nous, et il nous échappe encore. Il disparaît dans la poussière du combat et dans la fumée de la poudre ; puis, tout à coup, on apprend qu'il a pris une ville ou chassé une armée avec une poignée de soldats.

Voilà l'homme.

Et maintenant, avant de raconter sa dernière conquête, nous allons la justifier en reproduisant quelques-

unes de nos notes[1] sur les tristes règnes de Ferdinand II et de François II. Après avoir lu ces pages, il n'y aura, nous l'espérons, pas un seul de nos lecteurs qui s'obstine encore à contester le droit de Garibaldi, la justice de sa cause et la légitimité de ses armes.

Je pourrais avec ces notes essayer de composer une histoire, mais je n'en veux rien faire, parce qu'on n'écrit pas l'histoire d'aujourd'hui. Je ne songe qu'à préparer des matériaux à ceux qui l'écriront un jour, — au plus tôt dans un demi siècle. Je laisse mes notes telles quelles ; elles rendront mieux ce qu'elles ont à rendre : l'anecdote du jour et l'impression du moment. Les historiens futurs me sauront gré de cette modestie. Je leur offre tout ce que je sais faire : un travail de bonne foi.

1. Ces notes ont paru quelquefois, non signées et sous forme de correspondance, dans divers journaux. Que le lecteur ne s'étonne pas s'il les retrouve de temps en temps dans sa mémoire.

II

FERDINAND II

Ferdinand II malade. — Coup d'œil sur son règne. — Les conspirations. — Système de corruption. — Le clergé. — L'instruction publique. — La censure. — Révolution de 1848. — La Constitution napolitaine. — Les suspects. — Intrigues de cour. — Situation du duc de Calabre. — Dispositions des partis. — Mort de Ferdinand II.

Naples, 1er mai 1859.

Dans un pays où le roi est tout, c'est du roi seul qu'on s'occupe, et quand le roi est malade, les annales de ce pays ne sont plus qu'une série de bulletins de santé. Voici donc, pour aujourd'hui, les nouvelles de Naples. Le 26, il y avait persévérance « dans l'amélioration des phénomènes de l'infirmité du roi, notre seigneur. » — Le 27, l'amélioration continuait, non plus des phénomènes, mais de la *maladie;* c'était la première fois que les signataires des bulletins employaient ce mot rassurant.

Et aussitôt, dans tout Caserte, on se mit à crier au miracle. Les uns remerciaient saint Gaëtan, les autres saint Janvier, plusieurs la feue reine Marie-Christine, qui était apparue à un mendiant pour lui annoncer que le roi vivrait. Ce mendiant avait été reçu et fêté à

Caserte. Cependant, le malade continuait à ne pas se montrer; les bulletins étaient, dit-on, dictés par la reine. Le roi va mieux, disait-elle, — et la faculté répondait : Amen !

Un des patriarches de l'Académie de médecine, le professeur Luccarelli, fut mandé à Caserte par le prince héréditaire. Après une heure d'attente au château, on lui fit dire qu'il ne verrait pas le prince, mais qu'il aurait le droit de causer avec l'un des chirurgiens ordinaires de S. M. Le chirurgien fut donc présenté au médecin, et lui fit un discours très-long et très-circonstancié, où il lui exposa tous les phénomènes de la maladie, et, sur ces communications verbales, il lui demanda son avis. M. Luccarelli répondit qu'il ne pouvait le donner sans voir le malade. On lui objecta qu'il n'était pas visible. Et comme il persistait à ne vouloir se déclarer que sur une observation personnelle, on le pria poliment de se retirer.

Enfin, le dernier bulletin officiel a confessé de nouvelles inquiétudes. « D'hier à ce matin, dit-il, est intervenu quelque léger désordre de plus (*di più*) dans la maladie du roi, notre seigneur. »

Avec ces alternatives de craintes et d'espérances, le gouvernement reste suspendu; il en résulte une incertitude pire que la guerre, et un désordre pire que la révolution.

2 mai.

Il y a un contraste singulier et qui frappe tous les esprits, entre les événements de l'Italie du nord et ceux de l'Italie méridionale. Là-haut le Piémont uni à

la France et appuyé plus solidement encore sur les idées éternelles de patrie et de liberté, marche à la conquête de la Lombardie. Ici, dans son triste château de Caserte, le roi Ferdinand II, abandonné de son peuple et de l'Europe, l'irréconciliable ennemi des idées libérales et des idées italiennes, s'éteint misérablement dans le silence et dans l'oubli.

Les sympathies soulevées dans le monde entier pour Victor-Emmanuel, et l'indifférence qui ne regarde même pas le lit de mort de Ferdinand, montrent déjà quel sera le jugement de l'histoire. Il ne m'appartient pas de le devancer sur ces feuilles volantes: je veux seulement, à la fin de ce triste règne, attacher un dernier regard sur le roi mourant.

Il a été traité de mille manières : porté aux nues ou jeté plus bas que fange par les hommes extrêmes des deux partis. Quant aux esprits modérés, qui sont bien souvent les plus faux de tous, ils n'ont fait que l'adoucir et l'atténuer: ils l'effacent. Tâchons de le juger sans colère, mais sans faiblesse, et, disant le bien et le mal, de le comprendre et de l'expliquer.

Ferdinand II, c'est le roi absolu, dépaysé dans notre siècle. Du temps de Louis XIV, il eût été logique et grand peut-être. Après 89, après le passage de la France à Naples, après le contre-coup de 1830, il n'a été qu'un anachronisme fatal, un paradoxe insensé.

Je ne crois pas, quoi qu'en aient dit les écrivains tout d'une pièce, qu'il fût né féroce et perfide; je ne crois pas aux monstres, et Néron lui-même ne me paraît vrai que dans *Britannicus*. Je n'admets point cette hérédité de vices dont on a fait une loi pour condamner les dynasties, loi qui fait retomber sur les enfants l'ini-

quité des pères bien au delà de la troisième et de la quatrième génération.

Par malheur il y a des erreurs fatales qui sont plus tenaces que les défauts et qui s'enracinent dans les familles royales. Cette fatalité de transmission que je nie dans les caractères personnels, je la reconnais dans certaines idées dynastiques. Et ceci, non-seulement à Naples, mais partout, en France, en Angleterre, en Russie, en Autriche, même en Piémont, dans la maison de Savoie, qui, depuis son avénement, tend à absorber l'Italie et qui justifie cette ambition à force de courage et d'honneur.

La tradition dynastique des Bourbons de Naples, depuis Charles III peut-être, et en tout cas depuis Ferdinand I, est le gouvernement absolu à tout prix, maintenu par tous les moyens : comptez les dates perfides et les dates sanglantes : 1848, 1821, 1816, 1799, — et j'en passe !

Cette tradition de famille s'est imposée fatalement à tous ses membres. D'une suite d'hommes très-divers, elle a fait une succession de tyrans.

Déjà en 1806, par un décret du 30 mars, Napoléon avait élevé son frère Joseph au trône de Naples, la dynastie des Bourbons étant « incompatible avec l'honneur de la couronne impériale et avec le repos de l'Europe. »

Ferdinand fut donc forcément un mauvais roi. Il n'était cependant pas un méchant homme. J'ai connu des hommes de bien qui vécurent longtemps dans son intimité. Ils s'accordent tous à vanter ses qualités personnelles et ses vertus de famille. Il aimait sa maison, il avait des mœurs sévères, un esprit plaisant et judi-

cieux. Sauf en politique, il était enclin à la clémence. Il croyait beaucoup trop à ses prêtres, mais il croyait aussi en Dieu. Parcimonieux pour lui-même, il donnait pourtant et beaucoup aux pauvres. Il se montrait familier, indulgent, bon homme avec ceux qui lui étaient dévoués. Il promettait volontiers et n'oubliait pas toujours ses promesses. Il aimait le peuple et riait de bon cœur en patois avec les âneries de Castellamare et d'Ischia. Il tolérait toutes les infériorités et les comblait de faveurs et de grâces. Gentilhomme campagnard, un peu volontaire, mais bon diable au fond, ayant du caractère et de l'adresse, il était né pour faire le bonheur d'un petit peuple de paysans. Il aurait vécu longtemps, ce roi d'Yvetot, et enrichi sa famille. — Je m'aperçois que je parle de lui comme s'il était déjà mort.

Je vais plus loin; je crois qu'il aurait fait un bon roi — dans un autre siècle. Son acte souverain, en montant sur le trône[1], contenait de magnifiques promesses, et les premières années de son règne essayèrent de les tenir. — Ainsi, le 11 novembre 1830, il renonçait en faveur du trésor à 180,000 ducats annuels de sa liste civile, et il abolissait les chasses qui coûtaient trop d'argent. (Il avait trouvé les finances dans un état pitoyable). Le 18 décembre, il accordait des grâces politiques et rendait aux suspects leurs droits civils. Le 4 janvier 1831, il faisait surveiller et réformer les œuvres de bienfaisance. Le 11 janvier, il abandonnait encore 190,000 ducats de sa liste civile. Le 30 mai, il accordait de nouvelles grâces politiques et rappelait

1. Il sera cité plus tard.

les exilés. Le 11 juin, il faisait murer les *criminali* de Castel Capuano, cachots horribles, sépultures de vivants. En 1832, il visitait les provinces, il y fondait des hôpitaux et des asiles ; il jetait sur le Garigliano le premier pont en fer qui fut construit en Italie, — et, à l'occasion de son mariage, il distribuait de larges aumônes aux nécessiteux. — Et ainsi de suite pendant plusieurs années. Sa conduite fut admirablement courageuse lors des premières invasions du choléra.

Ses derniers bienfaits signalent l'influence d'une reine qui se fit bénir. Mais Marie-Christine de Savoie mourut jeune. On la pleure encore, et l'on ne pleure qu'elle de tout ce qui a régné depuis Charles III.

A son lit de mort elle fit jurer à son royal époux de ne faire exécuter, pendant cinq ans, aucune peine de mort. Ce fut le premier serment de Ferdinand.

Et ce fut son premier parjure.

3 mai.

Il régna seul et voulut régner seul. Tout le bien qu'il avait fait, il l'avait voulu faire par lui-même. Et ceci, du premier jour où il occupa son trône. Il voulut toujours être le maître, et le maître absolu.

Il n'hésita qu'un moment, sous l'influence de quelques esprits lucides et généreux qui, dès 1830, avaient pressenti l'Italie. Le nom de ces conseillers secrets est un mystère. M. Petruccelli de la Gattina, qui a écrit un livre précieux et encore inédit, sur les Bourbons de Naples, attribue cette clairvoyance à l'ancien ministre Intonti, le chef de la police de François I. Mais je sais

qu'un long mémoire fut rédigé sur la question par Antonio Ranieri, l'un des premiers hommes de Naples.

Il s'agissait tout simplement de conseiller à Ferdinand la mission rêvée vingt ans plus tard par Charles-Albert et accomplie aujourd'hui par Victor-Emmanuel.

Ferdinand fut frappé de l'idée. Il était jeune alors, assez jeune pour l'enthousiasme, trop jeune peut-être pour la résolution. Pendant quelques jours on le vit pensif et combattu ; le projet lui faisait envie et peur. La peur, à ce qu'il paraît, fut la plus forte. Il ne rendit pas le mémoire et n'y répondit jamais.

Dès lors il enferma son ambition dans son royaume, mais à la condition d'y gouverner en maître absolu. Une lettre de son oncle, le roi Louis-Philippe, le poussait aux concessions et aux réformes. Ferdinand répondit (et il n'avait guère plus de vingt ans) :

« La liberté est fatale à la famille des Bourbons, et moi, je suis décidé à éviter à tout prix le sort de Louis XVI et de Charles X. Mon peuple obéit à la force et se courbe, mais malheur s'il se redresse sous les impulsions de ses rêves, qui sont si beaux dans les sermons des philosophes, et si impossibles en pratique ! Dieu aidant, je donnerai à mon peuple la prospérité et l'administration honnête à laquelle il a droit, mais je serai roi, je serai roi seul, et toujours. »

Et plus bas, cette phrase sinistre :

« MON PEUPLE N'A PAS BESOIN DE PENSER. »

Ce mot résume toute la pensée du règne. Dès que le peuple voulut penser, le roi lui déclara la guerre. Et cette guerre a duré trente ans.

Pendant ces trente années, le royaume est resté en insurrection ou tout au moins en conspiration perma-

nente. Dès 1833 ou 1834, nous avons l'insurrection de Fratangelo Peluso, en Calabre; puis celle des frères Rossaroll; puis la conspiration de Carlo Poerio, dénoncée par Orazio Mazza, l'un des complices, dont ce fut le premier exploit : il devint plus tard ministre de la police et inventa le système des bastonnades; puis une insurrection en Sicile après le choléra; une insurrection à Cosenza, en 1838; des émeutes à Aquila, en 1841 et dans les années suivantes; en 1844, l'insurrection de Mosciari, puis l'aventure héroïque des frères Bandiera; puis les mouvements soulevés par Romeo, dans les Calabres et en Sicile; puis l'explosion de 1848, qui se prolongea longtemps dans tout le royaume : le sol en tremble encore au moment où j'écris. La Sicile n'est point encore pacifiée. Les provinces s'agitent à chaque instant. L'autre jour nous avions l'attentat d'Agesilao Milano, puis l'expédition de Pisacane; hier, la conspiration de Mignogna; — aujourd'hui, ne regardons pas la ville souterraine, nous y verrions encore des fusils ou des couteaux. Voilà l'histoire du règne.

Encore si c'étaient des conspirateurs vulgaires, on pourrait excuser le pouvoir qu'ils ont continuellement menacé. Mais quels hommes! Carlo Poerio : trente ans de combats pour la liberté et pour l'Italie, et toujours malheureux, et toujours fidèle. Rappelé d'exil pour être jeté en prison, sortant de prison pour monter au ministère, tombant du ministère pour souffrir dix ans dans un bagne, et du fond du bagne, en correspondance avec Palmerston, avec Manin, avec les premiers hommes du siècle, conduisant à son gré la révolution de son pays. Le voici maintenant à Turin, dans son

second exil, acclamé comme un héros, vénéré comme un martyr, tandis que le roi Ferdinand, qui l'a si souvent et si cruellement frappé, s'éteint dans l'oubli sous la réprobation du monde.

Et que dire des autres, de Mosciari, par exemple, sur lequel on a écrit un poëme qui, sans rien ajouter à l'histoire, est aussi merveilleux que les contes espagnols du bon vieux temps? Ce héros inconnu se battit un jour, avec deux hommes de sa maison, contre tout un bataillon qu'il mit en fuite. Un autre jour, seul contre dix soldats et deux gendarmes, il tua trois hommes et chassa tous les autres. Il était riche; un jour il a tout donné pour son pays.

Et les frères Bandiera? Une poignée d'hommes qui descendent seuls en Calabre, où ils savent qu'ils vont mourir. Mais ils savent aussi que leur mort agitera l'Italie, et ils marchent. A peine débarqués, ils embrassent la terre italienne et jettent un cri de liberté qu'on n'entend pas. Ils pourraient reculer, mais ils marchent. Ils ont pourtant une mère derrière eux, ils vont au supplice. Arrêtés, garrottés, mutilés, ils tiennent la tête haute. On les interroge dans un simulacre de jugement :

— Votre nom?

— Émile Bandiera.

— Êtes-vous baron?

— Je m'en soucie fort peu.

— De quel pays êtes-vous?

— D'Italie.

— Mais de quelle partie?

— D'Italie.

— Où êtes-vous né?

— En Italie.

Et ils meurent ainsi, calmes, stoïques, en recommandant aux soldats de bien viser.

Il y a toujours eu de belles morts à Naples. Vous rappelez-vous le mot de Cirillo, devant les tribunaux de 99? On lui demandait sa profession, il répondit cette fière parole : Sous le despotisme, j'étais médecin; sous la république, j'étais représentant; maintenant, je suis héros.

Et Agesilao Milano lui-même, le parricide : il devient presque un grand homme en face de celui qu'il voulait frapper. Je ne veux pas justifier son crime : l'assassinat a toujours tort, fût-il commis sur un monstre tel que Marat, car l'avenir est à Dieu — et ce coup de couteau pouvait ne pas sauver la France. Mais l'absolution que je n'ose prononcer, l'Italie entière l'a donnée : Agesilao, comme Charlotte, est inscrit par le peuple au nombre des martyrs.

En tout cas, l'enfant de la grande Grèce — qui était poëte et qui écrivait en grec des vers d'amour — n'est pas à confondre avec ces nocturnes scélérats qui jettent des bombes dans la foule et se sauvent après dans l'ombre. Agesilao sortit seul des rangs, en plein jour, au Champ de Mars, et, la baïonnette en avant, attaqua seul un roi qui était à la tête de trente mille hommes. — Au conseil de guerre, il déclara qu'il était le seul auteur du crime. — La torture ne lui a pas arraché une seule parole. Il est mort noblement.

Tels étaient les ennemis de Ferdinand. Quant à ses amis, je n'ai pas à en parler. Ce serait de la diffamation : la chronique n'a pas les droits de l'histoire.

4 mai.

En voyant ainsi contre lui l'élite de la nation, le roi n'eut plus qu'une pensée à l'esprit : il voulut garder sa couronne. Dès lors toutes les promesses de son programme, toutes ces ambitions généreuses et sincères peut-être à son avénement, toutes ces illusions de progrès, de civilisation, de grandeur et de splendeur obtenues par sa volonté souveraine, toutes ces magnifiques intentions disparurent devant le besoin plus impérieux de rester maître et de régner seul.

Et il ne recula devant rien pour conserver le sceptre absolu. Il écarta les hommes d'honneur dont la vertu aurait pu lui faire obstacle, pour s'entourer de consciences douteuses et de cœurs tarés. Il se fit une armée contre son peuple, excellente pour sabrer des multitudes sans armes, mais incapable de tenir contre une légion d'hommes aguerris : une armée invincible le 15 mai, quand les Suisses eurent franchi les barricades et qu'il ne resta plus qu'à violer des femmes et à piller des maisons — mais culbutée à Velletri dans un clin d'œil par une poignée de braves. — Et cependant quels hommes on aurait fait des Napolitains en leur gravant au cœur les mots d'honneur et de patrie! On les a vus à l'œuvre dans Marghera, dans Venise, où ils restèrent jusqu'au dernier moment, debout au milieu des ruines de la ville — on peut dire de l'Italie entière — décimés par la faim, par la peste et par les bombes — et résistant encore et résolus à se battre, et tombant sans se plaindre, homme à homme, héroïques vaincus qui seront bientôt vengés!

Ferdinand se fit donc une armée de gendarmes et une armée de parade. Un Anglais voyant défiler un jour ces soldats à la fête militaire et religieuse de Piedigrotta, dit à son voisin, moi présent : *They march well.* — *They run better*, répondit l'autre. Ferdinand agit avec ses villes comme avec ses soldats. Il ne les arma pas contre l'ennemi, mais contre son peuple. Une invasion entrerait sans coup férir dans Palerme, dans Messine ou dans Naples, dont les forts bombarderaient si bien — et ont si bien bombardé les habitants. Toujours la guerre contre la nation, l'oppression menaçante et formidable.

Et partout ainsi. On a beaucoup admiré l'organisation des finances à Naples. On y a mis beaucoup de bonne volonté. Qu'est-ce qu'un budget secret? Il n'y a que la misère qui se cache. Ferdinand fit des économies, je ne dis pas non, mais à quel prix? Il rogna les appointements de ses employés et les força de vivre aux dépens du peuple. Un quart d'heure passé dans le moindre bureau de ministère vous dévoile des turpitudes qui seraient punies chez nous par la prison. Tout se vend ici, les faveurs, les grâces, les passe-droits et même les droits les plus sacrés. On vend la justice.

Vous ne gagnez pas un procès à Naples — sans corrompre les juges ou tout au moins le chancelier. J'ai vécu longtemps dans cette ville et il m'est arrivé une fois d'avoir affaire avec les tribunaux. Je poursuivais un faussaire. Le crime était prouvé, visible, éclatant. Mais mon avocat vint me voir et me dit : « Croyez-moi, retirez votre plainte. Vous avez tous les droits du monde, mais votre adversaire est le locataire du

juge d'instruction, et il paye exactement son loyer. Le juge est pour lui, c'est cause perdue. On corrompra les experts, on soudoiera des témoins, vous aurez contre vous toute la ville. Vous pourrez être accusé de calomnie à votre tour. Gagnant ou perdant, d'appel en appel, l'affaire pourra traîner un siècle et coûter une fortune. Il vaut mieux pour vous sortir de là sur-le-champ... »

J'ai dû retirer ma plainte et indemniser le faussaire!

Que voulez-vous? Les juges étaient de si bonnes gens dans les procès politiques! Ils trouvaient si aisément de quoi envoyer pour vingt-quatre ans un honnête homme au bagne, et cela dans une simple lettre écrite et dénoncée par un espion! Il fallait donc bien leur passer quelques peccadilles. On fermait les yeux, on tournait la tête et on les laissait voler.

Tous volaient donc, mal payés par le roi qui amassait ainsi des sommes considérables un peu ébréchées en 1848, il est vrai, mais toujours sonnantes; on les envoie maintenant en Autriche, où elles défraient en partie la guerre : il y a, dit-on, quatre-vingt millions de ducats. Tous volaient, dis-je, mal payés par le roi, et se payant sur le peuple. A la douane, par exemple, il se passait et il se passe toujours des spectacles révoltants. La contrebande n'est pas un accident clandestin, c'est une entreprise organisée. En descendant à Naples, vous faites un signe au gabelou qui n'ouvre pas vos malles; vous payez deux ou trois douaniers, quatre ou cinq facchini, un ou deux gendarmes, et s'il entrait dans votre sac, comme Géronte, on vous laisserait passer Mazzini. Mais ceci n'est que de la petite fraude. Il y a la grande, celle qui se fait sur

une large échelle, en compte à demi avec de hauts personnages qui ne payent pas de droits et qui en profitent. Tel négociant envoie sa marchandise à leur adresse : il y a naturellement beaucoup à gagner. On partage les bénéfices. Et les hauts personnages étant bons diables, ils font décorer le marchand de la croix de François Ier.

J'aurais cent traits de ce genre à dire. Il y a des entrepreneurs de contrebande qui ont des bureaux et des comptes courants. On s'adresse à eux pour faire entrer tel colis; ils s'en chargent. On leur paye la moitié des droits officiels, et vous recevez chez vous votre ballot. Je peux vous certifier que pas un seul objet de bijouterie n'entre à Naples par la douane.

Si vous vous défiez de ces entrepreneurs, vous pouvez vous adresser aux douaniers eux-mêmes. Il n'y en a pas un qui résiste à la sonnerie des écus. Je connais un de ces employés qui reçoit six ducats par mois, 26 francs, pas davantage. Et il est là depuis vingt ans. Je lui demandai un jour pourquoi il ne cherchait pas à obtenir de l'avancement. — A quoi bon? me dit-il. Avec mes six ducats, je roule carrosse. — Et il disait vrai.

Un dernier trait qui date de l'an dernier : je m'arrête à la douane parce que je la trouve sur mon chemin, mais j'en pourrais dire autant de toutes les administrations du royaume. L'an dernier donc, les diligences qui arrivaient de province apportaient force ballots et colis qu'on se gardait d'aller déposer à la grande douane, selon la règle. On les mettait de côté dans un magasin de l'Hôtel des Postes, d'où on les sortait peu à peu par la grande porte, car il n'y a pas

d'autre issue pendant le jour, l'Hôtel étant fermé la nuit. Comprenez-vous le nombre d'employés qui devaient être dans la confidence de cette filouterie? Une dénonciation fit découvrir la contrebande sans faire beaucoup de tort aux contrebandiers qui parvinrent à faire disparaître leurs marchandises entre la dénonciation et la saisie. Mais voici le plus curieux : l'administration ne put même pas garder les ballots saisis, car elle les trouva marqués et plombés par la douane. Il fallait donc que la douane entière fût du complot;—je m'en tiens là : je ne vous dirais rien de plus fort.

Tels sont les résultats obtenus par les économies royales.

5 mai.

Par ces économies, on réussit à diminuer les impôts — en apparence du moins, car ici tout est figure et paraître. Un des économistes sérieux d'Italie et de notre temps, M. Scialoia, de Naples, maintenant proscrit à Turin, a publié sur la matière un travail remarquable. Il prouve que le système financier de ce royaume est un décor splendide, un trompe-l'œil ingénieux, rien de plus.

J'aurais sur ce point beaucoup à écrire, si j'avais un travail complet à faire sur le règne de Ferdinand. Je signalerais toutes les contributions indirectes qui pèsent sur la population, et en particulier, car l'abus est là, mille et une contributions coutumières : la loterie, par exemple, cette ruine du pauvre, qui exploitant des illusions toujours renaissantes et tou-

jours déçues, fait passer toutes les épargnes des malheureux dans les caisses du roi.

Mais j'ai pour système de ne pas répéter ce que l'on peut trouver dans des livres. Je m'en tiens donc à ce que je vois de mes yeux et sous mes yeux. J'habite l'Hôtel de Genève à Naples et je regarde attentivement ce qui s'y passe. La maîtresse de la maison ne paye point de patente, ou du moins sa patente lui a coûté vingt sous. Voilà qui est libéral au dernier point : c'est le paraître. Mais, en revanche, aux fêtes de Piedigrotta, aux revues militaires, à tous les mouvements de troupes, elle reçoit des vingtaines d'officiers avec billets de logement. C'est la caisse municipale qui devrait payer ces billets, mais la caisse municipale est toujours vide. Il faut lui arracher sou par sou, jour par jour, une misérable somme. On n'obtient quelque chose qu'en soudoyant tous les employés de l'Hôtel-de-Ville. On transige avec le caissier, on donne au besoin un pourboire au syndic. Et, par ce moyen, on arrive à toucher six ducats sur douze. Si ce n'est pas un impôt frauduleux, dites-moi ce que c'est.

Un homme de la police vient tous les matins à l'hôtel prendre les noms des voyageurs qui passent. C'est l'hôtel qui paye cet homme, sans compter les mille et un autres employés qu'il doit séduire pour obtenir justice ou tout au moins pour avoir la paix.

Le portier de la maison, un vétéran suisse, ayant eu soif un matin, commit un sacrilége. Il poursuivit un gamin jusque dans une église, où il entra par mégarde, et le rossa pendant l'élévation, sans se douter qu'il était dans la maison de Dieu. Il fut arrêté et conduit en prison, rien de plus juste. Le cas était grave

et pouvait le conduire au bagne. Mais notre homme connaissait la ville et ses poches étaient bourrées d'écus. Je ne sais ce qu'il fit pour intéresser les magistrats, les geôliers et les sbires à son malheureux sort. Je sais seulement que je le vis revenir libre comme l'air, au bout d'un jour ou deux. Seulement ses poches étaient vides.

Tout est vénal en ce pays, surtout la police. Le pouvoir attache ses agents à la cause de l'ordre, non par l'argent qu'il leur donne, mais par celui qu'il leur laisse gagner. Si bien que les sbires rançonnent le peuple. Ils se font payer leur silence, non-seulement quand ils ont quelque chose à dire, mais encore quand ils n'ont pas la moindre peccadille à dénoncer. Ils ont le droit de médisance et de calomnie ; ils ne s'en abstiennent qu'à prix d'or. Je n'invente rien, j'ai des faits et des preuves.

Il n'est pas rare qu'un agent secret vienne dire au bourgeois le plus inoffensif : Monsieur, vous allez me donner cinquante francs, sinon j'irai vous accuser de démagogie et de muratisme.

Le roi laisse faire, c'est tout simple. Il préfère les fripons qui le servent aux honnêtes gens qui voudraient le renverser. Dans les trois quarts des affaires privées, les chefs de maison font la même chose. Trouvez-moi de meilleurs valets que Scapin !

Ferdinand, pour ce genre de péchés, a toujours été plein d'indulgence. Il se défie un peu des hommes de bien. Il en a eu quelques-uns auprès de lui ; il les a toujours respectés en les traitant d'Excellences. Mais il tutoie les autres et les comble de faveurs.

De faveurs, et d'épigrammes. Il se plaît avec ceux

qu'il méprise, peut-être pour avoir le droit de les bafouer. Antonio Ranieri, admirable écrivain, avait fait un roman où il flétrissait les vols commis dans l'hospice des Enfants-Trouvés, au détriment des malheureuses créatures qu'on laissait mourir. Le ministre qui profitait de ces déprédations alla se plaindre au roi de ces médisances : « Ranieri est un fou, dit l'habile homme ; il faut l'enfermer dans l'hospice des aliénés. — Oui, fit le roi, pour qu'il fasse un second livre sur cet établissement, également administré par Votre Excellence. »

Un autre jour, voyant entrer le même ministre dans je ne sais quelle fête où il y avait beaucoup de gens, Ferdinand dit très-haut à ceux qui l'entouraient : « Gare à vos poches ! »

Mais voici le trait le plus curieux du même genre. C'était l'an dernier, à Ischia. Un pauvre diable adressa une supplique au roi, qui se laissa fléchir. Ferdinand avait près de lui un commissaire, que je ne veux pas nommer, très-protégé par la reine. Il dit au commissaire, distributeur ordinaire des aumônes royales, de donner cent ducats à ce malheureux. Le commissaire lui en donna douze et lui défendit, avec des menaces terribles, de se représenter jamais devant le roi. Ceci n'est pas un fait isolé, c'était l'habitude du commissaire. Il prélevait sur chaque aumône une commission de 90 pour cent.

Cependant, cette fois-là, le roi vint à s'informer un beau jour du pauvre homme : « Il ne m'a pas même remercié, dit-il ; où est-il donc ? Je veux le voir. » Il le vit et apprit le fait. Suivit une scène de comédie. Le roi fit cacher le suppliant derrière un rideau et

manda le commissaire. Et celui-ci protestant de son innocence, le roi fit sortir l'autre de sa cachette. Le commissaire se troubla et se trahit. Je vous laisse à penser l'indignation de Ferdinand et le terrible châtiment suspendu sur la tête du misérable...

Le commissaire fut chassé de la cour — et on le nomma juge à je ne sais plus quel tribunal.

6 mai.

Aussi le pays est-il resté arriéré, pour beaucoup de choses, d'un demi-siècle. Tous les voyageurs qui viennent à Naples sont scandalisés de tout ce qu'ils voient dans les rues, du nombre de capucins et de mendiants qu'ils rencontrent; des gueux mutilés étalant à nu leurs plaies, et faisant de chaque place publique une cour des Miracles; des voleurs arrêtant chaque soir et assassinant les passants attardés; des lazzarones échangeant des coups de couteau à quelques pas des postes de garde; des milliers de filous rançonnant de toutes manières les nouveaux venus; des marchands patentés acceptant sans rougeur la moitié du dernier prix qu'ils ont proposé sans vergogne; de l'industrie arriérée, stationnaire et soutenue à peine par un nombre restreint d'étrangers; des chemins de fer en construction depuis vingt ans et s'arrêtant essoufflés à deux heures de la ville; de la malpropreté proverbiale qui déshonore les plus beaux quartiers où s'affichent entre les palais d'ignobles masures et où grouinent, parmi les immondices, des troupeaux de cochons. — Les voyageurs voient tout cela (je ne peins que ce que j'ai sous les yeux) et ils en accusent le peuple.

Les voyageurs ont tort; le peuple est bon. — On le dit corrompu, fainéant, abruti, etc. On le juge d'après ses vices acquis, non d'après ses qualités naturelles. Nul peuple au monde n'est plus sobre, plus content de peu, plus vivant et plus pénétré de certains sentiments que celui de Naples. Le culte de la famille, la piété filiale, la soumission aveugle à la loi paternelle, l'abandon complet de l'argent gagné à l'aïeul, qui reste le chef de la maison; la fidélité dans l'amour, le respect des vieillards, l'adoption chez le pauvre des enfants du plus pauvre : voilà des vertus exercées simplement, universellement, par le peuple de Naples, et ignorées de l'étranger, qui ne voit, en passant, que des rues sales, des mendiants déguenillés et des voleurs. Quand le Napolitain travaille, quand le lazzarone devient ouvrier et commence à rêver le bien-être, il se montre d'un acharnement à sa tâche à défier toute comparaison : on voit, l'été, en pleine rue, dans les quartiers laborieux, des centaines d'hommes à l'ouvrage depuis six heures du matin jusqu'à minuit; ils ne s'interrompent que deux ou trois heures, dans l'après-midi, pour l'unique repas qu'ils font et la sieste estivale. Ils sont pétulants, verbeux et gais jusqu'à la folie; ils parlent comme Rabelais; ils ont de l'imagination et de la poésie à revendre, le sens et la passion de la musique si développés que, le lendemain de sa première représentation, l'opéra nouveau, s'il a réussi, court déjà les rues.

On dit qu'ils sont lâches, on se trompe : quand il s'agit de défendre leurs intérêts ou leurs affections, ils sont invincibles. Quand ils sont émus par le spectacle d'un grand danger ou d'un grand désastre, ils font des

prodiges pour les combattre : on l'a vu récemment au sauvetage de l'*Hermann*. C'est un brick-schooner allemand qui allait de Venise en Angleterre ; il échoua dans l'étroit passage des îles de Tremiti, dans l'Adriatique, sur les côtes du royaume. Les secours prêtés à cette occasion par les marins du port de Tremiti, malgré les courants, les vents et les houles, sont au-dessus de tout éloge : le navire et l'équipage ont été sauvés. Le capitaine d'un voilier napolitain vient de recevoir de l'empereur des Français une médaille d'or pour un service analogue : le roi lui a permis de la porter. Ces traits de courage et de dévouement se renouvellent chaque jour sur les longues côtes de la Péninsule. Les marins de Torre-Annunziata vont jusqu'en Afrique chercher du corail sur leurs frêles canots de pêcheurs.

Ce n'est donc pas le peuple qu'il faut accuser des misères de Naples ; c'est le pouvoir. S'il y a tant de prêtres, c'est que le pouvoir les protége, dans l'intérêt de sa politique et peut-être aussi de sa religion. Des décrets récents ont ajouté de nouveaux priviléges aux innombrables prérogatives du clergé, qui se trouve à peu près détaché de l'État et qui fait la police des familles. J'aurais là-dessus de terribles révélations à faire, et je les ferais sans scrupule, si nous vivions dans un autre temps. Par malheur, les attaques contre la fausseté des apôtres sont retournées contre la religion du Christ.

> L'hypocrisie est morte, on ne croit plus aux prêtres,
> Mais la vertu se meurt, on ne croit plus à Dieu.

Un seul fait que je reproduis, parce qu'il a été déjà

publié, est le décret de l'évêque de Tarente. Ce prélat, un des plus moraux du royaume, avait ordonné, il y a quelques mois, que tous les fiancés qui avaient anticipé sur les prérogatives du mariage eussent à s'agenouiller dans l'église, devant le maître-autel, une torche à la main, *coràm populo,* avant les noces. Une dépêche très-secrète du juge royal de Tarente a signalé cet abus au ministre de la justice. Le ministre n'a pas osé remettre la dépêche au roi.

Un de ces décrets (c'est tout ce que je veux en dire) abolit les peines infligées aux prêtres qui auraient consacré un mariage non légitimé par l'état civil, — et ceci sur la considération qu'un pareil délit n'est pas possible. Or il est tellement possible qu'il a été commis, constaté, poursuivi même, et plusieurs fois, et tout récemment. On conçoit tout ce qu'une impunité pareille ajoute à l'omnipotence des prêtres.

Je ne veux pas parler de l'instruction publique, aveuglément soumise au clergé; des écoles militaires dirigées par des capitaines tonsurés; des polytechniciens en uniforme que vous rencontrez dans la rue, tous les jeudis, se promenant deux à deux et conduits par des soutanes. Je ne vous mènerai pas dans les maisons d'éducation où les professeurs ne peuvent rien enseigner sans avoir passé un examen, — et cet examen consiste à réciter le catéchisme. Le maître de danse lui-même doit savoir sa doctrine chrétienne sur le bout du doigt; les élèves protestants ne sont pas admis; l'histoire et la philosophie sont interdites. L'Université est débandée; les jeunes gens des provinces ne peuvent venir étudier à Naples. Les étudiants doivent apporter des certificats d'as-

siduité à la messe, de confession et de communion.

Je prends des traits au hasard : cent volumes ne me suffiraient pas, si je voulais tout dire.

Passons sur ces misères, regardons ailleurs. Si l'industrie n'avance pas, c'est que le pouvoir ne veut pas qu'elle avance. Il est défendu aux Napolitains de voyager. On refuse des passe-ports pour sortir de Naples ; on en refuse surtout pour y rentrer. Je connais un bien petit nombre de négociants du pays qui aient le droit et le courage d'aller en Europe. Pour qu'on les laisse revenir, il faut qu'ils soient terriblement bien notés. Pour les hommes de lettres, on est plus sévère encore. J'ai connu un malheureux qui était allé à Paris dans l'intention d'y faire jouer un drame. Quand il eut renoncé à cette utopie, il se présenta à la légation de Naples pour faire renouveler son passe-port. Il eut un refus formel. Il supplia qu'on lui accordât au moins un visa pour la Belgique. Il n'obtint qu'un second refus. Concevez-vous la situation du pauvre homme ? Non-seulement exilé de Naples, mais confiné à Paris, — et tout cela pourquoi ? Pour avoir cru un moment que les directeurs des théâtres parisiens jouent des pièces faites à Naples.

Voulez-vous savoir jusqu'où va la protection accordée par Sa Majesté Sicilienne à l'industrie? Il a été défendu formellement, en 1855, à tous les fabricants du royaume de rien envoyer à l'Exposition universelle de Paris.

La même défense a été intimée aux artistes. Les arts, du reste, sont méprisés par le roi des Deux-Siciles plus qu'ils ne l'ont jamais été par aucun roi. L'histoire étant défendue aux peintres, ils se réfugient dans le

paysage (Smargiassi, Carelli, Palizzi, etc.) ou dans les croûtes de dévotion. Ces dernières obtiennent quelquefois une entrée dans les églises. Quant à la statuaire, impossible. Vous savez qu'on mure les Vénus au musée Bourbon. L'État ne commande aux sculpteurs que des feuilles de vigne.

Je ne veux pas parler des sciences ; je devrais raconter la lamentable histoire de Melloni, mort à la peine, sous le coup des persécutions. Quant aux lettres, il y aurait trop à dire. Le moindre article ayant un sens, qui avait passé sous les yeux de la police et sous les yeux des prêtres, sortait de cette double censure dans un état déplorable ; il n'y restait plus une idée, souvent même plus un mot.

Croiriez-vous que la révision biffait le mot *eziandio*, qui veut dire *aussi*, parce qu'il se terminait en *dio*, qui signifie *Dieu* : désinence impie ?

Restait la musique, le plus inoffensif de tous les arts. Elle florissait à Naples, à l'avénement de Ferdinand. Le théâtre Saint-Charles était le premier du monde. Il est maintenant tombé si bas qu'il fait honte au pays.

Le roi n'aime pas le spectacle.

Et ainsi de tout. Quand on compte les trente années de ce règne fatal, on est effrayé de le voir si vide. Des quais arrangés à Naples, de belles routes aux environs pour conduire aux résidences royales, quelques embellissements çà et là, deux ou trois châteaux restaurés, voilà tout. Mais les provinces n'ont guère de routes et la Sicile n'en a pas. Mais il n'y a ni chemins de fer sérieux, ni phares sur les côtes, ni hôpitaux bien tenus, ni prisons chrétiennes, ni rien de ce qui fait un grand peuple et un grand pays. Le télégraphe élec-

trique est à peu près confisqué par le gouvernement ; les trois quarts des dépêches privées sont devancées par la poste... Et si je voulais parler de l'assistance publique, et si je disais, par exemple, en quelles mains sont tombés les secours envoyés récemment aux victimes des tremblements de terre... Et si je n'étais pas forcé, pour rester dans la vraisemblance, de voiler certaines vérités qui feraient horreur!...

Je résume en un mot la pensée du gouvernement : Tout pour le roi, rien pour le peuple.

7 mai.

Le peuple resta donc abattu, le roi debout.

Un jour cependant Ferdinand dut reculer devant la révolution victorieuse. Permanente en Italie depuis un demi-siècle, entretenue par les sociétés secrètes, irritée par les violences et les perfidies de tous les pouvoirs, rallumée à Naples et en Piémont dès 1820, dans les Romagnes après 1830, perpétuée à Florence par les poëtes, à Turin par les historiens et les romanciers, répandue dans le clergé par l'ingénieuse utopie de Gioberti qui essaya de se réaliser au Vatican par un acte solennel de clémence, ramenée à Naples par le congrès des savants que Ferdinand II avait toléré, secondé même, dans un moment d'erreur ou d'oubli, la révolution se leva enfin aux premiers jours de 1848, armée de toutes pièces, tenant l'épée d'une main, la croix de l'autre, et entraînant dans sa cause un roi italien, un pape libéral ! La Sicile était insurgée, les provinces frémissantes, Naples enfin déjà debout :

Pie IX avait pardonné, Charles-Albert jetait bas son masque. Ferdinand céda le dernier, mais il céda tout. Il octroya la constitution la plus avancée qui eût jamais été donnée en Italie. Seulement il dit aux hommes du nouveau régime : Vous l'avez maintenant, c'est à vous de la conserver!

Ce mot n'a été compris que plus tard : il était plein de menaces. Le roi cédait à contre-cœur et ne voulait pas rester à la tête du mouvement. La constitution est à vous : à nous deux maintenant! Tâchez de la garder, je tâcherai de la reprendre.

Telle fut la pensée de Ferdinand. Je ne suis ici ni pour l'attaquer, ni pour la défendre. J'essaye seulement de l'expliquer. Le roi croyait au pouvoir absolu. Il le regardait comme son droit, comme sa chose. C'était pour lui une propriété inviolable, autant que ses terres et ses millions. Les nouveaux venus qui venaient partager avec lui ce pouvoir, il ne les regardait pas comme des libéraux, ni même comme des républicains, mais comme des communistes. Le pays les appelait des patriotes, le roi les appelait des voleurs.

Or il n'y a pas de mesure à garder contre la force. L'usurpation organisée ne constitue pas un droit. Les concessions arrachées peuvent être reprises; les serments forcés n'arrivent pas à Dieu. Suivant le raisonnement du monarque : J'ai reçu, pensait-il, de mes ancêtres un héritage que je dois transmettre intact à mes descendants. C'est mon devoir de roi, c'est mon devoir de père. Tous les moyens sont bons contre la violence. Œil pour œil, dent pour dent, c'est la loi suprême. Ils veulent m'abattre, ils seront terrassés.

Voilà l'explication de la conduite de Ferdinand en

1848. Il cacha tout, et on le crut de bonne foi. Écoutons Barbarisi, ce noble vieillard qui, admis en présence du roi, osait lui manifester quelques doutes. « Ferdinand, levant les bras au ciel me répondit avec animation : — Don Saverio, j'ai juré la constitution et je veux la maintenir. Si je n'avais pas voulu la donner, je ne l'aurais pas donnée. — Je lui répondis alors que je me confiais à mon roi comme en mon Dieu, et en vérité j'avais été si touché de ses transports en faveur de la constitution qu'il m'était impossible d'y voir autre chose que sincérité et bonnes intentions.... J'eus occasion de suggérer à Sa Majesté que la peine de mort devait être abolie, plus particulièrement pour les délits politiques. Sa Majesté en convint avec moi et je lui donnai ma bénédiction. Sa Majesté me parlait fréquemment de Charles Poërio, comme étant le meilleur et le plus vertueux des hommes et comme le plus dévoué de ses sujets ; tandis qu'il parlait de moi à Poërio dans des termes aussi flatteurs... Et cependant Poërio est maintenant dans les fers, et moi j'attends ma condamnation[1]. »

Ferdinand alla jusqu'à faire nier en chaire les arrière-pensées que lui prêtait la défiance publique. Le jésuite Liberatore insinua dans un sermon les paroles suivantes (15 avril 1848) :

« Le souverain ne s'est montré ni obstinément tenace ni précocement pliable. Il a différé, non refusé, jusqu'à ce qu'il lui fût démontré que la demande provenait du désir universel du peuple et non plus des

1. Barbarisi, écrit publié pour sa défense et cité par M. Charles Paya, dans son livre plein de faits sur *Naples*. (*Naples*, 1130-1857, par Ch. Paya. — Paris, Laisné, 1857.)

sollicitations isolées d'un parti. Il a daigné accéder avec joie lorsqu'il était encore en son pouvoir de résister. Ainsi cela démontre clairement qu'il a fait le pas non par violence ou par appréhension, mais de sa propre, libre et sagace volonté. »

Cependant, tout en multipliant ces déclarations et en les publiant par tous les moyens possibles, Ferdinand retenait, consignait, isolait du peuple et travaillait en secret son armée. Il prenait ses mesures, il rassemblait ses forces, il armait ses châteaux. Il excitait, d'autre part, les exaltés qui ont égaré depuis trente ans et compromis souvent les révolutions italiennes. Il envoyait des agents dans les clubs pour exciter des désordres. Il poussait aux excès ce peuple ivre de liberté, qui sortait tout à coup d'un carême de trente ans pour entrer dans le carnaval révolutionnaire. Il le faisait passer du jeûne à l'orgie, sachant bien que tous ces esprits, exténués par l'abstinence, ne supporteraient pas ces ripailles et ces débauches sans nom.

Un cercle soudoyé par l'Autriche répandait des proclamations incendiaires. Des hommes de police, des prêtres même (il y en a qui l'ont confessé publiquement), travaillaient à dresser des barricades...

Le résultat de ces menées fut le coup d'État du 15 mai.

Je ne veux pas rappeler cette lamentable histoire; elle est trop connue. Je ne dirai ni les ruses employées pour désarmer la nation, ni les communications pacifiques échangées avec le parlement, ni les protestations des Suisses pour rassurer la ville, ni le signal donné par un coup de fusil parti l'on ne sait

d'où, ni les horreurs commises après le combat : viols, pillages, incendies et massacres. Je n'aime pas ces histoires de sang...

« Moi aussi j'ai fait ma démonstration, » dit en riant le roi ; — et la reine : « C'est le plus beau jour de ma vie. »

Le lendemain, amnistie, charte maintenue, parlement rappelé malgré l'état de siége, foi gardée après la victoire : toutes les apparences de la droiture et de l'humanité. Vous savez le reste. Le parlement rappelé discuta d'un côté, pendant que le roi gouvernait de l'autre. Puis, un beau jour on ferma la chambre, on arrêta peu à peu les députés, les libéraux, les suspects ; on les tint des années en prison préventive avant de les envoyer au bagne ou en exil ; on supprima les journaux, on destitua les honnêtes gens, on rappela les autres, on disloqua les bancs des députés, on releva le drapeau blanc des Bourbons, — et, pour en finir, on ôta le nom de *Constitutionnel* au *Journal du royaume des Deux-Siciles*. Ainsi sans coup d'état apparent, sans proclamation ni décret, le statut tomba bribe à bribe. On fit signer des pétitions aux fonctionnaires publics, suppliant qu'il fût abrogé. Ceux qui ne signaient pas perdaient leurs places, quand ils ne perdaient que leurs places. La nation ne bougea pas, la diplomatie laissa faire, et tout fut dit.

Alors commença le règne des Longobardi, des Peccheneda, des Orazio Mazza et des autres : les bastonnades, les tortures, et tout ce que vous lisez dans les journaux depuis dix ans. Rappelez-vous les lettres de M. Gladstone. Il y est dit qu'à Naples (on a nié le chiffre, mais on ne l'a pas rectifié ; c'est donc un dé-

menti sans valeur) le nombre des victimes politiques, entre proscrits, prisonniers et forçats, s'élevait, il y a peu de temps, à dix-huit mille hommes.

Et le nombre des suspects monte à trois cent mille. Ces malheureux, surveillés par la police, ne peuvent dire un mot ni faire un pas qui ne soit noté. Confinés dans les villes ou dans les villages, exclus des emplois publics et même des professions libérales, ne pouvant obtenir ni passe-ports, ni diplômes, ni grades universitaires, privés en un mot de tous les droits civils; arrêtés à la moindre alarme, emprisonnés et relâchés par le bon vouloir d'un maire ou d'un argousin; repoussés, abandonnés du monde que leur société pourrait compromettre, ils végètent misérablement et ne vivent pas. L'air libre est pour eux une prison; la patrie, un pays d'exil.

Et ces trois cent mille infortunés sont les premiers et les meilleurs du royaume.

8 mai.

Tout cela pour rester roi absolu! Ferdinand y est arrivé: il triomphe. Il fait tout dans son royaume, il est tout. Son ministère n'a d'autre mission que d'exécuter ses ordres. Il n'y a pas d'ordonnance de police qui ne soit acceptée, sinon provoquée par lui. Il règle tout dans sa maison, dans celles de ses courtisans, dans tout son royaume. Il faufile son bon plaisir jusque dans les plus petits recoins de l'administration. Il fait la pluie et le soleil, il fait la justice. C'est lui qui, l'an dernier, de Gaëte, a dirigé tout le procès de Salerne où l'on jugeait les complices de Pisacane et

l'équipage du *Cagliari*, et comme les magistrats de Salerne, appelés à la cour, s'étonnaient de la science et de l'habileté du monarque et le comparaient à Justinien, à Numa Pompilius et à Moïse : « N'est-ce pas, messieurs, leur dit le roi, que je ferais un bon procureur ? »

Ferdinand triomphe ; il est vainqueur sur toute la ligne. Il a repris la Sicile et lui a mis un corset de force [1]. Il a repris les Calabres et les contient par des lois de fer. Il a réprimé toutes les tentatives d'insurrection qui ont suivi les mouvements de 1848. Il s'est donné la gloire d'avoir inauguré, par son coup d'État du 15 mai, la contre-révolution universelle. Il a étouffé dans un guet-apens l'expédition de Pisacane. Par un miracle attribué à la Vierge Immaculée, il a échappé à la baïonnette d'Agesilao Milano. Il croit avoir mis Dieu de son parti, sa cause est sacrée. Il a offert un asile au pape qui lui a donné le titre de pieux. Il a reçu dans ses États le grand-duc de Toscane. Il a fait de sa forteresse de Gaëte un refuge pour toutes les Majestés proscrites. Il a payé de son argent, chez lui et ailleurs, toutes les réactions. Il a envoyé des soldats à Rome ; par un bonheur inouï, dépassant toutes les prévisions, il s'est donné raison contre son siècle. Il a relevé le premier son trône ; et par cette initiative

1. Voici une proclamation d'un général, à propos des insurgés de Messine : « Ils pourront impunément être mis à mort, non-seulement par la force publique, mais par quelque personne que « ce soit. Les primes suivantes sont, *par ordre supérieur*, accor- « dées à ceux qui les auront tués ou arrêtés, savoir : 300 ducats « à quiconque en aura mis à mort un, et 1,000 ducats à quiconque « aurait procuré son arrestation. »

courageuse, a rétabli tous les souverains dans leurs droits. C'est la France qui donne le signal des révolutions ; mais il a combattu, vaincu la France. Il lui a rendu la monarchie ; si on l'avait laissé faire, il lui aurait rendu le droit divin.

Je ne ris pas, voilà ce qu'on dit à Naples. Et on le dit avec vérité. Les cloches réactionnaires ont tinté partout, et c'est Ferdinand qui a donné le branle. Il a épouvanté son peuple, et son peuple est pour lui. J'entends la majorité, la société immense, anonyme, moutonnière qui constitue le parti de l'ordre, et dont le baromètre est à la bourse. Le cinq pour cent monte souvent à 15 degrés au-dessus du pair.

Ferdinand a raison, et non pas seulement contre son peuple. Les puissances étrangères, révoltées de ce qui se passe à Naples, ont conseillé au roi des réformes et des concessions. « C'est votre intérêt, lui ont-elles dit, et c'est le nôtre. En gouvernant comme vous le faites, vous appelez et vous perpétuez la révolution. »

Ferdinand a répondu en 1856, à Napoléon, comme il avait répondu dès 1830 à Louis-Philippe : « Je serai roi, je serai roi seul et toujours ! »

Et en effet il ne pouvait céder. En s'amendant si tard, il eût désavoué tout son règne, déjà vieux d'un quart de siècle. Il ne pouvait justifier ses violences qu'en maintenant l'intégrité de ses droits. Il devait se retrancher dans son inviolabilité, dans son infaillibilité royale. Il eût commis une faute grave en s'inclinant devant les conseils de l'Europe. En rendant la parole à son peuple, il se serait donné un juge : en convoquant un parlement, il aurait assemblé contre lui un tribunal. Contre le pays muet, il avait raison ; il aurait

eu tort contre la nation consultée. Il répondit constamment, et avec beaucoup de bon sens, aux diplomates : « Une constitution à Naples, ce serait une révolution. »

La diplomatie voulut insister, Ferdinand continua sa résistance. Il écrivait dans ses journaux, en France et partout : « Mon pays est calme, mon peuple est heureux, mes fonds montent. Mon royaume est dans un état de prospérité qui me donnerait le droit de conseiller les autres. Je n'en fais rien cependant, je n'interviens pas en Kabylie ni dans les Indes. Je veux rester le maître chez moi. »

Alors la diplomatie se retira boudeuse et quitta Naples. Ferdinand la laissa partir sans se troubler. Il avait beaucoup de bon sens et sentait que de la part des puissances il n'avait rien à craindre. Elles étaient d'accord contre lui, mais ne s'entendaient pas entre elles. Divisées par certaines questions dynastiques, elles ne pouvaient s'unir pour le renverser. D'ailleurs on n'impose pas à coups de canon la civilisation moderne. Ferdinand s'endormit donc sur ses deux oreilles, et cette brouille diplomatique ne réussit pas même à provoquer dans Naples un simulacre de démonstration.

Ce fut ainsi que Ferdinand conserva le dessus, triomphant de son peuple et de l'Europe.

9 mai.

Oui, mais à quel prix? Nous l'avons déjà vu cruellement châtié dans les dernières années de son règne. Ce n'est pas impunément qu'on demeure en guerre

avec une nation. La vie du souverain devient alors un combat sans fin, une continuelle épouvante.

Dès 1848, en quelques jours d'angoisse, le jeune roi s'était changé en vieillard. Ses cheveux blanchirent tout à coup. Il avait trente-huit ans. Et depuis lors, il n'a plus vécu à Naples. Il a retiré à son peuple les fêtes et les joies qu'il lui donnait autrefois, jusqu'à la musique militaire qui égayait son jardin royal tous les dimanches. Il boude, il sent qu'on ne l'aime pas. Il est plus captif que ses prisonniers politiques, il est plus exilé que ses proscrits. Il rôde tristement de château en château ; il se cache à Castellamare, à Caserte ; il s'enferme l'hiver dans sa forteresse de Gaëte. Il vit misérablement, sans bonheur et sans plaisir. Pour arriver jusqu'à lui, ces derniers temps, il fallait passer par cinq ou six cordons sanitaires. Gaëte était en quarantaine : les diplomates n'y allaient plus. La baïonnette de Milano pendait toujours comme une épée de Damoclès sur la tête épouvantée du monarque. Il ne venait plus à Naples que pour certaines fêtes religieuses, et, sur son passage, les rues étaient pavées de sbires et de soldats.

Il parut un instant se réveiller, il y a quelques mois, à l'occasion du mariage de son fils, le prince héritier. avec une jeune et gracieuse duchesse de Bavière. Il accorda quelques grâces et fit un voyage en province ; il promit qu'il se montrerait à Naples à son retour. Mais la province n'a pas de routes et l'hiver était rigoureux. Le roi dut marcher longtemps à pied dans la neige. Il y prit une pleurésie qui devint pulmonie. Il ne put assister aux noces de son fils. On dut enfin le ramener mourant dans son lugubre château de Caserte.

Il souffre là toutes les tortures d'une lente agonie. Sa maladie repoussante l'a couvert de vermine ; il passe de convulsions terribles à une prostration plus affreuse que la mort. La reine veille à son chevet et ne laisse entrer personne. Le comte de Syracuse, il y a quelques jours, a dû s'arrêter à la porte de son frère, gardée par monsignor Gallo, confesseur royal. Les médecins eux-mêmes ne peuvent voir l'auguste malade. La reine est là qui veille seule, et confisque les dernières volontés de son mourant...

14 mai.

Hélas! on fait pis encore, on conspire autour de cet homme qui meurt. On songe à substituer au duc de Calabre, héritier légitime de la couronne et fils de Marie-Christine, le comte de Trapani, son frère cadet, fils de Marie-Thérèse et plein de sang autrichien. A Foggia quelques forcenés ont agité des drapeaux blancs en acclamant le prince cadet et sa mère. — On sait pertinemment qu'ils avaient été soulevés par des employés du gouvernement. Il est positif aussi que cette émeute devait éclater en même temps à Lecce, à Bari, à Avellino, à Campobasso.

Il est presque sûr que ces mouvements étaient préparés de longue main, depuis le voyage de la cour en province. Il est probable que les intendants ou préfets avaient eu vent de la conspiration et qu'ils n'ont rien fait pour la prévenir. Il est possible (on l'assure du moins) que les ministres de Naples n'aient pas été tout à fait étrangers au complot, à l'exception pourtant

de M. Bianchini, qui tient bon pour le prince héréditaire.

Il est certain que la police cherche maintenant à étouffer l'affaire, et que ni les séditieux ni leurs chefs connus n'ont encore été arrêtés. On a simplement appelé ici les intendants pour leur demander des explications ; l'un d'eux est venu en toute hâte et s'est justifié en un tour de main en dénonçant quelques subalternes. Pas un mot de tout cela dans les journaux du pays.

En attendant, la conspiration continue ; des pétitions circulent en faveur du fils de la reine. Les autorités de province cherchent à gagner les *attendibili* (les suspects) en leur promettant une constitution à l'avénement de la branche cadette. Et quelques-uns de ces pauvres diables ont la bonne foi d'y croire. Des agents secrets embauchent des hommes du peuple et leur donnent trois carlins par jour, on devine pourquoi. Les bruits les plus injurieux sont répandus contre le duc de Calabre. Et par malheur ces bruits ne sont pas tous des calomnies. Nous y reviendrons bientôt.

17 mai.

C'est un triste héritage que le roi mourant laisse à son fils. Voici la guerre dans l'Italie du nord ; elle peut se prolonger en révolution dans l'Italie du midi. Cette révolution, nécessaire pour constituer la confédération, ou, pour mieux dire, la nationalité italienne, il y a un seul moyen de la prévenir, c'est de la commencer et de la diriger. Il nous faudrait sur le trône

de Naples un homme aussi courageux, aussi libéral, aussi franc sûrtout que Victor-Emmanuel. Le roi prochain sera-t-il cet homme?

Je n'ose l'espérer. Le prince héréditaire est une énigme encore. Il a vécu jusqu'ici dans l'ombre la plus épaisse, ignorant et ignoré. Détesté par la reine, négligé par le roi, à peine instruit par des militaires et soigneusement atrophié par une éducation cléricale, il ne connaît personne et ne sait rien. Il a été dès son enfance emmené, d'exil en exil, loin de Naples, par la défiance et l'inquiétude boudeuse de Ferdinand. Il ne connaît ni son pays, ni la nation qui sera son peuple. Il n'entend rien à la politique italienne; il est étranger à la question qui se débat sur les deux rives du Pô et du Tessin. Arraché violemment à sa vie monacale pour être lancé d'abord dans le mariage et puis à deux pas du trône, il se perd dans le dédale imprévu d'idées et de faits, d'intérêts et d'intrigues où il se trouve tout à coup, les yeux grands ouverts. Des hommes de toute espèce l'abordent sans doute et lui tendent la main; mais chacun lui dit pour premier mot : Prenez garde!

— Prenez garde à la reine et à votre frère : ils veulent vous détrôner.

— Prenez garde à la France : elle combat sur le Tessin pour vous amener Murat.

— Prenez garde à l'Angleterre : elle convoite la Sicile.

— Prenez garde au Piémont : il veut absorber l'Italie.

— Prenez garde au comte de Syracuse : il rêve un 1830 et une branche cadette.

— Prenez garde à l'Autriche : elle vous entraîne dans l'abîme.

— Prenez garde à votre ombre : elle vous trahit!

Que peut-il résulter de tout cela? un extrême embarras et une extrême défiance. Tous ceux qui l'abordent le disent inquiet, farouche, replié sur lui-même et profondément malheureux.

Le trait saillant de son caractère est la piété filiale ; il montre pour son père une sorte de vénération. Il a peur de la reine, et la jeune princesse héréditaire, en lutte ouverte avec Marie-Thérèse, à cause de la compression morale que cette Maintenon maussade exerce à la cour, essaye de tourner en aversion l'effroi du prince. Mais elle n'y parvient qu'à moitié, ne pouvant le convertir à sa manière, en lui faisant aimer le plaisir.

La duchesse de Calabre adore la chasse, le cheval, et se permet, dit-on, la cigarette. — Le roi futur a sa chambre garnie d'amulettes et de scapulaires; il s'arrête quelquefois au milieu d'un entretien pour tomber à genoux, parce que c'est l'heure de ses dévotions. Figurez-vous le contraste! Ajoutez maintenant des vieillards renfrognés, des soldats rustauds, des légions de prêtres, la reine sinistre, le roi mourant, et vous aurez la cour.

Quelle promesse attendez-vous de ce funèbre entourage? Il y a bien d'autres conseillers, mais tous se contredisent, et la camarilla reste en nombre, phalange serrée qui, reculant d'un pas, perdrait tout!

On dit le général Filangieri toujours en faveur; mais ce personnage, molesté par la presse étrangère et trop ouvertement désigné comme le chef du ministère futur, a cru devoir dissimuler son crédit en allant à Sorrente. On prétend toutefois que, dans sa villégiature, ses communications avec la cour ne sont pas

interrompues, et qu'il a déjà reçu du roi des instructions secrètes, une sorte de testament politique connu de lui seul.

Si le prince héréditaire écoute le comte de Syracuse, il s'alliera franchement avec le Piémont. S'il écoute le comte d'Aquila, il restera neutre. S'il écoute le reste de la cour, il attendra les événements et se décidera pour la politique des vainqueurs, condescendance fatale et tardive qui déjà plusieurs fois a perdu la cause libérale à Naples, après avoir manqué de perdre la dynastie et la royauté. Beaucoup de gens croient et espèrent dans ce roi futur, surtout à l'étranger et même dans les rangs de l'émigration napolitaine. Le duc de San-Donato lui écrit de Turin, le 16 avril, une lettre pathétique où il le supplie d'être Italien. Mais cette lettre, que j'ai sous les yeux, ne parviendra pas à son adresse, et nous risquons de rester à Naples longtemps encore sous ce gouvernement de prêtres défendu par des Suisses, qui humilie la dignité nationale et désespère les esprits sages autant que les cœurs généreux.

18 mai.

J'ai longuement parlé des gouvernants : disons maintenant un mot du peuple.

Il ne faut pas croire que les Napolitains soient indifférents à la grande aventure italienne : des jeunes gens sont déjà partis, assez nombreux, pour le Piémont, et ils ont couru plus de dangers, déployé plus de ruse et d'audace, et trompé plus de surveillances pour s'échapper de leur pays qu'il ne leur en eût fallu pour s'évader d'un bagne. L'armée elle-même paraît bien

intentionnée, et si elle n'est pas assez résolue pour tenter, comme en 1820, une insurrection militaire, elle a du moins, en partie, un vif désir de combats, une vieille rancune contre l'Autriche, un sentiment italien qui s'éveille et frémit déjà; les officiers, les jeunes surtout, voudraient partir pour la Lombardie.

On me dit même que, chez les Suisses, il y a un reste de vaillance et d'honneur qui se relève; ils ont honte, — un peu tard, il est vrai, — de n'avoir jusqu'à présent utilisé leur bravoure que pour servir les vengeances et le droit du plus fort; ils voudraient, m'assure-t-on, réhabiliter leurs armes et défendre une cause plus digne en des combats moins inégaux. Mais, malgré ces agitations, Naples est maintenant la ville la plus tranquille de toute l'Italie.

Cet état veut être expliqué, justifié peut-être: qu'on me permette de l'essayer en quelques mots. Et d'abord une insurrection est impossible en ce moment, non que l'audace et la mutinerie manquent aux Napolitains; ce sont eux qui ont commencé le feu en 1820 et en 1848, et l'on connaît ce titre naïf d'un livre espagnol : *Histoire des trente-six révolutions de la très-fidèle ville de Naples*. Mais, en ce moment, ce n'est pas le parti révolutionnaire qui domine ici; les Italianissimes se taisent ou deviennent muratistes; et ce qu'on appelle en Italie le *quarantottesimo* est une fièvre qui n'existe plus.

L'opposition n'a pas de chefs comme autrefois : elle n'a que des mentors : esprits sages, modérés, patients, de l'école de Poërio et de Manin, qui la veulent légale pour qu'elle reste légitime, et la contiennent pour la conserver et la sauver. Or, ces mentors ont employé,

ces derniers temps, toute leur influence et toute leur sagesse pour empêcher à Naples un mouvement. Ils savent que ce mouvement serait aussitôt réprimé par la force, car les mécontents, composés de la minorité intelligente de la nation, armés seulement d'idées généreuses et de patriotiques ambitions, ne tiendraient pas longtemps contre les boulets et les bombes; ils auraient d'ailleurs contre eux ces innombrables conservateurs, cette société anonyme qu'on appelait un jour le parti de l'ordre, qui craint non-seulement les troubles, les guerres civiles et les Suisses, mais plus que les Suisses la populace des mauvais quartiers, les sanfédistes qui entrent dans les maisons derrière les soldats, centuplant le massacre et le pillage. Ces faits désastreux sont encore trop récents pour être oubliés.

Voilà une raison, mais il y en a une autre plus délicate. Le roi est toujours malade, et l'amélioration dont on s'était réjoui trop vite et trop haut n'a pas duré. Les derniers bulletins parlent de nouveaux désordres qui s'aggravent. Nous sommes donc à la veille d'un nouveau règne qui n'a pas encore annoncé son programme et qui le prépare dans l'ombre et dans le silence, au pied d'un trône vide, au chevet d'un roi mourant. Ce nouveau règne peut s'inaugurer par des réformes, par des alliances nationales, par des concessions spontanées à l'Italie et à la civilisation. Ce serait la solution la plus facile, la plus naturelle, la plus légitime et la moins compliquée de la question napolitaine.

A la veille de cette solution possible, et sans motif sérieux pour désespérer du nouveau prince, ne serait-il pas imprudent de le décourager et de l'effrayer par

des soulèvements et même par des démonstrations prématurées? Si le mouvement réussit, c'est une victoire de la nation sur le prince; les concessions alors sont forcées, excellent prétexte pour les retirer plus tard. Si le mouvement échoue, c'est une victoire du prince sur la nation, excellent prétexte pour ne rien accorder du tout et persister dans un système de rigueur et de vengeance.

Tel est l'avis des sages, et non-seulement de ceux qui sont à Naples et qui ne veulent être ni emprisonnés ni exilés, mais même de ceux qui sont en prison ou en exil, et qui n'ont plus rien à craindre. Parmi ces derniers, je peux citer M. Scialoia, l'un des plus illustres émigrés de Naples, ancien professeur, ancien ministre, économiste éminent. Il vit maintenant à Turin, où il a obtenu la faveur et le crédit qu'il mérite. J'ai lu une lettre qu'il vient d'écrire à ses amis de Naples et qu'il a signée l'*Amico assente*, l'Ami absent. Il leur conseille de se rallier au nouveau prince et de l'entraîner avec eux dans la politique italienne et libérale du roi Victor-Emmanuel [1].

1. 19 mai.

Voici quelques fragments de la lettre de Scialoia. Vous y verrez la sagesse et la modération des libéraux italiens, qu'on traitait hier encore de démagogues :

« Mon long silence ne pourrait être justifié que par des raisons qui se donnent seulement de vive voix. Ne me condamnez donc pas, et lisez.

« La question qui s'agite aujourd'hui est *une*, celle de l'*indépendance italienne. Trêve donc à toutes les autres*, et, bien plus, *leur sacrifice, s'il le faut!*

« Jusqu'à présent ce grand débat, dont le résultat doit commencer à nous faire être nous, ce que nous sommes, l'Italie, ce

Ces considérations étaient nécessaires pour expliquer le calme apparent de Naples.

Je n'ajoute pas de nouvelles, il n'y en a guère, sauf celle-ci qui n'étonnera personne : il part chaque jour de grosses sommes d'argent pour l'Autriche envoyées par la reine, — ou par le roi au nom de la reine : c'est ce qu'on appelle ici la neutralité.

21 mai.

On lit dans le dernier journal officiel :

« Le roi, notre seigneur, après un peu de calme éprouvé hier, vers huit heures et demie du soir, fut assailli par ses douleurs habituelles dans la partie gauche de la poitrine, mais acerbes et répandues dans toute la région du poumon gauche. Ce matin a manqué la grande expectoration des jours précédents, et les conditions morbides se sont aggravées à un tel

grand débat est mal posé. Il est *national*, mais une seule partie de la nation s'en émeut. C'est là un défaut qui tend à disparaître. Le torrent de volontaires qui se jette dans le Piémont commence à l'effacer; à cet indice et à d'autres non moins sérieux, l'Europe enfin s'aperçoit que l'*Italie existe*, et qu'elle demande, au moyen du Piémont, son indépendance. Mais, pareille au Farinata de Dante, elle ne se montre que de la ceinture en haut, le reste de son corps est frappé d'une honteuse paralysie. Il est temps désormais que cet état change, si l'on ne veut pas que Naples suive au tombeau son oppresseur mourant.

« L'heure présente est suprême. — S'il ne se préparait pas un nouveau règne, nul espoir d'obtenir aucun bien par des voies normales. Mais cette éventualité est prochaine, et moi, quittant toute rancune personnelle et oubliant toute prévention, je dis que si l'on pouvait faire entendre au nouveau roi son véritable intérêt et lui persuader de se déclarer contre l'Autriche, il sauverait

point, qu'avec une grande douleur de notre âme, nous avons dû conseiller qu'il se munît de tous les derniers secours de notre sainte religion, comme, en effet, il est arrivé vers midi.

« Caserte, une heure après midi, 20 mai 1859. »

Suivent les signatures des médecins et les exclamations officielles.

On attend donc de moment en moment la nouvelle suprême. Nos informations vont jusqu'à cinq heures du matin : le roi n'était pas encore mort. Il est possible et même probable que ce 21 mai sera son dernier jour.

Les plus grandes précautions sont prises pour que la nouvelle n'agite pas la foule. Déjà hier au soir, le préfet de police en personne, suivi de son secrétaire général, se promenait dans la rue de Tolède, jalonnée de sbires et d'agents. Les groupes se rangeaient ou se dispersaient à sa présence. Il se montrait au seuil

d'un coup sa dynastie et rendrait un signalé service à la cause italienne.— Si l'on ne réussissait à rien obtenir, il faudrait reconnaître que Dieu a condamné la dynastie à se perdre, après avoir apporté au royaume et à l'Italie toutes sortes de maux. Alors il faudrait faire tous les efforts possibles pour obtenir au moins, à guerre ouverte, que l'armée donnât signe de vie...

« ... Il importe surtout d'insister sur les différences capitales entre le mouvement de 1848 et le mouvement actuel. Celui-là était la révolution, celui-ci l'unique et seul remède pour l'éviter ; dans celle-là, les princes paraissaient entraînés ; dans celle-ci, les princes seraient les modérateurs, et ils se verraient suivis par les peuples. En 1848, les princes auraient été les ouvriers de la grande nationalité ; en 1859, ils en seront les architectes. Mûrissez ces idées, qui peut-être sont déjà les vôtres, et écrivez-moi si vous croyez qu'elles puissent concourir au but commun.

« ... L'AMI ÉLOIGNÉ. »

des pharmacies suspectes. (Les pharmacies, à Naples, sont des bureaux de renseignements politiques; il s'y prépare et s'y débite autant de nouvelles que de médicaments.) M. Governa se montrait donc à la porte des pharmacies et branlait la tête avec un air de menace. On le regardait non sans sourire, et l'on changeait de conversation.

Les théâtres étaient fermés et les promeneurs innombrables.

22 mai.

Je viens de causer avec un des médecins appelés en consultation auprès du royal malade. Il ne passera pas la journée; le nouveau règne commencera dès aujourd'hui.

Ce médecin m'a dit que la mort du roi est un suicide. Il a voulu gouverner sa maladie comme il gouvernait son peuple. On avait déjà remarqué ce despotisme étrange aux derniers jours de sa sœur, la princesse Amélie, épouse de l'infant don Sébastien. Alors, comme aujourd'hui, comme toujours, il n'a voulu écouter personne. Il a traité la Faculté de médecine comme il traita jadis son parlement.

Le roi s'est tué, physiquement, pour montrer qu'il était le maître. Au lieu de suivre un traitement régulier, il s'est jeté dans les bras des charlatans, il a eu recours aux simples et au lait de nourrice, ou bien il s'est livré aux prêtres et a cru se guérir en s'affublant du manteau de saint Louis. Dans ses crises violentes, il pressait les reliques de saint Janvier contre son cœur. Maintenant il se sent mourir, et sa conscience gronde.

L'autre nuit, voyant entrer ses médecins appelés tout à coup, il leva les bras au ciel en criant : *Hanno vinto la causa !* (Ils ont gagné leur procès.) Il parlait ainsi de son peuple.

Comprenez-vous ce cri d'angoisse? Il sentait donc bien que sa mort était une délivrance pour le pays.

Hier il a dit à son fils, devant toute la cour : « Ne gouverne pas avec trop de rigueur ; ce temps-ci ne le permet pas. » C'était désavouer tout son règne.

Mais il a supplié le prince d'écouter et d'honorer Marie-Thérèse. C'était lui dire de respecter et d'écouter l'Autriche. Tel est le dernier vœu de Ferdinand.

2 heures.

Ferdinand II vient de mourir. François II est roi des Deux-Siciles.

I

FRANÇOIS II

Avénement de François II. — L'amnistie. — Sédition des régiments suisses. — Circulaire de M. Filangieri. — Les *attendibili*. — Dépêche de M. Elliot à lord John Russell. — M. Ajossa; anecdotes. — Vols et brigandages. — Prisonniers de Santa-Maria-Apparente. — Nouvelles mesures de rigueur. — Travaux publics. — Toujours la corruption. — La camarilla. — Procès Compagna. — Autres dépêches de M. Elliot. — Lettre de Garibaldi.

23 mai.

Première déception. Voici l'acte souverain du nouveau roi; acte affiché ce matin dans toutes les rues de Naples :

« François II, etc., etc.

« Par le malheureux événement de la mort de notre auguste et bien-aimé père Ferdinand II, Dieu nous appelle à occuper le trône de nos augustes ancêtres. Adorant profondément ses impénétrables jugements, nous nous confions avec fermeté et implorons sa miséricorde pour nous accorder aide spéciale, constante assistance, pour accomplir les nouveaux devoirs qu'il nous impose, d'autant plus graves et difficiles, que nous succédons à un grand et pieux monarque, dont

les héroïques vertus et les mérites sublimes ne seront jamais assez célébrés.

« Aidé de la protection du Tout-Puissant, nous pourrons tenir ferme et prononcer le respect dû à notre religion, l'observance des lois, l'administration droite et impartiale de la justice, la prospérité de l'État; parce qu'ainsi, selon les ordres de la Providence, le bien-être de nos heureux sujets reste assuré.

« Et voulant que l'expédition des affaires publiques ne soit pas retardée,

« Nous avons résolu de décréter que toutes les autorités du royaume des Deux-Siciles restent dans leurs fonctions.

« Caserte, 22 mai 1859.

« Signé : FRANÇOIS II. »

Il n'est pas sans intérêt de comparer cet acte à celui du feu roi, donné à son avénement, le 8 novembre 1830.

« Ferdinand II, par la grâce de Dieu, etc.

« Dieu nous ayant appelé à occuper le trône de nos augustes ancêtres, en conséquence de la mort de notre père très-aimé, de glorieuse mémoire, — en même temps que notre cœur est vivement pénétré de cette perte irréparable, nous sentons l'énorme fardeau que le suprême dispensateur des royaumes a voulu nous imposer. Nous sommes persuadé qu'en nous investissant de son autorité, Dieu n'a pas voulu qu'elle restât inutile dans nos mains, ni que nous en fissions un mauvais usage. Il veut que notre règne soit un règne de justice, de vigilance et de sagesse, et que nous

accomplissions les devoirs que la Providence nous impose.

« Intimement convaincu des desseins de Dieu sur nous, nous ferons tous nos efforts pour *cicatriser les plaies qui, depuis quelques années, affligent ce royaume.*

« En premier lieu, étant convaincu que notre sainte religion catholique est la source principale de la félicité des royaumes et des peuples, notre premier et principal soin sera de la protéger et de la conserver intacte dans nos États, et d'employer tous les moyens en notre pouvoir pour faire observer ses divins préceptes. Nous comptons sur les évêques pour seconder par leur zèle nos justes préventions.

« En second lieu, nous tournerons notre ardente sollicitude sur une administration de la justice impartiale. Nous voulons que nos tribunaux soient autant de sanctuaires qui ne puissent jamais être profanés par les intrigues, les protections injustes, ni par aucun égard ni intérêt humain.

« Enfin la branche des finances réclame notre attention particulière. Nous n'ignorons pas qu'il y a dans cette partie des plaies profondes que l'on doit guérir, et que notre peuple attend de nous quelque soulagement aux charges que nous ont attirées les troubles passés. Nous espérons, avec l'aide et l'assistance de Dieu, satisfaire à ces deux objets si précieux pour notre cœur paternel, et nous sommes prêt à faire toute espèce de sacrifice pour y parvenir.

« Quant à notre armée, à laquelle depuis plusieurs années nous avons donné nos soins particuliers, nous reconnaissons qu'elle s'est rendue digne de notre estime, et nous espérons qu'elle nous donnera, dans

toutes les occasions, des preuves de sa fidélité inviolable et qu'elle ne laissera jamais ternir l'éclat de ses bannières. »

Cependant, les optimistes font ce raisonnement : puisque Ferdinand, qui avait tant promis, a si peu tenu, François, qui ne promet rien, fera peut-être quelque chose.

17 juin.

François II n'a rien fait encore. Soumis aveuglément aux derniers conseils du roi mourant, et n'ayant montré jusqu'à ce jour qu'un sentiment profond, la piété filiale, François s'est courbé sous l'autorité de la reine douairière, Marie-Thérèse et de M. Troya, dernier ministre de Ferdinand. M. Troya est un homme plein de foi dans la divine Providence. Son avis, en politique, est qu'il faut prier.

Par malheur, l'opinion remue à Naples. A la nouvelle de notre victoire de Magenta, une démonstration de plus de deux mille Napolitains a vivement acclamé la France et l'Italie sous les balcons illuminés de M. Soulange-Bodin, notre consul, et de M. Fasciotti, consul de Sardaigne. Cette démonstration fut dispersée à coups de baïonnette ; mais elle n'en fit pas moins très-peur au roi. Il ordonna donc à M. Troya d'aller prier ailleurs, et nomma Filangieri premier ministre.

En attendant les montagnes de réformes et de concessions que nous promet le nouveau cabinet, nous avons une amnistie, et quelle amnistie ! écoutez et jugez.

Il y a trois décrets. Le premier ne concerne que les crimes communs ; le second rend leurs droits civils

aux suspects, mais se garde bien de déchirer les listes où ils étaient inscrits : ces malheureux restent donc sous la surveillance de la police.

Voici enfin le principal décret concernant les délits politiques. Je vous en donne le texte même, et j'appelle toute votre attention sur cet article officiel.

« Il est fait grâce de la peine qu'il leur reste à subir aux condamnés aux fers, à la reclusion, à la relégation et à l'emprisonnement pour les délits politiques commis en 1848 et 1849, condamnés non compris dans les décrets du 27 décembre 1858 et du 18 mars 1859, selon les listes existant au ministère de grâce et justice. »

Voilà le décret cité mot à mot. Voici maintenant ce qu'il signifie.

Il exclut d'abord tous ceux qui se sont occupés de politique après 1849. Ainsi les victimes de l'affaire de Mignogna, de Pisacane et de Milano (ces derniers ne sont pas même jugés encore !) restent dans les îles et dans les prisons.

Le décret ne parle pas des prisonniers détenus par simple mesure de police. Ainsi, les quarante malheureux qui sont à Santa-Maria-Apparente (quelques-uns depuis trois, cinq et sept ans), les quarante autres qui attendent leur procès à la Vicaria et dans l'hôpital de San-Francesco, les centaines et peut-être les milliers d'autres qui sont enfermés sans jugement, en province ou dans les îles, ne sont pas compris dans cette amnistie, et il faut un nouvel ordre du roi pour qu'ils soient libérés ou tout au moins jugés.

Le décret ne gracie que les condamnés pour leur conduite politique en 1848 et 1849. Or, le plus grand

nombre de ces condamnés sont depuis dix ans en fuite ou en exil. Ceux-ci ne sont pas désignés dans le décret, qui limite ses grâces à un certain ordre de peines (fers, prison, relégation, reclusion). Les fugitifs, condamnés en général comme contumaces (et quelques-uns à mort), sont également exclus de l'amnistie : il en résulte que l'émigration napolitaine, composée des meilleurs citoyens du royaume, n'aura rien à gagner à l'avénement du nouveau roi. Le général Ulloa, Scialoia, Mancini, d'Ayala, Imbriani, Tommasi, Pisanelli, Conforti, Leopardi, Spaventa, Amari, Giudici, Petruccelli, La Farina, Saliceti, Ferrara, Cosenz, de Meis, Dragonetti, je cite au hasard et je ne rencontre que des noms illustres ou honorables, continueront à souffrir sur la terre d'exil.

Ce n'est pas tout. Le décret écarte aussi de l'amnistie ceux qui avaient été nommés dans les grâces du feu roi. Vous n'avez pas oublié ce qu'étaient ces grâces : elles commuaient illégalement en déportation (peine qui n'existe pas dans les codes napolitains) les châtiments infligés à Poërio, à Settembrini, et à leurs cent vingt compagnons d'infortune. Elles les tiraient des bagnes pour les envoyer mourir en Amérique. Soixante de ces malheureux, déjà partis, ont légalisé leur situation et commué d'eux-mêmes, en débarquant en Irlande, leur déportation illégale en exil éternel. Le décret ne change rien à leur sort. Les soixante autres, qui ne sont pas encore partis, partiront peut-être ; mais leur grâce, si c'en est une, est déjà décrétée depuis six mois, et ils ne devront pas leur exil, douloureuse faveur, à la générosité du nouveau prince.

Ainsi les condamnés récents, les proscrits, les fugi-

tifs, les prisonniers déjà graciés par le roi Ferdinand, les détenus par mesure de police, etc., etc,, sont exclus des grâces contenues dans le décret d'hier. Or, les autres condamnés (à la prison, à la relégation, à la reclusion, etc.), ayant été déjà élargis soit pour avoir fait leur soumission, soit parce que, depuis dix ans, leurs peines doivent être expirées, il résulte manifestement de tout ceci (je ne sais s'il faut en rire ou en pleurer) : *que pas un condamné politique n'est compris dans cette amnistie*[1].

9 juillet.

J'ai aujourd'hui une horrible histoire à vous raconter : la sédition des soldats suisses. La voici en deux mots :

Vous savez que la libre Helvétie, honteuse du rôle étrange que jouaient ses citoyens à l'étranger, notamment à Rome et à Naples, avait déclaré que ces mercenaires seraient dorénavant des volontaires enrôlés de leur propre chef, et non plus un tribut d'hommes payé d'année en année, en vertu de honteuses capitulations. La dernière de ces capitulations, déjà rompue de fait, expirait légalement le 15 juin ou le 15 juillet, et le gouvernement annonçait qu'il avait pris des mesures pour que le nom de troupes suisses, les insignes des cantons et la croix fédérale fussent retirés aux mercenaires qui restaient à Naples.

1. Le fait a confirmé mes déductions. Cette fameuse amnistie n'a libéré, de fait, qu'un très-petit nombre de prisonniers obscurs et dont la peine était déjà presque expirée. C'étaient des hommes du peuple, oubliés depuis dix ans dans les bagnes et les prisons lointaines; on les croyait morts.

Mais la situation de ces mercenaires était équivoque. Lorsque la Suisse, en 1849, exécutant les nouvelles lois fédérales, avait rompu ses engagements avec le feu roi Ferdinand, ce monarque avait répondu qu'il tiendrait les siens, et que, malgré la Confédération, il garderait et enrôlerait des Suisses à son service. En effet, les enrôlements continuèrent dans les cantons ou aux frontières, et, loin de diminuer, ils augmentaient de jour en jour, le gouvernement de Naples allant chercher ses Suisses en Autriche, quand l'Helvétie ne lui en donnait pas autant qu'il en voulait.

Ces pauvres diables s'engageaient donc, malgré la loi de leur pays, sur la foi de traités abolis de fait, et aux conditions garanties par ces traités qui n'existaient plus : une de ces conditions était précisément le nom et les insignes de troupes suisses que la Confédération vient de leur retirer. Chose incroyable ! en venant à Naples, ils se mettaient en insurrection contre leur patrie, ils la compromettaient dans l'opinion, et pourtant ils tenaient à elle. Ils voulaient bien prêter la main aux violences du pouvoir, étouffer la liberté de la nation, mais à condition de le faire sous le drapeau de leur pays libre.

Aussi, l'autre jour, quand on leur retira leurs insignes et qu'on leur enleva leurs drapeaux pour leur imposer celui de Naples, ils se soulevèrent en masse et répondirent à coups de fusil.

La rébellion commença mercredi dans les casernes. Les soldats du 4e régiment ne voulurent pas saluer le nouveau drapeau. Le soir et le lendemain, il y eut des balles échangées entre les Suisses.

Car, il faut le dire, depuis la guerre, la division

était dans leurs rangs. L'entrée dans ces régiments d'un nombre assez grand de Tyroliens avait encore embrouillé les choses, si bien qu'avant-hier au soir, à propos de France et d'Autriche, de Welches et d'Allemands, et à l'occasion des drapeaux enlevés, des coups de sabre et des coups de feu ensanglantaient déjà les casernes et les rues.

Mais l'exaspération étant à son comble, un certain nombre de soldats suisses, sortis avec armes et bagages du fort de Carmine, coururent aux quartiers des SS. Apostoli et de Santo-Potito, où, non sans fusillades, ils recrutèrent quelques renforts. Ils se rendirent alors devant les grilles du palais de Capodimonte en criant : *Vive le roi! vive la Suisse!* Le roi leur fit demander ce qu'ils voulaient. Ils s'écrièrent, tout d'une voix : « Ou qu'on nous rende nos drapeaux, ou qu'on nous laisse partir. »

Le roi leur ordonna d'aller passer la nuit au Champ de Mars, leur promettant, pour le lendemain, sa réponse.

Les soldats allèrent donc passer la nuit au Champ de Mars où ils commirent (je ne les défends pas) des excès déplorables. Ils dévalisèrent des boutiques et des tavernes; ils tuèrent même un cantinier.

Le lendemain matin, un de leurs anciens colonels (aujourd'hui général) vint leur ordonner de poser les armes. Sur leur refus, deux canons postés là pendant la nuit furent démasqués et le Champ de Mars se couvrit de soldats, embusqués dans toutes les routes voisines. Et, chose horrible à dire, ces soldats étaient des Suisses : le troisième bataillon de chasseurs, et une partie du quatrième régiment. Un Suisse commanda

le feu; des canons suisses lâchèrent deux ou quatre bordées de mitraille; des baïonnettes suisses achevèrent ou soumirent les survivants. Ce fut un monstrueux fratricide.

Les rapports les plus modérés accusent une soixantaine de blessés et vingt-cinq morts.

Un nombre de révoltés échappés au massacre ont pris le chemin de Rome; mais ils seront sans doute arrêtés dans leur fuite; on a lancé des troupes contre eux de partout. Une centaine de prisonniers attendent qu'on les fusille.

Telles sont les premières nouvelles de cette émeute; il est singulier qu'à Naples ce soient les Suisses qui aient commencé le feu. Mais l'affaire n'est pas finie : il n'y a de tués ou d'enfermés qu'une très-petite minorité des mécontents. Les Suisses sont tous en ce moment claquemurés et gardés ; on les dit fous de rage. Le roi a pris peur et quitté Capodimonte, où les rebelles auraient pu s'emparer de lui, s'ils l'avaient voulu. On dit qu'il est allé hier soir s'enfermer à Gaëte, — mais on en dit tant!...

9 juillet, 1 heure.

Effrayé de la tournure menaçante que prenaient les choses, le roi vient de donner l'ordre que tous les Suisses qui ne voudront pas prêter serment au drapeau de Naples soient renvoyés dans leur pays. Ils partent en foule, en criant qu'ils reviendront dans quelques mois avec Garibaldi [1] : Dieu le veuille!

1. Les Suisses sont partis dès lors peu à peu; il n'en est resté dans le pays que quelques centaines, incorporés plus tard dans

Je me suis étendu sur ce fait : ne vous en étonnez pas. Outre la singularité et la gravité de leur état à Naples, il y a une question sérieuse, internationale, qui s'agite maintenant autour d'eux. Il fut un temps où c'était un honneur pour la libre Helvétie de payer aux souverains un tribut d'hommes, et le lion de Thornwaldsen, qui rappelait l'héroïsme des montagnards contre la révolution et pour la royauté française, n'était pas moins glorieux pour la Suisse que l'ossuaire de Stanz ou la chapelle de Guillaume Tell.

Maintenant, les races ont marché; les guerres sont regardées comme des fléaux même par ceux qui les soulèvent, et il y a des questions de moralité nationale qui sont mises au-dessus des vertus militaires par la conscience du siècle où nous marchons. Ce qui passait autrefois pour un honneur est maintenant flétri comme

les nouveaux bataillons de carabiniers légers. Ceux qui étaient dans les prisons n'ont pas été délivrés sans peine. Il y en avait pourtant d'innocents, quatre, entre autres, coupables uniquement de franchise et de loyauté. Ils s'étaient présentés sans armes à leurs chefs, pour leur déclarer qu'ils ne voulaient pas se joindre aux insurgés, mais qu'ils demandaient à retourner en Suisse. L'orateur fut mis au bagne pour huit ans, et ses compagnons pour quatre, tandis que les insurgés du Champ de Mars étaient déjà partis.

Voici le chiffre officiel des victimes du Champ de Mars : on releva 70 hommes, dont 33 étaient déjà morts. Des 37 autres, 21 seulement ont survécu.

Grâce à Dieu, ce sang versé n'a pas été inutile. Non-seulement les corps suisses ont été licenciés, mais ils ont obtenu les *honneurs de la guerre*, c'est-à-dire des gratifications et des pensions de retraite. Ils ont dû cette faveur, ou plutôt cette justice, à la conduite courageuse de l'envoyé extraordinaire de la Confédération, M. le major Latour.

une honte. Nous assistons à la dernière rupture de ces marchés déshonorants qui se contractaient autrefois sans scrupule. Rome et Naples, les deux villes les plus arriérées de l'Europe, sont les seules où subsistent encore ces prétoriens fournis par un pays libre, et il n'est pas sans intérêt historique de suivre, dans ses tristes détails, l'abolition définitive d'un abus si longtemps toléré.

Et le fait est d'autant plus curieux qu'il aura des suites terribles. La dissolution des Suisses entraînera tôt ou tard la dissolution de la monarchie. Prédiction prématurée peut-être ; — notons-la toujours et laissons venir les événements.

30 juillet.

Victoire ! Un décret vient de paraître, ou plutôt une circulaire : la première que M. Filangieri nous ait communiquée depuis son avénement. Je vous avais bien dit que ce ministre préparait quelque chose dans le silence du cabinet, et qu'au moment où l'on s'y attendrait le moins, on verrait paraître en plein soleil quelque innovation courageusement promulguée. Enfin, grâce à Dieu, et peut-être aussi grâce à l'Angleterre, qui a maintenant toute une escadre dans notre rade avec un vaisseau amiral, *le Marlborough* (s'en va-t-il en guerre ?), les réformes si longtemps attendues viennent d'être annoncées ; ce n'est plus un bruit, c'est un fait officiel.

De quoi s'agit-il ? De constitution, sans doute ? Pas encore, ne hâtons rien. Les Napolitains ne veulent pas de constitution ; vous le lirez dans toutes les feuilles

sanfédistes. Tout au plus espèrent-ils le Statut de Bayonne, autrefois promis par Joseph, et conseillé, dit-on, par Ferdinand à son lit de mort; un parlement composé de cent membres, vingt militaires, vingt prêtres, vingt légistes, vingt notables, vingt députés élus par des électeurs élus à leur tour par le gouvernement, tous ayant voix consultative, mais non délibérative. Voilà tout ce qu'espèrent les Napolitains; mais sont-ils assez mûrs pour de pareilles franchises? Le pouvoir ne le croit pas; aussi a-t-il commandé dans les provinces des pétitions contre la Confédération italienne et contre le Statut, qu'on ne veut aucunement octroyer. Sur quoi portent donc les réformes? Sur les Suisses peut-être, qu'on va définitivement licencier? Au contraire, on en reçoit d'autres. Il se forme à Torre-Annunziata de vastes entrepôts pour les recevoir. Il est vrai que cette fois ils viennent de Bavière (Petit-Jean venait bien d'Amiens pour être Suisse), mais ils n'en gardent pas moins leur nom de troupes helvétiques, la croix fédérale et les insignes des cantons. Ce n'est donc pas eux que regarde la circulaire, et ceux qui sont tombés sous la mitraillade n'ont pas même eu la gloire de laver leurs drapeaux dans leur sang.

La circulaire regarde alors les prisonniers politiques? Pas encore; elle ordonne bien d'assainir les prisons, mais elle ne parle pas de les vider. Santa-Maria-Apparente vient, il est vrai, de relâcher la moitié de ses détenus; mais ces malheureux qui étaient là, quelques-uns depuis sept ans, par simple mesure de police, et qui attendaient l'instruction de leur procès, ont été relégués sans jugement dans l'île de Capri.

C'est une déportation préventive et indéterminée.

Ces réformes portent donc sur l'administration, sur la police? Pas encore; M. Filangieri n'est pas si pressé que cela. Il n'a pas encore eu assez d'influence pour faire destituer le préfet, son ennemi personnel. D'ailleurs, pour épurer l'administration, il faudrait d'un coup mettre sur le pavé plus de cent mille hommes. Trente ans de règne ont corrompu toute une génération. Le vol est devenu un droit et presque une garantie de l'ordre social: c'est la récompense des fidèles; c'est leur privilége et leur gagne-pain. On ne pourrait plus le châtier sans ingratitude, on ne pourrait le prévenir sans augmenter les salaires et grossir les impôts, car il faudrait payer ce demi-million d'employés de tout genre qui se payent tout seuls. Toute cette prospérité factice de l'État et de ses finances ne se soutient que par un système tolérant de concessions réciproques. Il faudrait, pour réparer tout cela... Mais je m'arrête, peut-être en ai-je déjà trop dit.

Quelles sont donc les réformes décrétées par M. Filangieri dans le premier acte public et avoué qu'il ait rédigé de lui-même et signé seul? Le voici en trois mots, je n'invente rien et je ne ris pas; c'est dans le *Journal officiel* d'avant-hier :

Il y aura des visites de magistrats et de fonctionnaires publics dans les provinces, des phares sur le littoral. Les prisons seront reblanchies, des chapelles y seront élevées. On ne suspendra plus de linge le long de Margellina, à l'heure de la promenade. Enfin (c'est signé par le président des ministres et probablement décidé en plein conseil d'État; je traduis littéralement de peur qu'on ne m'accuse de sottes facéties) :

« Les directeurs des royaux ministères de l'intérieur « et de la police générale doivent se mettre d'accord « afin de pourvoir efficacement à la propreté de cette « ville, évitant particulièrement, parmi les nombreuses « inconvenances, *quella inondazione serotina* (je n'ose « traduire), aux abords du royal théâtre Saint-Charles, « et plaçant en des endroits opportuns des vasques à « nettoyer chaque matin, et, s'il le faut, plusieurs fois « par jour. »

6 août.

Voici un petit morceau officiel que je vous recommande : vous verrez comment sont interprétées et exécutées les lois nouvelles en ce bienheureux pays.

J'ai déjà souvent parlé des *attendibili* (suspects), sortes de lépreux parqués dans leurs villages et dans leurs maisons, épiés par tous les limiers de la police, n'ayant le droit de demander aucun diplôme et par conséquent d'exercer aucune profession libérale, — et arrêtés, emprisonnés, relâchés sans motif, au moindre bruit, par mesure de sûreté publique. Et je vous ai dit qu'il y avait dans le royaume environ trois cent mille suspects.

Mais le jeune roi, dans un bon mouvement, a rendu leurs droits civils à ces *attendibili*. Les journaux ont fait grand bruit de cet acte de clémence et des milliers de libéraux, en province, ont voulu profiter de la bonne volonté du roi. Par malheur, en transmettant aux intendants l'acte royal, le ministère a cru devoir l'accompagner d'une circulaire *très-secrète*, dont on

vient de me donner copie et que je signale à toute votre attention :

« Monsieur, si la clémence souveraine, par un dé-
« cret royal du 16 courant, a voulu supprimer l'en-
« combrement des listes trop nombreuses d'*attendibili*
« et étendre sa main bienfaisante sur un grand nombre
« de ses sujets, cela n'empêche point qu'on ne doive
« tenir sans cesse éveillée une attention vigilante pour
« prévenir les menées des mauvais. Il est donc néces-
« saire de surveiller toujours les hommes dangereux,
« qu'ils aient été ou non sur les listes des *attendibili*.
« Et vous, sous votre plus stricte responsabilité, vous
« êtes tenu d'avertir immédiatement l'intendance des
« feuilles de route délivrées à ces hommes, soit pour
« Naples, soit pour les autres provinces du royaume,
« en précisant le lieu de leur destination ; et, lorsqu'ils
« rentreront dans le pays, il faudra également en faire
« un rapport immédiat. Toutes les surveillances regar-
« dant les individus qui ne sont pas à confondre avec
« ceux compromis dans les listes politiques des *atten-*
« *dibili* pour les faits de 1848 et 1849 restent pleine-
« ment en vigueur. Voyez donc avec quelle sagacité
« et délicatesse et dans quel profond secret vous aurez
« à vous conduire en ces circonstances, et je m'attends
« à vous voir répondre à la confiance dont a bien voulu
« vous honorer la munificence de votre auguste sou-
« verain. Je vous rappelle que votre responsabilité est
« grave pour cette branche très-importante du service.
« Veuillez m'accuser réception de la présente. »

1er septembre.

Encore une circulaire *très-secrète* sur les *attendibili*.

Je vous la recommande; ces documents sont précieux pour l'histoire du pays.

MINISTÈRE DE POLICE.

(Très-réservée et à lui seul.)

« Monsieur l'intendant,

« Maintenant, plus que jamais, il faut veiller pour « prévenir les menées des méchants. Vous avez donc « l'obligation de vous conformer, dans l'occasion, aux « règles suivantes, afin de prendre les déterminations « convenables, selon les ordres souverains.

« 1° Toutes les fois que les suspects en politique « demanderont des cartes de passage, pour Naples ou « ailleurs, vous devez d'abord, par tous les moyens, « les décourager d'insister pour les obtenir, en vue « des périls auxquels ils s'exposent en face du gouver- « nement. Dans le cas où ils s'y obstineraient, en « s'abritant derrière le récent décret du 10 courant, « vous devez retarder la délivrance de ces cartes et « m'en avertir antécédemment avec la plus grande « célérité.

« 2° Dans le cas où les suspects, par l'effet du dé- « cret cité, demanderaient les certificats nécessaires « pour subir des examens publics ou pour obtenir « des papiers autorisant l'exercice de professions ou « d'arts, ou pour tout autre but quel qu'il soit; ou « que, sous le prétexte du même décret, ces hommes « fussent proposés, par la faiblesse des décurionats « ou d'autres fonctionnaires municipaux, pour des « charges communales, vous devez procéder, tou-

« jours d'accord avec moi, de telle sorte qu'il ne soit « jamais expédié aucun de ces documents sans avoir « d'abord demandé et obtenu, chaque fois, mon auto- « risation spéciale.

« 3° Si l'un d'eux (des suspects) pensait à se rendre « ou à se transporter dorénavant en pays étranger, « vous devrez habilement, avec vos moyens, le faire « avertir qu'il pourra difficilement rentrer dans le « royaume, et si alors il persistait dans son intention, « il faudrait en informer sur-le-champ notre ministère « et celui des affaires étrangères.

4° Il reste expressément entendu que toutes les me- « sures d'arrestation, éloignement, domicile forcé et « toute autre mesure de police, restent en pleine vi- « gueur pour toutes les personnes compromises à la « suite de paroles et de faits postérieurs à 1848 et 1849, « et elles restent en vigueur même pour ceux com- « promis en 1848 et 1849, si elles ont été commandées « par disposition spéciale ou si elles le sont dorénavant « par des vues de précaution.

« C'est vous, monsieur l'intendant, qui serez stric- « tement et personnellement responsable de la moin- « dre déviation de cette ligne, et vous vous y con- « formerez précisément pour éviter d'énergiques « dispositions à votre charge, selon la volonté et les « ordres souverains.

« Signé : CASELLA. »

Notez que M. Casella est un honnête homme et ce n'est pas lui qui a rédigé ce papier. On le lui a présenté tout écrit et on le lui a fait signer de force.

M. Elliot à lord John Russell.

« Naples, 2 octobre 1859.

« ..... J'ai profité de l'audience qui m'a été accordée par le roi pour insister auprès de Sa Majesté, de la manière la plus sérieuse, sur les dangers résultant du mode d'administration suivi maintenant dans le pays.

« J'ai dit que ma conviction, qu'il est difficile de s'assurer du véritable état des choses, et surtout pour les rois, auxquels leur entourage redoutait de dire de fâcheuses vérités, me donnait le courage de faire connaître à Sa Majesté les dangers attachés à la conduite dans laquelle le gouvernement semblait décidé à se maintenir. Je lui ai dit que les récentes arrestations à Naples avaient produit un sentiment voisin de la panique, accompagné d'un sentiment de profonde irritation, et quoique Sa Majesté dît qu'elle ne considérait pas l'état intérieur du pays comme étant aussi critique que le jugeait le public, j'ai fait remarquer qu'il était naturel pour le public de croire que rien, si ce n'est le sentiment d'un danger imminent, ne pouvait avoir conseillé et ne pouvait justifier les nombreuses arrestations qui avaient eu lieu à Naples, à Palerme et à Messine.

« J'ai dit que je savais que quelques-uns de ses ministres continuaient de soutenir qu'il n'y avait pas de mécontentement général dans le pays, et que l'inquiétude était entretenue par l'agitation d'un petit nombre d'esprits turbulents ; mais je l'ai priée de ne pas se laisser égarer par des allégations de cette nature, parce qu'il

m'était impossible de mettre en doute, en consultant les rapports que j'avais reçus de toutes parts, que le mécontentement ne fût si universel et si profond que des mesures de conciliation ou de répression étaient devenues nécessaires.

« Je lui ai représenté que les premières mesures pouvaient encore être efficaces, et que des concessions faites aux demandes modérées du pays pourraient lui ramener la tranquillité à l'intérieur et la sympathie de l'étranger; tandis que s'il était résolu de refouler les sentiments dominants par des mesures violentes, Sa Majesté avait à calculer la force dont elle disposait et à peser mûrement le risque qu'elle courait, avant d'adopter une politique qui, si elle échouait, devait amener des résultats dont il était impossible de prévoir la portée, et pourrait la priver de toute chance de secours ou de sympathie de l'étranger.

« J'ai dit que si ceux qui avaient été arrêtés [1] pouvaient être convaincus de conspirer contre le trône de Sa Majesté, l'irritation qui existait maintenant contre son gouvernement cesserait aussitôt, et que, partant, la seule politique qui semblait maintenant pouvoir être suivie avec avantage était de les mettre en jugement sans tarder. J'ai ajouté que, s'ils pouvaient être reconnus coupables, leur condamnation serait accueillie comme une justification de leur arrestation; que s'ils étaient

1. La police de Naples avait fait arrêter tout à coup, sans raison ni prétexte avoué, les premiers gentilshommes de Naples : le prince Torella, le marquis Bella, le marquis d'Afflitto, les barons Genovese, Giordano, etc., — sans compter des hommes éminents, dans le barreau et dans les lettres : MM. Ferrigno, de Filippi, Perez, Capece, Latro, etc...

acquittés, ils pourraient être immédiatement mis en liberté, et que, dans l'un comme dans l'autre cas, le gouvernement serait censé avoir agi d'après la conviction de leur culpabilité; mais que, d'un autre côté, si ces personnes n'étaient pas mises en jugement, Sa Majesté devait s'attendre à ce que le public considérât les arrestations qui ont eu lieu comme des actes purement arbitraires, dirigés non pas contre des conspirateurs, mais contre des opinions.

« J'ai dit encore que la signification extrême attachée au mot de « révolutionnaire » par quelques ministres de Sa Majesté avait créé des inquiétudes dans mon esprit, et j'ai laissé à Sa Majesté le soin de juger s'il était juste ou équitable de considérer comme conspirateurs des hommes qui pouvaient se croire en droit de chercher entre eux des mesures pour ramener la constitution qui leur avait été solennellement garantie, qui n'avait jamais été formellement révoquée, et qui pouvait, par conséquent, être considérée comme étant encore strictement la loi du pays.

« J'ai terminé en priant Sa Majesté de croire qu'il m'était extrêmement pénible de toucher à des questions qui devaient lui être désagréables, et que rien n'aurait pu m'y décider si ce n'est la conviction de l'intérêt porté par la reine et par son gouvernement au bien-être du royaume, à la prospérité de Sa Majesté Napolitaine et de sa dynastie. J'ai déclaré qu'en voyant Sa Majesté Napolitaine sur la pente d'un abîme, à mon avis, je ne me pardonnerais pas d'avoir négligé de l'avertir sur les dangers vers lesquels la poussaient les avis d'aveugles conseillers.

« Sa Majesté ne parut pas offensée du langage que

j'avais tenu, et se déclara pleinement satisfaite de la bienveillance du gouvernement de Sa Majesté.

« J'espère que Votre Seigneurie m'approuvera de m'être exprimé si librement avec le roi ; mais quoique Sa Majesté soit si constamment entourée de conseillers à vues étroites et hypocrites, qui la mènent à sa perte, et que je ne puis me flatter de l'espoir que mes conseils aient pu produire beaucoup d'effet, je crois avoir bien servi les désirs du gouvernement de Sa Majesté en faisant tous mes efforts pour empêcher le roi de persévérer dans un système qui, suivant toute probabilité, fera naître des complications dont personne ne peut prévoir la solution. »

6 décembre.

Les arrestations dont parle M. Elliot à lord Russell sont des exploits d'Ajossa, l'un des hommes les plus violents, frustes et mal léchés du royaume. Par sa stature, il dépasse tous les autres hauts fonctionnaires et quand il signe un papier quelconque, il écrit son nom de *Luigi* (Louis) avec deux *g*. Très-galant du reste et assez probe.

Il était autrefois préfet de Salerne et s'était fort distingué lors du fameux procès sur l'affaire du *Cagliari*. Et comme il se montrait d'ailleurs brutal et lourd, mais juste, il fut appelé par François II à la direction des travaux publics. Cette charge, qui est une sinécure dans ce pays, ne lui suffisant pas, il convoita la police, et, pour l'obtenir, inventa cette fameuse conspiration, et provoqua ces fameuses arrestations qui ont tant ému la diplomatie. M. Casella,

directeur de la police et honnête homme, n'ayant pas voulu tremper dans ces violences, fut écarté brusquement du cabinet, et M. Ajossa prit sa place. Mais les violences ayant déplu à la diplomatie, on en rejeta la faute sur M. Governa, préfet de police, qui les avait déconseillées. Et après avoir pris la place du ministre, M. Ajossa prit également celle du préfet.

Voici maintenant, sur son administration, une poignée d'anecdotes :

— On vient d'arrêter un libraire, parce qu'il avait chez lui un livre de Gioberti : un *Traité d'esthétique!* On vient d'arrêter un étudiant, parce qu'il lisait la *Science de la législation* du fameux Filangieri, père du général qui est en ce moment premier ministre. Notez bien que ce livre est le principal titre de gloire de la famille et que, sans lui, le fils du grand homme ne serait certes point au pouvoir.

— Le second fait que j'ai à vous raconter est la mort de Trevisani, qui avait été le chef ou du moins le mentor de l'opposition modérée. Élève et ami de l'historien Carlo Troya, et défenseur de ce guelfisme plein d'illusions qui, avant 1848, avait rêvé la résurrection de l'Italie par le pape, M. Trevisani s'était montré, cette année, tout à fait hostile aux idées antidynastiques des partis français et piémontais, et s'était borné, pendant la guerre qui favorisait les espérances les plus avancées, à formuler des vœux plus timides en faveur d'une monarchie constitutionnelle sous le sceptre des Bourbons. A Naples, la modération est punie plus sévèrement que la violence, peut-être parce qu'elle est plus dangereuse. Après la paix, M. Trevisani fut arrêté et relégué à Avellino, malgré

ses prières : il savait que l'air de cette ville lui était fatal. Il y prit, en effet, la fièvre, et il vient d'en mourir. C'était un libéral dans le sens anglais, et un honnête homme.

— Le troisième fait est l'arrestation d'Antonio Ranieri, l'auteur de la *Ginevra* et d'une *Histoire d'Italie;* romancier élégant, philanthrope courageux, historien convaincu, prosateur de premier ordre. Déçu dans toutes ses espérances, M. Ranieri vivait depuis plus de vingt ans hors de la politique; il ne s'était pas même mêlé au mouvement de 1848. Cette année-ci, pendant la guerre, il s'était tenu à l'écart, se croyant à l'abri des persécutions dans sa retraite studieuse. Il se trompait. Une médaille vient d'être ou va être frappée à Florence à l'honneur de M. Vieusseux, l'un des hommes de ce temps qui ont le mieux mérité de l'Italie. Cette médaille n'étant pas un hommage politique, mais un remercîment tout littéraire au fondateur de l'*Antologia* et de l'*Archivio storico,* revues historiques et archéologiques, M. Ranieri écrivit son nom sur la liste des souscripteurs et des admirateurs de M. Vieusseux, son ami de trente ans. Une lettre de remercîments venue de Florence fut interceptée à la poste de Naples et motiva l'arrestation d'Antonio Ranieri. L'illustre écrivain a été bientôt relâché, grâce à de hautes protections. Mais je suppose que M. Cousin souscrive à une médaille offerte à M. Buloz, l'un des fondateurs de la *Revue des Deux Mondes* et son directeur, que diriez-vous si, pour ce crime, on retenait à Paris, ne fût-ce qu'une nuit ou deux, M. Cousin à la préfecture de police?

— Quatrième fait : on a fermé l'imprimerie de

M. Brutus Fabbricatore parce que son frère, M. Aristide Fabbricatore, est soupçonné d'avoir été pour quelque chose dans la publication d'un journal clandestin, *il Piccolò Corriere di Napoli*. Averti du péril qui le menaçait, Aristide s'est sauvé à Florence; le pouvoir s'en venge sur Brutus. « Votre imprimerie « restera fermée (on l'a dit formellement à ce dernier) « jusqu'à ce que votre frère soit venu se mettre à la « disposition de la police. » Ceci n'est pas un bruit, mais un fait positif et connu.

Serait-ce à cause de leurs noms républicains qu'on poursuivrait ainsi ces deux hommes? J'ai l'air de plaisanter, mais je pose sérieusement la question. La justice, il y a quelques mois, a été impitoyable contre un moine, parce qu'il s'appelait Agesilao, comme Milano.

— Cinquième fait : c'est la disgrâce d'un mien ami que j'ai rencontré hier dans la rue de Tolède. Je ne l'avais pas vu depuis longtemps, je lui demandai pourquoi. Il avait été arrêté un beau soir et tenu deux ou trois mois en prison. Après quoi, le préfet l'avait appelé et lui avait dit : Le roi vous fait grâce. — De quelle peine? demanda le malheureux. — De celle que vous méritez. — Pour quel crime? — Vous devez le savoir.

Après quelques instants de discussion, l'homme gracié comprit que sa détention était la suite d'un malentendu. On l'avait arrêté à la place d'un homonyme.

— Sixième fait : le roi passait, l'autre jour, dans une rue éloignée, lorsqu'un homme s'approcha de sa voiture et lui jeta un paquet non cacheté. Il faut dire,

à la louange du jeune souverain, que, s'il ne gouverne pas, il accorde, du moins, de son propre chef, beaucoup de grâces et de faveurs, pourvu qu'elles n'aient rien de commun avec la politique. Croyant donc recevoir quelque nouvelle pétition, François II s'empressa d'ouvrir le papier : il renfermait une jolie collection de rubans tricolores.

Rentré au palais, le roi appela sur-le-champ M. Ajossa, et lui ordonna d'arrêter le coupable, en indiquant à peu près son signalement. Le directeur de police se mit aussitôt à l'œuvre, et fit saisir au hasard quatre individus qui pouvaient ressembler à la description royale. Seulement, comme il ne convenait pas de confronter ces malheureux avec leur auguste accusateur, M. Ajossa eut l'ingénieuse idée de les faire photographier pour les soumettre, en effigie, à l'investigation du prince. Mais le prince, après avoir examiné les quatre épreuves, déclara qu'aucune d'elles n'offrait la moindre ressemblance avec le démagogue qui avait jeté le paquet incriminé. M. Ajossa sortit consterné de l'audience, et s'empressa... de laisser les quatre hommes en prison. Ils y sont encore.

— Un dernier fait (c'est seulement pour abréger que je m'en tiens là, mon sac est loin d'être vide) :

Un jeune homme que nous connaissons tous à Naples, de vue ou de nom, M. Adolfo Farina, était arrêté sous l'imputation d'avoir envoyé à sa sœur, en province, une copie manuscrite de la proclamation de l'empereur aux Milanais. Plus heureux que beaucoup d'autres, son procès fut instruit et porté devant la cour criminelle. La cour l'acquitta hardiment, *per non esservi luogo a procedimento penale* (parce qu'il

n'y avait pas lieu à des poursuites pénales). Mais le gouvernement ne s'est pas trouvé d'accord avec la cour criminelle, et, malgré l'arrêt d'acquittement, malgré les protestations du jeune homme, il vient de le faire déporter dans l'île de Ponza.

Cependant, malgré ces inconcevables rigueurs, j'ai le regret d'annoncer à M. le directeur Ajossa que sa police est fort mal faite. Et j'en ai de grosses preuves sous la main. — Un officier de marine a reçu, l'autre jour, une de ces assignations de brigands qui épouvantaient autrefois ce beau royaume. On lui ordonnait de payer telle somme au porteur, sans quoi il serait poignardé dans la rue. Cet officier était peut-être sans reproche, comme Bayard, mais il n'était pas sans peur. Il paya donc, pour n'être pas poignardé. Ceci, assurément, est un peu fort au XIX[e] siècle.

Enfin l'on vient de dévaliser, pour la seconde fois depuis un an, l'église de la Madone-des-Grâces.

Le premier vol (il y a quelque dix mois) avait fait un bruit formidable. Le feu roi, qui régnait alors, avait lancé une circulaire foudroyante, où ce sacrilége était flétri comme un crime public. Tous les commissaires de police s'étaient vus destitués d'un coup, comme complices du fait, et condamnés à rester sans place jusqu'à ce que les objets volés fussent rendus à la Madone.

Le roi s'étant calmé, une seconde circulaire annonça plus tard que les commissaires rentreraient en fonctions, les objets ayant été retrouvés. Mais on n'avait rien retrouvé du tout. Voilà de ces faits qui ne se voient qu'à Naples.

Cependant, l'un des commissaires, nommé Rou-

geole (Morbilli, en napolitain), ayant déclaré que s'il eût dirigé la police dans le quartier de Montecalvario (où s'élevait l'église volée), le crime ne s'y serait pas commis, on confia l'inspection de ce quartier au commissaire Rougeole. Ce qui n'a point empêché les voleurs de retourner avant-hier dans ladite église, et d'y recommencer leur pillage sacrilége : seulement, cette fois, ils n'y ont rien laissé du tout.

31 décembre.

Il est maintenant constaté que l'assassinat avorté de M. Maniscalco, directeur de police à Palerme, n'est d'aucune sorte un crime politique. M. Maniscalco, l'Ajossa sicilien, avait beaucoup d'ennemis personnels. Il y a dix ans qu'il est au pouvoir : on lui reproche bien des violences. Je ne parle pas des tortures difficiles à prouver, mais je sais qu'on attribue à ce policier l'usage de jeter en prison le père, la mère, la femme ou les enfants d'un contumace et de les garder jusqu'à ce que le malheureux se livre. Système atroce et qui justifierait le poignard, si la vengeance était jamais un droit. Pour ne pas finir tristement l'année, je vous annonce les heureux bruits qui courent dans l'air : on nous promet pour demain, non-seulement un baisemain à la cour, non-seulement une illumination au théâtre et dans les rues, mais des grâces qui rendraient enfin la liberté aux hommes détenus, quelques-uns depuis sept ans, par simple mesure de sûreté publique. Il en restait dix, relégués dans l'île de Capri; on les appelait les *décemvirs*. Ils y sont encore.

Il y a, de plus, dans la prison de Santa-Maria-Appa-

rente onze hommes enfermés sans procès, sans jugement, depuis trois ans et plus, comme complices d'Agesilao Milano. Le plus coupable d'entre eux se nomme Dramis : c'est un gendarme. — Son unique crime est d'avoir connu le régicide et d'avoir dit de lui, en plein conseil de guerre : « C'est un homme d'honneur. » Pour cette parole courageuse, Dramis n'a pas seulement été jeté dans un cachot, mais on a muré ce cachot autour de lui, pour le rendre plus étroit et plus horrible. Je n'invente rien, j'ai vu cela de mes yeux. Ces onze malheureux subissent toutes les tortures. Il y a parmi eux des prêtres grecs : ils se plaignent d'être affamés. Un de ces prisonniers est incarcéré au secret et ruiné jusqu'au dernier sou par cette longue détention, pour avoir parlé à Dramis!...

Outre ces prétendus complices du régicide, la prison de Santa-Maria-Apparente a reçu, ces jours derniers, nombre de détenus nouveaux enfermés par M. Ajossa. Ce fonctionnaire aspire à la gloire de Josué, il voudrait arrêter le soleil.

Il a dit textuellement à l'un de ses subordonnés que les rigueurs actuelles dureraient jusqu'à l'expiration du congrès.

Parmi les nouveaux hôtes de Santa-Maria-Apparente, on compte quelques jeunes gens qui étaient allés à Ischia pour s'embarquer sur un brigantin et pour sortir du royaume. Ils furent dénoncés et arrêtés : la police les accuse d'avoir voulu s'enrôler dans l'armée de la ligue de l'Italie centrale; ils répondent qu'ils n'en voulaient rien faire, mais seulement aller chercher fortune dans l'Italie du Nord.

1er janvier 1860.

On n'a relâché ni gracié personne.

14 janvier.

Il se passe en ce moment, à Naples, les faits les plus contradictoires et les plus singuliers. D'un côté, des rigueurs étranges, l'arrestation du consul sarde, M. Fasciotti, assailli et fouillé *par erreur*, en pleine rue, par des gendarmes, et relâché ensuite avec mille excuses par M. Ajossa; l'arrestation de M. Pandola qui est mis au secret et ne peut voir sa mère; l'arrestation de M. Compagna, soupçonné d'avoir chez lui des papiers qu'on n'y trouve pas et détenu pour ce fait avec un honorable ecclésiastique qui vivait dans sa maison — et même avec son portier qui n'était qu'un pauvre diable. Les provinces sont gouvernées avec plus de violence que jamais, les arrestations s'y multiplient de jour en jour; on défend aux jeunes gens de venir faire leurs classes à Naples : j'en connais un qui, pour ses études médicales, est réduit à l'école de Salerne où il ne peut se procurer de cadavres; il est pourtant fort innocent en politique et ne lit pas de journaux.

Et à côté de ces faits que j'atténue, pour n'être pas accusé d'invraisemblance, il y a une extrême hésitation dans le gouvernement et une terreur évidente. L'armée des frontières est renforcée, les enrôlements à l'étranger se poursuivent avec un zèle presque fiévreux; le pouvoir demande à grands cris des hommes. On complète le 13e bataillon de chasseurs, diminué

par le licenciement des Suisses; on forme deux bataillons de carabiniers, avec des Autrichiens et des Bavarois auxquels on fait un pont d'or. On promet aux colonels étrangers la solde des lieutenants généraux du royaume et la solde des généraux de brigade aux lieutenants-colonels. Chaque homme qui consent à s'engager reçoit plus de cinquante ducats; on lui paye son voyage depuis Feldkirch et Bregenz; on lui promet tous les avantages offerts autrefois aux Suisses et le pain blanc qu'on refuse aux soldats du pays. On presse les levées dans le royaume, comme s'il était menacé de nouvelles conquêtes, ou comme s'il voulait en faire pour son propre compte, ou comme s'il voulait refouler à lui seul cette Italie nouvelle qui descend de jour en jour et menace de l'envahir.

Ainsi, d'un côté, de nouvelles violences et, de l'autre, de formidables précautions, et cependant, je le répète, une hésitation croissante, d'étranges concessions faites à la France, une défense formelle intimée aux prêtres de parler en chaire sur les questions du jour, et de vagues promesses de réformes, d'amnisties, d'améliorations, renouvelées de temps en temps et répandues par la télégraphie, pour faire prendre patience à l'Europe. Les étrangers sont ménagés, caressés même, la diplomatie est enivrée d'encens, la cour s'amuse, le roi se montre et paraît de bonne humeur.

On est prêt pour le congrès, bien qu'on n'y croie pas : M. Canofari, qui va retourner à Turin jusqu'à la convocation des plénipotentiaires, disait l'autre jour qu'il ne pensait point aller jamais à Paris. Le ministère inoccupé reste dans le provisoire et l'État flotte à la

dérive, sans que personne au monde, en cet abandon universel, puisse pressentir où nous allons. Et pendant cette incertitude prolongée, les fonds baissent, le commerce languit, l'industrie chôme, les chemins de fer attendent (M. Bayard, qui est ici pour obtenir la prolongation de la ligne de Salerne, a été presque mal accueilli à la cour), les phares ne s'allument pas, les ports ne se creusent guère, les prisons tardent à s'ouvrir, les exilés restent en exil, le temps est dur et le peuple souffre.

24 janvier.

Agitation en Sicile, mouvements à Trani, inquiétudes en Basilicate et en Calabre, mauvaise humeur dans l'armée, mauvaises dispositions dans le clergé, qui prêche contre Napoléon et contre Victor-Emmanuel : tous ces symptômes de dissolution s'aggravent. Naples sent déjà qu'elle ne peut se défendre seule et demande secours à l'Autriche, qui intervient frauduleusement dans ses affaires, témoin le document suivant, que je vous donne pour officiel :

« *Ordonnance à tous les chefs des autorités du cercle et des prêtures du Tyrol et du Vorarlberg : au directeur R. et I. de police et aux podestats d'Innsbruck, Bolzano, Trente, Roveredo, concernant le recrutement de sujets autrichiens pour l'armée royale de Naples.*

« En suite de la demande de la légation napolitaine tendante à ce qu'il soit permis de recruter dans les États impériaux de l'Autriche des volontaires pour

l'armée napolitaine, les ministres R. et I. des affaires extérieures, de l'intérieur et de la police, et le commandant R. et I. supérieur de l'armée ont résolu de commun accord, conformément à une dépêche du ministère R. et I. de l'intérieur, en date du 31 décembre, nº 3,173, de satisfaire à cette demande sous les conditions suivantes :

« I. Il est accordé au gouvernement napolitain le droit de recruter dans les États autrichiens, comme volontaires, les individus

« *a.* qui ont déjà satisfait personnellement au service militaire,

« *b.* qui ont été libérés du service au moyen de la taxe d'exemption,

« *c.* qui ont dépassé l'âge requis pour le service militaire, et n'étant pas désignés pour se présenter ultérieurement ;

« *d.* ceux enfin qui ont été déclarés pour toujours incapables, si toutefois il s'en trouve de capables dans cette catégorie.

« II. Le bureau principal de recrutement sera établi à Vienne et dans les autres villes capitales, notamment à Bude, Prague, Lintz, Gratz, Salzbourg, Innsbruck; on pourra créer des agences. Le dépôt principal pour l'embarquement des recrues est à Trieste.

« III. Le recrutement se fera sans bruit et on évitera l'encombrement des recrues dans les agences. Les recrues seront internées dans les locaux de recrutement jusqu'à leur départ et envoyées à Trieste par petits groupes, et leur embarquement aura lieu une fois la semaine ou le plus tôt possible.

« IV. Aux officiers et sous-officiers de recrutement,

il est interdit de porter des distinctions militaires; ils devront être vêtus en bourgeois. S'ils sont du dehors, ils seront traités comme tous les étrangers, qui, munis de papiers, séjournent en Autriche.

« Leurs noms et ceux des agents de recrutement, ainsi que toute modification dans le personnel du recrutement, seront notifiés aux autorités militaires et civiles.

« V. Aux individus engagés on remettra des passeports à l'extérieur valables pour la durée de l'engagement (4 années).

« VI. Pour la conservation de l'ordre dans les locaux de recrutement et pendant le voyage, les commandants du recrutement et les préposés au voyage pourront requérir la coopération des agents de la sûreté publique, excepté toutefois pour la poursuite et l'arrestation des déserteurs.

« Il ne faut pas oublier que l'exécution de cette mesure doit avoir lieu avec la plus sévère discrétion, et qu'il est inutile de demander des renseignements ultérieurs.

« Innsbruch, le 11 janvier 1860,

« Pour Son Altesse Impériale :

« BARON FRANCESCO DE SPIEGELFELDE,

« Conseiller aulique I. et R. »

18 février.

Le journal officiel contient un long rapport de M. Ajossa, directeur des travaux publics, sur l'état des chemins de fer entrepris par l'État, dans le royaume de Naples. Ce rapport constate qu'après vingt ans

d'*activité laborieuse* le chemin de fer de Rome ne va encore que jusqu'à Capoue, c'est-à-dire à une vingtaine de milles de Naples, et que les travaux qui doivent le porter à la frontière et qui devaient être achevés à la fin de l'année dernière sont encore loin d'être terminés.

Mais ce rapport a cela de bon, qu'il montre une certaine préoccupation du gouvernement pour les chemins de fer, que M. Ajossa n'hésite pas à qualifier de découverte miraculeuse (*portentoso trovato*) de notre temps. On n'aurait point imprimé cela sous l'ancien règne. Ce rapport a de plus provoqué certains ordres très-précis du roi pour l'accélération des travaux, la construction du fameux pont sur le Volturne, l'examen des lignes concédées à des particuliers et des concessions nouvelles à octroyer pour *compléter* (compléter est joli : commencer serait mieux dit) le réseau des voies ferrées du royaume.

Encore des demi-mesures, des promesses à longue échéance, et des phrases pompeuses pour donner le change à l'étranger! Tandis que la France et l'Angleterre, c'est-à-dire l'Europe unanime, conseillent des réformes et des concessions, le gouvernement ne croit échapper au péril qu'en appelant son peuple récalcitrant sous les armes. En ce moment même, il ne faudrait qu'un battement de tambour pour faire crouler la dynastie. Et cette dynastie, qui pourrait se sauver encore en cédant, regimbe et s'opiniâtre dans sa résistance obstinée. Je vous écris au son des trompettes et des chapeaux chinois qui précèdent les troupes au Champ de Mars. Il y a aujourd'hui grande parade militaire avec exercice à feu : toujours des uniformes et

des manœuvres. On croit former ainsi des défenseurs de l'autel et du trône. On forme une soldatesque ennuyée qui ne se battra pas.

La marine aussi préoccupe le pouvoir. On annonce un formidable équipement de chaloupes canonnières, et l'on ne trouve pas de bois pour en commencer la construction. Ce pauvre *Borbone*, qui vient d'être lancé, paraît avoir déboisé tout le royaume.

Cependant les levées continuent et se poursuivent avec une extrême rigueur. Il s'est passé avant-hier un fait curieux à signaler; il montre bien les mœurs du pays et la fatale influence du dernier règne. Le feu roi était fort indulgent pour les hommes corrompus; il n'en voulait sincèrement qu'aux convictions libérales. Il portait respect et donnait de l'Excellence aux rares hommes d'honneur qui l'ont servi, mais il aimait et tutoyait les Scapins, qui n'ont jamais manqué dans ses ministères; il disait en riant à tel secrétaire d'État : « Tu es le plus grand coquin de mon royaume. » Quand le vol était trop violent et trop scandaleux, il chassait quelquefois le voleur, mais ne l'envoyait point au bagne; au contraire, il le plaçait à la consulte d'État. Le bagne était réservé à Poërio, à Settembrini, aux probités et aux courages inflexibles.

Il est résulté de ce système que les petites fourberies, les fraudes, les concussions n'ont jamais cessé d'être à l'ordre du jour. Tout se paye à Naples, et il n'est pas un employé du gouvernement qui ne reçoive des particuliers un prix quelconque pour certaines faveurs obtenues, même quand ces faveurs sont des droits. Mais ce sont presque toujours des passe-droits. Ainsi, les médecins attachés au conseil de révision

pour le service militaire sont tous ou presque tous soudoyés par les familles des recrues. Au lieu d'acheter un remplaçant, on achète un médecin. Il examine son homme et lui décerne un brevet de maladie incurable. La science a tant de ressources! Elle aurait su exempter du service (avant la guerre) tout un régiment de zouaves et l'envoyer à l'hôpital.

Le gouvernement s'est aperçu de ces menées et n'a rien fait pour les punir : cela n'en vaut pas la peine. Mais il a joué au plus fin avec les corrupteurs et les salariés. Avant-hier, tout à coup, sans crier gare, au moment où le conseil de révision s'est assemblé, il a mis tous les médecins à la porte et en a fait venir d'autres. Cette mesure a amené des rapports très-satisfaisants sur l'état sanitaire de la ville. Les jeunes gens de cette levée se portent beaucoup mieux que ceux des levées précédentes depuis trente ans environ.

21 février.

C'est aujourd'hui le mardi gras; je n'ai jamais vu Naples aussi triste. Pas un masque dans les rues, pas une femme aux balcons; le ciel gris s'est mis de la partie : on pourrait se croire à Londres. Autrefois, à pareil jour, des chars bariolés couraient tout le long de Tolède, échangeant entre eux ou avec les balcons ouverts et peuplés une grêle de dragées et une averse de fleurs. Maintenant un carême incessant assombrit la ville. Des ordonnances de police ont interdit, à mots couverts, le carnaval. Nous continuons à porter le deuil du feu roi qui, depuis douze ans, était mort pour son peuple.

Le nouveau souverain avait paru, au commencement de l'hiver, assez enclin à la joie. On le rencontrait dans les rues, on l'applaudissait au théâtre, on assurait même qu'il permettrait des bals à la cour. On comptait sur la nouvelle reine pour rajeunir cette maison boudeuse. On croyait la cour de Ferdinand vaincue à jamais par l'influence de la jeunesse et de la beauté. Ces illusions ont vécu le temps d'un rêve.

Vous ne savez pas à Paris ce que c'est que la camarilla, cette société secrète et terrible qui, composée d'hommes perdus, de vieillards tombés, de cerveaux obtus, d'opinions ridicules et impossibles, a pourtant une patience, une ténacité, une force d'inertie qui, depuis quarante ans, résiste à l'Europe et écrase le pays. A la France, à l'Angleterre, à l'Italie, au vœu national, cette société n'oppose qu'elle-même et triomphe, dans sa décrépitude, de tous les efforts jeunes et généreux. Elle a contre elle, à Naples, une partie de la cour, la jeune reine, les oncles du roi, tous les hommes d'État de quelque valeur, toute la diplomatie étrangère (excepté le nonce du pape et le ministre d'Autriche), toutes les classes lettrées, tous les hommes d'esprit et les hommes d'honneur, — et, seule ainsi contre tous, elle écarte les uns, frappe les autres, séduit et corrompt les faibles, exile ou tue les forts, et dure, et règne! Elle a enveloppé le roi dans ses toiles d'araignée; elle l'étourdit et l'épouvante par cette fantasmagorie révolutionnaire de séides armés et de spectres rouges qu'elle fait danser sans cesse autour de lui. Et le roi ne va plus au théâtre, il ne donne plus de fête, il s'arme et il prie. « Si vous passez la frontière, vous perdez votre dynastie, » lui disait l'autre

jour un de ses parents. Il a répondu : « J'aime mieux perdre mon trône que mon âme. »

On lance contre ce jeune prince épouvanté de faux régicides. L'un d'eux, il y a quelque temps, sur le quai de Chiaia, s'est attaché des deux mains à la voiture royale : on me dit que, depuis ce jour-là, la jeune reine ne veut plus sortir. Plus récemment, la police a fait arrêter un individu déclarant qu'il voulait attenter à la vie du roi. Il s'est trouvé que cet homme, au contraire, appartenait aux bandes les plus attachées au trône et à l'autel, et qu'il était connu de plusieurs ministres.

Telle est l'influence de la camarilla. Elle gouverne tout, jusqu'à la magistrature. Et, à ce sujet, j'ai un fait scandaleux à vous raconter, sur lequel j'appelle toute votre attention.

Je vous ai parlé de l'arrestation du baron Pietro Compagna, un des jeunes hommes les plus estimés de la noblesse napolitaine. Il est le beau-frère du marquis Del Carretto. Cette haute protection lui a fait obtenir non sa grâce, mais son jugement. C'est une grande faveur ici d'être jugé ; les prisons regorgent de gens qui l'implorent en vain depuis nombre d'années. M. Pietro Compagna fut donc admis à comparaître devant la cour criminelle. C'est vendredi dernier que l'accusation a été proposée dans la chambre du conseil. C'était le procureur général en chef, M. Nicoletti, l'un des hommes les plus acharnés de la réaction, qui avait été chargé du réquisitoire. Eh bien ! le prévenu était si manifestement innocent de toute peccadille politique, les dénonciations invoquées contre lui avaient si peu de puissance et de valeur, que M. Ni-

coletti lui-même, désarmé par l'évidence, concluait à la mise immédiate en liberté de M. Compagna.

Vous croyez que les juges adoptèrent ces conclusions? Pas le moins du monde. L'acte d'accusation était un verdict de non-culpabilité, mais la camarilla ne se rend pas à ces justices éclatantes. Le président de la cour reçut à temps une lettre ministérielle de M. Ajossa, directeur de la police. Cette lettre avertissait la cour que M. Compagna était inscrit depuis 1850 sur la liste des *attendibili* (suspects), et réclamait contre lui toutes les rigueurs de la justice. Et ici j'ai deux choses à faire remarquer : en premier lieu, que M. Compagna, étant fort jeune, était encore un enfant à l'époque indiquée par M. Ajossa; en second lieu, que le roi François II, à son avénement, avait accordé une absolution plénière à tous les suspects de son royaume. Mais ces raisons ne suffisent pas pour arrêter le zèle de la camarilla. Les juges effrayés n'osèrent plus adopter les conclusions du procureur général. Ils n'osèrent pas non plus poursuivre un prévenu déclaré innocent par son accusateur lui-même; ils ordonnèrent donc sa mise en liberté, mais sous caution et avec résidence forcée à poste fixe, en cas d'éléments futurs de culpabilité.

M. Compagna commença par payer la caution, qui est de 200 ducats ; vous croyez qu'après avoir encaissé l'argent on le laissa libre? Pas le moins du monde. Une seconde lettre du directeur de la police vient d'empêcher son élargissement. C'est ce qu'on appelle ici *posar l'empara;* cela s'appelle, en français, violer la justice. Les gouvernements absolus ont toujours des lois contre les lois.

J'ai à vous raconter un fait plus déplorable encore. Notez que je ne répète pas ce que je lis, dans les livres et dans les journaux, sur les cruautés de la police. Je ne confirme ni ne combats les assertions des autres sur la torture, par exemple, à Naples et en Sicile : horreurs qui remplissent en France, et surtout en Angleterre, des volumes entiers. Je dis seulement ce que je vois et ce que je sais pertinemment ; c'est assez poignant, assez barbare.

Il s'agit d'un employé du chemin de fer, jeune homme marié, père de trois enfants. En décembre 1859, il avait eu une dispute avec un homme de police et s'était porté sur lui à des voies de fait. L'argousin, comme c'était son droit, alla se plaindre à son commissaire, et le commissaire, nommé Primicile Carafa, fit arrêter le soir même l'employé du chemin de fer. Le malheureux, conduit au commissariat, fut enfermé dans la chambre où passent la nuit ceux qu'on arrête, et là, sans défense, assailli par trois sbires, dont l'un était celui qu'il avait frappé, il subit des traitements que je n'oserais répéter dans notre langue. Qu'il me suffise de dire qu'à la suite de ces honteux sévices, le patient dut subir une opération horrible : la castration.

Eh bien ! après ces violences, il s'est adressé inutilement douze fois à diverses autorités pour obtenir justice ; le procureur général lui-même a repoussé sa plainte et refusé formellement de lui donner satisfaction. Ce n'est qu'au treizième recours qu'il est parvenu à se faire écouter ; le commissaire de la préfecture, M. Lubrano, vient d'ordonner l'arrestation des trois sbires.

M. Elliot à lord John Russell.

(Reçue le 8 mars.) «Naples, 2 mars 1860.

« Mylord,

« Il y a peu de temps, j'ai eu l'honneur d'envoyer à Votre Seigneurie copie d'une circulaire du ministre de la police ordonnant aux agents d'arrêter sans hésitation toutes les personnes tant soit peu suspectes. Le gouvernement s'est depuis déterminé à faire un pas en avant, et hier on a arrêté des hommes qui ne peuvent être soupçonnés d'avoir pris part à aucune conspiration.

« Je ne puis préciser à Votre Seigneurie le nombre exact des personnes arrêtées, bien que j'aie entendu dire qu'il y en avait eu beaucoup dans la classe moyenne et dans le peuple. Mais, parmi mes amis et connaissances, j'en puis compter cinq, tous appartenant aux plus grandes familles, qui ont été arrêtés ou n'ont échappé à la police qu'en se cachant. Ce sont le prince Torella, le marquis Bella, son frère, le prince Camporeale, le duc Proto et le marquis Vulcano.

« Le prince Torella reçut une lettre qui l'invitait à se rendre à la préfecture de police ; il le fit, ne se doutant de rien, et lorsqu'il y arriva, on lui dit qu'il était arrêté et qu'il fallait être prêt le lendemain à quitter le royaume. Le prince ne fit aucune résistance, et demanda seulement à retourner chez lui faire ses préparatifs et prendre congé de sa mère, qui est fort âgée. Cette permission lui fut refusée, et il ne put pas non plus savoir de quel crime il était accusé.

« L'arrestation du prince, cependant, qui, dans les circonstances, n'était justifiée par rien, produisit un tel effet sur toutes les classes, que la même nuit on lui rendit la liberté et on lui permit de retourner chez lui. On nous dit maintenant qu'il y a eu erreur. Le marquis Bella, son frère, a pu échapper à la police, mais il a reçu l'ordre de quitter le royaume.

« Le prince Camporeale réussit également à se cacher, et a depuis été autorisé à rentrer chez lui. Pour lui, comme pour le prince Torella, on dit que l'ordre de son arrestation n'a été donné que par méprise.

« Le duc Proto et le marquis Vulcano ont été arrêtés et exilés sans instruction ni jugement.

« Les deux marquis Monte-Rossi, MM. Valla, de Simone, les deux MM. de Filippi ont été exilés de la même manière.

« MM. de Filippi sont l'un jurisconsulte et l'autre employé du gouvernement; tous deux ont de la famille et ne la faisaient subsister que par le fruit de leur travail. Voilà deux familles sans pain et obligées d'avoir recours à la charité. — Hier, dans l'après-midi et pendant la nuit, la ville a été parcourue en tous sens par des patrouilles; les troupes ont été sous les armes, mais il n'y a eu aucun trouble, bien que le gouvernement affirme qu'il a des preuves positives qu'il devait y avoir une manifestation dangereuse et qu'une proclamation séditieuse avait été affichée.

« Si l'existence des complots et des conspirations paraît évidente au gouvernement, cette existence est loin d'être prouvée pour tout le monde. Mais on ajoute foi aux dénonciations des espions, et les accusés, sans qu'on les ait entendus, sans jugement, reçoivent

l'ordre de partir pour l'exil. — J'informerai Votre Seigneurie, par le courrier de mardi, des démarches que j'ai faites dans le vain espoir d'amener le gouvernement à cesser de suivre une voie qui, s'il continue, le conduira à la perte de son royaume et à la ruine de sa dynastie.

« J'ai l'honneur, etc.

« Signé : HENRY ELLIOT. »

« Naples, 3 mars 1860.

« Mylord, j'ai saisi la première occasion qui m'a été offerte de voir M. Carafa et de m'informer auprès de lui de la cause des arrestations dont je vous parlais dans ma dépêche d'avant-hier. Je lui ai demandé si le pays était dans une situation assez critique pour justifier de semblables mesures dirigées contre des hommes que l'on ne pouvait pas sérieusement soupçonner de complot ou de trahison.

« M. Carafa m'a répondu, comme il l'avait déjà fait antérieurement, que le gouvernement n'éprouvait aucune inquiétude, mais qu'il avait été informé, à ne point en douter, que les partisans de l'annexion à la Sardaigne avaient l'intention de faire une manifestation qu'il eût été nécessaire de dissiper par la force, et que les mesures auxquelles je faisais allusion avaient été prises pour empêcher l'effusion du sang. Son Excellence allégua ensuite d'un air de triomphe la tranquillité qui règne depuis hier, comme une preuve de la supériorité du système suivi par le gouvernement.

« Je lui répondis que si le gouvernement napolitain avait la preuve d'une conspiration contre la loi, il ne

pouvait point être blâmé d'avoir fait arrêter des conspirateurs ; mais que j'étais bien convaincu qu'il n'avait aucune preuve contre les personnes qui, au lieu d'être publiquement jugées par un tribunal où l'on aurait pu prouver leur innocence ou leur culpabilité, ont été transportées ou exilées sans examen et sans jugement.

« M. Carafa me répliqua que le gouvernement était décidé à agir ainsi ; car, bien qu'il eût des preuves suffisantes pour lui-même de la culpabilité des personnes arrêtées, il n'y avait pas une évidence telle que cette culpabilité pût être prouvée devant un tribunal. — En un mot, lui répondis-je, vous êtes résolus à accepter comme preuves décisives les dénonciations des espions que vous n'osez pas mettre face à face avec les accusés. Sans aucune apparence de honte, M. Carafa me dit que telle était l'intention du gouvernement, qui, me répéta-t-il, tout convaincu qu'il est de la culpabilité des accusés, ne pourrait pas la prouver légalement.

« Je lui demandai alors s'il pensait qu'un homme comme le prince Torella pût être le chef d'une démonstration séditieuse, mais puérile ; il me répondit qu'il ne le croyait pas, et que l'arrestation du prince avait été une *erreur* à laquelle on avait remédié aussitôt que possible.

« Je priai M. Carafa de ne pas me dire que l'on pouvait arrêter, par erreur, un homme comme le prince Torella ; que la seule erreur était de s'être trompé sur l'effet produit par cette arrestation sur le public. Je demandai si le prince Camporeale, qui se cachait en ce moment, était un homme dangereux. M. Carafa me répondit que je pouvais dire au prince qu'il

pouvait rentrer chez lui sans crainte d'être inquiété.

« Je dis alors que le marquis Bella avait été informé que, s'il se rendait de lui-même ici, on lui remettrait ses passe-ports pour qu'il pût passer la frontière, mais qu'il n'osait pas se mettre entre les mains de la police, car l'innocence n'est point un protecteur dans un pays où il n'est pas permis à un accusé de se défendre.

« M. Carafa m'autorisa à porter au marquis Bella la promesse qu'il lui serait permis de quitter le royaume.

« J'employai tous les arguments possibles pour essayer de persuader au gouvernement d'abandonner la route fatale dans laquelle il s'est embarqué, et je fis spécialement remarquer que, dans un moment où l'administration n'a pas de chef, tout l'odieux des mesures adoptées retombe sur le roi lui-même : je conclus en disant que j'étais convaincu que la perte de Sa Majesté et de sa dynastie était inévitable si elle n'écoutait pas des conseils plus sages, et je priai M. Carafa de vouloir bien demander au roi une audience pour moi, afin que, si la catastrophe arrive, je ne puisse me reprocher de n'avoir pas fait tout ce qu'il dépendait de moi pour sauver un souverain inexpérimenté d'une ruine imminente.

« M. Carafa me promit de transmettre au roi ma demande, mais je n'ai point encore reçu de réponse. Les ambassadeurs français et anglais ont tenu le même langage que moi.

« J'ai l'honneur, etc.

« Signé : Henry Elliot. »

M. le baron Brenier, ministre de France, est allé aussi,

de son côté, présenter au roi ses *humbles remontrances*. L'autre jour, dimanche, il attendit longtemps et inutilement audience dans un salon du palais. Après mille ambages et mille excuses pour gagner du temps, on vint dire au diplomate que Sa Majesté *ne se trouvait pas*.

— Il paraît, dit en souriant M. Brenier, que Sa Majesté est *perdue*.

Le général Sabatelli, qui était là, répliqua finement :

— Rassurez-vous ; elle n'est qu'*égarée*.

Les deux mots sont authentiques, je les tiens d'un témoin écoutant.

19 mars.

Nous avons maintenant un nouveau ministère ; le prince de Cassero devient président du cabinet, mais M. Ajossa reste à la police. Filangieri quitte décidément la place, après une campagne désastreuse où il a perdu sa réputation. Appelé au pouvoir par la diplomatie, qu'il s'était attachée par de belles promesses, il a mis tout son zèle à ne pas les tenir et s'est fait remarquer au ministère par l'obstination de sa résistance à toute idée de progrès et de nationalité. Encore s'il avait affermi par là le trône de son maître ! — Mais au contraire il n'a fait que l'ébranler et le déshonorer. De concert avec Ajossa, l'enfant perdu de la police, il a rendu presque inévitable la chute de cette dynastie, déjà déracinée aux trois quarts par le règne fatal de Ferdinand. La Sicile s'agite et je crois bien que le Piémont la mène : la terreur de Garibaldi dont nous nous moquions naguère n'était pas aussi folle et prématurée qu'elle le paraissait aux hommes désespérés de l'opposition. Nous sommes à la veille

d'un soulèvement, — peut-être même d'une catastrophe.

28 mars.

On a beaucoup parlé de l'intervention de François II dans les Romagnes; réminiscence de Robert Guiscard. — Tous ces bruits sont maintenant tombés. Cela ne veut pas dire qu'ils aient été de pures inventions, de folles rumeurs publiques. Nous savons maintenant qu'il y avait à la cour un fort parti pour cette aventure, et que le souverain inclinait à l'écouter. C'étaient d'abord les ultramontains, dont la principale vertu, vous le savez, n'est pas la prudence, et tous les don Quichottes de la bonne cause, les chevaliers de la croisade, qui regardent par-dessus les moyens. Ils auraient précipité le royaume et la dynastie à sa perte pour faire quelque chose en faveur du Vatican. Il y avait, de plus, les ennemis du Piémont, aveugles dans leur rancune.

Un nombre considérable de courtisans n'ont pas encore pris leur parti de ce grand triomphe italien qui déconcerte toutes leurs prévisions et montre la folie de leur prétendue sagesse. Ils avaient détourné le jeune roi de toute alliance avec l'Italie en lui annonçant que Solferino n'était qu'une chimère et Villafranca seule une réalité. Ils allaient plus loin, ils prédisaient la restauration prochaine de l'Autriche en Lombardie. Ils rappelaient l'exemple du roi Ferdinand, qui, seul un moment contre l'Italie et contre l'Europe, n'avait pas attendu les journées de juin pour faire son 15 mai et pour inaugurer la contre-révolution.

Et ils conseillaient de persister dans cette politique d'isolement et de résistance.

Mais en voyant le Piémont, par la hardiesse de son initiative et la persistance de ses efforts, étendre de jour en jour son influence et absorber enfin la Toscane et l'Émilie dans un royaume agrandi, ils ont compris qu'ils avaient conseillé une sottise, et que leur partie était perdue. Ils ont fait alors comme les mauvais joueurs : ils ont voulu brouiller les cartes, entrer dans la bagarre et remettre tout en question. Ils ont dit au roi, qui ne demandait pas mieux : Jetons-nous tête baissée dans les Marches.

Et aussitôt furent prises les dispositions que je vous ai rapportées, et qui firent croire, non sans motifs, à l'imminence de l'intervention.

Par bonheur pour la dynastie, l'Autriche est mieux conseillée que le roi de Naples. Elle a compris que si le pouvoir entrait en lice, il était perdu. L'armée n'aime pas beaucoup le chef de l'État, et elle aime encore moins la guerre, surtout une guerre contre le Piémont, qui a, dans tout ceci, le seul rôle sympathique et le seul heureux ; quant au pays, il est assez mécontent pour se soulever quand il n'aura plus d'armée à craindre. Tout cela n'était pas difficile à voir, outre le danger d'une provocation qui aurait remis à cheval le héros légendaire, ce Garibaldi qui est déjà habitué à battre les chemins de Velletri. L'Autriche a donc ordonné que l'intervention ne se fît pas, et elle ne s'est pas faite.

Ainsi nous n'aurons plus à en parler désormais. D'ailleurs il commence à venir de Sicile des bruits très-alarmants, et je doute fort que d'ici à peu de

temps le roi de Naples ait des soldats à dépenser pour la protection des autres.

Voici la traduction d'une lettre encore inédite adressée de Gênes, le 29 novembre 1859, à Victor-Emmanuel par Garibaldi :

« Sire,

« Je suis très-reconnaissant à Votre Majesté pour le haut honneur de ma nomination au grade de lieutenant général ; mais je dois faire observer à Votre Majesté qu'avec cela je perds la liberté d'action, avec laquelle je pouvais être utile encore, dans l'Italie centrale et *ailleurs* (*altrove*). Veuille Votre Majesté être assez bonne pour peser la justice de mes raisons et suspendre, au moins pour le moment, la nomination susdite.

« Je suis avec un affectueux respect,

« De Votre Majesté,

« Le très-dévoué,

« G. Garibaldi. »

Ailleurs ! — Ne serait-ce pas en Sicile ?

IV

GARIBALDI EN SICILE

Insurrection de Palerme. — Proclamation de l'état de siége. — Pillage de Carini. — L'agitation en Sicile continue. — Débarquement de Garibaldi à Marsala. — Note de M. Carafa. — Garibaldi à Montreale. — Prise de Palerme. — Le *Fulminante*. — Dictature de Garibaldi.

Les nouvelles de Sicile sont graves. Si les extrêmes rigueurs du pouvoir sont des preuves de craintes sérieuses et de dangers réels, le gouvernement du roi est fort menacé dans ses possessions au delà du Phare.

Le prince Comitini, appelé récemment, sans portefeuille, au conseil des ministres, venait de se mettre au lit, avant-hier, à minuit, lorsqu'il a été mandé sur-le-champ par le roi ; cette brusque convocation, suivie d'une longue audience, a fort intrigué la curiosité publique. On sait que le prince Comitini est un Sicilien très-attaché à l'autonomie de son pays.

7 avril.

Nos prévisions se sont réalisées. La révolution a éclaté le 4 en Sicile. Ce n'est encore qu'une émeute à Palerme, aussitôt réprimée, disent les rapports officiels,

mais point encore étouffée. Voici ce qu'en racontent des voyageurs qui ont tout vu de leurs yeux.

Il s'agissait d'une insurrection sérieuse et qui devait commencer à la fois sur plusieurs points. Les moines du couvent de la Gancia, dans Palerme, devaient donner le signal en sonnant le tocsin, réminiscence des Vêpres. Et ils l'ont fait avec courage : il paraît qu'ils se sont battus avec fureur. La durée même du combat le prouve.

Le couvent a dû être emporté d'assaut, les assiégés, assaillis *à la française*, c'est-à-dire à la baïonnette : éventrés d'abord, et ceux qu'on a pris, fusillés. Les autres sont sortis de la ville et ont rejoint d'autres insurgés armés dans les campagnes et sur les hauteurs. Le feu a recommencé dans la nuit, dans la matinée et dans l'après-midi du 5. Au départ du vapeur arrivé hier, la fusillade était vive et nourrie. Quant aux dépêches postérieures aux nouvelles que le vapeur nous a apportées, elles sont très-suspectes, le fil du télégraphe ayant été rompu.

La population de Palerme, il est vrai, n'a pas été entraînée. Elle a fermé ses portes, ses boutiques et ses volets. On tuait les passants, on tirait sur les fenêtres. La servante d'une famille belge qui se sauvait de Palerme est arrivée hier ici, frappée d'une balle, pour s'être montrée un moment au balcon d'un hôtel.

Ce qui faire croire aussi à l'importance de ce mouvement, c'est l'importance des mesures que le gouvernement a prises : le départ immédiat du gouverneur, prince Castelcicala, l'avénement du prince Comitini au ministère des affaires siciliennes, l'armement immédiat de toute la marine royale, y compris les

vapeurs du service particulier du roi et ceux qu'on avait mis au repos et qui attendaient des réparations urgentes.

Ce n'est pas tout : le pouvoir a mis la main sur le *Vesuvio* et l'*Amalfi,* paquebots marchands de l'administration napolitaine. Tous ces navires partent pour la Sicile avec des soldats, des armes et des munitions. Tout ce qu'il y a ici de mercenaires étrangers est déjà embarqué pour Palerme et Messine.

Naples est tranquille. Dans ces jours saints, les cloches doivent se taire et les voitures ne peuvent circurler dans les rues qui s'encombrent de piétons endimanchés ; si bien qu'hier au soir la rue de Tolède était pavée de promeneurs tranquilles. Les marchands de télégrammes ont pris cela pour une démonstration[1].

Il y a eu tout au plus quelques cris isolés de *Vive la Sicile !* Les sbires se sont sauvés à toutes jambes et sont revenus avec des renforts et des baïonnettes. Mais cette agitation a été si faible qu'à l'autre extrémité de la rue, où j'étais, on ne s'est douté de rien.

Cette nuit, on a arrêté dans les hôtels ou les maisons où ils étaient descendus plusieurs Siciliens, arrivés hier, qui fuyaient l'insurrection ou la police. On cite parmi les arrêtés un personnage important, le prince Niscemi.

Les esprits sont fort agités, mais la ville paraît calme et fait ses pâques.

1. Et en effet les journaux ont imprimé que, ce soir-là, il y avait eu à Naples une manifestation de quatre-vingt mille personnes.

10 avril.

Le *Journal officiel* nous assure que la Sicile est pacifiée et rentrée dans l'ordre; il y a cependant à Palerme, dans toutes les rues, l'affiche que je traduis :

« Le général commandant les forces dans la pro-« vince et royale place de Palerme, etc., dispose ce « qui suit :

« Art. 1er. La ville de Palerme et son district sont « déclarés, depuis ce moment, en état de siége.

« Art. 2. Les rebelles pris les armes à la main, et « tous ceux qui prêteront leur concours à l'insurrec-« tion, seront jugés par un conseil de guerre impro-« visé, qui reste dorénavant en permanence, et ceci « en vertu du royal décret du 27 décembre 1858.

« Art. 3. Tous ceux qui, en fait, sont détenteurs « d'armes de nature quelconque, devront, dans les « vingt-quatre heures à dater de la présente publica-« tion, les consigner au commandement militaire rési-« dant à la place Bologni, quand même ils auraient « reçu de la police l'autorisation légale de les déte-« nir; laquelle autorisation, à dater d'aujourd'hui, « reste annulée.

« Art. 4. Pendant le jour, les habitants devront « *marcher dans la rue isolément*. La nuit, à dater « d'une heure (une heure de nuit, sept heures du « soir environ), *ils devront porter une lanterne ou un* « *falot*.

« Art. 5. Il est défendu aux particuliers de recevoir « chez eux des personnes qui ne soient pas leurs

« parents (!), — et dans le cas où ils voudraient rece-
« voir qui que ce fût en logement, ils devront se
« munir d'une permission légale de l'autorité civile.

« Art. 6. Il est défendu de sonner les cloches de.
« jour comme de nuit, comme aussi il est défendu
« d'afficher n'importe quel placard ou proclamation
« séditieuse. Les contrevenants seront jugés par le
« conseil de guerre improvisé.

« Pendant l'état de siége, les typographies resteront
« fermées.

« Le conseil de guerre de garnison est constitué
« depuis ce moment en conseil improvisé et perma-
« nent de guerre. Ce conseil résidera dans la maison
« communale de cette ville. »

Telle est la proclamation affichée dans Palerme et signée Giovanni Salzano; c'est le nom du général.

Cette proclamation démentait cruellement les nouvelles rassurantes du *Journal officiel*. Des citoyens à qui l'on défend de recevoir leurs amis et que l'on oblige à marcher seuls dans les rues ne sont pas aussi inoffensifs qu'on voudrait le faire croire, et la publication de ce document a fait penser aux plus calmes que la population pouvait bien être sympathique aux insurgés.

Cependant avant-hier 8 avril, jour de Pâques, un supplément du *Journal officiel* a paru qui donnait les nouvelles, apportées par la *Saetta,* vapeur de la marine royale. Selon ces rapports, les bandes insurgées étaient détruites ou du moins dispersées; elles s'éloignaient des endroits habités, elles se disséminaient dans la campagne. Les dépêches télégraphiques assuraient que Palerme et Cefalù, plus tranquilles que jamais, ne

songeaient qu'à célébrer les fêtes de Pâques. Le *Journal officiel* parlait avec admiration des Palermitains, récompensés par l'état de siége de leur magnifique attitude pendant toute la durée de l'insurrection.

Ces phrases de pleine satisfaction furent encore démenties par des faits positifs qui se répandirent bientôt dans la ville entière. On apprit que la *Saetta* n'apportait pas seulement de bonnes nouvelles et des proclamations d'état de siége, mais des familles effarées qui fuyaient l'insurrection. Et parmi ces familles, celle de M. Maniscalco, le fameux chef de la police en Sicile, celui-là même qui avait été frappé récemment, dans une église, d'un coup de poignard anonyme et mal assuré. La femme de ce fonctionnaire est descendue à Naples, éperdue, avec une cargaison d'effets et de meubles : elle apportait jusqu'à ses matelas.

Enfin hier lundi est arrivée de Palerme une frégate à vapeur, le *Tancredi*. Il a été défendu aux marins de descendre à terre, et le *Journal officiel* a publié un nouveau supplément qui peut difficilement être contredit. — Calme parfait, dit la feuille du gouvernement, esprit excellent dans les troupes, sympathies universelles pour le gouvernement. A Termini, à Cefalù, partout, ce sont les propriétaires qui prennent le fusil pour défendre le bon ordre. Une nouvelle proclamation du général Salzano, affichée à Palerme, dit que les bandes sont disséminées, les moteurs de l'insurrection dans les mains de la justice, une commission nommée pour fournir, aux frais de l'État, des secours aux nécessiteux, et que tout va pour le mieux dans la plus calme des îles.

Cependant un officier de marine qui a des intelli-

gences à bord du *Tancredi* m'assurait hier au soir que les choses en étaient au même point. Les insurgés entourent Palerme et se tiennent tranquilles pendant le jour ; mais, le soir venu, ce sont eux qui attaquent les troupes, et la fusillade continue pendant toute la nuit. L'armée reste sur la défensive. Or, il y a 13,000 soldats à Palerme ; notez ce point.

Les insurgés occupent la plaine de Guadagno, qui est le Champ de Mars de Palerme. Ils bloquent la ville, qui est déjà privée de vivres ; c'est d'ici qu'on lui en envoie. Les fils du télégraphe sont rompus partout, et même plusieurs sémaphores abattus : je ne sais où le pouvoir prend ses dépêches. Tous ces faits, que je vous donne pour certains, démentent les rapports officiels.

Mais ce qui les dément surtout, ce sont les mesures du pouvoir. Tous les vapeurs ont été saisis pour porter des soldats, des munitions, des vivres et de l'argent en Sicile. On y envoie les mercenaires étrangers : les pionniers et les carabiniers y sont déjà. La batterie Carrascosa, la seule qui fût à Naples, est partie cette nuit. Au moment où j'écris, des canonnières appareillent en toute hâte. Naples est dégarnie ; il n'y reste que la garde royale et les troupes de marine. Mais trois bataillons des Abruzzes vont arriver au pas de course : on le dit du moins, peut-être pour empêcher un soulèvement.

P. S. Il paraît décidément que l'insurrection sicilienne avait ses principaux agitateurs dans la noblesse. On m'assure qu'on a surpris à Palerme les chefs assemblés, et que le prince de Monteleone était à leur tête. Un grand nombre de Siciliens des plus hautes familles

se sont réfugiés à Naples et se cachent en ce moment. Parmi les plus compromis, on cite les petits-fils du prince de Cassaro, président du conseil des ministres. Grâce à la protection de leur aïeul, ces révolutionnaires titrés ont obtenu des passe-ports et s'embarqueront aujourd'hui. Le prince Niscemi, dont je vous parlais l'autre jour, est également proscrit : il a perdu sa clef d'or de majordome.

17 avril.

Vous attendez des nouvelles de Sicile? — Nous aussi, je vous assure, et avec une extrême anxiété. Mais nous n'en savons pas beaucoup plus que vous sur cette insurrection, qui paraît de plus en plus sérieuse. Les correspondances gardent, comme vous le pensez, une extrême réserve, et les nouvelles qui nous arrivent ne viennent pas du camp des insurgés. La Sicile est détachée du continent, la révolution est dans l'intérieur de l'île.

Les vapeurs de la marine royale ne renseignent que le gouvernement. L'unique bateau marchand qui eût amené des voyageurs, depuis ma dernière lettre, était couvert de Siciliens qui, avertis par l'exemple récent du prince Niscemi (proscrit pour avoir renseigné ses connaissances), se gardent bien de se laisser interroger par le plus intime de leurs amis. Ils disent que tout est fini et que l'île entière est pacifiée. Mais alors pourquoi se sauvent-ils à Naples, et de quoi ont-ils si peur?

C'est une déroute universelle. Toute la Sicile officielle et dévouée au gouvernement est ici. Les hôtels

regorgent d'insulaires effarouchés, et les fonctionnaires qui n'ont pu quitter leur poste, à leur grand regret, ont envoyé ici leurs familles. D'un autre côté, le *Journal officiel,* qui s'était empressé de nous donner les premières nouvelles du mouvement, se tait depuis dimanche.

Une multitude de soldats traverse Naples et va s'embarquer au port militaire, sous les yeux du roi. Il part jusqu'à trois vapeurs par jour, il y en a qui disent cinq : je le croirais si c'était possible. Tous les paquebots marchands qui portent un pavillon napolitain ont suspendu leur service ordinaire et transportent des soldats. Il y a même des vapeurs français loués par le roi pour ces traversées militaires. Outre les hommes, on embarque des chevaux et des canons, et surtout de formidables provisions de vivres. Tout cela est expédié en Sicile, en Calabre même. — Et tout serait fini?

24 avril.

Hier, une grande revue a été passée au Champ de Mars; j'ai vu défiler plusieurs bataillons de chasseurs de la garde et d'infanterie de marine qui venaient de figurer dans cette exhibition militaire. Il y a eu des toasts chaleureux pendant le banquet donné par le roi aux officiers. Le peu d'artillerie mobile qui reste à Naples s'est aligné au Champ de Mars.

Évidemment, cette démonstration militaire avait pour but de contenir la population. Je m'obstine à déclarer cependant qu'elle n'a pas besoin d'être contenue. Le pouvoir s'ingénie, par la rigueur de ses mesures, à

faire croire à l'imminence d'un danger qui n'existe pas. Ne vous ai-je pas déjà raconté que les étudiants ont été appelés à la police et sommés de prendre leur café chez eux et de ne pas quitter leurs maisons après le coucher du soleil? J'ajoute que plusieurs ont été renvoyés dans leurs villages. Les négociants des provinces qui, au commencement de la saison, viennent faire leurs achats à Naples, ont été appelés également à la préfecture et interrogés sur leurs intentions. On leur a demandé combien de temps leur était nécessaire pour achever leurs achats. Ils ont demandé une quinzaine, on leur a accordé cinq jours.

Les Siciliens surtout (or, nous n'avons ici, comme vous le pensez bien, que ceux qui fuient l'insurrection) sont soumis à la surveillance la plus rigoureuse. Il ne se passe guère de nuit sans invasion de la police dans les hôtels où ils sont descendus. Ces malheureux sont transis de peur et se gardent bien de donner des nouvelles.

24 avril.

Il paraît positif que les insurgés siciliens s'étaient retranchés et fortifiés à Carini, petite ville de 9,000 habitants, à 17 kilomètres N.-O. de Palerme, protégée par un château, tout près des ruines d'Hyccara, patrie de Laïs. Ils avaient creusé des fossés et barricadé les routes, et l'on assure qu'attaqués par des forces considérables, ils n'ont reculé qu'au dernier moment, après un combat acharné. Mais ils ne se sont pas réfugiés dans la ville, pour épargner aux habitants les cruelles représailles de San-Lorenzo. On sait que les

troupes royales, repoussées de ce dernier endroit, s'étaient vengées, dans leur retraite, en mettant le feu aux maisons et en laissant derrière elles l'incendie. Je ne parle pas du pillage : c'est un malheur inévitable en ce pays, dans les guerres civiles : les soldats ne se battraient point si on le défendait.

Donc les insurgés se réfugièrent dans les montagnes. Mais cette chevalerie ne servit de rien. Carini fut brûlée et pillée comme une ville maudite. Je n'invente rien ; je reproduis les détails donnés par un consul qui cherche à atténuer les faits et qui dit ceci textuellement : « Il n'est pas vrai que Carini ne soit plus qu'un « monceau de cendres, mais la plus grande partie de « la ville est détruite. »

Après cette victoire, remportée le 18 avril, le gouvernement a déclaré que l'insurrection était définitivement étouffée, et il a rendu à la marine marchande quatre vapeurs saisis dès le premier jour pour transporter à Palerme des soldats, des vivres, des munitions et même de l'eau. Mais j'entends dire qu'il en a repris trois, et que de nouveaux renforts sont envoyés en Sicile. Il passe à Naples, à tout moment, des bataillons en tenue de campagne ; ils viennent des provinces et même des Abruzzes, à ce qu'on dit, et vont s'embarquer au port. On dit qu'ils vont en Calabre ; c'est possible ; cette province quasi sicilienne est toujours à la veille de se soulever.

Mais la Sicile est loin d'être calme. Samedi 14 avril, treize malheureux ont été fusillés à Palerme. La veille ou le lendemain (les lettres ne sont pas d'accord à ce sujet, peut-être fût-ce la veille *et* le lendemain), malgré l'état de siége et la rigueur de la justice militaire,

une démonstration a été essayée aux cris de : *Vive Victor-Emmanuel !* Des rubans tricolores ont paru aux fenêtres, ouvertes un instant, et des rassemblements se sont formés dans les rues.

On arrête à Palerme toutes les nuits, et on tire les suspects du lit pour les traîner en prison. L'aspect de la ville est sinistre.

Revenons à Naples. Une circulaire de M. Ajossa ordonne, dans les provinces, l'arrestation immédiate de tous ceux qui parlent des affaires de Sicile. J'ai eu cette circulaire sous les yeux.

On s'occupe beaucoup ici d'une lettre du comte de Syracuse, adressée au roi, son auguste neveu, pour lui conseiller un changement de politique. Cette lettre a paru dans les journaux milanais et piémontais, et l'on se demande partout si elle est apocryphe. Le prince la renie en souriant; voilà tout ce que je peux vous dire. On parlait hier matin de l'exil de S. A. R. et de l'arrestation de M. Fiorelli, son secrétaire intime, archéologue érudit. Mais l'après-midi, le prince et le secrétaire se sont promenés ensemble en voiture. J'ai remarqué d'ailleurs un fait curieux : toutes les fois que le comte de Syracuse fait acte d'opposition ou donne signe de vie, la police se garde bien de l'arrêter, elle n'ose pas; mais elle en arrête d'autres — et en général de pauvres diables qui ne connaissent même pas le prince royal[1].

1. Ou bien on punit le prince dans ses amis. Quelque temps après cette lettre, une petite imprimerie de M. Fiorelli fut fermée par ordre, et M. Fiorelli lui-même obligé, prié du moins, de quitter le pays.

28 avril.

J'ai sous les yeux une preuve de l'inexactitude du pouvoir dans les communications officielles qu'il publie sur les affaires de Sicile. Voici un bulletin qu'il a reçu il y a une dizaine de jours, et qu'une bonne fortune a fait tomber dans mes mains. Je peux en garantir l'authenticité et le certifier scrupuleusement conforme :

« Me voici prêt à vous renseigner sur tout ce que « j'ai appris cette nuit sur les opérations de la colonne « mobile, composée de la section de la 14e b..., de « quatre compagnies du 4e régiment de ligne et deux « compagnies du 2e bataillon de chasseurs.

« Cette colonne partit de Quattroventi le 17, vers « deux heures après midi, et prit le chemin des Colli. « La direction qui lui avait été donnée était celle de « Carini, où l'on avait appris que les chefs de la ré- « volte s'étaient rassemblés avec ceux qu'ils avaient « séduits. On expédia par mer, pendant la nuit, un ba- « taillon du 6e de ligne, afin de le faire débarquer « également sur la côte de Carini.

« On avait disposé de plus que la colonne comman- « dée par le général Cataldo, qui se trouvait déjà à « Partenico, couronnerait les hauteurs qui dominent « le pays.

« Hier matin (le 18), de bonne heure, la première « colonne fut devant Carini, et le bataillon du 6e de « ligne opérait son débarquement. La première co- « lonne, ayant reconnu la position, attaqua seule Ca- « rini, entreprise très-ardue, vu la situation de la place « et la manière dont les habitations sont construites.

« L'artillerie, tout d'abord, ouvrit son feu, *et la ré-*
« *sistance fut très-vigoureuse;* mais l'infanterie, après
« une fusillade assez vive (*dopo non poco fuoco di fu-*
« *cileria*), se précipita à la baïonnette, et il y eut un
« carnage très-considérable (*considerevolissimo*).

« Carini fut livrée aux flammes, et les restes des
« révoltés se mirent en fuite par les montagnes.

« L'artillerie a fait son devoir, et le premier sergent
« Giulio Basile s'est distingué.

« Ces nouvelles ont été reçues par le chef d'état-
« major qui est venu dans la nuit porter son rapport
« à S. Exc. le général en chef.

« L'artillerie n'a pas perdu d'hommes. Trois soldats
« seulement du 6e de ligne ont été blessés, un seul
« grièvement à la tête. »

Je fais remarquer, en passant, qu'une résistance qui n'a blessé que trois soldats n'a pu être bien vigoureuse ni justifier l'incendie d'une ville d'environ dix mille âmes. Mais je ne veux pas insister sur l'exagération de ce rapport, j'ai à constater des faussetés plus graves. Le surlendemain de cette expédition formidable, le gouvernement, à qui ce bulletin était parvenu sans doute, publiait dans son journal officiel :

« Depuis le 13 de ce mois, où nous parlâmes de la
« Sicile, jusqu'à ce jour, nous sont parvenues les nou-
« velles les plus satisfaisantes sur la tranquillité de l'île
« entière, et nous n'en avons pas fait mention, pour
« ne pas répéter toujours les mêmes paroles; et si
« aujourd'hui nous reprenons la plume sur le même
« sujet, nous ne le faisons que pour confirmer ce que
« nous avons déjà dit, c'est-à-dire qu'en ces royaux
« domaines, des plus grandes cités aux plus petites

« communes, tout est dans un calme et dans un ordre « parfaits... » Et ainsi de suite.

Depuis lors, le *Journal officiel* est rentré dans le silence, et je suis forcé de recourir aux informations particulières et aux sources diplomatiques, où j'ai puisé jusqu'ici des renseignements exacts et des faits confirmés.

L'île est moins calme que jamais, et l'ordre, loin de se rétablir, commence à être troublé jusque dans les grandes villes.

Palerme, entre autres, épouvantée les premiers jours, a repris courage. Les maisons et les boutiques restent fermées, mais des groupes traversent souvent les rues en criant : *Vive l'Italie ! Vive la France ! Vive Victor-Emmanuel !* L'arrivée de vapeurs de guerre français et piémontais a ranimé bien des espérances. Au Borgo (quai du port), les marins ont fait une démonstration. On s'attend de jour en jour à un soulèvement qui aura lieu, s'il reste des armes.

Et il doit en rester : on en trouve tous les jours, dans la ville et aux environs.

On a découvert en plusieurs endroits des bombes Orsini et autres munitions de guerre. Un maître fontainier, nommé Rizzo, blessé, dans l'insurrection, d'une balle qui lui a traversé le genou et d'un coup de baïonnette qui ne l'a pas tué, cachait des munitions dans un puits de sa maison ; on ne les a trouvées que le 25.

Aux environs de Palerme, à Porrazzi, où est l'hospice des aliénés, on a canonné plusieurs maisons où se trouvaient des rebelles. La famille d'un employé du consulat de France a été massacrée brutalement.

Ce ne sont pas des bruits, mais des faits. Vous entendrez bientôt à ce sujet des plaintes officielles.

L'insurrection était fortement organisée, et je crois qu'elle aurait réussi dès le premier jour, si elle n'eût été trahie et devancée par une attaque du pouvoir. Les troupes devaient être chassées de Palerme, puis écrasées par les insurgés déjà prêts qui devaient fondre sur elles de toutes les hauteurs qui entourent la ville. Les dénonciations ont déconcerté ce plan, mais sans perdre la cause nationale. L'insurrection est toujours forte, et l'on assure qu'elle envahira Palerme un de ces jours.

Le lieutenant général s'y attend du moins. Ce qui est évident, c'est la démoralisation des troupes et la hardiesse croissante de la population. Dans les rues, les gamins arrêtent les sbires et leur crient sous le nez : *Vive Victor-Emmanuel le Grand !* Notez l'épithète inaugurée par des enfants siciliens.

Les communications sont de nouveau interrompues avec l'intérieur de l'île. Deux ceintures militaires entourent la ville; impossible d'en sortir sans une permission spéciale et accordée à bon escient. État de siége rigoureux, piquets à tous les coins de rue, patrouilles circulant partout, visites domiciliaires, etc. Et cependant, à tout moment éclatent les cris de : *Vive l'Italie!*

On ne voulait pas permettre de débarquer aux officiers des frégates piémontaises pour éviter des démonstrations; ils sont descendus au bout du môle et en habits bourgeois. Il y a aussi dans le port un navire américain et un vaisseau russe.

Je vous ai parlé des treize fusillés : c'est ce qu'on

appelle un exemple. Il y a encore huit gentilshommes en prison, avec des milliers d'autres, appartenant aux familles princières de la Sicile. Les premiers jours, ils avaient été mis *in camera serrata,* c'est-à-dire au cachot, et nourris de fèves. Un ordre du roi les a fait transporter à la Vicaria de Palerme, où ils sont mieux traités.

A l'entrée des vaisseaux français et piémontais, les prisonniers de la Vicaria ont essayé une démonstration, audace inouïe. On l'a réprimée en braquant contre eux des canons; je ne sais si l'on a tiré.

Au départ de l'*Elettrico,* qui est ici arrivé, les magasins étaient encore fermés à Palerme. On me rapporte que, pendant l'état de siége, les soldats s'étaient attroupés devant une des riches maisons de cette ville. — On prépare là, dirent-ils, de l'eau et de l'huile bouillantes qu'on veut verser sur nous. — Ils se mirent donc en devoir d'attaquer cette maison riche. Un officier parvint à les retenir. Il les pria de le laisser entrer seul dans la maison, et il entra seul. Il y vit une famille agenouillée autour d'un autel et attendant paisiblement la mort. Il retourna dire aux soldats ce qu'il avait vu et leur commanda de se remettre en marche. Pour toute réponse, il reçut une balle dans l'épaule. — Il est maintenant à Naples; avant-hier il était mourant.

En général, les officiers se sont bravement conduits en Sicile; ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour pousser les soldats à se battre et pour les empêcher de piller, car les soldats, dit-on, veulent piller et ne veulent pas se battre.

Les violences commises à Carini sont pleinement

confirmées par toutes les correspondances. Les soldats arrêtaient les gens dans la rue, leur demandant, le sabre sur la tête, de dénoncer les familles riches de la localité. A peine dénoncées, elles étaient dévalisées, et massacrées si elles résistaient. Ceci est atroce, mais historique. Un capitaine qui voulait s'opposer au pillage a été tué.

La ville une fois pillée et, en partie, brûlée, les soldats n'ont point osé la garder, craignant une attaque. Ils campent à Capace.

Je ne vous ai rien dit de l'insurrection de Messine dont les journaux ont fait tant de bruit, et ceci par une raison fort simple : cette insurrection n'a jamais existé.

Des prisons ouvertes par les sbires, pour exciter du tumulte, et provoquer une émeute; des coups de sifflet et des coups de fusil dans la soirée du 8 et à la suite de ces désordres auxquels la population ne s'était point mêlée, une formidable proclamation d'état de siége, une menace de bombardement retirée sur la protestation des consuls étrangers, des feux de peloton tirés la nuit dans les rues vides et contre les maisons désertes, une épouvantable consommation de poudre bruyante, de balles et même de boulets inoffensifs pour terrifier les habitants qui ne bougeaient pas, voilà toute la comédie. Là-dessus les sbires ont poussé des cris de triomphe. Ils avaient abattu la révolution !

8 mai.

Le *Journal officiel*, à Naples, et les journaux du gouvernement napolitain, à Paris, continuent à décla-

rer que tout est fini en Sicile. Ils disent « que le temps, « l'encre et le papier leur manquent pour réfuter les « déblatérations » qui courent la ville. « Tout ce qu'on « dit contre nos assertions n'est que mensonge, » s'écrie la feuille officielle, « et ne mérite que mépris « pour qui l'invente et risées pour qui le croit. »

Cependant les bateaux marchands qui avaient été rendus à l'administration napolitaine viennent d'être repris par le gouvernement et chargés de troupes. Le *Vesuvio*, qui devait partir aujourd'hui pour Marseille et vous porter cette lettre, part au contraire pour Palerme et y porte des renforts. Le *Fulminante* et l'*Ettore Fieramosca*, frégates du roi, ont levé l'ancre dans la nuit et dans la journée d'hier. Quatre régiments étaient à Gaëte prêts à partir; on dit qu'une de ces frégates est allée les prendre. L'autre a embarqué des canons et des mulets. A Palerme, pour prévenir une attaque, on a muré deux portes de la ville. Les frontières sont dégarnies, et les environs de Naples (entre autres le petit village de San-Giorgio — *Sancto Iorio* en napolitain) — sont couverts de troupes qui bivouaquent dans les maisons. Je me suis attardé l'autre soir dans ce petit endroit : je me suis cru dans une place forte ou dans une ville conquise.

Toutes ces nouvelles sont parfaitement exactes. Voici maintenant les commentaires les plus accrédités; je n'ose pourtant les garantir. Les rumeurs publiques et les lettres particulières de Sicile annoncent un débarquement; il y en a même qui en annoncent deux, trois, etc. Il est certain que Garibaldi a quitté Gênes : on croit savoir qu'il s'est embarqué sur un vapeur avec cinq cents hommes et qu'il est allé à Malte; quel-

ques-uns le disent déjà descendu sur les côtes de l'île; on désigne même l'endroit; mais il y a beaucoup d'imagination dans ce pays, et cette imagination, surexcitée par le silence officiel, roule des flocons de neige et en fait des avalanches. Que croire de tout cela? On ne sait rien. La Sicile est entourée de vapeurs napolitains qui n'arriveront peut-être pas à l'isoler de l'Italie du nord, mais qui arrivent fort bien, pour le moment, à l'isoler du royaume de Naples. L'insurrection n'écrit pas; les lettres qui nous parviennent sont de Messine et de Palerme; or, Palerme et Messine, occupées ou cernées par les troupes royales, ne savent rien. Les correspondances particulières ne sont délivrées qu'aux ministres ou aux consuls étrangers et aux maisons de commerce; ces dernières en reçoivent quelquefois qui donnent des nouvelles politiques dans le style ingénieux, mais obscur, de l'allégorie : « L'*huile* est enfin débarquée! » écrit un de ces correspondants voilés. Mais qu'est-ce donc que cette huile?

Nous savons l'état de Palerme, voilà tout. Les troupes ont quitté la ville, et campent hors des murs. Les magasins sont fermés, sauf quelques boutiques de comestibles, qui vendent leurs provisions au poids de l'or. La police, pour ramener la sécurité, veut forcer les marchands à ouvrir les portes, qui sont quelquefois entre-bâillées de force pendant quelques minutes, et se referment dès que les patrouilles ont passé. Menacés d'autre part de pillage, ces pauvres diables restent barricadés chez eux. Et cela dure depuis un mois! Les démonstrations se renouvellent et se multiplient de jour en jour. Les soldats ne sont

plus là pour les réprimer; la police n'est pas assez forte pour les dissiper. Elle regarde, écoute et prend ses notes. Si la victoire reste au pouvoir, gare aux représailles!

Naples est tranquille cependant; mais s'il est bien vrai que Garibaldi se soit mis de la partie, je finirai par croire que la ville pourra bien lever la tête. Le prestige du fameux général est extrême en ce pays: on le voit, à la terreur du pouvoir, qui a déjà quarante mille soldats en Sicile et qui en envoie d'autres chaque jour et chaque nuit, gardant toutes ses côtes et veillant de tous ses yeux, pour se défendre contre cet homme. Le portrait de Garibaldi, reproduit par la photographie, est distribué partout, dans la police et dans l'armée, par les ordres du gouvernement. Je possède une épreuve de ce signalement officiel. La confiance de l'opposition égale la terreur de l'autorité. Une déclaration de guerre du Piémont, une armée signalée aux frontières exciterait moins d'agitation que cette mystérieuse aventure du chef de partisans. Il n'y a qu'un fait certain, c'est qu'on ne sait où il est, et ce fait suffit pour bouleverser le pays. Tout le monde espère ou tremble.

12 mai.

La *Saetta*, vapeur du roi, nous a apporté hier des nouvelles de Sicile. Palerme est de plus en plus agitée. Aux démonstrations partielles qui traversaient les rues a succédé, mercredi 9 mai, une démonstration générale qui a traversé la ville. On a commencé par crier : *A bas la police!* on a fini par crier : *Vive Victor-*

Emmanuel! La police n'a pas suffi pour disperser ces attroupements d'hommes désarmés. Il a fallu l'intervention des troupes campées hors de Palerme. Il y a eu résistance; une lettre que j'ai sous les yeux nomme trois morts, huit blessés et dix personnes arrêtées. Cette lettre est d'un général qui a l'un des plus importants commandements en Sicile. Elle se termine par ces mots : « Je crains que la révolution sicilienne « ne se dénoue plus tragiquement que je ne l'avais « cru jusqu'à ce jour. »

Je ne lis plus le *Journal officiel :* il dit probablement que tout est fini et que l'île entière est rentrée dans l'ordre. Voilà quarante jours qu'il dit cela, et y a quarante mille soldats en Sicile !

Et dans l'intérieur les combats n'ont pas cessé. Chaque nuit les fusillades recommencent. Les soldats ne veulent plus marcher. Ils sont fatigués de ces alertes incessantes et de ces escarmouches nocturnes, qui ne leur laissent pas un moment de sommeil. Il n'y a plus rien à piller, on ne peut commander le sac de Palerme. Les officiers d'ailleurs s'opposent de toute leur force à ces brutalités et à ces déprédations. Cet état pourrait durer longtemps encore.

Mais on attend Garibaldi, qui va changer les choses. C'est un fait maintenant constaté que le général a quitté Gênes avec ses volontaires. On ne sait où il est : je crois qu'on ne le sait nulle part. Mais on l'attend comme le héros de la grande aventure qui commence à peine. Dans le monde politique, on est haletant, anxieux, l'œil ouvert, l'oreille tendue. — Où est-il? où n'est-il pas? Descendra-t-il en Sicile ou en Calabre? a-t-il déjà coulé bas la flotte royale? marche-t-il sur

Naples ou sur Palerme? On entend un coup de pétard; est-ce le canon du condottière?

15 mai.

Garilbadi est descendu à Marsala avec deux mille hommes.

Voici le rapport du *Journal officiel :*

« *Naples*, 13 *mai*. — Avant-hier, 11 du mois, à une heure et demie, deux vapeurs de commerce génois, nommés le *Piemonte* et le *Lombardo*, abordaient à Marsala, et là commençaient à débarquer une troupe de *quelque centaine* (au singulier) de flibustiers.

« Les deux pyroscaphes royaux, *Capri* et *Stromboli*, qui croisaient sur ces côtes, ne tardèrent pas à ouvrir leur feu sur ces deux navires qui commettaient l'acte le plus manifeste de piraterie, et du feu des deux pyroscaphes mentionnés résulta la mort d'un grand nombre de flibustiers, le couler à fond du *Lombardo*, qui était le plus grand des deux vapeurs génois, et la capture de l'autre vapeur le *Piemonte*.

« Les troupes royales cantonnées dans cette province sont déjà en mouvement pour entourer ces gens et les faire prisonniers.

« Les nouvelles télégraphiques d'aujourd'hui ne nous apportent rien de nouveau sur Palerme et les autres provinces de la Sicile. »

Voilà la nouvelle officielle. Ainsi, de l'aveu même du gouvernement, le débarquement a été opéré. La perte des vapeurs était un malheur probable et attendu. Le difficile était d'atteindre les côtes sur des navires signalés partout, et à travers la marine royale, qui,

renforcée de la marine marchande armée en guerre (le *Capri*, entre autres, est un vapeur d'une compagnie privée), croisait tout autour de l'île et la serrait de près. Aussi, jusqu'à présent, le succès est aux flibustiers, comme les appelle agréablement la feuille officielle.

Voici maintenant des détails, dont je vous garantis l'exactitude, sur le débarquement des volontaires italiens. Masqués par l'île de Favignana, les vapeurs n'ont été en vue que près de Marsala. Le *Capri* et le *Stromboli* se sont hâtés d'accourir; mais les volontaires avaient de l'avance et sont entrés dans le port avant d'être atteints.

Là, deux vapeurs de guerre anglais, l'*Argus* et l'*Impetuous*, ont couvert la descente des patriotes. Les Napolitains ont prié ces navires de s'écarter pour laisser passer leurs boulets. Les Anglais ont répondu qu'ils ne pouvaient s'éloigner sans reprendre à bord leurs officiers qui étaient descendus à terre. Et en effet ils les envoyèrent chercher aussitôt. — Mais les officiers ne se pressant pas de remonter à bord, car ils étaient sur la jetée à regarder le spectacle, le débarquement put s'opérer dans le plus grand ordre et sans le moindre péril.

Grands cris des Napolitains à ce sujet. Les Anglais, disent-ils, protégent donc la piraterie! — Mais des témoins assurent que si la marine royale avait voulu réellement se battre, elle serait arrivée à temps pour empêcher tout.

Le *Lombardo*, que les patriotes avaient laissé échouer sur le rivage pour faciliter leurs opérations, a été canonné vaillamment lorsque tout était à terre. Le *Pie-*

monte, abandonné par les patriotes et capturé par les marins du roi, vient d'être ramené à Naples ; il fait la joie et l'orgueil des triomphateurs.

Les lettres du 11, de Palerme, annoncent une extrême agitation. Dans la manifestation du 9 figuraient plus de 15,000 personnes. Près de la poste, un sbire aborda un homme, le pistolet au poing, le sommant de crier *Vive le roi!* L'homme cria *Vive Victor-Emmanuel!* Le sbire lâcha son coup, l'homme tomba mort.

Depuis lors, la démonstration est permanente. On acclame partout le roi de Piémont, même dans les églises. On attend Garibaldi.

A Naples, M. Carafa vient d'adresser une note formidable à la diplomatie. Un mémoire a été joint à cette protestation : c'est un rapport sur l'embarquement, rédigé par le consul de Naples à Gênes. Je ne vous envoie pas ce papier, dont l'exactitude est suspecte ; mais voici la note de M. Carafa.

« *Naples*, 12 *mai* 1860. — Un fait de la plus sauvage piraterie a été commis par une horde de brigands publiquement enrôlés, organisés et armés dans un État non ennemi, sous les yeux du gouvernement de cet État, et malgré la promesse, reçue de sa part, de vouloir l'empêcher.

« Le gouvernement du roi, prévenu des préparatifs qui se faisaient avec l'impudence la plus effrénée, à Gênes, à Turin, à Milan, à Livourne et à Sienne, d'une expédition destinée contre les États royaux, ne tarda pas à réclamer, sur cet attentat au droit des gens et aux obligations internationales, l'attention du gouvernement piémontais, dont les réponses, d'abord évasives, puis les promesses d'empêcher l'expédition,

avaient dû autoriser le gouvernement royal à ne pas douter de la sincérité des assurances et des assertions qui venaient affermir la nature des rapports de bonne harmonie et de non ingérence réciproque que nous n'avons jamais cessé d'avoir l'intention de conserver.

« Le gouvernement du roi n'en a pas moins continué de surveiller les machinations des factieux qui se réunissaient à Gênes et à Livourne, dans un but bien connu, et il en a suivi la marche, dont l'histoire est résumée dans le mémoire ci-joint.

« Il se flattait donc de voir empêcher le départ de ces pirates. Cependant, après leur embarquement à Gênes et à Livourne sur trois navires de commerce, dont deux piémontais et un anglais, les premiers de ces navires, partis de Livourne, se sont dirigés vers le port de Marsala, où, arrivés hier sans aucun pavillon, ils se mirent à opérer le débarquement des bandes qu'ils avaient à bord, lorsque les deux navires royaux de la croisière voisine ouvrirent contre les agresseurs le feu de leur artillerie. Ce feu cependant dut être suspendu pour donner le temps à deux vapeurs anglais, arrivés là peu d'heures auparavant, de prendre à bord leurs officiers, qui se trouvaient à terre. Après les avoir embarqués, ces vapeurs reprirent le large, et alors seulement le feu put recommencer contre ces pirates, sans pouvoir cependant empêcher leur débarquement à Marsala, ville de la province de Trapani. Avec cette simple indication du scandaleux attentat dont la brièveté du temps ne permet pas de prévoir les résultats dans la partie insulaire des États royaux où l'insurrection venait à peine d'être réprimée, le soussigné, chargé du portefeuille du ministère des affaires étran

gères, a l'honneur de faire connaître à..... l'histoire des événements, pour qu'il veuille bien en informer son gouvernement, et que, quelles que puissent être les conséquences d'un attentat commis contre toute espèce de droit violant les lois internationales, et par lequel l'Italie peut se trouver jetée dans la plus sanglante anarchie, en compromettant aussi l'Europe entière, la responsabilité n'en doive retomber que sur les auteurs, fauteurs et complices de la barbare invasion commise.

« Le soussigné a l'honneur, etc.

« Signé : CARAFA. »

Garibaldi laisse protester et va son chemin. Le prologue est achevé ; le drame commence.

18 mai, minuit.

Le *Journal officiel* vient de paraître avec un article que le rédacteur Anzelmi est allé rédiger à Portici, sous les yeux du roi. Voici cet article :

« Tandis que le gouvernement royal, avec les efforts « les plus généreux et les plus persévérants et la « *moindre effusion de sang* possible, était parvenu à « apaiser la révolte en Sicile, un acte de piraterie fla- « grante était consommé, le 11 de ce mois, par le « débarquement de gens armés sur la marine de Mar- « sala, comme nous l'avons annoncé dans le supplé- « ment au nº 106 de ce journal, d'après les premières « dépêches arrivées télégraphiquement.

« Des rapports postérieurs ont déclaré que la bande « débarquée *était d'environ* 800 *hommes* et comman-

« dée par Garibaldi. Dès que ces flibustiers eurent pris « terre, ils évitèrent avec tous leurs soins de rencon- « trer les troupes royales, et se dirigeant, d'après ce « qui nous est rapporté, vers Castelvetrano, mena- « çant les paisibles habitants et n'épargnant ni rapines, « ni incendies, ni dévastations de toutes sortes dans « les communes qu'ils traversaient.

« S'étant grossis dans les quatre premiers jours de « leurs incursions de gens armés par eux et payés « avec profusion, ils poussèrent jusqu'à Calatafimi.

« Ayant appris ces choses à Alcamo, le général de « brigade Landi, le soir même de ce jour, bien qu'à « la tête de forces très-inférieures, se mit en mouve- « ment pour affronter ces hordes, qui, dans la ren- « contre vive et obstinée, souffrirent de grandes « pertes entre morts et blessés. Elles furent battues « au cri de : *Vive le roi!* et poursuivies jusque dans « les montagnes, où elles se mirent à l'abri, et le bri- « gadier Landi établit à Calatafimi son quartier général.

« Comme il fut ensuite averti que les hommes mis « en fuite par lui n'ignoraient pas que la ville d'Al- « camo, dès la sortie des troupes royales, avait levé « l'étendard de la révolte, et que les criminels habi- « tants de Partenico en avaient fait autant, il se ren- « dit en cet endroit et malmena avec une immense « valeur et un élan irrésistible les hordes qui occu- « paient ces communes. A Partenico notamment, les « gens de Garibaldi, attaqués à la baïonnette avec une « fougue extraordinaire par une partie du 8e chasseurs « et une partie des carabiniers à pied, subirent des « pertes très-graves, Là, un officier supérieur, qu'un « prisonnier affirme être ou le colonel Bixio, ou le

« fils de Garibaldi en personne, tandis qu'il tenait le « drapeau à la main et encourageait ses hommes, fut « percé d'un coup de baïonnette par un jeune soldat « du 8e chasseurs, qui fut promu du coup au grade « de 2e sergent. Ce drapeau et le cheval du tué res- « tèrent au pouvoir des vainqueurs.

« Après deux jours de glorieux combats, la colonne « du général Landi rentrait à Palerme, chacun de « ceux qui la composaient *avec la conscience d'avoir* « *fait vaillamment son devoir.* »

Nous saurons bientôt ce qu'il y a de vrai dans cette épopée.

26 mai.

Il n'y a pas un mot de vrai dans toute l'épopée officielle qui précède.

Garibaldi n'avait pas avec lui 800 volontaires seulement, mais 1065 : j'ai reçu copie de ses listes.

Les patriotes n'ont menacé personne, ni rien dévasté, ni pillé. Dès leur débarquement, ils ont été enveloppés de Siciliens qui se pressaient en foule autour d'eux, leur offrant de les suivre. Et ceci partout où les patriotes ont passé. Garibaldi a dit aux Siciliens : « Si j'avais attendu cela, je serais venu seul me mettre à votre tête. »

L'affaire de Calatafimi est, pour le roi, plus qu'une défaite, une déroute. On a surpris une lettre du général Landi, écrite sur le champ de bataille. Cette lettre commence par ces mots : « Des secours et de prompts secours! » — *Aiuto e pronto aiuto!* — C'est un long cri d'angoisse.

On a trouvé partout, sur la route de Palerme, des sacs, des shakos, même des souliers que les soldats jetaient derrière eux pour alléger leur fuite. Et voilà comment ils sont rentrés « avec la conscience d'avoir fait leur devoir. »

Bixio n'a pas été tué, ni le fils de Garibaldi. — Le drapeau pris n'était pas même un drapeau de bataillon, mais une des innombrables bannières de fantaisie qu'avaient apportées avec eux les volontaires « qu'un imprudent, nommé Schiaffini, était allé agiter jusqu'au delà de la colonne ennemie. Là, deux balles le couchèrent mort.

Landi, dans sa lettre, avoue la perte d'un canon, et dit que cette perte lui a percé le cœur. (*Questa perdita mi ha trafitto il cuore.*) Les patriotes disent qu'il en a perdu quatre.

A Palerme, le général Lanza est allé remplacer le prince Castelcicala, comme *alter ego* du roi et gouverneur de l'île. Il est arrivé la poche pleine de promesses et les caissons pleins de boulets.

Il a dit qu'il venait étudier les besoins du pays. A quoi les Siciliens ont répondu par ce mot rabelaisien que je n'ose traduire : *I bisogni si studia, no dopo l'evacuazione.*

Là-dessus, le général a remis la ville en état de siége. Défense de circuler à deux dans les rues, cours martiales, falot obligatoire dès la tombée du jour, imprimeries fermées, etc. Cela fait, Lanza est sorti de la ville en laissant derrière lui les portes barricadées ou murées, et emmenant 20 à 22,000 hommes qu'il commande personnellement. Il s'est campé devant Palerme, entre le *Palazzo-Reale* (Porta-Nova), le fort de

Castellamare et Quattroventi. Bosco commande les chasseurs. Cette armée devait attaquer hier Garibaldi qui est à Monreale. Telles sont les nouvelles certaines. Maintenant, nous ignorons l'issue du combat; nous ne savons même pas s'il a eu lieu. Et permettez-moi de vous dire, pour vous mettre en garde contre les rapports des journaux *officieux,* que le gouvernement n'en sait pas plus que nous sur cette affaire. La télégraphie reste muette, les fils ayant été rompus.

Encore quelques faits confirmés. Il y a un comité qui dirige la révolution en Sicile. Ce comité vient d'adresser aux consuls une circulaire leur annonçant que le mouvement était annexionniste, et qu'aussitôt après l'évacuation des troupes, on ferait voter la population, qui reconnaîtrait immanquablement Victor-Emmanuel.

N'êtes-vous pas frappé du petit nombre d'avantages obtenus depuis bientôt deux mois par l'armée royale? Je ne veux pas insister davantage sur le débarquement qui s'est opéré malgré les vingt et un vapeurs qui croisaient pour le prévenir. Je m'en tiens à la désorganisation actuelle de l'armée. Voici déjà, à cause du mouvement sicilien, sept ou huit généraux en disgrâce : le prince Castelcicala en tête, qui était lieutenant du roi en Sicile, remplacé par le général Lanza; le général Salzano, commandant les forces de Palerme, rappelé à Naples; le général Jauch, qui commandait à Trapani, mis en jugement et soumis à un conseil de guerre; le général Landi, mécontent et méconnu, demandant sa démission: enfin, les généraux Sury et Wyttembach (deux ex-Suisses), Primerano et Fioranza, non-seulement rappelés, mais mis à la quatrième classe. Voilà

ce qui donne à penser, même à ceux qui font le moins de conjectures.

On a chanté à Bari un *Te Deum* accompagné d'illuminations, de feux d'artifice et de réjouissances publiques pour célébrer la victoire de Calatafimi et la mort de Garibaldi. J'ai lu vingt lettres de Bari qui l'affirment.

Enfin, nous avons eu l'autre jour, à Naples, un service funèbre à l'honneur de Ferdinand II. Il y a un an que le roi est mort; la Sicile est insurgée, envahie, et probablement perdue. Je constate le fait, je n'ajoute rien.

28 mai.

Après nous avoir parlé d'un engagement à Parco, auquel il donnait l'importance d'une grande victoire, le *Journal officiel* d'hier au soir nous a régalés de l'article suivant :

« — *Naples*, 27 *mai*. — Avec le royal pyroscaphe,
« la *Saetta*, nous avons reçu d'autres rapports qui,
« confirmant ce que nous avons indiqué hier sur les
« brillants faits d'armes accomplis à Parco le 24 mai,
« ainsi que la défaite des bandes insurgées et de celles
« de Garibaldi, ajoutent que les troupes royales commandées par le général Colonna et par le colonel
« Von Mechel (Suisse), avec un élan extraordinaire,
« ont chassé de cette importante position les rebelles.
« Ceux-ci en occupèrent une autre dominant la première, retranchée d'avance et défendue par cinq
« pièces de canon.

« Le 25, cette seconde position fut aussitôt attaquée
« avec une égale impétuosité, et on enlèva aux ré-

« voltés un de leurs canons. L'assaut des troupes
« royales fut si vif et formidable que tous les rebelles,
« unis aux bandes de Garibaldi, et lui à leur tête,
« s'enfuirent en désordre jusqu'à la plaine des Greci.
« Là, serrés de près et attaqués de nouveau par la
« colonne de Mechel et par le valeureux 9e bataillon
« de chasseurs, commandé par le major del Bosco,
« ils s'abandonnèrent également à une fuite précipitée
« et désordonnée, traversant le district de Corleono,
« et cherchant leur salut bien plutôt que de nouvelles
« positions.

« Les bandes susdites, poursuivies sans répit par les
« troupes royales, continuent à fuir, en proie au dé-
« couragement, qui est le double effet de la désillusion
« où elles sont tombées dès leur arrivée en Sicile, et
« des pertes graves qui, dans toutes les rencontres,
« les ont diminuées de forces et d'espérances.

« Quant aux Siciliens qui s'étaient associés à eux,
« séduits par l'or et par les caresses, eux aussi se
« sont dispersés et vont rentrant dans leurs communes
« respectives, découragés et abattus non moins qu'af-
« fligés de s'être laissé tromper par les envahisseurs
« étrangers, venus pour exciter la rébellion dans ces
« contrées.

« L'esprit public, également trompé, remonte de
« jour en jour au sentiment de l'ordre légal et se
« confie dans la valeur et l'admirable attitude des
« troupes royales, dont nous ne saurions louer suffi-
« samment la bravoure, la persévérance et la disci-
« pline. Un, dans tous, est l'enthousiasme pour la cause
« légitime qu'ils soutiennent ; un, le cri du combat et
« de la victoire : *Vive le roi !* »

Ce matin, nous avons appris que Garibaldi s'est emparé de Palerme.

29 mai.

Avant de raconter la prise de Palerme, sur laquelle il m'arrive des ballots de renseignements que j'ai besoin de contrôler, je note ici un récit brusque et vif de toute l'expédition garibaldienne. C'est le journal d'un soldat qui dit tout en trois mots :

« 8 mai. Arrivée et départ de Talamone pour des « munitions et du charbon.

« 9. Arrivée et départ de San-Stefano pour du « charbon.

« 11. Arrivée à Marsala et débarquement avec tous « et tout, munitions et 4 pièces d'artillerie.

« 12. Bivouac à Gran-Pancardo, près Salemi.

« 13 et 14. Bivouac à Salemi et concentration des « forces insurrectionnelles, environ 4,000 hommes.

« 15. Marche et combat en dehors de Calatafimi, « au monte di Pianto-Romano, contre 3,500 Napoli- « tains sous les ordres de Landi. 128 blessés et 18 « morts de notre côté ; prise d'une pièce de montagne ; « les royaux chassés de cinq positions bien défendues, « positions terribles.

« 16. Landi abandonne Calatafimi, que nous occu- « pons. Landi, dans sa retraite, est horriblement mal- « traité à Partenico et Borghetto par les insurgés.

« 17. Départ pour Alcamo.

« 18. Départ pour Partenico. Le même jour, conti- « nuation de la marche pour se rendre en vue de Pa- « lerme.

« 19. Pluie continuelle. On bivouaqua.

« 20. Marche sur Poppio pour attirer les forces « royales de Montreale, et manœuvres pour faire sortir « des forces de Palerme. On réussit en partie. Dans la « nuit, on marche sur Perreo, en démontant l'artille- « rie, la portant à dos d'hommes par la pluie et d'hor- « ribles sentiers.

« 21. Dans la matinée, arrivée à Parco; retour à « Montreale. Dispositions pour marcher à Palerme.

« 22 et 23. L'ennemi concentre beaucoup de forces. « Le général veut encore éloigner d'autres forces de « Palerme.

« 24. Attaque menaçante par plus de 10,000 hom- « mes. Dispositions de résistance pour les attirer, com- « mencement d'attaque. Retraite de notre part pour « les attirer à Corleone et les planter en face de l'ar- « tillerie, pendant que nous tournerons par d'autres « routes pour nous présenter devant Palerme.

« 25. Arrivée à Marnico. (Nous avons réussi à « amener les royaux en face de l'artillerie dans la di- « rection de Corleone.) Le soir, marche pour Misil- « meri. —Arrivée à minuit. Bivouac.

« 25 et 26. Grand jour! — Les blessés vont très- « bien. — Misilmeri, 26. »

30 mai.

Voici en quelques mots l'histoire de la prise de Palerme.

Et d'abord le *Journal officiel* ne mentait qu'à moitié en nous racontant ses victoires. Les chasseurs de Bosco et les Croates de von Mechel avaient en effet chassé les patriotes jusqu'à Corleone, en leur enlevant deux ca-

nons. Seulement cette retraite d'Orsini, qui commandait le mouvement, n'était qu'une ruse de guerre. Pendant que les meilleures troupes du roi s'éloignaient de la ville à la poursuite des fuyards et que la stratégie du généralissime officiel tenait ses yeux braqués de ce côté-là, Garibaldi se jetait tout à coup ailleurs, — et, descendant des montagnes par des sentiers qui auraient effrayé les chamois, il prenait Palerme.

Les militaires, en suivant maintenant sa marche sur des cartes qui ne marquent même pas le chemin, crient au miracle. Et, en effet, ce fut un miracle, mais de génie et d'audace, un coup d'œil et un coup de main.

Garibaldi partit de Misilmeri le soir du 26, avec ses braves. Il traînait derrière lui des bandes de *picciotti :* c'est ainsi qu'on nomme les jeunes gens du pays. Cette armée d'hommes descendant la montagne à pas de loup, par des sentiers affreux, un à un, en file interminable, dans la nuit, devait faire un effet fantastique. Les *picciotti*, braves au fond, mais tout neufs dans la guerre, enfants perdus, et enfants terribles, avaient peur au moindre bruit : un cheval qui se cabra les mit en fuite. Arrivés dans la plaine, au lieu de faire silence, ils éclatèrent en acclamations et déchargèrent leurs fusils. Ils réveillèrent ainsi les Napolitains qui défendaient un pont à franchir : il y eut un rude combat d'avant-garde. Les royaux repoussés s'enfuirent vers la ville. Et l'on arriva derrière eux à la porte Sant'-Antonio, défendue à peine par une poignée de soldats.

C'était l'endroit vulnérable, et Garibaldi, d'un coup d'œil, avait vu qu'il entrerait par là dans la ville. Par malheur l'éveil était donné, les soldats avaient du

canon, ce canon balayait la route. Les *picciotti* ne voulurent plus avancer. Ils n'osaient traverser la mitraille. Vous figurez-vous cette angoisse suprême, au dernier moment, devant la ville éveillée : reculer alors, c'eût été périr. Un carabinier génois prit quatre chaises et les plaça sur la route, en face du canon, en arborant sur ce piédestal un drapeau tricolore; puis s'étant assis sur une des chaises, il y resta un long moment, sous le feu, les jambes croisées. Alors il dit aux *picciotti :* « Vous voyez bien que ça ne tue pas! » Les *picciotti* se jetèrent enfin sur la route.

Et Garibaldi entra dans Palerme le 27 mai, jour de la Pentecôte, à trois heures du matin.

Dès son entrée la ville se couvrit de barricades. Les soldats fuyaient pêle-mêle pour aller s'enfermer dans les postes et dans les châteaux. Les Palermitains accouraient en foule, avec des cris de joie, acclamant l'Italie et baisant les mains du libérateur.

A midi, les soldats royaux avaient à peu près disparu de la ville.

Mais les forts et les vaisseaux tonnaient affreusement. Dès le matin et jusque dans la nuit, les artilleurs du roi jetèrent sur Palerme non-seulement des boulets, mais des bombes incendiaires : deux bombes par minute dans les premières heures du combat. Vengeance atroce et inutile : ces instruments de destruction n'atteignaient pas les combattants dans les rues, mais les innocents dans leurs maisons, qui s'enflammaient et croulaient sur eux, les brûlant vifs ou les écrasant par centaines. Je ne veux pas m'arrêter longtemps sur ces horreurs indignes de notre siècle. Le bombardement de Palerme est la déchéance de François II.

« La scène est des plus horribles, écrit le contre-amiral Mundy, témoin du désastre. Tout un district de mille yards de long sur cent de large est en cendres. Des familles ont été brûlées vives avec les maisons; les atrocités commises par les troupes royales sont terribles. Sur d'autres points, des couvents, des églises, des édifices isolés, ont été écrasés par les bombes, dont onze cents furent lancées par la citadelle et deux cents autres par les navires de guerre, sans compter les obus et les boulets. »

« La conduite du général Garibaldi, écrit plus bas l'amiral anglais, a toujours été pleine de générosité et de noblesse. »

On se battit ainsi, malgré les bombes, toute la journée du 27 et la matinée du 28. Enfin, au départ du vapeur autrichien qui nous a apporté ces nouvelles, les soldats n'occupaient plus que le *Palazzo-Reale*, château fortifié à l'extrémité orientale de la ville, le fort de Castellamare, à l'extrémité opposée, et deux ou trois postes à l'intérieur...

C'est une magnifique victoire.

1er juin.

La Mouette vient d'arriver de Palerme. Voici les nouvelles qu'elle nous apporte : je les résume en courant.

Le 29, débarquement des renforts (Suisses ou Croates) amenés par le *Capri* et l'*Amalfi*; ils sont descendus au fort de Castellamare. Rentrée des troupes qui s'étaient avancées jusqu'à Corleone à la poursuite des garibaldiens. Elles reprennent traîtreusement quelques barricades pendant un armistice de vingt-quatre

heures demandé par le général Lanza et obtenu par l'intercession de l'amiral anglais. Entrevue sur le *Hannibal,* vaisseau anglais, de Garibaldi, non avec Lanza en personne, comme on le dit à Naples, mais avec le général Letizia, parlementaire royal.

Dans cette entrevue, accord complet sur des points de détail (les Siciliens, maîtres du port, permettront aux soldats de renouveler leurs provisions de vivres et rendront les blessés qui sont dans leurs mains, soignés d'ailleurs avec une charité toute fraternelle), — mais désaccord flagrant sur les point capitaux, capitulation refusée, à moins que les troupes ne rendent leurs armes. Ici se place un trait que je trouve dans deux dépêches : le général Letizia a proposé à Garibaldi de faire adresser au roi par le sénat de Palerme une humble supplique où l'on implorerait des concessions, et il croyait pouvoir s'engager à la faire accueillir de bonne grâce. A quoi Garibaldi aurait répondu : le sénat, c'est moi. D'autres écrivent que Garibaldi aurait demandé tout net l'expulsion des Bourbons. Mais les pleins pouvoirs de Letizia, et même de Lanza, n'allant pas jusque-là, les négociations ont été rompues.

Pendant les négociations, les forts ont continué de tirer, les Croates ont attaqué des barricades. Le colonel Carini, l'un des plus ardents Siciliens qui aient suivi Garibaldi [1], s'est précipité au-devant des Croates pour les informer de l'armistice. Ils l'ont frappé d'une balle lâchement.

1. Nous avons connu M. Carini à Paris, où il dirigeait la *Revue franco-italienne.*

Ainsi, au départ de la *Mouette*, le Palais-Royal et le fort de Castellamare étaient aux Napolitains; aux Siciliens le reste de la ville, et, en particulier, toute la marine depuis Castellamare jusqu'à la Porta dei Greci; si bien que les troupes ne pouvaient ni communiquer entre elles, ni se ravitailler par la mer. L'armistice expirait hier à midi; je ne sais si les hostilités ont été reprises.

Ce qui ferait croire qu'elles ne l'ont pas été, c'est l'arrivée, ce matin, d'un vapeur royal, la *Saetta*, qui amenait à Naples le négociateur de l'avant-veille, le général Letizia, chargé peut-être d'une mission pacifique. Cependant la police fait courir aujourd'hui le bruit que Garibaldi a été pris. Je vous laisse à penser l'universelle explosion de rires qui a accueilli cette invention formidable. Les mensonges officiels ont fait une telle impression chez les plus crédules, qu'une pareille nouvelle, fût-elle vraie, ne serait pas crue, et n'empêcherait plus le triomphe de l'insurrection.

2 juin.

« Cependant Garibaldi (dit le *Journal officiel* de ce « soir), avec une partie des gens de Parco, traversant « les contrées de Marineo, Gibilrossa et Misilmeri, où « il rassembla toutes les bandes qu'il y put trouver, « *tenta un coup désespéré* sur Palerme et y pénétra par « la porte orientale.

« Les détachements de troupes destinés à la garde « des portes de Termini et de Sant'-Antonino, attendu « leur peu de force, durent se replier sur Palazzo- « Reale et Castellamare; et ce fut ainsi qu'il devint

« possible à Garibaldi et à ses bandes de pénétrer dans « Palerme et d'en occuper une portion.

« La colonne de Corleone, ayant eu connaissance du « fait, courut sur-le-champ à Palerme, et, par la porte « de Termini, l'une de celles par lesquelles était entré « le général Garibaldi, l'ayant forcée et reconquise, « cette colonne entra dans la ville et occupa une partie « des positions emportées, deux jours avant, par les « gens dudit Garibaldi, entrés par la même porte.

« De fortes pertes sont à déplorer du côté des troupes « royales, à l'immense valeur desquelles l'ennemi « lui-même a rendu un hommage éclatant ; mais ces « pertes sont de beaucoup inférieures à celles que les « bandes ont souffertes.

« Une suspension d'hostilités fut établie pour soigner « les blessés et les malades et pour enterrer les morts. »

5 juin.

Cette suspension d'armes, qui devait expirer dimanche, à midi, est encore prolongée, indéfiniment cette fois : la nouvelle est sûre. Comment et pourquoi? nous l'ignorons. Le général Letizia, arrivé à Naples le 1er juin, comme négociateur, est reparti le soir même avec un pli cacheté. Que contenait cette missive mystérieuse? La guerre, selon les uns ; la paix, au dire des autres ; l'évacuation de Palerme ou le bombardement. Rien de tout cela, pensaient les sages. Le pouvoir négocie ; il veut gagner du temps, adoucir les conditions imposées par le vainqueur, capituler peut-être avec les honneurs de la guerre. Le général Letizia est revenu hier matin, j'ignore s'il est reparti. Ici l'on frémit

d'impatience et l'on trouve Garibaldi trop généreux. On n'accepte pas ces armistices prolongés, ces lenteurs inquiétantes. Chacun dit ce qu'il ferait s'il était à la place du général. Mais je n'en connais pas beaucoup qui voudraient y être, je vous en réponds.

Ce n'est pas que la position de Garibaldi soit mauvaise, au contraire. Jusqu'ici l'expédition a réussi pleinement; elle a été conduite avec une audace et une sagesse extraordinaires; elle a déconcerté tour à tour la stratégie des généraux officiels par l'habileté de ses stratagèmes et l'*imprévu* de ses témérités. La prise de Palerme pendant la retraite de Corleone est un coup d'éclat qui paraît encore invraisemblable. Les garibaldiens, pour l'accomplir, ont dû faire sur les montagnes une marche de chamois. Depuis leur entrée, ils se sont fortifiés chaque jour dans la ville. Ils occupent maintenant tout le rivage et l'ont fortifié de manière à empêcher tout débarquement. Ils ont reçu des renforts de volontaires et une cargaison de fusils et de munitions qu'un vapeur a pu débarquer sans encombre. Ce vapeur portait, dit-on, le pavillon anglais.

Les troupes royales, bloquées à *la Flora,* entassées au Palais-Royal et retranchées au fort de Castellamare, sont séparées les unes des autres, privées de vivres et sans communication avec la mer. D'importantes défections les diminuent chaque jour. Toute la population est pour Garibaldi, même le clergé qui a béni les barricades. C'est à Garibaldi qu'ont été demandés l'armistice du 29, la nouvelle suspension qui devait expirer le 30, et la suspension illimitée qui dure encore à présent. C'est lui qui dicte les conditions de ces trêves : la première fois, en occupant le palais de la Banque, dont

tout l'argent avait été transporté dans le fort de Castellamare, il a exigé que quatre millions de ducats fussent rendus à la caisse publique, dont le dépôt lui est désormais confié. Malgré l'odieux bombardement qui l'a dévastée, Palerme a pris un air de triomphe : elle est illuminée tous les soirs. Garibaldi est maître de la ville et du peuple.

Cependant, si les hostilités sont reprises, il y aura de terribles luttes à soutenir...

Je m'arrête à temps; les tristes conjectures que j'allais vous communiquer sont démenties par des faits qu'on vient m'apprendre et qu'on me donne pour positifs. La capitulation de Palerme est décidée : les troupes sortiront du fort de Castellamare avec les honneurs militaires; celles du Palais-Royal se rendent à discrétion. C'est un vapeur anglais qui aurait apporté cette bonne nouvelle. Un fait certain confirme ce bruit : les fournisseurs qui avaient reçu l'ordre hier matin d'entasser de formidables provisions de vivres, ont reçu hier au soir un contre-ordre, à une heure de nuit.

A Naples, on continue à parler de concessions et de réformes. On m'assure que le gouvernement élabore un projet de statut et que la diplomatie y collabore. On va plus loin : on dit que la police organise une manifestation populaire qui traversera la ville en criant : *Vive le roi! vive la constitution!* Je doute que ces acclamations tardives trouvent de l'écho dans les classes intelligentes, et l'histoire de 1848 est trop récente pour que les Siciliens soient dupes encore une fois de ces séductions. Affranchir le continent pour reprendre l'île et opprimer après l'île et le con-

tinent est un système assurément fort ingénieux, mais la nation, passez-moi le mot, n'est plus si bête.

En attendant, le pouvoir est aux abois et il commence à avoir de grands embarras financiers. Dix-sept mille ducats ont encore été payés avant-hier pour mille nouvelles recrues qui sont à Trieste. L'ordre a été donné aux caisses d'escompte de ne plus faire d'avances sur les coupons de rentes de l'État.

La superstition populaire croit plus que jamais Garibaldi invulnérable. Les soldats blessés racontent, à qui veut les entendre, que le chef des partisans a été vacciné avec une hostie et que cette inoculation sacrée le sauve de tout péril. Il peut courir impunément sous les bombes et à travers les balles : il ne tombera jamais. Garibaldi leur a dit en les licenciant : — Au revoir, à Naples ! — Et ils l'attendent tous.

3 *heures*. — L'évacuation de Palerme n'est encore qu'un bruit de ville très-répandu, mais non encore officiellement constaté. Il n'y a de certain que l'armistice indéfini ; la reprise des hostilités devra seulement être annoncée deux heures d'avance.

En revanche, on a d'horribles nouvelles des autres villes. A Catane, après le triomphe de l'insurrection, les troupes royales sont rentrées dans la ville et l'ont livrée au pillage. Des atrocités inouïes ont été commises de part et d'autre avec une fureur qui ne s'explique pas. Après ces violences, les troupes ont été de nouveau forcées d'abandonner Catane.

Messine est toujours une ville morte ; on prépare la citadelle et le lazaret pour y recevoir les troupes qui évacueront Palerme. Comme on s'y attendait, le pouvoir veut se retrancher et s'enfermer dans cette place

forte, et résister ainsi jusqu'au bout. Toujours l'histoire de 1848.

A Palerme, les ravages du bombardement sont horribles. Un habitant de cette ville dévastée m'écrit que, pour se rendre à un couvent où il cherchait un de ses amis disparus, il a dû passer à travers trois cents maisons brûlées. Ce couvent, celui des Bénédictins dei Bianchi, avait servi d'asile aux fuyards et de prison aux arrêtés. Les soldats, en se retirant, y ont mis le feu : quatre-vingts personnes (pour le moins) ont péri, brûlées vivantes dans le réfectoire.

Le 3e bataillon de chasseurs suisses et huit compagnies, commandées par le major Bosco, sont campés hors de la porte de Termini avec du canon, et prêts à courir aux barricades. Les décombres qu'ont faits les troupes royales se dressent maintenant contre elles, remparts improvisés. Le domicile français d'un maître de langue a été envahi, malgré l'écriteau qui le mettait sous la protection de la France, et le maître de langues lui-même frappé de deux balles et tué.

Le roi a encore dix-huit mille hommes à Palerme. Cependant Garibaldi, ses volontaires et son peuple font la loi ; on leur a remis les finances, et des défections grossissent leurs rangs chaque jour. Le dictateur est le dieu de la ville : pendant la première trêve, il a envoyé de lui-même deux mille rations aux soldats du Palais-Royal. La lettre que je reçois vante fort la conduite de M. Hirzel, consul suisse à Palerme. Cet agent a eu le courage de se présenter aux Suisses commandés par von Mechel, non pour les exciter à une défection, mais pour leur raconter

les atrocités commises par les troupes royales et soulever leur orgueil militaire contre ces ignobles actions. Cette démarche du consul a été faite au péril de sa vie.

Messine s'attend à être bombardée; Catane a été pillée et abandonnée par le général Clary; on ne sait rien de Syracuse.

9 juin.

Il est certain maintenant que les forts de Palerme doivent être remis à Garibaldi le 11. La garnison capitule avec armes et bagages. Si brillant qu'il soit, ce dénoûment du premier acte n'a point satisfait les nouvellistes. Ils avaient si bien annoncé que la garnison devait capituler sans armes (et les Suisses en manches de chemise) qu'ils arrangent maintenant une jolie histoire pour concilier les faits avec leurs prévisions. Ils disent que les honneurs militaires accordés aux capitulants sont une pure générosité du dictateur, pour récompenser la valeur des troupes royales, et qu'il leur aurait permis d'emporter leurs armes, pour ne pas trop humilier le courage malheureux. Aussi les troupes se seraient embarquées en criant : *Vive Garibaldi!* ce qui, en tout cas, n'est pas impossible.

Le prestige de cet homme extraordinaire est si grand, qu'il éblouit jusqu'à la populace de Naples. On répand ici le bruit (peut-être pour la gagner) que le pain est descendu à Palerme à quatre sous le kilog. Je ne sais si le fait est vrai, mais, s'il ne l'est pas, le mensonge est habile.

Du reste, l'évacuation de Palerme (il faut parler pour tout le monde) accuse moins la timidité des

troupes que l'état misérable auquel elles étaient réduites par l'audace et l'habileté du vainqueur. Je sais positivement que les chasseurs bloqués à la Flora, pendant l'armistice, se nourrissaient de fraises et de biscuits. Les soldats du Palais-Royal étaient encore plus malheureux ; ils n'avaient pas de fraises.

Ceci est très-exact, et, d'après ce détail, jugez du reste. Des colonnes entières, pendant la lutte, ont dû faire des expéditions de plusieurs jours en ne mangeant que de la galette. Voilà une économie qui a peut-être coûté la Sicile au maître, mais qui a rapporté de l'argent à plus d'un fidèle serviteur.

Ici le découragement est grand dans le camp royaliste. On s'y attendait du reste, et depuis longtemps, à la solution. L'autre jour, dans un salon officiel, on discutait sur la meilleure position à prendre et à garder dans Palerme. Le duc de M... dit que la meilleure position était le bord de la mer... pour se sauver.

Et l'on crie plus que jamais contre le flibustier. — « Mais pourquoi n'en faites-vous pas autant ? » demandait hier un Français à l'un des exclamateurs les plus pathétiques. « Pourquoi n'envoyez-vous pas huit « cents hommes à Gênes ou à la Spezzia, pour s'em- « parer du Piémont ? » — Le Napolitain répondit sérieusement, sans se douter de sa naïveté : « Nous ne « faisons pas de pareilles choses ! »

On dit Garibaldi sûr de son triomphe, et on lui prête même un mot un peu prématuré. Il aurait dit à Palerme, et très-carrément : « J'ai combattu en « Sicile une armée sans généraux ; je vais combattre « à Rome un général sans armée. »

Et Naples, donc ?

17 juin.

Voici un fait qui pourrait bien porter de graves conséquences. Il y a quelques jours, le *Fulminante,* frégate du roi commandée par le général Roberti, partit de Gaëte avec une mission secrète. A quinze milles du cap Corse, ce vapeur de guerre royal a rencontré le vapeur sarde l'*Utile,* capitaine Molesca, et le clipper américain *Charles-Jane,* de Baltimore, celui-ci portant 800 volontaires et l'autre une centaine. C'était pendant la nuit; le capitaine napolitain a hélé ces navires, et leur a demandé en français leur destination. Croyant avoir affaire à des Français, les passagers ont répondu tout d'une voix : « A Palerme! vive l'Italie! » Alors le Napolitain s'est déclaré gendarme maritime et a sommé les deux navires de le suivre, sous peine de les couler à fond. Les volontaires n'avaient pas de canons, et l'*Utile,* n'étant qu'un vaisseau remorqueur, ne pouvait lutter de vitesse avec le *Fulminante;* la capture étant d'ailleurs illégale, il n'y avait à craindre que les lenteurs d'un procès. Voilà pourquoi le vapeur et le clipper se sont laissé remorquer à Gaëte.

Là, les volontaires n'ont permis aucune inspection ni montré leurs papiers. Ils n'ont voulu ni descendre à terre, ni laisser monter personne à bord. Ils se sont contentés de protester auprès du vice-consul sarde à Gaëte. Ce dernier, quoique sujet napolitain, s'est conduit avec zèle : il a refusé au général Roberti de lui servir d'intermédiaire auprès des sujets sardes. Il a immédiatement adressé une dépêche à son ministre à Naples, le marquis de Villamarina. Mais cette dépêche,

retardée par l'encombrement calculé du télégraphe, n'a pu partir que plusieurs jours après le fait; un rapport confié à la poste a été retenu un jour à Gaëte, et M. de Villamarina n'a été officiellement informé que le 15 de cette illégalité, déjà publiée par toutes les trompettes du pouvoir. C'est alors seulement que la diplomatie a pu se mettre en mouvement, et qu'a eu lieu la scène violente dont on parle partout entre M. de Villamarina et M. Carafa, ministre des affaires étrangères. Celui-ci aurait dit au représentant piémontais : « Vous voulez donc la guerre? » Et on lui aurait répondu : « C'est vous qui la déclarez ! »

Le ministre américain, M. Chandler, devait envoyer son fils à Gaëte pour examiner les faits, et lui avait recommandé la plus grande modération et l'impartialité la plus diplomatique. Mais hier, l'*Archimède*, de la marine royale, est arrivé à Naples, amenant à son bord les deux capitaines des navires capturés. On dit qu'un conseil s'est assemblé, auquel assistaient notre amiral, M. Le Barbier de Tinan, le ministre américain et le ministre sarde. On dit aussi qu'à la suite de cette conférence les capitaines sont repartis.

J'entends affirmer que le gouvernement, sentant l'illégalité de la prise, a offert de relâcher les bateaux, mais que M. Chandler s'y est opposé, déclarant qu'il y avait dans le fait une insulte au pavillon américain, et qu'il devait attendre des instructions de son gouvernement sur la réparation à réclamer du gouvernement de Naples. On ajoute que le capitaine américain demande 1,000 ducats de dommages-intérêts pour chaque jour de détention.

Nous verrons la suite.

M. Ajossa est décidément remercié. Il perd non-seulement la direction de la police, mais encore celle des travaux publics. Rigueur injuste au fond, car ce fonctionnaire n'était qu'un instrument aveugle. Étrange satisfaction donnée à la diplomatie et à l'opinion. Quand vous reprochez à la main de frapper si ferme et si dru, la main répond : « Ce n'est pas moi, c'est ma férule. » — Elle casse alors la férule, en prend une autre, et tout est dit :

Les généraux revenant de Palerme, accusés de trahison, ont été retenus à Castellamare et confinés à Ischia. Ils vont passer devant un conseil de guerre.

19 juin.

A Palerme, l'évacuation continue lentement, si bien que les barricades restent debout et que les patriotes se tiennent sur leurs gardes. Du reste, illumination chaque jour et enthousiasme frénétique. Les *picciotti* brûlent toutes leurs munitions en l'air : c'est désespérant. Et cependant, les premiers jours, ces fusillades inoffensives ont servi la cause, en perpétuant la panique des soldats. Décidément, c'est un peuple étrange.

Palerme a son journal officiel blasonné de la croix de Savoie et portant les décrets de Garibaldi, dictateur de Sicile au nom de Victor-Emmanuel. Je n'écris pas l'histoire de l'insurrection sicilienne : je n'ai donc point à reproduire le texte de ces documents improvisés. Voici cependant quelques-uns des plus curieux ; je les résume :

Je rappelle d'abord le décret du 14 mai, par lequel

Garibaldi se nomme dictateur. Ce premier décret est invoqué en tête de tous les autres.

Une proclamation du 28 mai félicite le peuple de son attitude et de sa probité pendant le combat, et, pour éviter tout désordre, elle annonce que tout délit de sac, de pillage et de meurtre sera puni de mort.

Une proclamation du 1er juin annonce aux Siciliens que les choses marchent bien, mais qu'il faut achever l'œuvre. « Des armes donc et des hommes armés! Ai- « guise des fers et prépare tout moyen d'offense et « de défense. Pour les acclamations et les fêtes, nous « aurons assez de temps après le départ de l'ennemi. « Des armes et des hommes armés! je le répète. Qui « ne pense pas à une arme en ces trois jours est un « traître et un lâche; et le peuple qui, parmi les dé- « combres de ses maisons brûlées, combat pour sa li- « berté et pour la vie de ses femmes et de ses fils, ne « peut être un lâche ni un traître. »

Un décret du 2 juin accorde à quiconque s'est battu pour la patrie une part dans le partage des biens communaux, auxquels auront droit aussi les chefs de famille pauvres. Là où les communes n'auront pas de biens en propre, on suppléera par les domaines de l'État.

Un décret du 6 juin annonce que les enfants de ceux qui sont morts pour la cause de la nation sont adoptés par la patrie : leurs veuves soutenues, leurs filles dotées, et dans ces faveurs sont comprises les familles des treize Palermitains fusillés le 14 avril.

Un décret du 12 retire à l'archevêque de Montreale sa chaire d'éthique et de droit naturel à l'université de Palerme, et nomme à sa place le professeur Michel-

Angelo Raibaudi. Le *considérant* de ce décret est curieux : l'archevêque est destitué, parce qu'il a quitté Palerme, « considérant que les professeurs publics « doivent résider dans le lieu où ils sont obligés de « donner leurs leçons. »

Un décret du 13 abolit pour tout le monde le titre d'Excellence et interdit le baise main d'*homme à homme*. Voilà qui va indisposer bien des gens.

Un ordre de la place de Palerme défend d'acheter des objets volés. Vous savez, en revanche, que le butin résultant des pillages de Palerme, Catane, Carini, etc., se vend ostensiblement ici, à Castellamare et à Caserte [1].

Enfin, une circulaire confirme ce qu'on disait depuis quelque temps sur le mécontentement excité dans l'île, et particulièrement à Catane, par le mode d'enrôlement inauguré sous Garibaldi. Le systène napolitain est établi en Sicile, et le remplacement est défendu, où du moins l'échange des personnes. En revanche, on peut échanger les numéros tirés au sort, ce qui tolère le remplacement, mais entre hommes appartenant à la même levée.

Je n'allonge pas ma lettre en vous signalant les nombreuses adresses, messages, manifestes, proclamations, etc. (il y en a pourtant d'éloquentes), qui remplissent les colones du journal officiel de l'insur-

1. L'archevêque de Capoue a acheté d'un soldat revenant de Sicile un calice enrichi de pierreries, et le général Vial une riche couverture frangée d'or. Les orfévres ont reçu du gouvernement la permission d'acheter des objets d'or et d'argent sans s'enquérir de leur origine. C'est la première fois qu'une permission pareille a été accordée; notez le fait.

rection, ni les innombrables nominations amenées par le nouveau régime. Il y en a deux, cependant, qui veulent être notées : celle du comte Michele Amari au poste de chargé d'affaires du gouvernement provisoire près le roi Victor-Emmanuel, et celle du prince de Belmonte, envoyé au même titre à la cour de la reine Victoria.

La commune de Partenico a voté, à l'unanimité, l'érection de la statue en marbre de Garibaldi sur la place du Carmine. On lira cette inscription sur le piédestal : *A Giuseppe Garibaldi, liberatore della Sicilia, Partenico* [1].

On organise un corps de *chasseurs de l'Etna,* qui lutteront de courage avec les chasseurs des Alpes.

Je prends le style du journal que j'ai sous les yeux : l'enthousiasme se gagne, — que voulez-vous? La cause est belle, et, vues de Naples, ces scènes vivantes vous entraînent, vous enrôlent presque dans les légions de Garibaldi.

Un officier anglais qui s'est distingué en Crimée, M. John Dunne, est venu offrir son épée à l'insurrection sicilienne.

J'ai lu d'horribles détails sur Catane qui, pendant deux jours, le 31 mai et le 1er juin, a été livrée aux soldats et affreusement dévastée. On brûlait des maisons indifférentes, au hasard; on tuait des femmes qui n'avaient rien fait. Le 2 juin, une proclamation du général Clary a prohibé le pillage.

Les lettres de Messine arrivées ces jours-ci annon-

1. Garibaldi a refusé cet honneur, dans une lettre admirable. Il ne demande que de la poudre et des balles, comme l'enfant grec de Victor Hugo.

cent que la ville est toujours désespérée et vide, comme un désert. Les étrangers, les négociants, les marchandises sont dans l'intérieur ou sur la mer : ce qui n'a pu être embarqué est enfoui sous terre ou muré dans les maisons; toutes les voitures, tous les chevaux, sont envoyés dans l'intérieur de l'ile, et l'on met sous la protection des *pirates* tout ce qu'on peut dérober aux voleries des soldats.

Je vous assure que je ne ris pas. Tous les rôles sont intervertis, et les timorés, les alarmistes, les bons bourgeois, les ennemis des révolutions, attendent avec anxiété Garibaldi, qui seul peut sauver leurs caisses.

A Girgenti, dans l'église le portrait de Victor-Emmanuel décore un dais magnifique, élevé pour fêter l'affranchissement de la ville et du pays.

Alexandre Dumas est à Palerme, où il a fait son entrée avec une certaine solennité. Il s'est rendu dès son débarquement au palais Sénatorial peur conférer avec Garilbadi, cime à cime.

Rien de nouveau à Naples. Les navires capturés n'ont pas encore été rendus; les généraux confinés à Ischia n'ont pas encore été relâchés, — et l'on met de plus en jugement plusieurs officiers de marine, les uns pour n'avoir pas empêché le débarquement, les autres pour avoir bombardé Palerme avec mollesse. Il paraît, en effet, que les projectiles des vaisseaux ont fait peu de mal à la ville. Les plus héroïques ravages ont été consommés par les bombes du fort.

Les rumeurs les plus contradictoires continuent à circuler, et l'irrésolution du pouvoir, en ce moment où il faudrait prendre une décision, autorise toutes les

imaginations des nouvellistes. M. de Martino est revenu de Paris, où il était allé promettre des réformes et invoquer la protection de l'empereur; l'opinion générale est qu'il a échoué dans sa mission, mais cette opinion est fondée sur des raisonnements ingénieux et non sur des témoignages irrécusables. Les uns annoncent une constitution, les autres un vicariat et une sorte d'interrègne parlementaire qui recommencerait les tragi-comédies de 1820; les autres des démonstrations sanfédistes, les autres une résistance à tout prix. En attendant, les Napolitains ont peur et se sauvent à la campagne, et les étrangers déposent leurs inventaires chez leurs consuls; mais Naples est parfaitement tranquille.

23 juin.

Un dernier mot sur M. de Martino. Comme il revenait de Marseille sur une *frégate du roi*, la *Saetta*, si je ne me trompe, ce navire de guerre vit poindre un bateau marchand, à pavillon tricolore, qui venait à lui. La *Saetta* changea prudemment de direction; le vapeur en fit autant, comme s'il lui donnait la chasse. Alors la frégate alla s'abriter dans les îles d'Hyères, sous la protection d'une escadre ou d'un fort. Ce vapeur ne pouvait être qu'un pirate garibaldien qui aurait bien voulu capturer une frégate à François II. Vérification faite, on a constaté que c'était tout bonnement un bateau neuf des Messageries qui avait poursuivi la *Saetta*, pour essayer sa machine et sa vitesse.

Il paraît que, sous l'impression des conseils de l'empereur, M. de Martino pousse à la constitution. Sans

s'engager à rien, Napoléon aurait dit : « Cédez le plus tôt et le plus possible. » Le comte d'Aquila et le baron Brenier ne quittent pas le roi : ils lui commandent presque d'être Italien... La constitution sera proclamée ce soir, nous dit-on, demain au plus tard.

Encore une page à tourner; ce sera, je crois, la dernière.

V

LA CONSTITUTION

François II promulgue une constitution. — Crise ministérielle. — Physionomie de Naples. — Le baron Brenier frappé dans sa voiture. — État de siége à Naples. — Le *Véloce*. — Conspiration réactionnaire. — Excès de la soldatesque. — Bataille de Melazzo. — Garibaldi à Messine. — Troubles dans les Calabres.

26 juin.

Il est six heures du matin; on vient de me réveiller en m'annonçant que la constitution est affichée. Je m'habille en courant, je saute dans la rue. La nouvelle circule déjà, timide encore et clandestine; on craint une surprise ou un leurre, une épreuve, une provocation. Serait-ce un piége de la police qui nous jette ce gâteau pour voir de quel air on y mord; — ou peut-être une audace de l'opposition, qui proclame de son propre chef un statut ironique? On se regarde, on passe son chemin, on fait semblant de ne rien savoir. Cependant là-bas dans la rue de Tolède, au coin d'une maison, l'affiche, solitaire encore, appelle

les passants. On n'ose la regarder, et pourtant aucun sbire ne la garde. Je m'approche et je la copie, mon carnet à la main. Ma témérité encourage le public : un curieux s'arrête négligemment et guette par-dessus mon épaule; il en vient quatre, il en vient dix, une bande, une foule. Un brave lit tout haut, pendant que j'écris. Pas de cris encore cependant, point d'acclamations : un reste de défiance. Est-ce sincère, est-ce possible? J'ai fini d'écrire, et je ne sens rien encore dans la foule qui m'enveloppe. Je rentre et je traduis ce que j'ai copié :

« ACTE SOUVERAIN.

« Désirant donner à nos bien-aimés sujets un té-
« moignage de notre souveraine bienveillance, nous
« nous sommes déterminé à concéder les ordres con-
« stitutionnel et représentatif du royaume, en har-
« monie avec les principes italiens et nationaux, de
« manière à garantir la sûreté et la prospérité dans
« l'avenir et à serrer toujours plus les liens qui nous
« unissent aux peuples que la Providence nous a
« appelé à gouverner.

« A cet effet, nous sommes venu aux déterminations
« suivantes :

« 1. Nous accordons une amnistie générale pour
« tous les délits politiques jusqu'à ce jour.

« 2. Nous avons chargé le commandeur D. Antonio
« Spinelli de la formation d'un nouveau ministère,
« qui rédigera dans le plus bref délai possible les arti-
« cles du statut sur la base des institutions italiennes
« et nationales.

« 3. Il sera établi avec S. M. le roi de Sardaigne un

« accord pour les intérêts communs des deux cou-
« ronnes en Italie.

« 4. Notre drapeau sera dorénavant orné (*fregiata*) « des couleurs nationales italiennes en trois bandes « verticales, conservant toujours au milieu les armes « de notre dynastie.

« 5. Quant à la Sicile, nous accorderons des insti- « tutions représentatives analogues qui puissent satis- « faire les besoins de l'île, et un des princes de notre « royale maison en sera le vice-roi.

« François.

« Portici, 25 juin 1860. »

Permettez-moi d'abord quelques commentaires que je tâcherai d'abréger. Sur le préambule, je n'ai rien à dire, sinon que la bienveillance souveraine est un peu forcée et qu'il est difficile de serrer les liens déjà rompus. Mais cette objection tombera si la résipiscence royale est sincère.

L'article 2 charge M. Spinelli de la formation d'un nouveau cabinet. M. Spinelli est un homme honorable. Appelé au pouvoir en 1847 par Ferdinand II, lors des premières réformes provoquées par l'initiative de Pie IX, M. Spinelli fut un instant ministre, mais, débordé bientôt par le libéralisme envahissant, il dut se retirer quand la constitution fut promise. Il ne reparut point au ministère, mais il fut nommé surintendant des archives du royaume, et, plus récemment, surintendant des théâtres et spectacles.

Or, je sais déjà (car cette promesse de constitution m'avait été confiée depuis quelques jours) que M. Spinelli éprouve la plus grande difficulté à former un

nouveau ministère. Depuis l'expédition de Garibaldi, les libéraux les plus modérés sont devenus exigeants et difficiles. Et il faut des libéraux et des libéraux connus pour ranimer la confiance nationale. On a proposé l'agriculture et le commerce à M. Ventimiglia, qui s'est excusé. On a proposé l'instruction publique au poëte Saverio Baldacchini qui a fait la sourde oreille. On a proposé la guerre au général de Sauget, qui a demandé la paix. En revanche, on m'assure qu'un homme de bien, M. Ferrigno, a accepté le ministère de la justice, malgré l'opposition de sa famille et malgré lui-même, en faisant à son pays le sacrifice de sa considération. D'autre part, un esprit très-cultivé, M. Manna, aurait accepté le portefeuille des finances, et M. de Martino, la cheville ouvrière de la rotation (car ce n'est pas du tout une révolution), celui des affaires étrangères. Les autres postes restent difficiles à remplir, les patriotes étant presque tous expatriés.

L'article 3 promet une alliance avec le Piémont pour les intérêts communs des deux couronnes. Mais cette alliance est loin d'être conclue, et je crois pouvoir dire que le Piémont n'a pas encore été consulté. Si je suis bien informé, la dépêche que M. de Cavour a reçue hier ou recevra aujourd'hui du marquis de Villamarina commence par ces mots : « Je tombe de surprise en surprise ! »

Enfin, l'article 5 est le plus scabreux, il promet à la Sicile un semblant d'autonomie. C'est promettre une demi-séparation après le divorce consommé. Cette faveur ressemble fort à une menace, car le jeune souverain ne peut combler ainsi la Sicile sans la reprendre,

ni lui donner un vice-roi sans en être le roi. On peut bien imposer aux Napolitains une constitution qu'ils ne demandent pas, car ils n'ont rien fait pour avoir le droit de la refuser ; mais il faudra, je le crains, bien des coups de canon pour la faire accepter à la Sicile. Hier, la *Mouette,* aviso de notre marine impériale, est partie pour aller annoncer au delà du détroit la grande nouvelle. Je doute fort que la grande nouvelle soit bien venue des Siciliens et de Garibaldi.

Reste donc l'article 4 qui promet les trois couleurs, et l'article 1er qui accorde une amnistie. Ici je n'ai rien à dire : voilà des milliers de proscrits rappelés, des milliers de prisonniers affranchis, des milliers de maisons repeuplées. J'applaudis des deux mains et de tout mon cœur.

Je sors maintenant pour tâter l'opinion publique.

Midi. — La ville est froide, indifférente, affairée. Des gamins courent les rues, vendant pour deux sous l'acte souverain : on ne l'achète guère. Devant les affiches, des rassemblements de deux ou trois curieux n'empêchent pas la circulation. Des alarmistes répandent le bruit (confirmé) qu'on montait hier des charretées de bombes au fort Saint-Elme. Le pouvoir craignait peut-être des excès d'enthousiasme. Il doit être rassuré.

Le drapeau tricolore n'est encore arboré nulle part. Des bourgeois inquiets m'ont abordé pour me demander ce qu'ils pensaient. Les libéraux sont défiants, le *populaire* ne comprend pas. Les timorés disent tout bas que c'est le commencement du désordre. Un inspecteur de police, en levant les bras au ciel, s'est écrié ce matin, à la préfecture, que tout était perdu.

Le comte de Syracuse a dit à un de mes amis : « Ils n'ont pas cédé quand je leur conseillais ; maintenant, c'est trop tard ; ils tomberont tout de même.

— Seulement, ajouta un diplomate à qui je répétais le mot du prince, ils tomberont de l'entre-sol au lieu de tomber du premier. »

En un mot, voilà des concessions qui devraient faire plaisir à tout le monde, au peuple qu'elles affranchissent et au pouvoir qu'elles maintiennent ; — et cependant tout le monde les réprouve et les regrette : le pouvoir parce qu'elles affranchissent le peuple, et le peuple, parce qu'elles maintiennent le pouvoir.

Tel est le véritable état des esprits : froideur générale et défiance réciproque. Seulement, à mon avis, ces mauvaises dispositions seront bientôt dissipées, si le jeune monarque arbore sincèrement et loyalement le drapeau italien.

28 juin.

J'ai décrit l'indifférence, la défiance, la dignité nationale au premier bruit du grand changement politique. J'écrivais l'autre jour dans une ville calme et dédaigneuse, dont l'attitude était une leçon sévère pour le pouvoir.

Mais ce calme n'a pas duré. Il y a deux partis dans le peuple de Naples, celui de la haute ville déjà libéral, et celui des bas quartiers, encore sanfédiste. Ce dernier se compose de va-nu-pieds et de pillards, hommes de sac et de corde, soudoyés par la police et par la mauvaise partie du clergé. Ces misérables

s'étaient attroupés dans leurs quartiers, puis répandus par la ville.

A cette provocation, répondirent les autres, les *baraquistes,* comme on les appelle, la place des Baraques étant leur quartier général. Ceux-ci, rassemblés dès le premier soir dans la rue de Tolède, ont commencé par siffler la police. Le deuxième soir, ils l'ont menacée avec de formidables gourdins. La police a voulu leur arracher ces triques; ils les ont cassées sur le dos des sbires qui, reculant de quelques pas, ont fait feu sur eux. Un homme du peuple est tombé, frappé mortellement d'une balle. J'ai vu cela de mes yeux.

C'est presque au même endroit et au même moment, mais je n'en ai rien vu, qu'a été assailli le ministre de France. M. le baron Brenier se rendait vers neuf heures, en voiture, chez le marquis de Villamarina, ministre de Sardaigne. Le chemin est long d'une légation à l'autre : il y a toute la rue de Tolède à traverser. Arrivé vers le milieu de la rue, à l'endroit même où sifflaient et applaudissaient avec fureur les plébéiens des deux partis, M. Brenier fut attaqué par quelques hommes, sa voiture arrêtée, ses gens frappés, et il reçut lui-même un coup violent à la tête. Un des valets de pied cria aux forcenés qu'ils insultaient le ministre de France. Aussitôt la cohue fut refoulée et se dispersa.

Cependant la bourgeoisie et la noblesse se tenaient à l'écart, laissant la rue au *populaire*. Et le ministère ne pouvait se constituer. Le comte d'Aquila et sa cour parcouraient la ville, la banlieue et même les champs pour trouver une poignée d'hommes de bonne volonté qui voulussent bien être des ministres. Mais les hommes de bonne volonté n'accouraient pas.

Le général de Sauget, le marquis d'Afflitto, l'historien Antonio Ranieri, même le poëte Baldacchini, bon catholique,—j'oublie le magistrat Ferrigno, — je dois en oublier d'autres —avaient refusé des portefeuilles avec une remarquable émulation. Ils s'enfermaient chez eux, ils se sauvaient à la campagne et même à bord des vaisseaux étrangers, pour échapper au ministère. Antonio Ranieri s'était mis au lit, menacé de vengeances terribles s'il n'accordait pas au cabinet le secours de sa plume et l'autorité de son nom... Il y avait bien quelques acceptants, MM. Spinelli, Torella, Morelli, Garofalo, etc., — parmi lesquels deux hommes de talents : M. de Martino, connu par sa mission récente à Paris, et M. Manna, l'économiste. Mais le ministre de l'intérieur, l'homme qui est la cheville ouvrière du cabinet dans une transition constitutionnelle, était impossible à trouver. Si bien qu'avant-hier au soir les candidats que je viens de nommer furent renvoyés poliment chez eux, et l'on pria les ministres démissionnaires de rester dans l'antichambre du gouvernement, jusqu'à ce que l'on leur eût trouvé des remplaçants acceptables.

Les choses en étaient là hier, à midi, — et l'on s'attendait d'un moment à l'autre à voir mourir dans l'œuf cette constitution que personne ne voulait pondre, — lorsque tout à coup, à six heures du soir, on entendit tonner tous les forts et tous les vaisseaux qui sont en rade. Je montai sur la terrasse supérieure de la maison que j'habite, et je vis les couleurs italiennes arborées partout, sur terre et sur mer.

Ce fut un très-beau moment. Naples devenait enfin une ville d'Italie. Je descendis dans la rue, et je rencontrai

le roi, très-pâle de la maladie bilieuse dont il sortait à peine, peu ou point acclamé par la foule, salué pourtant plus que d'ordinaire et accueilli sans mauvais vouloir. Il y avait de l'émotion dans les rues peuplées : les trois couleurs faisaient du bruit et du bien ; la joie n'éclatait pas, mais elle circulait franche et bonne.

En même temps, j'appris que le ministère était formé. L'intérieur et la police avaient été acceptés par M. Federico del Re, contrôleur général de la Trésorerie royale.

Le premier acte de ce ministre a été de mettre Naples en état de siége. Voici pourquoi :

Malgré les coups de fusil des sbires, tirés en l'air, comme je vous l'ai dit, pas trop haut cependant, car les balles avaient troué les enseignes opposées de la rue, les baraquistes s'étaient regardés comme vainqueurs. Ils avaient fait amitié avec la troupe, malmené la police, maltraité des inspecteurs, arrêté même quelques *feroci* (c'est le nom populaire des sbires) que les soldats avaient emmenés. Si bien que, ce matin, ces triomphateurs ne connaissaient plus d'obstacles. Ils ont assailli les commissariats des douze quartiers de la ville, et en ont jeté par les fenêtres les meubles et tous les papiers, et ils ont brûlé tout cela publiquement, dans les rues. Ces auto-da-fé enivraient la foule, qui criait bien haut : *Vive Garibaldi!* J'ai entendu ces cris en rôdant à travers les groupes. J'ai vu aussi des bandes de plébéiens entrainer des sbires à la place, avec des huées et des vociférations qui avaient quelque chose d'effrayant. Une fureur de vengeance poussait ces hommes, si longtemps contenus, à des représailles qui auraient pu devenir terribles. J'ai vu l'un

d'eux passer une corde au cou d'un sbire; il l'aurait étranglé, sans l'intervention des soldats. Un général sortit de la place pour apaiser ces forcenés par de bonnes paroles. On entoura le général, et tout le monde voulut l'embrasser. « Nous sommes tous frères,» tutoyons-nous! criaient ces manants déguenillés. Le général fut bien obligé d'en serrer quelques-uns sur son cœur; après quoi, il s'en alla changer de linge.

Voilà ce que j'ai vu. D'autres me parlent de scènes pareilles, de groupes qui criaient: *Vive Garibaldi!* sous les palais suspects, et même autour du comte d'Aquila, qui passait en voiture; de vieilles rancunes tombant en coups de bâton sur le dos des espions connus et reconnus; de justices particulières et même d'estocades qui auraient frappé plusieurs agents d'Ajossa. On m'a aussi rapporté des menaces violentes contre Campagna, Manetta, etc., chefs de la canaille sanfédiste: les factieux voulaient brûler leurs maisons et les déchirer tout vifs. Je rapporte ces bruits pour être complet; mais, pour ma part, je n'ai vu que ce que j'ai dit. Les baraquistes n'ont guère fait que beaucoup de papier brûlé. Il s'en donnaient à cœur joie, et ont consumé plus de registres et de manuscrits que nous n'en avons dans notre Bibliothèque impériale. Mais, à part cet incendie de paperasses, ils n'ont rien détruit et surtout ils n'ont pas pillé. Ils avaient assailli une auberge appartenant à un inspecteur de police, et un ou deux d'entre eux commencèrent à la démeubler. Mais ils furent arrêtés par leurs camarades, qui remirent tout en place et n'emportèrent pas même une épingle, en disant qu'ils ne faisaient pas la *santafede*,

Parmi les traits populaires de ce matin, il en est un qui mérite d'être cité : Un lazzarone venait de prendre une paillasse dans un commissariat et allait la jeter au feu avec le reste. Passe une pauvre femme qui dit au lazzarone : « Au lieu de la brûler, donne-la-moi, j'en « ai grand besoin. » Le lazzarone se laisse fléchir ; mais survient un de ses camarades qui le retient. « Non, dit-il, il faut jeter au feu tout ce qui a été sali « par la police. » Là-dessus, il prend la paillasse et l'emporte ; et comme la pauvre femme se lamentait : « Tiens, lui cria-t-il, va t'en acheter une autre ! » Et il lui jeta deux piastres.

Ces mêmes hommes ont porté religieusement les crucifix des commissariats dans les églises, les fusils des sbires dans les corps de garde, et ils ont respecté les portraits du roi.

Cependant, je le répète, ces scènes violentes pouvaient devenir dangereuses. Le comité secret, gouvernement occulte du pays, avait bien répandu à profusion l'ordre suivant :

« Napolitains,

« L'attitude que vous avez gardée ces jours-ci vous « a montrés dignes d'être libres.

« Au nom du pays, le comité vous remercie ; mais « songez qu'il ne sert pas d'être sages sans persister « dans la sagesse. Qu'on évite toujours toute collision « que les mauvais pourraient provoquer. Que l'on res- « pecte et qu'on aime l'armée, cette armée composée « de frères, que l'illustre Garibaldi lui-même a nom- « més valeureux. »

Comme vous le voyez, le peuple n'a suivi qu'à moi-

tié ce programme. Et voilà pourquoi l'ère constitutionnelle commence à Naples par l'état de siége, premier acte du nouveau ministère, qui a du malheur.

Cependant, il faut le dire, cette proclamation des mesures militaires s'est faite sans violence et avec de bonnes paroles. Le nouveau préfet de police, M. Liborio Romano, libéral de la veille et souvent persécuté, a commencé par calmer et rassurer les esprits, exhortant tout le monde à la confiance et à la patience. En déclarant l'état de siége, le ministre de l'intérieur a dit qu'il le faisait pour faciliter le premier travail de la constitution et jusqu'à la formation d'une garde citadine (*cittadina,* ce qui veut dire aussi citoyenne), pour la composition de laquelle le syndic et les élus (l'autorité municipale) dressaient déjà des listes dans tous les quartiers. Les lois martiales sont assez douces: les rassemblements de dix personnes peuvent être dispersés par la force armée après deux sommations; les armes et les gros bâtons sont défendus par les rues, les cris séditieux sont prohibés. Et voilà tout. Ces mesures ont plutôt rassuré qu'effrayé la ville; presque tous les magasins sont fermés, mais on s'est promené sans peur cette après-midi devant les bataillons de chasseurs assis sur leurs sacs (bien qu'armés en guerre) autour de la place, entre les patrouilles à pied et à cheval qui parcouraient pacifiquement la ville, et devant les canons postés sur la place du Château. Ce soir, au moment où j'écris, la rue de Tolède est pleine de monde, et le plus grand danger à craindre, l'irruption des sanfédistes, est prévenu par l'attitude des soldats.

Nous avons eu cependant ce matin un malentendu

sinistre. Avant la proclamation de l'état de siége, les Calabrais, anciens compagnons de Milano, libérés par l'amnistie, sortaient de leur prison et descendaient tranquillement dans la ville, ensemble, heureux, lorsqu'un peloton d'infanterie de marine leur barra tout à coup le passage. Sommés de se disperser, mais ignorant le décret d'état de siége, ils hésitèrent. — Ils furent alors fusillés, puis chargés à la baïonnette. Un d'eux, nommé Mosciarò, est gravement blessé.

Triste sortie de prison, après cinq années de chaînes!

Pour eux et pour tous, la fête est manquée. Ce devait être un jour de gala, salué ce matin, à midi et à sept heures, par des salves d'artillerie, et, ce soir, par l'illumination des théâtres et de la ville. Les salves ont éclaté, mais l'illumination est restée à l'état de projet, et les lampions tricolores, disposés en guirlandes et en festons sur la place du Château, n'ont point été allumés par l'autorité municipale. Vu l'état de siége, les théâtres sont fermés jusqu'à nouvel ordre, et de rares veilleuses vacillent de loin en loin sur quelques balcons déconcertés.

Il est minuit, la ville est calme.

3 juillet.

Nous assistons à un proverbe politique assez curieusement marivaudé. Le pouvoir et la nation sont brouillés; le pouvoir fait des avances, mais à contre-cœur: on les accepte en rechignant, et tout le monde boude. Entre les boudeurs, il y a la diplomatie et le préfet de police, qui cherchent à réconcilier les gens. La diplomatie dit au pouvoir que la nation est satisfaite, et elle

dit à la nation que le pouvoir est de bonne foi. L'un est aussi vrai que l'autre. Quant au préfet de police, ancien libéral et fort honnête homme, il se met en quatre pour contenir les mécontents et pour exciter les retardataires. Autour du roi, le comte d'Aquila, les ministres, la légation de France, le préfet ferraillent à outrance contre la camarilla déjà battue, mais point encore abattue; elle ne résiste plus ouvertement, mais elle conspire; et, désespérant du roi, qui paraît pencher vers l'Italie, elle songe à lui substituer son jeune frère, le fils aîné de Marie-Thérèse, comte de Trani. Ajoutez à cela la troupe humiliée, le peuple remuant, les san-fédistes, le comité secret, Garibaldi, et vous aurez tous les personnages en désaccord de la comédie qui se joue.

Tâchons de mettre un peu d'ordre à tout cela. Le ministère était chargé d'élaborer un projet de Constitution : il ne savait que faire. Après mûre délibération, il en vint à la seule idée raisonnable, celle de rétablir la Constitution de 1848.

La proposition des ministres fut acceptée dimanche, et l'on chargea les officiers du ministère de copier purement et simplement la Constitution de 1848 et de l'envoyer à l'imprimerie royale, afin que la ville la trouvât affichée le lendemain à son réveil. Les officiers obéirent si ponctuellement à cette injonction qu'au moment de placarder la proclamation royale, on s'aperçut que le nom du feu roi Ferdinand II était en tête, les chefs de bureau et de division ne s'étant pas cru autorisés à y substituer celui de François II. Heureux les gouvernements qui sont servis avec une pareille discipline !

Enfin tout cela est accepté, signé, promulgué, grâce aux ministres. Ils y mettent de la bonne volonté et du zèle. Songez à l'état de ces malheureux qui ont à lutter à la fois contre la résistance du roi et contre l'impatience de la population, et à réconcilier un peuple et un trône en brouille depuis douze ans, au moyen d'une Constitution octroyée à contre-cœur et reçue avec défiance!

Outre les ministres, il y a le successeur de M. Ajossa (lequel Ajossa s'est sauvé piteusement sur un vaisseau français, *l'Eylau*, en offrant un pourboire à la légation de France qui avait protégé sa fuite! — Je cite cela comme trait de mœurs), — il y a, dis-je, M. Liborio Romano qui travaille à la Constitution avec un zèle admirable. Aussi le roi l'appelle-t-il en riant le *tribuno romano*, le tribun romain.

Naples, 14 juillet.

J'ai des nouvelles très-graves à vous annoncer. Le *Véloce*, frégate du roi, acheté en 1848 aux Anglais par le gouvernement provisoire de Sicile, s'est livré à Garibaldi : il se cache maintenant dans les îles de Lipari, d'où il sort pour happer les bâtiments napolitains au passage. On assure qu'il en a déjà pris deux. Le général Clary, commandant de Messine, a demandé télégraphiquement toute la flotte pour reprendre la frégate insurgée et les vapeurs capturés. Cette flotte devait partir hier au soir, mais il paraît que les capitaines ont refusé au roi de commander cette expédition, et le petit nombre de ceux qui ont accepté, trouvant l'émeute à bord de leurs vaisseaux, ont dû

renoncer à l'entreprise. Voilà ce qu'on dit partout : cependant la nouvelle est difficile à contrôler et impossible à garantir.

On continue à destituer les anciens commissaires de police, mais ici la justice populaire devance les mesures du pouvoir. L'autre jour l'inspecteur Cimmino a été assassiné dans la rue par un homme récemment sorti de prison : c'est une vengeance particulière. Hier au soir, une foule de gens du peuple ont traîné à la Place un autre inspecteur nommé Gioberti, un grand nom cependant. L'agitation n'est pas calmée encore.

Les portraits de Garibaldi et une nuée de petits journaux se vendent dans les rues. Ceux qui savent lire rassemblent des groupes dans la rue et font la lecture à haute voix. J'ai vu une petite fille de six ans épelant un journal et entourée d'un attroupement de lazzarones. Dans les basses classes, on commence à comprendre ce qu'annexion veut dire, et Victor-Emmanuel devient aussi populaire que Garibaldi.

L'Italie arrive enfin de ce côté, malgré le nombre assez grand de modérés qui accepteraient tout et au besoin la réaction, parce qu'ils ont peur des balles.

Voici la dernière publication du comité secret napolitain :

« *Parlata* (paroles) du général Garibaldi aux militaires napolitains.

« Parmi les artifices invétérés du despotisme, on a toujours trouvé l'hypocrisie, le mensonge et la calomnie. Les ennemis de l'Italie, les hommes qui voudraient nous voir les pieds et les mains liés par les jésuites et les Autrichiens, qui cherchent à déchaîner contre le peuple les soldats, enfants de ce même peuple, ces

hommes exécrables répandent dans l'armée des lettres apocryphes attribuées à des officiers napolitains qui sont passés dans les rangs glorieux de l'illustre Garibaldi, lettres forgées dans le but de prouver qu'ils auraient trouvé en Sicile la honte et le mépris, au lieu de l'honneur et des sympathies. Pour confondre les calomniateurs il suffira de citer la proclamation suivante du héros italien :

« *Signori* (Messieurs),

« Nous devons créer une armée de deux cent mille hommes.

« J'apprécie et j'estime beaucoup les volontaires ; néanmoins, j'aime mieux nommer colonel un capitaine loyal, qui connaisse bien son métier, qu'un avocat.

« J'aime mieux faire capitaine un sergent qu'un médecin.

« Si vous êtes royalistes, je le suis également.

« Mais, roi pour roi, je préfère Victor-Emmanuel, qui un jour nous conduira tous contre les Autrichiens, à François de Bourbon, qui met des Italiens contre des Italiens.

« Messieurs, le choix est à vous.

« Nous vaincrons sans vous, mais je serais fier de vaincre avec vous.

« GIUSEPPE GARIBALDI. »

17 juillet.

Voici en deux mots l'histoire de dimanche. Une conspiration réactionnaire avait été organisée, le fait

est prouvé; l'on nomme les chefs. Je ne répète pas les noms, n'ayant pas encore de preuves. On sait seulement que les soldats de certains corps avaient reçu de l'argent pour attaquer la population, provoquer la résistance et rétablir le pouvoir absolu. L'impulsion venait évidemment de Gaëte, où la lie de la camarilla a établi son quartier général. Ce coup d'État devait être essayé sur plusieurs points du royaume. Il ne l'a été qu'à Santa-Maria, à Capoue, à Caserte et autres endroits circonvoisins, enfin à Naples. Ici ce sont les grenadiers de la garde qui se sont soulevés. C'était dimanche leur jour de sortie; ils n'avaient pas de fusils, mais leurs sabres; ils les ont dégaînés à la porte Capouane d'abord, puis le long des quais, dans la rue de Tolède, un peu partout. Ils assaillaient les passants, les voitures, le sabre levé, en forçant tous ceux qu'ils rencontraient à crier vive le roi! Ils ont attaqué ainsi le consul d'Angleterre, le ministre de Prusse, l'amiral Le Barbier de Tinan, tous ceux que le hasard a mis sur leur passage. Ailleurs, ils frappaient aveuglément, sans sommation, blessant et tuant les yeux fermés; ils envahissaient les cafés et les rares magasins ouverts, et brisaient les vitres. Des malheureux ont essayé de leur échapper en criant qu'ils étaient Français; on les a frappés avec un redoublement de rage. Les soldats étaient ivres, furieux, ignobles, et rien ne saurait égaler la férocité de ces misérables, si ce n'est leur lâcheté.

Je n'ajoute pas de détails : il faut avoir vu tout cela pour y croire; par bonheur la population n'a pas résisté. Pris à l'improviste, on a laissé faire. Il n'y a eu ni guerre civile, ni incendie, ni pillage; le but est

manqué. Après un quart d'heure, les ministres, les généraux, les officiers, les uns par de bonnes paroles, d'autres par des menaces, quelques-uns même par des coups de sabre, ont repoussé les grenadiers dans leurs casernes. Hier la ville est restée assez inquiète, aujourd'hui tout est fini.

Loin d'amener une réaction, les meneurs ont affaibli l'autorité royale. Je n'insinue pas que le roi ait été d'accord avec ses grenadiers; je le nie même. Je dis seulement que ses anciens amis, qui ont cru le servir en lui conseillant ces violences, l'ont cruellement desservi. Loin de lui rendre son ancien pouvoir, ils l'ont forcé à déclarer solennellement, par deux proclamations publiées hier au soir, l'une à l'armée et l'autre au peuple, qu'il voulait maintenir la Constitution. Un ordre du jour du nouveau ministre de la guerre aux soldats est écrit dans le même sens et commande la discipline et l'obéissance au nouvel ordre de choses.

Ce n'est pas tout. Le roi a dû se rendre en personne à Pizzofalcone, quartier de ses grenadiers, et dans les autres casernes. Il a vivement sermonné les coupables, et leur a fait jurer la Constitution. Une commission d'enquête est appelée à rechercher les meneurs du mouvement; ils seront châtiés avec les rigueurs des lois militaires. On hâte la formation de la garde nationale, dont les armes et les munitions sont déjà fournies. On dresse aux mairies les listes d'électeurs. Enfin c'est un pas en avant, et un bon point pour Victor-Emmanuel. Encore quelques coups de sabre pareils et l'Italie est faite.

Tout cela pourtant coûte cher. Entre morts et blessés, il y a bien une soixantaine de victimes. Les gre-

nadiers sont de rudes soldats quand on ne leur résiste point.

Les proclamations du roi ne sont pas des chefs-d'œuvre. François II dit qu'il est fort jeune encore, mais qu'il va apprendre à gouverner grâce au Parlement et à la presse.

Le ministère est reformé, mais non complété. MM. Spinelli, Manna et de Martino restent. M. Liborio Romano devient ministre de l'intérieur, le général Pianelli ministre de la guerre; mais on dit qu'il a déjà donné sa démission. Les autres ministères sont inoccupés. On dit que MM. Vacca et Ferrigno, qui auraient accepté samedi leur nomination, la refusent depuis dimanche. Le roi ne veut pas dissoudre le corps des grenadiers de la garde. Il lui en coûtera.

Hier, lundi, sont arrivés un grand nombre d'émigrés : Mezzacapo, San Donato, Spaventa, Leopardi, Ricciardi, del Re, del Falco, Giuseppe Vacca, Quercia et une cinquantaine d'autres. Figurez-vous les ovations.

Le gouvernement cherche à répandre le bruit que les désordres de dimanche ont été provoqués par le peuple, et il a même écrit en ce sens à la diplomatie. Mais la diplomatie sait, par bonheur, à quoi s'en tenir. L'émeute était complotée dans l'armée; en voici la preuve : elle a éclaté à la fois dans tous les quartiers de la ville et sur plusieurs points des environs.

On dit aussi que les Napolitains montrent peu d'empressement à s'inscrire pour la garde nationale. C'est faux encore. Ce sont les maires qui s'opposent aux inscriptions par l'étrange raison que les commandants nommés l'autre jour par le roi n'ont pas accepté cet

honneur insigne. Le commandement en chef accordé au prince Ischitella n'a pas été bien accueilli partout.

17 juillet, au soir.

Je n'en finirais pas si je voulais vous raconter tous les excès commis par les soldats. Qu'il vous suffise de savoir qu'un étranger récemment arrivé à Naples, et qui ne s'était aucunement mêlé des affaires du pays, a reçu de ces forcenés dix-huit coups de sabre. Pour les apaiser, il leur a crié qu'il était Français, et il n'a fait par là que redoubler leur fureur. Décidément la réaction en veut à la France.

Un témoin de l'entrevue du roi avec ses soldats me dit avoir entendu de ses deux oreilles des plaintes énergiques portées par les chasseurs de la garde contre les grenadiers, seuls auteurs des troubles de la veille. « Ce corps nous a déshonorés, a dit un chasseur au roi; Votre Majesté doit le dissoudre. » Le roi a promis de le faire, mais je ne sais s'il osera.

J'en doute d'autant plus que le comte de Trapani, dans le conseil des ministres, a vigoureusement insisté pour qu'on ne punît point les coupables. Cette partialité du prince qui commande la garde donne fort à penser. L'impunité, en pareil cas, serait un acte d'adhésion et presque une provocation à la récidive. Le comte d'Aquila n'a pas craint de le dire à son frère, et il a bien dit.

Plusieurs officiers de marine n'ont pas accepté la formule du serment. Ils veulent bien jurer fidélité au roi, mais à condition de ne jamais prendre les armes

contre leur pays. L'attitude de la marine est admirable.

Outre le major Nunziante (qui ne ressemble en rien au général de ce nom), plusieurs officiers se sont distingués dans l'affaire de dimanche. Un capitaine Hueber, Napolitain, du 13e bataillon de chasseurs (qui n'est plus suisse), a commandé à sa compagnie de marcher contre les sabreurs. Ce que voyant, un caporal a dit à la sentinelle de garde devant le petit théâtre de San-Carlino de bien viser le capitaine Hueber et de le tuer. Le soldat a armé son fusil, mais n'a point osé tirer, pressentant que cette balle mettrait le feu à la ville. Averti du danger par un acteur de San-Carlino, le capitaine a fait arrêter par ses chasseurs le soldat et le caporal, qui vont passer devant un conseil de guerre. L'hésitation de ce soldat, le courage du comédien et la fermeté de l'officier ont épargné des flots de sang. Si le fusil s'en fût mêlé, figurez-vous le massacre.

Tout cela prouve la nécessité de cette garde nationale, dont l'armement était ajournée de jour en jour. La feuille officielle annonce qu'elle va être organisée et qu'on a déjà fourni les armes et les munitions. On m'assure, d'autre part, qu'elle sera doublée ; chaque quartier fournira mille hommes. Il en est temps.

Cette armée civile est plus que jamais indispensable, non-seulement pour défendre le peuple, mais pour le contenir. Tous ces jours, c'étaient les lazzarones qui faisaient la police avec un zèle irrégulier. Ils arrêtaient les geôliers, les anciens sbires ou inspecteurs de police et commençaient par les rouer de coups, puis ils leur passaient une corde au cou et les traînaient à la Place, où ils les consignaient aux autorités militaires, en

disant : Nous les avons un peu rossés, achevez-les!

Tout cela s'est passé sous mes yeux avec une vivacité que je réprouve. J'ajoute cependant, à la décharge des lazzaroni, qu'ils arrêtaient ainsi non-seulement les sbires, mais les voleurs. Ils n'ont pas encore détourné une épingle. Les émigrés qui reviennent sont stupéfaits des progrès qu'a faits ce peuple en probité et en intelligence depuis douze ans.

18 juillet.

Hier, dans l'après-midi, le général Ischitella, commandant en chef de la garde nationale, a ordonné qu'elle se réunît le soir même et commençât son service. Dans la journée, comme je vous l'ai dit, les maires avaient éconduit ceux qui venaient s'enrôler dans l'armée civile, alléguant que les chefs de bataillon nommés par le roi n'avaient point accepté leur nomination; mais l'objection a dû tomber devant l'ordre formel d'Ischitella, qui est un très-grand personnage. Une soixantaine de fusils (très-bons, mais très-lourds) avaient déjà été déposés dans chaque mairie pour le service de la garde nationale; et dans cinq quartiers, une quarantaine de Napolitains se sont présentés le soir et ont immédiatement formé des patrouilles. Ils ont été accueillis par la ville avec des cris de joie; les fenêtres s'ouvraient et s'éclairaient sur leur passage; tous les balcons se couvraient de monde et de flambeaux allumés. Les gardes nationaux étaient en bourgeois et portaient des cocardes tricolores. Les applaudissements et les vivat les ont salués des balcons et suivis dans la rue de dix heures à minuit. C'est, depuis

la Constitution, la première démonstration vraiment populaire, universelle; on criait partout : Vive la garde nationale! çà et là : vive Gaibaldi! vive Victor-Emmanuel! — mais nulle part : vive le roi!

Hier au soir, par la même occasion, le peuple a continué son œuvre opiniâtre. Malgré les conseils, les avertissements, les menaces et les coups de sabre, les ouvriers et les lazzarones ne resteront tranquilles que lorsque le dernier homme de l'ancienne police aura disparu. Ils leur font la chasse comme à des bêtes malfaisantes, ils les guettent des journées entières avec une patience et un acharnement singuliers; ils les connaissent tous, les cherchent huit jours s'il le faut, veillant toute la nuit aux portes suspectes, et, quand ils les ont trouvés, les livrent aux soldats, après les avoir un peu battus.

La garde royale n'a pas été dissoute, mais éloignée de Naples; elle est partie cette nuit, sans tambour ni trompette, on ne sait pour où.

Ce matin, le *Journal officiel* nous apporte un ordre du jour du prince Louis de Bourbon (comte d'Aquila) donné par S. A. R. en assumant le commandement général de la marine, et un rapport du même prince au ministre, sur le serment prêté à la Constitution par les marins. Ces deux documents sont pleins de paroles très-libérales et très-italiennes.

Suit un rapport sur l'affaire du *Véloce*. D'après la relation officielle, ce vapeur en station à Messine, après avoir escorté, le 4 juillet, à Milazzo, le *Brésil*, qui portait là des renforts, cingla sur Palerme, en disant qu'il s'y rendait avec un drapeau parlementaire. Arrivé le 5 à Palerme, il jeta l'ancre dans la rade. Une chaloupe

génoise vint chercher le capitaine et le conduisit à bord du vaisseau amiral *génois*. Au retour du capitaine, le *Véloce* alla s'ancrer dans le port. Là survint à bord une grande foule, le drapeau fut changé, Garibaldi vint en personne et harangua l'équipage et les soldats rangés sur la poupe, en leur offrant le choix entre François II et lui : 138 personnes, outre les mécaniciens, demandèrent à revenir à Naples, parmi lesquelles 101 sous-officiers et soldats du corps royal des canonniers et des marins, avec le second lieutenant du même corps, 24 du régiment royal marine, le chapelain, le chirurgien, le premier mécanicien anglais avec ses subordonnés, trois pilotes, les cinq maîtres du bord et l'aide-chirurgien. 41 seulement restèrent avec Garibaldi : 3 caporaux et 18 marins: 1 sergent, 2 caporaux et 8 soldats du régiment royal marine, le commandant, l'officier de détail, 3 enseignes de vaisseau, 1 officier du régiment royal marine, 1 pilote, le *nostromo* et le *contestabile*, « qui voulurent ainsi se couvrir d'opprobre. »

Le 11, le *Véloce* prit le large pour capturer l'*Elettrico*, qui devait venir de Tarente; mais il prit à la place deux vapeurs marchands nolisés pour le service du roi, le *Duc de Calabre* et l'*Elbe*, sur lesquels deux officiers subalternes, trois capitaines et adjudant de passage furent pris, puis conduits à Palerme, où ils refusèrent de servir Garibaldi, qui les renvoya tous ensemble à Naples, sur un petit vapeur frêté pour eux. Ils sont arrivés ici le 15, et, comme récompense, ont tous obtenu un grade d'avancement, un mois de prêt ou de solde, la médaille du mérite, et les officiers, la croix de François Ier.

Le *Journal* ajoute qu'il n'y a qu'un cri, dans toute la marine, un cri d'horreur et de douleur contre cette infâme trahison.

Le comité secret a répondu, dès ce matin, à l'article officiel par le placard que je vais vous traduire :

NOUVELLES INTÉRIEURES.

« *Palerme*, 10 juillet. — Ce matin, à neuf heures, jetait l'ancre dans notre rade l'ex-vapeur napolitain le *Véloce*, celui-là même qui appartenait en 1849 au gouvernement de Sicile, portant le nom d'*Indépendance*, et qui fut sequestré à Marseille, en avril 1849, sur les instances du gouvernement de Naples. — Le vapeur est sous le commandement de M. Anguissola.

« Ce navire se trouvait hier à Messine, lorsque quatre officiers, parmi lesquels le commandant, qui avaient conçu depuis quelque temps le très-noble et hardi dessein de se dépouiller de la livrée bourbonnienne, mais qui n'avaient pas pu, par des circonstances très-graves, exécuter ce projet, le communiquèrent à l'équipage, qui l'accueillit à l'unanimité. Vers le soir, le bâtiment se dirigea sur Palerme.

« Averti de l'arrivée et du fait, le général dictateur se rendit sur le *Franklin*, où se trouvait déjà le commandant Anguissola. Celui-ci se présenta au dictateur, qui le serra dans ses bras, en faisant le même accueil aux officiers du *Véloce* qui lui furent présentés.

« Puis le dictateur, accompagné du commandant et des officiers susdits, se rendit sur le *Véloce*, où il fut salué par les acclamations de l'équipage, auxquelles

répondaient celles des équipages des bâtiments voisins, — et reçu avec les honneurs dus à la hauteur de son grade. Dans une courte allocution, le dictateur s'exprima en ce sens : »

Suit le discours, que je passe, pour abréger. Ce sont des félicitations au nom de l'Italie. Voici la conclusion de ce discours :

« Vous êtes maintenant de notre famille. Au nom de la patrie, je vous exprime les sentiments de la plus vive gratitude. Je suis prêt à faire individuellement pour chacun de vous et pour vos familles tout ce dont vous pourrez avoir besoin. — Si quelqu'un de vous veut partir, — ce que je ne crains pas, — il en aura les moyens ; s'il veut rester, chacun de vous sera regardé comme le digne fils de la patrie. »

Ce discours fut couvert d'applaudissements les plus enthousiastes. Aujourd'hui les officiers du *Véloce* sont invités à la table du dictateur. »

Vous le voyez, les deux versions ne consonnent pas ; que chacun choisisse la sienne.

J'ai une bonne nouvelle à vous annoncer : le retour de nouveaux émigrés ou exilés : le marquis Bella, le prince Laquile, le chevalier Beledli, sont revenus hier avec de nombreux compagnons d'infortune. Je citerai, parmi les plus connus, M. Guiseppe de Simone, récemment exilé ; il était depuis douze ans le chef le plus influent et le plus actif de la résistance à Naples. Citons encore le colonel Carrano, homme de plume et d'épée ; Mariano d'Ayala, un des plus beaux caractères de notre temps, et le général Ulloa, l'héroïque défenseur de Venise.

Je termine par un mandement du cardinal-arche-

vêque. Il invite les fidèles à monter au Carmel, et recommande de dire à la Vierge certaines paroles de saint Anselme. Il en vient ensuite aux allusions contre les ennemis du saint-siége, et enfin aux libertés concédées par François II. Puis viennent des considérations sur la vraie liberté, la liberté catholique et romaine, et des conseils pour ne point la laisser dégénérer en licence. La conclusion du cardinal est conforme à son exorde; il veut qu'on monte au Carmel.

Naples, 24 juillet.

La situation est plus compliquée que jamais: chacun suit son chemin à part et partout il y a lutte; en haut, entre la camarilla et le ministère, —le roi au milieu; — en bas l'armée et le peuple, à travers lesquels, la la presse, la nouvelle police, la garde nationale suivent aussi leur chemin à part. Toutes les autorités sont en désaccord, et il y a aussi un conflit d'influences contraires qui déconcertent l'opinion: la diplomatie, M. de Cavour, Victor-Emmanuel, n'ont pas l'air de s'entendre et agissent séparément. Il n'y a dans tout ceci qu'un homme logique, immuable, inflexible, qui marche droit devant lui, défiant les puissances, les lois établies, et même l'opinion, — c'est Garibaldi qui prendra Naples.

Pour le moment c'est le ministère qui est heureux contre la camarilla: il la décime. Voici encore neuf membres influents de ce conseil privé qui sont éloignés de Naples, on l'assure du moins, et on les nomme: le général Nunziante, le major Severino, les généraux

del Re, Latour, Songro et Ferrara, le prince Scaletta, le duc d'Ascoli.

C'est également le peuple qui triomphe de l'armée. On avait annoncé pour avant-hier une répétition des scènes de l'autre dimanche; mais les lazzarones ont fait si fière contenance et préparé de tels monceaux de pierres dans leurs arsenaux improvisés, que les autorités militaires, craignant que les soldats ne fussent battus, les ont consignés dans les casernes. Cependant, aux environs de Naples, ils ont commis des violences qui, pour être isolées, n'en sont pas moins déplorables ; ils dégaînent toujours en criant : Vive le roi !

Et le roi ne punit guère ces actes de brutalité qui mériteraient déjà d'extrêmes rigueurs, si on les jugeait seulement comme traits d'indiscipline. Les grenadiers de la garde ont été envoyés à Portici : voilà tout. Là ils sont payés, me dit-on, et nourris mieux que d'habitude. Je voudrais ne pas le croire, mais je le tiens d'eux-mêmes qui s'en vantent, et d'officiers des autres corps qui s'en plaignent énergiquement.

Le roi n'abat pas la réaction parce qu'il se défie du peuple, et le peuple se défie du roi, parce que le roi n'abat pas la réaction. Il y a là un cercle vicieux dont nous ne pouvons sortir. A la cour, on croit s'en tirer en caressant les uns et les autres. On donne d'une main de l'argent aux grenadiers qui assènent de si beaux coups de sabre, on donne de l'autre deux mille ducats (à la suite d'une représentation dramatique à leur bénéfice) aux émigrés qui risquent de recevoir ces coups de sabre un de ces jours. Ces demi-satisfactions ne font plaisir à personne. Le roi ne peut rega-

gner la confiance qu'en brûlant ses vaisseaux. Mais il n'est pas sûr, même en brûlant ses vaisseaux, de regagner la confiance. Interrogez tout le monde à Naples, même les chefs de division dans les ministères — liés par le serment à la dynastie — ils déclarent qu'ils n'en veulent plus. En face d'une pareille opposition, que faire? Lâcher tout? Mais c'est abdiquer.

Telle est la situation, je crois voir juste.

Le roi a cependant un parti, quelques hommes fidèles, chaque jour plus rares, qui le suivent en désirant qu'il marche : ceux-ci prétendent que les affaires ne vont point mal, que les négociations cheminent à Turin, qu'une lettre autographe de Victor-Emmanuel à Garibaldi est partie pour Palerme, que la camarilla désarmée abandonne tout à fait le roi, que le général Nunziante lui renvoie ses décorations, que la confiance va renaître... Je ne demande pas mieux ; mais je ne vois rien de pareil autour de moi.

Je ne vois rien, sinon une défection universelle dans les administrations, qui se tournent vers le soleil levant ; chez les officiers, qui donnent leur démission ; chez les timorés, qui attendent l'annexion pour avoir la paix ; chez les lazzarones, qui acclament leur *Galubbarde;* chez les journalistes, qui le portent aux nues dans leurs feuilles, et même chez les chercheurs d'or, qui ne veulent plus du roi et qui postulent des places aux ministères. Cette curée dont on s'était abstenu les premiers jours devient si scandaleuse, qu'elle a provoqué une circulaire ministérielle rappelant les Napolitains à l'ordre, et leur conseillant un peu de discrétion et de dignité.

25 juillet.

Je reçois sur le combat de Melazzo une lettre d'Alexandre Dumas. Elle est dramatique comme un chapitre de roman, mais des témoins du combat la disent exacte comme une page d'histoire. Elle est datée de Melazzo, samedi 21 juillet au soir, écrite de verve et adressée à Carini, colonel sicilien longtemps émigré à Paris, récemment blessé à Palerme. Voici cette lettre, publiée partout en italien ; mais j'en ai le texte français :

LA BATAILLE DE MELAZZO

« Mon cher Carini,

« Grand combat, grande victoire ! — 7,000 Napolitains ont fui devant 2,500 Italiens.

« J'ai pensé que cette bonne nouvelle serait un baume pour votre blessure, et je vous écris sous le canon même du château, qui fait feu fort maladroitement, rendons-lui cette justice, sur la *Ville d'Édimbourg* et sur votre très-humble servante l'*Emma*.

« Pendant que Bosco brûle sa poudre, nous avons le temps de causer. — Causons.

« J'étais à Catane, quand j'ai appris vaguement qu'une colonne napolitaine était partie de Messine et allait au-devant de Medici. J'ai envoyé à l'instant un messager au consul français de Messine, lequel m'a répondu que la nouvelle était exacte.

« Nous avons levé l'ancre à l'instant même, espérant arriver à Melazzo pour voir le combat.

« Le surlendemain, en effet, au moment où nous entrions dans le golfe Oriental, le combat venait de commencer.

« Voici ce qui se passait. Vous pouvez croire à l'exactitude des faits, puisque les faits s'accomplissaient sous nos yeux.

« Le général Garibaldi, parti le 18 de Palerme, était arrivé le 19 au camp de Miri; depuis deux jours déjà des combats partiels avaient eu lieu.

« A peine arrivé, il avait passé en revue les troupes de Medici, qui l'avaient accueilli avec enthousiasme.

« Le lendemain, à l'aube du jour, toutes les troupes étaient en mouvement pour attaquer les Napolitains sortis du fort et du village de Melazzo qu'ils occupaient.

« Malenchini commandait l'extrême gauche, le général Medici et Cosenz le centre; la droite, composée simplement de quelques compagnies, n'avaient pour but que de couvrir le centre et l'aile gauche d'une surprise.

« Le général Garibaldi se plaça au centre, c'est-à-dire à l'endroit où il jugeait que l'action serait la plus vive. Le feu commença sur la gauche, à moitié chemin de Miri à Melazzo.

« On rencontrait les avant-postes napolitains cachés dans les roseaux.

« Après un quart d'heure de fusillade sur la gauche, le centre à son tour s'est trouvé en face de la ligne napolitaine, et l'a attaquée et délogée de sa première position.

« La droite, pendant ce temps, chassait les Napolitains des maisons qu'ils occupaient.

« Mais les difficultés du terrain empêchaient les renforts d'arriver. Bosco poussa une masse de 6,000 hommes contre les cinq ou six cents assaillants qui l'avaient forcé de reculer, et qui, accablés par le nombre, avaient été forcés de reculer à leur tour.

« Le général envoya aussitôt prendre des renforts. Les renforts arrivés, on attaqua de nouveau l'ennemi caché dans les roseaux et abrité derrière des figuiers d'Inde.

« C'était un grand désavantage pour les Italiens, qui ne pouvaient attaquer à la baïonnette.

« Medici, en marchant à la tête de ses hommes, avait eu son cheval tué sous lui. Cosenz avait reçu une balle morte dans le cou et était tombé; on le croyait blessé mortellement, lorsqu'il se releva en criant : *Vive l'Italie!* La blessure n'était que légère.

« Le général Garibaldi se mit alors à la tête des carabiniers génois avec quelques guides et Misori. Son intention était de déborder les Napolitains et de les attaquer de flanc, en coupant ainsi la retraite à une partie d'entre eux; mais on trouva sur la route une batterie de canons qui s'opposa à cette manœuvre.

« Misori et le capitaine Statella poussèrent alors sur la route avec une cinquantaine d'hommes; le général Garibaldi se mit à leur tête et dirigea la charge. A vingt pas, le canon chargé à mitraille fit feu.

« L'effet fut terrible; cinq ou six hommes seulement restèrent debout. Le général Garibaldi eut la *semelle* de sa botte et son *étrier* emportés; son cheval, blessé, devint indomptable, et il fut forcé de l'aban-

donner en y laissant son revolver. Le major Breda et son trompette étaient tués à ses côtés; Misori tombait sous son cheval, frappé à mort par un biscaïen; Statella restait debout au milieu d'un ouragan de mitraille; tous les autres étaient morts ou blessés.

« Ici, les détails disparaissent dans l'ensemble; tout le monde se bat, et se bat bien.

« Le général, voyant alors l'impossibilité de prendre le canon qui avait fait tout ce ravage de front, envoie prendre quelques compagnies au colonel Donon, se jette avec elles à travers les roseaux, en recommandant à Misori et à Statella, les roseaux franchis, de sauter par-dessus le mur qu'ils devaient trouver devant eux, et comme le mur franchi ils devaient se trouver à peu de distance de la pièce de canon, de s'élancer sur elle.

« Le mouvement fut exécuté par les deux officiers et par une cinquantaine d'hommes qui les suivaient avec beaucoup d'ensemble et d'élan; mais lorsqu'ils arrivèrent sur la route, la première personne qu'ils y trouvèrent était le général Garibaldi, à pied et le sabre à la main.

« En ce moment, le canon fait feu, tue quelques hommes; les autres s'élancent sur la pièce, s'en emparent et l'entraînent du côté des Italiens.

« Alors, l'infanterie napolitaine s'ouvre et donne passage à une charge de cavalerie qui s'élance pour reprendre la pièce. Les hommes du colonel Donon, peu habitués au feu, se jettent des deux côtés de la route au lieu de soutenir la charge à la baïonnette; mais, à gauche, ils sont retenus par les figuiers d'Inde, à droite par un mur. La cavalerie passe comme un

tourbillon. Des deux côtés, alors, les Siciliens font feu; leur terreur d'un instant a disparu.

« Fussillé à droite et à gauche, l'officier napolitain s'arrête et veut retourner en arrière; mais alors, au milieu de la route, il trouve, lui barrant le passage, le général Garibaldi, Misori, Statella et cinq ou six hommes. Le général saute à la bride du cheval de l'officier, en lui criant : « Rendez-vous! » L'officier, pour toute réponse, lui porte avec son sabre un coup d'élite; le général Garibaldi le pare, et, d'un coup de revers, lui ouvre la joue; l'officier tombe; trois ou quatre sabres sont levés sur le général, qui blesse un de ses assaillants d'un coup de pointe; Misori en tue deux autres et le cheval d'un troisième de trois coups de revolver; Statella frappe de son côté, et un homme tombe; un soldat démonté saute à la gorge de Misori, qui lui casse à bout portant la tête d'un quatrième coup de revolver. Pendant cette lutte de géant, le général Garibaldi a rallié les hommes éparpillés. Il charge avec eux, et, tandis qu'on extermine ou qu'on fait prisonniers les cinquante cavaliers, depuis le premier jusqu'au dernier, il joint enfin, secondé par le reste du centre, les Napolitains, les Bavarois, les Suisses, à la baïonnette. Les Napolitains fuient, les Suisses et les Bavarois tiennent un instant, mais fuient à leur tour : la journée est décidée; la victoire n'est pas encore, mais sera aux héros de l'Italie.

« Toute l'armée napolitaine se mit en retraite sur Melazzo. On arrive en la poursuivant jusqu'aux premières maisons; là, les canons du fort se mêlent au combat.

« Vous connaissez la situation de Melazzo, bâti à

cheval sur une presqu'île. Le combat, qui avait commencé dans le golfe oriental, avait peu à peu tourné au golfe occidental; dans le golfe était la frégate le *Tukèri*, l'ancien *Vélore*. Le général Garibaldi se souvient qu'il a commencé par être marin; il s'élance sur le pont du *Tukèri*, monte dans les vergues, et de là domine le combat.

« Une troupe de cavalerie et d'infanterie napolitaine sortait du fort pour porter secours aux royaux; il fait pointer une pièce de soixante sur cette troupe, et, à quart de portée, lui crache une grêle de mitraille; les Napolitains n'attendent pas un second coup et fuient.

« Alors une lutte s'engage entre le fort et le bâtiment. Quand le général Garibaldi voit qu'il est parvenu à attirer sur lui le feu du fort, il saute dans une chaloupe avec une vingtaine d'hommes, se fait débarquer et se jette dans la fusillade de Melazzo.

« La fusillade dure une heure encore, après quoi les Napolitains, repoussés de maisons en maisons, rentrent au château.

« J'avais assisté à tout le combat du pont de la goëlette. J'avais hâte d'aller embrasser le vainqueur. La nuit venait, je me fais débarquer à mon tour, et au milieu des derniers coups de fusil nous entrons à Melazzo.

« Il est difficile de se faire une idée du désordre et de la terreur qui règnent dans la ville, peu patriote, dit-on. Les blessés et les morts étaient couchés dans les rues. La maison du consul français était encombrée de mourants; le général Cosenz y était au milieu des autres blessés.

« Nul ne pouvait me dire où étaient Medici et Garibaldi. Au milieu d'un groupe d'officiers je reconnus le major Cenni, qui se chargea de me conduire au général. Nous arrivâmes au bord de la mer, suivîmes la marine et trouvâmes le général sous le porche de l'église, avec son état-major couché autour de lui.

« Il était étendu sur la dalle, la tête appuyée sur sa selle, écrasé de fatigue. Il dormait.

« Près de lui était son souper : un morceau de pain, une cruche d'eau.

« Mon cher Carini, je venais de vieillir de 2,500 ans; j'étais en face de Cincinnatus.

« Dieu vous le garde, mes chers Siciliens. Si vous le perdiez, le monde entier ne vous en donnerait pas un autre.

« J'ai encore bien des choses à vous dire, mais je vous les dirai de vive voix. Le général vient de rouvrir les yeux : il m'a reconnu et me garde demain toute la journée.

« A vous de cœur. « Alexandre Dumas. »

J'ai reçu depuis du général Beneventuno del Bosco (qui n'était que colonel à Melazzo) un rapport très-détaillé, mais tout militaire, sur ses opérations dans ce combat déjà célèbre. Le rapport ne contredit pas celui d'Alexandre Dumas sur les faits, mais le désaccord est complet sur les chiffres. M. Del Bosco déclare qu'il n'avait avec lui que deux bataillons et demi de chasseurs, dont 1,600 hommes seulement ont pris part à la lutte. Il prétend n'avoir eu qu'un seul obusier perdu. Je me borne à citer la fin de ce document, que je tiens du général lui-même.

« Le combat dura huit heures et demie, sans nous faire jamais quitter nos positions, et cela malgré les plus grands efforts et les nouvelles masses ennemies qui se succédaient pour rompre notre centre et nous empêcher de nous rallier et de nous replier sur Melazzo, base de nos opérations.

« Quelle que fût, néanmoins, la valeur de nos chasseurs, leur long combat contre des masses continuellement remplacés à de courts intervalles, et le manque de troupes à substituer, de notre côté, aux troupes déjà lasses, décidèrent le colonel del Bosco à céder le terrain pied à pied, et à prendre dans Melazzo les positions déjà établies.

« Cependant la frégate *le Véloce*, qui pendant tout le jour s'était maintenue à la hauteur du flanc gauche de l'ennemi, eut à peine observé notre retraite, qu'elle s'avança vers l'esplanade de San-Sapino, et, tirant sa mitraille, força la colonne de rentrer dans le fort, d'où M. le colonel Pironti, qui le commandait, fit tirer divers boulets de 24 contre le vapeur, afin de faciliter la marche régulière de la troupe.

« L'ennemi hésitait toujours à entrer dans le pays, *complétement abandonné par les habitants*. Il nous laissa donc le temps de transporter, avec nos très-faibles moyens, nos 87 blessés, sans compter ceux des ennemis, affectueusement recueillis par nous. Par suite de l'imprévoyance de M. le major Maringh, restèrent prisonniers trois docteurs de l'ambulance, non avertis à temps.

« Nos pertes furent de 2 officiers morts et 8 blessés, outre 38 soldats morts et 83 blessés. Le nombre des soldats non retrouvés s'élève à 31 seulement, parmi

lesquels nous comptons les morts et les blessés laissés sur le champ de bataille.

« Au dire des prisonniers et des sous-officiers déserteurs qui s'approchèrent du fort dans les moments de trêve, l'ennemi a eu 1,100 hommes hors de combat, et, parmi les morts, il déplore un grand nombre d'officiers. Le fait a été confirmé par le consul piémontais à l'intendant de Messine, d'où partirent force voitures et docteurs des environs.

« Enfin, Garibaldi lui-même a dit à M. Salvy, commandant du *Protis*, qu'il avait perdu plus de 800 hommes, et qu'il n'en commandait pas plus de 8,000, tandis que tous, y compris les prisonniers, s'accordent à déclarer que nous fûmes attaqués par environ 12,000 hommes.

« Un fait incompréhensible, c'est la timide entrée des ennemis dans le pays. Ils tirèrent sans nécessité, avec leurs carabines, du haut des promontoires qui entouraient le fort, et ils n'auraient pas cessé de tirer sans notre silence tranquille.

« Le chevalier Salvy, commandant du *Protis*, alla visiter M. le colonel del Bosco le matin du 23, dans le fort; et, après diverses paroles, il entreprit de lui dire, au nom de M. Garibaldi (*sic*), qu'on lui offrait de rentrer à Naples avec ses officiers, tous avec leur épée, en laissant derrière lui toute la troupe. On l'informait en même temps que, s'il s'opposait à une pareille proposition, le colonel del Bosco aurait sauté avec toute la garnison du fort dans les quarante-huit heures. Sans hésiter, del Bosco répondit qu'il préférait sauter seul, en s'asseyant sur le point où était la mine, plutôt que d'accepter des conditions déshonorantes, et qu'il

laisserait juger à l'histoire qui était le plus brave et le plus généreux, du vainqueur ou du vaincu : ce dernier se trouvant dans le fort, parce qu'il avait été repoussé par des forces quintuples.

« La capitulation fut faite le lendemain 24 par M. le colonel Ansani, de l'état-major, envòyé de Naples à cet effet avec quatre frégates, pour négocier la sortie de la garnison. Si bien que le colonel del Bosco dut se soumettre, malgré lui, à ce qu'il avait été établi par ordre supérieur. Et M. Garibaldi, bien qu'il eût stipulé la sortie de la garnison avec les honneurs de la guerre, demanda bassement (*vilmente*) et obtint pour condition expresse qu'on lui laissât les deux chevaux qui étaient la propriété exclusive du colonel del Bosco.

« De pareils procédés montrent la gravité du péril où une poignée de braves Napolitains avaient mis M. Garibaldi et ses partisans. Jusqu'à onze heures avant midi, l'avantage de la journée était pour le petit nombre d'hommes résolus qui défendaient Melazzo.

« Ces détails sont soumis à S. Exc. le ministre de la guerre par le commandant de brigade del Bosco, en passant sous silence bien des traits de bravoure et de générosité qui seront consignés plus tard dans la liste de ceux qui se sont distingués.

« Signé, le colonel commandant,

« Del Bosco.

« 2 août 1860. »

La bravoure et la loyauté militaire du général del Bosco n'étant pas en cause, il m'est permis de lui poser une simple question au sujet des chiffres qu'il nous donne. Comment se fait-il qu'une victoire remportée

sur un si petit nombre de soldats et qui a coûté si cher aux patriotes (1,100 hommes sur 12,000 combattants contre 1,600), ait amené, sans coup férir la prise de Messine et livré l'île entière au dictateur?

30 juillet.

L'opposition se décide à agir constitutionnellement. Elle organise une résistance légale, elle établit des communications et provoque des rapprochements entre la garde nationale et l'armée — elle se sert même de la presse pour demander des garanties au pouvoir. On a remarqué dans l'*Iride* de samedi soir un article catégorique de M. Ricciardi, demandant au ministère, en échange de la confiance qu'il réclame, les six points suivants : le renvoi des mercenaires, la dissolution de la garde royale, le désarmement des gardes urbaines, la réforme radicale, par voie d'élection, du personnel des municipes, la destitution de tous les instruments de l'oppression passée et la consigne du fort Saint-Elme aux gardes nationaux. Un second article, publié hier et signé du même nom, demande l'organisation immédiate en légion sacrée de tous les soldats, sous-officiers et officiers qui se sont battus en 1848 et en 1849 en Lombardie et en Vénétie.

Cependant Garibaldi marche en Sicile. Il est entré dans Messine, il a signé avec le général Clary un armistice illimité. L'île entière sera évacuée moins la citadelle de Messine, qui ne pourra bombarder la ville ni être attaquée, si l'armistice n'est pas dénoncé. Les navires garibaldiens peuvent circuler librement

dans le phare, où deux cents barques environ sont déjà prêtes à embarquer des troupes. Enfin, le drapeau sicilien est reconnu par le général Clary.

Quant à une descente en Calabre, je crois que vous pouvez la considérer désormais comme un fait accompli. J'ai lu trois lignes autographes adressées par Garibaldi au comité de Naples et lui recommandant de se tenir prêt, car l'heure est proche. Je sais, d'autre part, et de bonne source, que le dictateur poursuivra son œuvre « dût-il se battre contre une armée de Cavour. » Je ne sais si le mot est de lui, mais celui de qui je le tiens était présent au combat de Melazzo et vit dans l'intimité du dictateur.

31 juillet.

La clôture des listes électorales est renvoyée au 10 août, par l'étrange raison que jusqu'à présent aucun électeur libéral n'était allé s'inscrire. Les uns disaient : A quoi bon? La Constitution n'est qu'un piége; à la réaction prochaine, les listes d'électeurs deviendront des listes de suspects. — Les autres disaient : A quoi bon? Avant que le parlement soit élu, Garibaldi sera à Naples. Nous nous inscrirons alors seulement, pour voter l'annexion, sur les listes élargies du suffrage universel.

Ces deux motifs d'abstention vous donnent l'état des esprits dans le royaume.

Les soldats sont toujours pour la réaction. Vous l'avez vu le 15 juillet qui était un 15 mai avorté. Si bien que les hommes de l'opposition se sont consultés pour agir sur les troupes, aidés dans leurs efforts par

les hommes du ministère et par des officiers supérieurs qui travaillaient dans le même sens pour prévenir des collisions sanglantes et affermir les institutions constitutionnelles.

Et ici je ne peux m'empêcher de placer une observation.

Le règne fatal de Ferdinand a mis son successeur dans une situation désespérée, en le forçant de suivre une politique de résistance. Si bien que les haines accumulées par le père se sont exaspérées contre le fils. Ces haines sont devenues implacables. Le nouveau roi ne pouvait donc plus se soutenir que par l'oppression. Les concessions accordées trop tard et forcées par les victoires de Garibaldi lui ont rendu un fort mauvais service. Pas un cri de : *Vive le roi!* n'a salué le drapeau italien ni les libertés rendues. Il y a eu des démonstrations pour M. Brenier, ministre de France ; il y en a eu pour la garde nationale; il y en a eu pour Garibaldi, — mais pas une en faveur de François II, quoi qu'en disent les dépêches. On n'a crié : *Vive le roi!* que le 15 juillet, en sabrant la population.

Ce ne sont pas là des allégations arbitraires dans l'intérêt d'un parti quelconque, mais des faits certains, constatés, confirmés partout, je peux le déclarer sur l'honneur.

Donc ceux qui travaillent pour la Constitution travaillent pour l'annexion. La diplomatie, le ministère, les oncles du roi, les officiers supérieurs, les plus honnêtes gens du pays, hâtent la fin de la dynastie. Ceux qui détournent les soldats des violences et du pillage, ceux qui préviennent l'effusion du sang, sont, à leur insu, des annexionistes. Qu'on soit assez sûr

de l'armée pour ne plus craindre un 15 mai, et nous aurons ici Victor-Emmanuel.

Eh bien ! ce mouvement commence. Dimanche dernier, des gardes nationaux ont fait amitié avec des sergents de la garde royale. Ils sont sortis bras dessus, bras dessous, dans les rues, en se comblant mutuellement de courtoisies et en s'arrêtant dans les cafés pour ravitailler leurs effusions. Au poste du Mercatello, où ils sont réunis, ils ont été salués par les applaudissements d'une foule immense. Tous les soldats qui passaient étaient priés par les hommes, et surtout par les femmes, d'entrer au poste, où on leur offrait des rafraichissements. Il s'est consommé là plus de cinq cents glaces. Ailleurs, gardes nationaux et gardes royaux ont mis en réquisition toutes les petites voitures, avec forces compliments et cérémonies, chacun voulant laisser à l'autre la place de droite et monter après lui. La foule battait des mains et ne criait pas : Vive le roi ! mais : Vive la troupe !

Si ce système continue, la reine mère étant à Gaëte, Nunziante démissionnaire ou destitué; Murena parti en écrivant au roi modestement : Sire, vous vous dépouillez de tout, vous exilez jusqu'à l'intelligence,— François II n'aura plus pour lui que lui seul, — et l'annexion pourra se faire sans coup férir.

Midi.

Je suis maintenant à bord du *Pausilippe* des messageries impériales, arrivé ce matin de Messine et partant ce soir pour Marseille. J'ai en face de moi Alexandre Dumas qui s'arrête un jour sur notre rade et qui

va de Sicile en France pour acheter des armes et les rapporter à Garibaldi. J'écris sous la dictée du romancier, qui m'offre généreusement des poignées de nouvelles.

— Le désintéressement du dictateur est incroyable. Il s'est alloué dix francs par jour : c'est sa liste civile. Un accident a brûlé l'autre jour son pantalon; il n'en avait pas de rechange et s'est trouvé fort embarrassé pendant un ou deux jours. — Il a dit à Dumas ces jours derniers : Si j'étais riche, je ferais comme vous, j'aurais une goëlette. — Et il venait de signer un bon de 500,000 francs.

— Il y avait hier, devant le phare de Messine, 168 bateaux de débarquement réunis sur une seule ligne par Garibaldi, prêts à être poussés à la mer, et pouvant contenir chacun 25 hommes, sans compter les rameurs; quatre pièces de canon étaient sur le rivage, soit pour être transportées en Calabre, soit pour former une batterie sur la pointe du phare.

— Quelqu'un offrait à Garibaldi deux pièces de canons rayés achetées en Belgique. Il les refusa, disant que le canon était une arme inutile depuis l'invention de la baïonnette. — Le maréchal de Saxe en disait autant, au siècle dernier.

— En sortant de Messine, le colonel Bosco s'était vanté qu'il y rentrerait sur le cheval que les Messinois avaient envoyé au général Medici. Garibaldi voulut punir le Napolitain de cette hablerie. Dans les clauses de la capitulation, il fit stipuler que tous les officiers du roi sortiraient de Melazzo sur leurs montures, Bosco seul devait sortir à pied. — Et ce fut sur le cheval de Bosco que Medici fit son entrée à Messine.

— Un des articles de la capitulation portait que les armes seraient partagées par moitié. En prenant possession du fort, Garibaldi reconnut que les douze canons qui lui revenaient pour sa part avaient été encloués. Furieux de ce manque de foi, il sauta dans une barque, se rendit seul à bord de la frégate royale, et se fit restituer les douze canons que les Napolitains emportaient.

— Alexandre Dumas a été nommé citoyen de plusieurs villes de la Sicile (entre autres de Girgenti), et il va fonder un journal à Palerme; ce journal s'intitulera l'*Indépendant*. Voici, à ce sujet, un mot de Garibaldi écrit en français; j'ai tenu dans les mains l'autographe :

« Melazzo, 21 juillet 1860.

« Le journal que mon ami Dumas veut instituer à « Palerme aura le titre d'*Indépendant*, et il le méritera « d'autant plus qu'il voudra commencer par ne pas « m'épargner, si jamais je m'écarte de mon devoir « d'enfant du peuple et de mes principes humani- « taires.

« G. GARIBALDI. »

1er août.

Le ministère vient de commettre une faute qui l'a singulièrement ébranlé dans l'opinion. Vous savez à quel point la reine douairière est compromise à Naples. Elle passe, à tort ou à raison, pour être l'âme de la réaction. Elle continue à Gaëte l'exil du feu roi, entourée des hommes du dernier règne. On lui attribue des conspirations contre François II, des menées au-

trichiennes et l'attentat du 15 juillet. Eh bien ! malgré ces soupçons, peut-être injustes, mais très-accrédités, le ministère a décidé qu'on fêterait son anniversaire. C'était presqu'un défi jeté à l'opinion. La reine entrait hier dans sa quarante-cinquième année. Les forts et les vaisseaux, même les vaisseaux étrangers, ont échangé des salves très-nourries. On a remarqué cependant le matin que les vaisseaux anglais n'étaient point pavoisés. Le soir ont eu lieu des illuminations officielles. Mais la population s'est donné le mot pour faire acte d'opposition.

Le duc de Cajaniello, qui commande en second la garde nationale sous le prince Ischitella a voulu faire illuminer les postes. Ces excitations ont manqué de provoquer des troubles sérieux. Loin d'obéir, on a envoyé des émissaires jusque dans les quartiers les plus reculés pour empêcher qu'un seul balcon n'éclairât la fête. Le soir, la ville était assez agitée : il y avait des attroupements menaçants. La terrasse du couvent de Santa-Maria la Nova s'est illuminée un moment, on l'a fait éteindre. Trois théâtres seulement devaient s'ouvrir le soir et arborer un surcroît de quinquets ou de chandelles. Sur des menaces répandues par l'opposition, aucuns disent sur une circulaire peu rassurante du ministre de l'intérieur, les trois salles de spectacle ont été fermées. L'affiche disait : par indisposition de tel ou tel acteur. Les comédiens s'étaient donné le mot pour être malades. Et c'est ainsi que Naples a fêté l'anniversaire de Marie-Thérèse. Pas une fenêtre éclairée, pas un théâtre ouvert.

4 août.

Toujours le même état. La réaction d'un côté, la révolution de l'autre : le roi, au milieu, impuissant et abandonné, le ministère laborieusement inactif, la population inquiète, mais peu remuante; quelques centaines d'hommes politiques organisant une résistance et une opposition formidables; la diplomatie abdiquant devant les faits qui la débordent et Garibaldi poursuivant son œuvre en dépit de tout.

La réaction devient chaque jour plus faible; ses hommes influents s'en vont un à un : l'autre jour c'était le général Nunziante qui partait pour la France; on dit aujourd'hui que MM. Murena et Governa sont définitivement expulsés. Cependant il y a encore beaucoup d'hommes pour le roi absolu : ils n'attendent, pour se montrer, qu'un premier échec subi par l'Italie. il y en a beaucoup qui se cachent et rentrent leurs ongles; il y en a même plusieurs parmi les révolutionnaires dont le libéralisme est le plus turbulent.

Certains corps de l'armée, les grenadiers de la garde, une partie de l'infanterie de Messine, et surtout les mercenaires étrangers font rage. Ces derniers sont à Nocera, à une heure de Naples, où ils effraient toute la population. Ils ne connaissent déjà plus de discipline. Une députation doit se présenter aujourd'hui au ministère pour les faire licencier en masse. Il y en a déjà six mille dans le royaume et il en arrive tous les jours.

Quant à la révolution, elle est partout : dans les trois comités électoraux, qui préparent toutes des listes de

députés unitaires; dans l'armée, qu'on travaille dans le sens italien; dans les administrations, où même les plus anciens employés s'agitent contre la dynastie; dans la presse (et même dans la presse ministérielle), qui assigne à Garibaldi un rôle de sauveur, de rédempteur; dans le peuple, qui ne veut plus de son souverain et achète des portraits de Victor-Emmanuel, et même chez les bourgeois timorés, qui ne voient plus qu'un moyen, l'annexion, pour sortir du provisoire. Avec de pareilles dispositions, on s'étonne que la révolution ne soit pas déjà faite. Mais je puis vous assurer qu'elle ne se fera pas sans Garibaldi.

Entre ces deux éléments, le ministère est chaque jour plus faible. Il s'épuise en mesures insuffisantes, en nominations et en destitutions tardives qui ne rassurent personne et ne changent rien, en circulaires et en décrets qui ne sont que de belles paroles. Ils se décident à l'amputation d'un doigt quand la gangrène est au pied; ils couperont le pied quand la gangrène sera au cœur. Au lieu de résolutions énergiques, ils ne forment que des projets timides et cauteleux; au lieu de servir le pouvoir en lui rendant la confiance populaire, ils le désarment en détail et ne font par là que servir la révolution. Et nous assistons ainsi, tristement, à la décomposition d'une monarchie qui eut de grands et beaux jours et qui aurait pu tomber d'une façon plus digne. C'est un spectacle écœurant, qui fait honte et pitié.

Une circulaire pour assainir les prisons et abolir les bastonnades, une circulaire pour augmenter le budget des travaux publics et donner du travail aux ouvriers, une lettre du comte de Trani où ce prince compromis

fait des avances à la garde nationale ; voilà tout le bagage officiel de ces derniers jours. Cependant Garibaldi occupe des forts et dresse des batteries à Messine ; il n'attend plus que des armes pour passer le détroit. Les Calabres sont prêtes à le recevoir.

Les officiers de l'armée tombent tous, un à un, dans le torrent révolutionnaire. La réaction elle-même, un coup d'État comme celui du 15 mai, compléterait l'anarchie sans sauver le trône. On attend M. Manna, M. de La Greca, qui, malgré l'humilité de leurs propositions, n'ont rien obtenu du Piémont, ni de la France, ni de l'Angleterre. Et les puissances coalisées autrefois contre les idées libérales, les souverains atteints personnellement partout où une autorité légitime est ébranlée, regardent avec indifférence, avec joie peut-être, ce royaume de dix millions d'âmes conquis par un chef de partisans.

11 août.

Le feu a gagné le continent. Une dépêche télégraphique arrivée avant-hier de Calabre, et adressée au gouvernement, annonçait des troubles sérieux dans la province, des bandes armées parcourant le pays et cassant les fils ou les bras des télégraphes ; on signalait enfin six vapeurs, deux canonnières et je ne sais combien de barques s'approchant des côtes et menaçant d'un débarquement. Des troupes étaient envoyées dans toutes les directions pour s'opposer à ces tentatives.

Plus tard, un second télégramme annonça que le premier avait exagéré l'importance du débarquement.

Il paraît qu'il s'agit simplement d'une avant-garde lancée sur le continent pour sonder le pays et soulever une insurrection qui justifiât l'intervention de Garibaldi. Quoi qu'il en soit, les troubles ont commencé, témoin cette note officielle :

« Nous sommes informés de Reggio que, dans la « nuit du 8 au 9, avait été rompu le fil du télégraphe « à Bagnara ; que le commandant d'Altafiumana consta- « tait l'apparition des masses ennemies dans la plaine de « Matiniti, au-dessous de Cannitello. A deux heures après « midi, la ligne électrique était rétablie, et tout se dis- « posait pour faire face aux invasions qui auraient pu se « réaliser. En effet, la tentative de s'emparer de la posi- « tion d'Altafiumana fut repoussée par les troupes roya- « les cantonnées en cet endroit, et repoussés de même « énergiquement d'autres débarquements partiels es- « sayés à Cannitello. Deux cents hommes environ, qui « avaient réussi à débarquer et pénétrer dans l'inté- « rieur, sont signalés aux recherches de la troupe, qui « s'est mise à les poursuivre avec énergie et à les dis- « perser.

« Les populations ne se sont nullement soulevées, « conservant une attitude digne des plus grands éloges. « Dans tout le reste de la province, l'ordre se con- « serve, et dans le district même de Reggio, la tran- « quillité n'a été en rien troublée. »

Ceci est officiel, — ce qui ne veut point dire véridique, — mais je n'ai aucun moyen de contrôler ni d'infirmer le fait.

Voici d'autres dépêches télégraphiques qu'on m'apporte à l'instant :

« Le général Melendez, de Bagnara, à S. Exc. le mi-« nistre de la guerre et au *colonel Severino*. Naples.

« Un débarquement de cent individus à Cannitello, « un semblable à gauche de Reggio. Dans le premier, « on a pris un garibaldien blessé par les royaux.

« La marine naviguante ne s'est point souciée d'em-« pêcher le débarquement.

« Les deux généraux Melendez et Briganti se con-« certent pour les assaillir.

« De Bagnara, 9 août, 9 h. après-midi. »

Voici une seconde depêche :

« Le général Vial au ministre de la guerre :

« Un autre débarquement de 200 individus a été « constaté à Bianchi et Bovalino. A Gerace, un gros « navire cherche à en effectuer un autre. De gros na-« vires, avec des pavillons étrangers, chargent des « troupes au Phare pour les débarquer au continent. « D'ici à Reggio, le télégraphe est rompu.

« Monteleone, le 11, à ? heures avant midi. »

Des dépêches antérieures de Monteleone annonçaient que le peuple s'était emparé d'un petit fort près de Villa San-Giovanni, et qu'un autre débarquement de 400 hommes aurait eu lieu à Gioja.

Dans la première rencontre, la garde nationale s'est jointe aux soldats pour repousser les *flibustiers*. Il n'y a là rien d'étonnant; cette garde nationale est presque uniquement composée de l'ancienne garde urbaine.

Tout cela est officiel quoique inédit encore. On en dit bien d'autres à la Bourse, qui dégringole affreusement. Garibaldi aurait déjà débarqué sept mille

hommes. Il y en a qui disent dix mille. Je n'en crois rien.

Mais, dans tous les cas, la crise commence.

Voulez-vous pour terminer un criterium assez curieux de l'opinion publique? J'ai vu ces jours-ci un lithographe omnicolore qui grave et débite des portraits pour tous les partis. Il m'a dit ceci, textuellement : « Depuis la Constitution, j'ai vendu 6,000 Ga-
« ribaldi, 4,000 Victor-Emmanuel, 200 François II et
« 50 Marie-Sophie. »

VI

GARIBALDI SUR LE CONTINENT

Bruit du débarquement de Garibaldi à Castellamare. — Le comte d'Aquila. — Dépêches du comité secret. — Insurrection dans la Basilicate. — Capitulation de Reggio. — Le comte de Syracuse. — Menées des conspirateurs à Naples. — Instructions du colonel Boldoni. — Situation critique du gouvernement napolitain.

14 août.

On vient de me réveiller en m'annonçant que Garibaldi a débarqué cette nuit à Castellamare, c'est-à-dire à une heure de Naples. Je ne sais ce qu'il en est, mais tout est possible. Si l'on m'affirmait que le chef de partisans a abordé au palais du roi, je n'en croirais rien, mais je ne le nierais pas. Quoi qu'il en soit, la ville est comme prise, ou du moins assiégée. Les boutiques et les portes cochères hésitent à s'ouvrir. Il y a de formidables rassemblements de troupes sur le port, sur la place du Château et autour du Palais-Royal. Les soldats ne nient pas le débarquement. Toutes les troupes sont sur pied. Les *galantuomini* n'osent s'aventurer dans les rues. J'attends les nouvelles d'aujourd'hui ; voici les nouvelles d'hier.

Hier et dimanche, les télégrammes pleuvaient dans les rues. Chacun avait le sien et le donnait pour officiel. Tous s'accordaient à dire que les Calabres étaient insurgées. Le général Melendez demandait que la flotte garantît pendant trois jours le littoral, et il s'engageait à disperser les insurgés calabrais. Le premier jour, ils étaient deux cents; le lendemain, deux mille. Ils avaient formé un camp retranché et mangé quarante-neuf moutons.

Le *Fieramosca* et le *Fulminante,* vapeurs du roi, croisaient sur les côtes de la Calabre; mais quand ils arrivaient sur les points où étaient signalés des débarquements, ils ne trouvaient personne. Le télégraphe de Brindisi dénonçait une corvette mixte sans pavillon et chargée de soldats qui explorait les côtes. Le général Benedictis, commandant les Abruzzes, avait transporté son quartier général à Giulianova, et opérait d'habiles mouvements stratégiques pour tenir à distance des chaloupes canonnières qui faisaient mine de vouloir débarquer. On affirmait de plus que Reggio, Pizzo et Catanzaro étaient déjà dans les mains de Garibaldi.

Hier au soir, dans son *Journal officiel,* le gouvernement a publié la note suivante ;

« On fait circuler sous main par la ville, imprimés « ou manuscrits, des télégrammes imaginaires et des « nouvelles dont l'unique effet est de mettre l'épou- « vante dans l'âme des pacifiques citoyens qui ne con- « sidèrent pas que, sous un gouvernement consti- « tutionnel, tout ce qui s'enveloppe de ténèbres et de « mystère est mensonge et infamie. Aussi nous « croyons-nous dans l'obligation de rappeler à cette

« idée les inexperts et les timorés, et de déclarer que « tout ce qu'on a répandu, depuis les nouvelles don- « nées par nous dans la feuille de vendredi (voyez ma « dernière lettre), est entièrement faux.

« Que tous les habitants du royaume soient donc « tranquilles, et, en particulier, ceux de la capitale, et « qu'ils vivent dans l'assurance que le gouvernement « tient les yeux ouverts non-seulement pour leur sé- « curité, mais encore pour découvrir et punir les « menées menteuses des mauvais citoyens qui vou- « draient jeter le pays dans l'abattement. »

Le même numéro du journal publie des décrets rétablissant au ministère de la présidence des officiers destitués en 1849; appelant le contre-amiral de Gregorio à la direction des télégraphes, et reconstituant la police sur des bases plus larges et avec de plus équitables émoluments. La somme de 26,383 ducats et 50 grains, attribuée jusqu'à ce jour à la sûreté publique, est portée à 59,232 ducats. Les sbires, espions, etc., ne seront donc plus forcés de se payer eux-mêmes en vendant, comme autrefois, leur silence et en extorquant de l'argent aux suspects sous peine de les dénoncer, même à tort. Je connais une vingtaine d'hommes compromis qui, pour n'être pas arrêtés à tout moment, payaient une sorte de pension aux agents de la police. De temps en temps, ceux-ci venaient leur dire : « Nous vous cherchons, cachez-vous ! »

Je me mets à la fenêtre, la rue se repeuple et les portes s'ouvrent peu à peu. Le ministre de la guerre passe avec une escorte. Il doit se passer quelque chose, mais je ne peux croire que nous ayons déjà Garibaldi.

Je continue. Je vous ai dit que les personnages de l'ancienne cour fuyaient en foule. On a maintenant les noms de ceux qui se sont évadés samedi. Ce sont d'abord force jésuites inscrits comme missionnaires ou élèves des missions, soit pour ne pas être inquiétés en route, soit pour ne pas payer les visas de leurs passe-ports. Mais la plupart de ces affidés vont à Rome. Pour Marseille sont partis avec leurs familles un grand nombre de grand seigneurs qui, voyant leur roi menacé, le quittent. — Naples annexée, ils reviendront en foule, en protestant qu'ils ont toujours été pour l'annexion. — Et si le roi triomphe, ils accourront tout de même en faisant sonner leur émigration comme un acte de fidélité. — Ils reviendront de Coblentz!

Parmi les fuyards trône en première ligne l'homme qui a le plus fait pour perdre la dynastie, le général Filangieri. Vous n'avez pas oublié que cet illustre vieillard a été longtemps premier ministre sous François II. Vous vous souvenez qu'il avait été appelé au pouvoir par l'influence de la diplomatie, qu'il avait leurrée de magnifiques promesses. Dès qu'il fut ministre, il ne s'appliqua de tout son zèle qu'à éluder ses engagements. Il fit plus, il se distingua par l'acharnement de sa résistance aux idées nouvelles.

Si la constitution française, proposée par M. Brenier, et la constitution napolitaine, conseillée par M. Elliot, n'ont pas été acceptées depuis un an (ce qui aurait sauvé la dynastie), c'est grâce à l'opiniâtre opposition de M. Filangieri. Je rappelle ces faits parce que le général porte maintenant une constitution dans sa poche et la montre à qui veut la voir, en disant à qui veut l'entendre qu'il l'avait proposée du premier jour à la

sanction royale; qu'il l'avait vigoureusement soutenue pendant le cours de son ministère, et que, n'ayant pu la faire admettre, il avait fini par donner sa démission.

On m'apporte des nouvelles sur le prétendu débarquement de Garibaldi. Il s'agit tout simplement d'un coup de main tenté cette nuit à Castellamare. Un navire des corsaires est entré dans le golfe et a essayé de capturer une frégate du roi chargée de piastres et de munitions. La ville paraît calme.

Midi.

La nouvelle que je viens de vous donner se confirme. Le *Veloce* s'est, en effet, avancé jusqu'à Castellamare, et s'est hardiment attaqué au *Monarca*, vaisseau du roi. Il est même parvenu, me dit-on, à lui casser ses amarres. Mais l'équipage, averti par une sentinelle du port, s'est réveillé à temps pour faire résistance. Quelques coups de canon ont frappé le vapeur garibaldien, qui a dû lâcher prise et qui a riposté assez vivement. Il y a des marins morts et un commandant de marine blessé. Le *Veloce* ou le *Tuckery* a pris le large.

De là toutes les terreurs de ce matin.

3 heures.

Vu les troubles de Castellamare, etc., Naples est mise en état de siége. — Le commandant Josué Ritucci assume l'autorité militaire et fait appel au bon esprit de la population. Sont défendus les attroupements de plus de dix personnes : après la seconde

sommation, ils seront dispersés par la force. Défendues les réunions clandestines appelées comités. Défendu de porter sur soi des armes à feu et des armes blanches, même des bâtons trop gros. Défendu de ramasser des pierres. Défendu de pousser des cris séditieux. — On vient d'afficher cela à tous les coins de rue.

La ville est morne. Cependant la garde nationale n'est pas dissoute et les théâtres ne sont pas fermés.

15 août.

On fait beaucoup de bruit en ce moment de l'expulsion du comte d'Aquila. — A mon avis on donne à cet incident une importance qu'il n'a pas; mais je ne peux le passer sous silence. Voici donc à ce sujet la vérité vraie, en quelques mots.

Le ministère et le prince royal étaient en brouille depuis longtemps : le premier étant déjà garibaldien, le second restant naturellement dynastique. Le prince poussait le roi à une conduite plus ferme; il conseillait d'attaquer résolûment Garibaldi, d'écarter le cabinet qu'il soupçonnait de trahison, de mettre Naples en état de siége. Le ministère accusait le prince de travailler pour son propre compte, et de convoiter une régence qui menaçait à la fois le trône et la Constitution.

De là, ces derniers jours, quelques scènes même violentes au conseil et en présence du roi. Les ministres on eu le dessus, grâce a des portraits surpris je ne sais où et portant cette inscription : *Vive le Régent!* en place de titre. Il a été constaté, de plus, que le prince

avait reçu, depuis quelque temps, beaucoup d'armes : hier encore une caisse de revolvers dissimulée sous une étiquette de quincaillerie. Ajoutez que dimanche soir un commencement d'émeute avait éclaté dans la rue de Tolède sur un coup de fusil qui était parti d'une fenêtre et qu'on aurait pris pour un signal.

Munis de ces terribles preuves, les ministres ont assailli le roi qui a cédé. Pour dissimuler l'explosion, le ministre de la marine a intimé au prince, de la part du roi, l'ordre de monter immédiatement à bord du *Stromboli*. Le prince devait y trouver un pli cacheté, le chargeant d'une mission en Angleterre. Il demanda alors à voir le roi; cette justice lui fut refusée. Il s'embarqua donc, mais à bord d'une goëlette à lui d'où il envoya une lettre à son royal neveu et une protestation rigoureuse. Le roi répondit par un billet de bon voyage, dans lequel il priait Dieu *et la Madone* d'avoir en leur sainte garde le prince disgracié.

Voilà l'histoire en deux lignes. C'est un coup d'État du ministère;—quant à la conspiration inventée pour couvrir cette violence, je déclare positivement que je n'y crois pas.

Le comte partira ce soir avec sa famille et sa suite sur sa corvette le *Menaï*. — Il ouvre la marche,— les autres le suivront de près.

Le *Journal officiel* distribué ce matin annonce que S. A. R. a été chargée d'une mission en Angleterre.

18 août.

C'est toujours la peur qui domine à Naples. Rien n'est plus étrange que le va-et-vient général de la ville

à la campagne et de la campagne à la ville, selon les points qui paraissent plus ou moins menacés. L'autre jour, c'était une véritable émigration à Castellamare; mais l'affaire du *Veloce* a refoulé tous ces villeggianti malgré eux dans la ville, où ils ont trouvé l'état de siége. ils se sont alors éparpillés un peu partout, sur les côtes de Sorrente, d'où les escarpements des roches repoussent toute espèce de débarquement, et dans les plaines éloignées, où ils n'ont à craindre ni l'irruption des flibustiers ni le feu du fort Saint-Elme.

Le gouvernement n'est pas moins effrayé que la population. Nous ne pouvons savoir encore où en est l'insurrection dans les provinces. Les rares courriers arrivant de Messine donnent très-peu d'importance aux débarquements déjà opérés. Les fils du télégraphe étant rompus au delà de Salerne, notre imagination peut se figurer, s'il lui plaît, tout le royaume insurgé, depuis le Cilento jusqu'à Reggio; mais vous savez qu'une espièglerie de gamin suffit pour casser les fils du télégraphe.

Quant aux lettres, elles arrivent avec une lenteur si classique, que je ne crois pas que la poste ait communiqué sur l'extrême Péninsule des rapports postérieurs à ceux de la *Mouette,* arrivée mercredi. Et la *Mouette* nous a dit simplement ceci : Garibaldi a quitté Messine le 13, en annonçant une absence de quelques jours seulement. Il s'est embarqué sur un ancien vapeur de la compagnie Frayssinet, l'*Helvétie,* aujourd'hui le *Washington.* Ce *Washington* allait peut-être à Gênes, peut-être à Cagliari, chercher des renforts, peut-être sur les côtes du royaume pour les explorer; on l'ignore. Il a accosté en route le *Mozambano*, va-

peur sarde qui descendait de Gênes à Palerme. Quelques-uns croient que Garibaldi a passé d'un navire à l'autre pour retourner dans l'île, où des désordres réclamaient son autorité. D'autres assurent qu'il doit être déjà descendu sur un point quelconque; mais un fait certain, c'est qu'à Messine le dictateur s'est embarqué seul.

Le pouvoir est plus effrayé que tout le monde. Rien n'est plus curieux que le mouvement des soldats en vestes bleues, partant des casernes en fortes patrouilles, au pas accéléré, et courant où les appelle une fausse alerte. Quelquefois ce sont des compagnies entières, avec armes et bagages, et portant leur déjeuner en bandoulière dans un sac de toile blanche ballotté sur leurs pantalons bleus. Hier au soir, tout un régiment de cavaliers s'est avancé vers Sainte-Lucie, en passant devant le café de l'*Europe*. Dans l'après-midi, grande alerte. Des fusils et des canons se sont précipités tout le long de la mer : j'ai cru que Garibaldi venait de débarquer. J'ai suivi le mouvement et j'ai couru à Sainte-Lucie. Là, on m'a dit qu'il ne s'agissait pas d'un débarquement, mais d'un embarquement formidable : 1,500 soldats de l'armée royale, avec armes et bagages, venaient de monter sur un vaisseau piémontais.

Je me demandais à part moi comment cette désertion avait pu avoir lieu en plein jour, en pleine ville, devant le Château-Neuf et le fort de l'Œuf, et en quel endroit les déserteurs avaient pu trouver assez de canots pour les transporter en si grand nombre. Une heure après, ce n'était plus quinze cents hommes qui s'étaient embarqués : on n'en comptait plus que soixante-quinze. Et l'on racontait tous les détails de

l'évasion. On disait que, sur une réclamation du gouvernement au marquis de Villamarina, réclamation aussitôt transmise à l'amiral piémontais, les fugitifs avaient dû quitter le navire aux couleurs italiennes. Mais, pour ne pas les livrer aux représailles sanglantes des lois militaires, on les avait transbordés sur un vaisseau anglais.

Le soir, tous ces bruits étaient tombés; l'alarme était venue du fait le plus simple du monde. Un certain nombre de bersagliers, appartenant à l'escadre piémontaise, s'étaient embarqués sur une chaloupe et avaient passé sous l'arche de la jetée qui relie le quai Sainte-Lucie au fort de l'Œuf. C'était une simple promenade sur la mer. Un soldat épouvanté avait pris cette partie de plaisir pour une tentative de débarquement : de là tout le bruit.

Ce qui n'empêche pas les canons de courir la ville. L'autre jour, dans la nouvelle rue de la Pace, une roue de fourgon a écrasé de la tête aux pieds, en lui passant sur tout le corps, un pauvre enfant qui avait voulu voir de trop près cette artillerie. Il se débattit un instant, et il mourut.

Malgré ce perpétuel mouvement militaire, qui met les soldats de fort mauvaise humeur, ils font assez bon ménage avec la garde nationale, et se partagent la besogne avec elle presque fraternellement. Cet accord est rassurant. Nous ne craignons plus de conflits dans la rue. Quelques alarmistes avaient répandu le bruit, l'autre soir, que deux patrouilles, l'une nationale, l'autre militaire, s'étant rencontrées, l'officier qui commandait celle-ci avait ordonné à ses soldats de faire feu sur l'autre, et que, sans l'intervention

d'un sergent qui s'était opposé à cette trahison, les soldats auraient obéi. C'était un bruit répandu par les hommes de la réaction dans le but évident de perpétuer l'inquiétude. Le *Journal constitutionnel* a démenti le fait en termes indignés.

Voulez-vous une preuve statistique de l'effroi du pouvoir et de sa défiance? Il a une forte marine pour empêcher les débarquements; il a, de plus, mis la main sur tous les vapeurs marchands des compagnies napolitaines. Eh bien! pour ses transports d'hommes, de vivres et de munitions, il n'ose se servir des bâtiments qui portent son pavillon, bien que ce pavillon soit tricolore. Sauf une ou deux frégates qui croisent sur les côtes, tous ces vaisseaux de guerre ou de commerce chôment dans les ports! Et le service de transports est fait par des vapeurs français qu'il croit inviolables. J'ai sous les yeux la liste de ces vapeurs français frétés pour le compte du gouvernement napolitain; je vous l'envoie avec le prix de location par mois, non compris le charbon ni l'huile :

1° Le *Lyon*	80,000 fr.
2° *Brésil*.	72,000
3° L'*Avenir*.	57,000
4° Le *Charles-Martel*	72,000
5° La *Stella*.	40,000
6° L'*Assyrien*.	55,000
7° Le *Protis* / 8° Le *Pythias*	60,000
9° L'*Impératrice Eugénie*	30,000
Total. . . .	466,000 fr.

Voici donc un supplément de 466,000 fr. dépensé

par un gouvernement qui a la première marine de l'Italie, pour ne pas empêcher le débarquement de Garibaldi, qui possède à peine six ou sept mauvais vapeurs !

21 août.

J'ai oublié de vous dire que nous avons eu mercredi, 15 août, un *Te Deum* pour l'empereur, dans une petite église de Sainte-Lucie.

Le soir, une grande partie de la ville s'est illuminée. La lettre au comte de Persigny et le paragraphe sur Naples avaient produit, les jours précédents, une vive sensation dans la ville, et rappelé Solferino à ceux qui boudaient Villafranca.

Cette lettre avait couru tous les journaux de la ville, et, dans la rue de Tolède, les Napolitains s'abordaient avec un sourire et se disaient en hochant la tête : « Mon « cher Persigny, les choses sont fort embrouillées. » Ce qui voulait dire : « Les affaires des Bourbons vont « bien mal. »

Un fait caractéristique et qui peint bien les terreurs de la population est l'affiche collée, la veille du 15 août, par le commissaire Perifano, au coin des rues. Ce commissaire priait ses concitoyens de ne pas s'effrayer des coups de canon qu'ils entendraient le lendemain, les avertissant que ce seraient des salves pour l'empereur.

Je ne vous parle pas de tout le bruit qu'on fait à Naples à propos des élections au Parlement — renvoyées définitivement au 30 septembre, c'est-à-dire aux calendes grecques... A cette époque, François II ne sera plus roi.

La dynastie est en danger; j'en appelle aux dépêches du comité secret, ou, je maintiens mon mot, du gouvernement occulte :

« *Du quartier général de Corleto, le* 17 *août* 1860.—Le mouvement d'insurrection a commencé aujourd'hui à Corleto. Demain, à la tête de 500 à 600 hommes, outre ceux que je pourrai recueillir en chemin et les autres qui accourront de l'autre côté de Potenza, je marcherai vers cette capitale de la province. Les populations sont animées partout d'un bon esprit. J'ai publié : 1° une proclamation annonçant les motifs de l'insurrection; 2° une autre proclamation à l'armée; 3° un ordre du jour à la partie armée des insurgés.

« J'ai formé mon état-major et organisé le quartier général en prenant en même temps toutes les mesures nécessaires pour surmonter tout obstacle et vaincre toute résistance.

« A Potenza sera installé un gouvernement provisoire qui prononcera l'annexion à l'Italie sous le sceptre de Victor-Emmanuel. Le tout de plein accord avec le général Garibaldi.

« LE COLONEL CHEF MILITAIRE
DE L'INSURRECTION. »

« *Potenza,* 18 *août* 1860.— La capitale de cette province est dans nos mains. Le gouvernement provisoire indiqué par ma précédente lettre sera installé dans la journée. Quatre cents gendarmes environ parurent se plier d'abord à l'imposante volonté du peuple ; mais immédiatement après, au cri de : *Vive le roi! et mort à la nation!* jeté par le capitaine Castagna, ils se battirent avec les nôtres, et furent repoussés de telle

sorte, qu'ils se livrèrent à une fuite précipitée en laissant sept morts, trois blessés, quinze prisonniers. Les dispersés se rendent l'un après l'autre.

« De notre côté, nous avons trois gardes nationaux blessés. La ville n'a pas eu à souffrir de grands dommages.

« LE COLONEL CHEF MILITAIRE
DE L'INSURRECTION. »

Voilà pour la Basilicate ; voici pour la province de Salerne :

« *Salerne,* 19 *août,* 8 *heures du matin.* — Arrive une estafette annonçant une démonstration advenue à Foggia, de peuple et troupe qui crièrent d'accord : *Vive Victor-Emmanuel! Vive l'unité italienne! Vive Garibaldi!* Deux compagnies du 13[e], appelées à Foggia par les autorités pour réprimer la manifestation, la secondèrent. »

« *Salerne,* 20 *août,* 1 *heure* 1/4 *après midi.* — Le 6[e] régiment de ligne, qui de Salerne avait été envoyé à Potenza pour s'opposer aux insurgés, à petite distance de la ville, jeta le cri unanime de *Vive Victor-Emmanuel! Vive Garibaldi!* et, arrivé à Auletta, refusa résolûment de marcher contre ses propres concitoyens. »

Telles sont les dépêches du gouvernement clandestin. Voici maintenant celles du gouvernement officiel :

« On a reçu la nouvelle de nouveaux débarquements à Capo dell' Arni (près de Melito, je crois, plus bas que Reggio) ; — débarquements de gens armés, conduits sur deux vapeurs venus des rives opposées de la Sicile. Ces bandes se dirigeant sur Reggio, nos

troupes, sorties de la ville, avaient déjà, le même jour à 2 heures après midi, engagé le feu avec l'ennemi. La garde nationale est restée à la défense de l'ordre public.»

On croit qu'il s'agit d'un débarquement considérable. Il y aurait six mille hommes, et Garibaldi en tête. Le vapeur *Torino*, qui portait les volontaires, aurait été jeté sur la côte, abandonné comme le *Lombardo* et brûlé par les troupes royales. Mais ce sont là de simples bruits. Nous ne savons vraiment pas où est Garibaldi : on le dit à Cagliari, à Turin, à Naples, à Messine. Le fait est qu'il est partout.

Je sais de bonne part qu'une insurrection s'organise à Avellino : elle a déjà son chef militaire. La province de Salerne est prête, la Basilicate soulevée, les Calabres envahies; les désertions continuent : une soixantaine d'officiers et de sous-officiers ont encore manqué à l'appel avant-hier. Victor-Emmanuel a beau jeu.

Nous avons des détails sur les premiers débarquements et les premières opérations des patriotes en Calabre.

Du 7 au 8, deux débarquements ont été tentés, l'un à Villa-San-Giovanni, l'autre près de Cannitello. On ignore si les débarquants étaient Siciliens ou gens de Calabre. Ils étaient d'accord avec les patriotes du continent, qui rompaient les fils du télégraphe entre Palmi et Reggio, tandis que l'action s'engageait sur le rivage. Ces deux tentatives avaient évidemment pour but de protéger une troisième expédition en détournant l'attention et les forces napolitaines. Cette troisième descente réussit pleinement sur les côtes d'Altafiumara.

Il y eut ensuite une nouvelle incursion sur la côte orientale, du côté de Gérace. Des hommes furent jetés

à terre à Bianco et à Bovalino. Ils prirent le chemin d'Aspromonte, point de réunion, rendez-vous général de tous ces détachements séparés.— En même temps, à la pointe du Pizzo, entre Villa-San-Giovanni et Torre-Cavallo, une soixantaine de barques étaient tenues à distance par le feu du rivage.

Le militaire qui donne ces détails croit que l'intention des patriotes était de couper et de séparer les forces royales échelonnées à Reggio de celles qui gardent le littoral entre Bagnara et Palma. « Et, en effet, ils tiennent la campagne à Melia avec le nerf de leurs forces, menaçant par là sérieusement la route de Scylla à Reggio, et en même temps ils protégent les autres débarquements qui pourraient s'opérer vers la plaine de Melia. Laquelle chose s'est réalisée, car le 11 on a vu dans ces parages environ cent cinquante barques chargées de troupes et deux bateaux à vapeur.» Les Napolitains se tenaient sur la défensive. L'intendant désarmait la garde urbaine et la remplaçait par la garde nationale, qui a conservé *la plus louable attitude* (disent les feuilles officielles), c'est-à-dire qui n'a pas remué.

Le 15 au matin, il y eut un combat devant Bagnara, où le télégraphe visuel avait été abattu dès le premier jour, et où le général Melendez s'était porté avec le 4e de ligne. Une colonne de patriotes attaqua cette position; la fusillade dura quatre heures, et Melendez se crut vainqueur parce qu'il resta maître du terrain; mais les patriotes n'ont, disent-ils, attaqué cette position que pour la tourner et se jeter sur Palmi, en coupant à Melendez ses communications avec Monteleone. C'est ce qu'ils ont fait avec beaucoup de courage et

très-peu de pertes. Ainsi tout le monde est content : le général Melendez et le capitaine de la garde nationale de Bagnara, qui commandait les patriotes. Voilà tout ce qu'on sait jusqu'à présent.

Un autre fait important de ces derniers jours est une émeute à bord de l'*Ettore-Fieramosca*. Cette frégate royale croisait sur les côtes de Calabre et ne faisait rien pour empêcher les débarquements. C'est que dans l'armée, et surtout dans la marine, les officiers sont Italiens, mais les soldats et les simples marins sont royalistes. Si bien que ceux de l'*Ettore-Fieramosca* se soulevèrent contre leurs chefs et arborèrent le pavillon blanc, qui est maintenant l'étendard de la révolte, — puis, excités par un *capo tamburo* (tambour en chef) et d'autres sous-officiers, ils mirent le commandant et l'état-major à fond de cale, et ordonnèrent à un pilote de les ramener à Naples. Le pilote n'en voulut rien faire sans l'ordre du commandant; il y eut alors une sorte de transaction entre l'émeute et l'autorité : le commandant obéit à ses marins, qui se remirent sous ses ordres, et il revint à Naples avec eux. Hier un conseil de guerre s'est assemblé pour juger la prétendue trahison des chefs et l'insubordination patente de leurs hommes. Étrange procès, où tout le monde se constituait partie civile. Enfin, tout a fini pour le mieux : le commandant Guillamatta a été acquitté, et les auteurs de l'émeute seront punis.

Les démissions pleuvent dans la marine, et les démissionnaires se réfugient sur les vaisseaux étrangers, qui seront bientôt des maisons napolitaines.

Vous savez sans doute que les vaisseaux piémontais ont des troupes de débarquement. Les *bersagliers* des-

cendent à terre en assez grand nombre, et la crânerie provocante de leurs plumes de coq ennuie passablement le pouvoir. Aussi leur a-t-on refusé l'autre jour de descendre armés. On en a arrêté quelques-uns dimanche, dans un quartier suspect hors de la porte de Capoue. Je les ai vus passer furibonds, mais tenus en respect par un nombre considérable de soldats. Leur détention n'a pas duré longtemps; ils ont été rendus à la première réclamation des officiers de leur marine.

Le coup de fusil parti l'autre semaine dans la rue de Tolède, et qu'on avait pris pour un signal d'insurrection, avait été tiré par un chat. Ne riez pas : c'est officiel. Ce quadrupède inoffensif, en sautillant dans une chambre, avait pressé la détente d'un fusil; de là toutes les alarmes : magasins fermés, voitures fuyant à toutes brides, foule dispersée en un moment, troupes royales et gardes nationaux appelés sous les armes, patrouilles formidables, canons chargés, que sais-je encore? C'est, je crois, ce tumulte qui a motivé l'expulsion du prince Louis. L'auteur présumé de l'attentat, M. Alessandro Marino, fut arrêté sur-le-champ; le lendemain il aurait pu être fusillé sur le coup, car c'est le lendemain qu'on a proclamé l'état de siége. Deux commissaires de police se sont disputé dans un journal l'honneur d'avoir opéré cette arrestation. Et pourtant M. Marino n'avait pas touché son fusil. — C'était le chat, soit dit sans ironie.

Alexandre Dumas a repris le commandement de sa goëlette, et, parti de Messine, a longé les côtes occidentales. Hier il abordait à Salerne, où il n'est pas descendu à terre; mais sa goëlette a été envahie par des jeunes gens qui venaient lui acheter des armes et

lui porter des glaces. Le soir la ville s'est illuminée en son honneur. Salerne était fort agitée, malgré les mille Bavarois qui la défendaient. Toute la jeunesse armée était sur le point de partir pour la Basilicate.

3 heures.

Naples est tranquille.

Je reçois une lettre de Messine, et je crois pouvoir donner sans indiscrétion le nom de l'ami qui l'a signée : c'est M. Maxime Du Camp, le poëte des *Chants modernes* et le voyageur du *Nil*, aujourd'hui attaché à l'état-major du général Türr, qui va marcher sur Naples. Cette lettre est d'hier 20 août; j'en copie les passages importants :

« Bixio a passé avant-hier en Calabre avec 4,500 hommes. Garibaldi, seul, comme César, l'a rejoint hier. — Consenz *a dû* partir hier au soir. Eber va partir, et je serai sans doute de l'autre côté vers la fin de la semaine.

« C'est le général Türr qui commande la division dont Bixio et Eber font partie comme brigadiers. — Il partira le dernier de la division, avec une 3e brigade, pour prendre le commandement de l'armée des Calabres marchant sur Naples. »

22 août.

Voici les dépêches du gouvernement occulte :

« Hier, à midi, les troupes italiennes, débarquées au Capo dell'Armi, engagèrent le feu avec les bourbonniens. A quatre heures après midi, elles s'approchaient de Reggio.

« Nous apprenons que cette ville est tombée aujourd'hui (21 août), à midi, dans les mains des garibaldiens, malgré le feu du château.

« La nuit dernière, cent trois barques, deux vapeurs, six grandes barques et cinq brigantins marchands ont opéré un nouveau débarquement entre Bagnara et Scylla. La marine a laissé faire.

« Neuf compagnies, sous les ordres de Vial, se concentraient à Scylla. Le même Vial est parti de Monteleone, voyant la province menacée. Il demande au gouvernement d'autres forces et un autre général qui assume le commandement qu'il lui laisse. »

Voici enfin la version d'un journal bien pensant et bien informé, la *Nuova Italia* :

« On parle d'un débarquement de quatre mille garibaldiens à Capo d'Armi et de deux mille a Melito.

« L'intendant de Reggio demande au gouvernement des navires et des barques pour empêcher les débarquements subséquents. — Mille hommes des royaux sortaient contre les garibaldiens, pour couper leur marche dirigée, paraît-il, vers Reggio. — Le vapeur *Torino*, au service de Garibaldi, échoua sur les côtes de Calabre, où il soutint un feu très-vif de plusieurs heures contre une frégate napolitaine. Il fut enfin livré aux flammes avec les munitions qui étaient à bord, après que l'équipage entier fut débarqué. »

Hier, le *Pausilippe*, qui a passé dans notre port, amenait de Messine et emmenait à Gênes une cinquantaine de patriotes blessés à Melazzo. Il y avait parmi eux des enfants de quinze ans qui s'étaient battus en hommes.

Hier soir, des *bersagliers*, descendus à terre du

vaisseau piémontais, causaient tranquillement sur le pont de la Sanita avec des bourgeois, lorsqu'ils furent assaillis lâchement et brutalement par des soldats de la troupe royale. La garde nationale est accourue et s'est bien montrée; elle n'a pas craint de croiser la baïonnette contre les sabreurs royaux. Plusieurs *bersagliers* sont blessés gravement : c'est une mauvaise affaire.

La ville est plus calme que jamais. Le nouveau préfet de police, M. Bardari, a publié un manifeste un peu parolier, où il demande aux citoyens leur collaboration au maintien de la tranquillité publique. Par malheur la guerre est déclarée, et les paroles conciliantes n'ont plus d'effet ni de succès.

Alexandre Dumas est dans la rade de Naples.

25 août.

L'*Iride* a reçu une lettre intéressante sur l'insurrection de Potenza. La Basilicate était agitée depuis longtemps : c'est un pays de montagnes et de tremblements de terre. La guerre d'Italie, l'aventure de Garibaldi, la constitution de François II précipitèrent la crise. Les tentatives réactionnaires de Matera ont donné le signal du mouvement. Potenza, chef-lieu de la province, n'était défendue que par les gendarmes. Ils paraissaient d'accord avec la garde nationale, et leur chef, le capitaine Castagna, avait donné sa parole d'honneur qu'il n'attaquerait pas.

Le matin du 18, la gendarmerie en colonne était sortie de la ville et avait pris position à une portée de fusil des maisons, sur le Monte; Castagna s'éloignait ainsi, disait-il, pour tranquilliser le pays. Et le pays

était tranquille. Cependant à la porte Salsa, un piquet de gardes nationaux surveillait les opérations des gendarmes. Bien leur en prit, car le capitaine Castagna fit tout à coup rentrer ses hommes au pas de charge, les divisant en deux colonnes dont l'une devait attaquer le poste de la garde nationale et l'autre ouvrir les prisons.

Les premières décharges des royaux éclatèrent avant qu'on eût eu le temps de crier : *Aux armes!* Une balle frappa à la tempe le capitaine Asselta, qui attendait l'assaut de pied ferme avec une cinquantaine de gardes nationaux. Alors seulement ceux-ci commencèrent le feu, et la gendarmerie fut mise en fuite. Elle se débanda par la ville et par la campagne, en frappant au hasard, poursuivie partout et chassée par les paysans armés de haches. Elle perdit une quarantaine de prisonniers, une cinquantaine de blessés et plus de vingt morts.

Outre la blessure du capitaine Asselta, les insurgés déplorent la perte de deux jeunes hommes, et comptent des femmes et des enfants parmi les blessés. Cependant cette étrange insurrection, provoquée, hâtée du moins et justifiée comme la guerre italienne de l'an dernier, par l'attaque des gendarmes, a réussi pleinement et s'est propagée dans un clin d'œil. Des nuées de montagnards armés sont descendues de partout dans la ville au secours de leurs frères. Les femmes se sont fait honneur, les blessés et les prisonniers royaux ont été non-seulement épargnés, sur le simple commandement d'un chef, mais secourus et assistés comme s'ils avaient combattu pour la bonne cause.

Le 19, à Tito, la garde nationale chassait la gendarmerie. Le 20, il y avait à Potenza plus de dix mille hommes armés; le 22, on en comptait jusqu'à quinze mille. Toute la noblesse, les propriétaires, les notables, la bourgeoisie lettrée, même les prêtres sont du côté des insurgés. Les paysans s'arment d'eux-mêmes au cri de : Vive Victor-Emmanuel! La croix de Savoie flotte partout sur le drapeau tricolore. Les forces sont commandées par un Napolitain qui a déjà figuré dans les deux guerres italiennes, le colonel Boldoni.

De forts détachements sont échelonnés autour de la ville et sur les montagnes. De bonnes positions sont occupées, entre autres celle de Marmo, d'où une poignée d'hommes peut contenir une armée et renouveler la défense de Mazagran. L'insurrection se présente telle qu'elle tient déjà les forces royales à distance. On a envoyé contre elle des Napolitains et des Bavarois; les Napolitains se sont arrêtés à Auletta, les Bavarois à Salerne. — Potenza est barricadée et se prépare à résister jusqu'au dernier sang.

Retournons en Calabre. Le gouvernement officiel nie les défections, mais il avoue les défaites. « Le petit nombre de compagnies, dit-il, qui, ensuite des débarquements annoncés, soutenaient l'attaque à Reggio, après s'être vaillamment battues, furent contraintes par des forces majeures à se retirer dans la citadelle. Mais cette citadelle, se trouvant en état de reconstruction, n'était pas capable de soutenir une défense régulière. Aussi, après une lutte acharnée, ces poignées de soldats furent-elles forcées de se rallier à la brigade du général Briganti, à laquelle elles appartiennent. »

Nous avons des détails sur la capitulation de Reggio. La garnison de la citadelle est sortie avec ses fusils seulement et le bagage personnel des soldats. Huit pièces de campagne et *paixhans* de 80, six de 36, et 16 ou 18 pièces de position, plus 2 mortiers de bronze, 500 fusils, beaucoup de vivres, de charbon de terre et de mulets sont restés aux vainqueurs.

Le *Journal officiel* du 23 annonçait que les généraux Vial et Ghio et le colonel Rulz accouraient sur le terrain; que la brigade Melendez et la brigade Briganti occupaient les fortes positions du *Piale*, qui domine toute l'extrême Péninsule, et que le matin du 22, à 4 heures et demie, le feu avait commencé. Et la feuille du gouvernement nous a laissés depuis lors au milieu de ce combat, se gardant bien de nous en confier l'issue. Si bien qu'on la croit désastreuse pour l'armée royale; et l'on soutenait hier que la position du *Piale* avait été emportée d'assaut par les garibaldiens.

Les correspondances particulières du *Nazionale* disent que les débarquants sont bien accueillis en Calabre, et que leurs rangs grossissent à chaque pas. Il pleut des renforts de partout, et des bandes entières (une entre autres commandée par le baron Nicotera), attendent les patriotes de Sicile.

Une lettre particulière de Messine, datée du 21, annonce de tristes provocations venant de la citadelle. Les avant-postes napolitains tirent des coups de fusil, même des feux de peloton pendant la nuit; ils ont même jeté quelques boulets dans la ville; il y en a qui ont touché les navires étrangers ancrés dans le port. Le commandant anglais s'en est plaint vivement, et a menacé de faire cause commune avec le commandant

piémontais, si ce dernier se trouvait forcé de répondre à ces insultes. Tout cela, pendant l'armistice, est du plus mauvais effet. Le commandant de la citadelle a bien essayé d'insinuer à son gouvernement que les provocations venaient des patriotes; mais son gouvernement lui-même n'en a rien cru, puisqu'il n'en a rien dit.

Pour en finir avec les provinces, constatons encore des désordres réactionnaires à Bovino, dans la Capitanate. Des troubles pareils ont eu lieu à Bari; mais là, du moins, ils ont pu être réprimés par la garde nationale. Il a été constaté que les sanfédistes étaient soudoyés par l'évêque et d'autres personnages, à raison de 6 carlins par tête et par jour.

J'ai beaucoup à dire aujourd'hui ; je commence par les documents officiels. Nous avons d'abord une note du ministre des affaires étrangères aux puissances. Cette note n'a paru qu'avant-hier, mais elle est datée du 21 ; elle est ainsi conçue :

« Naples, 21 août.

« Le général Garibaldi, après avoir envahi la Sicile, non content d'avoir usurpé la bannière royale de Sardaigne et revêtu tous ses actes du nom du roi Victor-Emmanuel, a, par décret du 3 courant, mis en vigueur le Statut piémontais et obligé tous les fonctionnaires et les municipalités nommés par la révolution à prêter serment de fidélité au roi Victor-Emmanuel.

« Le gouvernement de Sa Majesté se croit en devoir de porter à la connaissance de toutes les puissances ces nouvelles usurpations et ces attentats, qui foulent aux pieds les prérogatives les plus évidentes de la sou

14.

veraineté, les principes les plus inébranlables du droit des gens, et font dépendre les destinées de toute une nation du caprice arbitraire d'une *force étrangère.*

« Le gouvernement de Sa Majesté voulant, au prix des plus grands sacrifices, éviter l'effusion du sang ensuite de la promulgation de l'acte souverain du 25 juin, et dans le désir de mettre en harmonie sa politique avec celle de la Sardaigne pour le maintien de la paix en Italie, a espéré la solution de la question sicilienne dans ses longues et persévérantes négociations.

« Cette dernière espérance étant déçue, le gouvernement de Sa Majesté, par l'organe du soussigné, ministre secrétaire d'État aux affaires étrangères, se voit dans l'obligation inéluctable de dénoncer à .... ces attentats qui se commettent sous la pression d'une *force étrangère* en Sicile, de protester fermement contre tous les actes qui tendent à nier ou à affaiblir les droits légitimes du roi, son auguste maître, et déclare qu'il ne reconnaît et ne reconnaîtra aucune de ces conséquences, étant fermement décidé de maintenir les amples institutions libérales promises spécialement à la Sicile, et à ne pas transiger pour le principe fondé sur l'histoire et sur le droit public européen qui réunit sous la royale maison de Bourbon les deux royaumes de Naples et de Sicile.

« Le soussigné profite, etc.

« Signé : De Martino. »

Je note que cette protestation n'est venue qu'après le débarquement de Garibaldi sur le continent. Jusqu'alors le pouvoir paraissait abandonner son île,

pourvu qu'on lui laissât la presqu'île. Mais, les Calabres entamées, on veut tout ou rien.

Passons au second document, — il est précieux ; — c'est une seconde lettre adressée au roi par le comte de Syracuse.

« Sire,

« Si ma voix, qui s'éleva jadis pour conjurer les périls qui ont fondu sur notre maison, ne fut pas écoutée, faites aujourd'hui que, messagère de plus grands malheurs, elle trouve accès dans votre cœur, et qu'elle ne soit pas repoussée par un imprévoyant et funeste conseil.

« Le changement des conditions de l'Italie et le sentiment de l'unité nationale, exalté encore pendant les quelques mois qui ont suivi la chute de Palerme, ont enlevé au gouvernement de Votre Majesté cette force qui est nécessaire pour régir les États, et ont rendu impossible l'alliance avec le Piémont. Les populations de l'Italie supérieure, remplies d'horreur à la nouvelle des massacres de Sicile, ont repoussé de leurs vœux les ambassadeurs de Naples ; et nous fûmes malheureusement abandonnés au sort des armes, seuls, privés d'alliances, et en proie au ressentiment des multitudes qui, de tous les points de l'Italie, se sont soulevées au cri d'extermination jeté contre notre maison, devenue un objet de réprobation universelle.

« Et maintenant la guerre civile, qui déjà envahit les provinces du continent, entraînera avec elle la dynastie dans cette ruine suprême, que les artifices iniques de conseillers pervers ont dès longtemps préparée à la descendance de Charles III de Bourbon ; le sang

des citoyens, inutilement versé, inondera encore les villes du royaume, et vous, un jour l'espérance et l'objet de l'affection du peuple, vous serez regardé avec horreur comme l'unique cause de cette guerre fratricide.

« Sire, sauvez, il en est temps encore, sauvez notre maison des malédictions de toute l'Italie ! Suivez le noble exemple de notre royale parente de Parme, qui, à l'irruption de la guerre civile, délia ses sujets de l'obéissance, et les laissa maîtres de leurs destinées. L'Europe et vos peuples vous tiendront compte de ce sublime sacrifice ; et vous pourrez, sire, lever le front avec confiance vers Dieu, qui récompensera l'acte magnanime de Votre Majesté. Retrempé dans le malheur, votre cœur s'ouvrira aux nobles aspirations de la patrie, et vous bénirez le jour où vous vous serez généreusement sacrifié à la grandeur de l'Italie.

« J'accomplis, sire, par ces quelques mots, le devoir sacré que mon expérience m'impose ; je prie Dieu qu'il vous éclaire et vous rende digne de ses bénédictions.

« De Votre Majesté l'oncle très-affectionné,

« LÉOPOLD, COMTE DE SYRACUSE.

« Naples, 24 août 1860. »

Ce qu'il y a de plus étrange dans cette lettre, c'est qu'elle se distribue ce soir dans toutes les rues de la ville, et qu'elle a été reproduite par tous les journaux.

Notez qu'il y a bien encore vingt mille hommes à Naples, et que nous sommes en état de siége.

Voici maintenant la vérité sur un très-gros bruit diplomatique, exagéré naturellement par les rapporteurs officieux. M. le baron Brenier n'avait demandé

aucune réparation pour l'attentat commis sur sa personne. Il s'était contenté de l'assurance donnée par M. de Martino que M. La Greca, dans sa mission à Paris, devait arranger l'affaire avec l'empereur. Mais M. La Greca n'en ayant rien fait, M. Thouvenel s'en plaignit vertement à Naples, et M. Brenier transmit vigoureusement au ministère les plaintes de M. Thouvenel. M. de Martino dut baisser pavillon et demanda les réparations exigées par la France.

M. Brenier, qui avait, je crois, pleins pouvoirs en cette affaire, ne réclama rien pour lui, mais une ambassade extraordinaire à Paris pour présenter des excuses à l'empereur, une indemnité qui peut monter à 2,500,000 fr. pour les victimes françaises du bombardement de Palerme, et le cordon de Saint-Janvier pour M. Thouvenel.

La légation sarde a également obtenu justice. Non-seulement les tirailleurs royaux ont passé devant un conseil de guerre pour leur attaque de l'autre soir, mais les deux bersagliers piémontais blessés ont reçu une indemnité de 20,000 lires.

Si bien qu'après tout ils ont fait une bonne affaire : les coups de sabre rapportaient moins à San-Martino.

Les tirailleurs, pour se venger, voulaient tomber tous ces soirs sur la garde nationale. L'autorité militaire a eu toutes les peines du monde à les retenir. Elle y est cependant arrivée, et avant-hier la réconciliation s'est faite à poignées de main.

Ce n'est pas tout. Les chefs des bataillons nationaux ont été reçus hier par le roi, qui leur a fait un discours à peu près en ces termes :

« Je suis résigné à mon sort, quel qu'il soit. Quoi

« qu'il arrive, comme souverain et comme Napolitain, « je vous promets que pas un coup de fusil ne sera « tiré à Naples. Mais si vous provoquez mes soldats, « je ne réponds pas d'eux. »

Ce qui n'engage rien, comme vous le voyez. Le 15 mai 1848, ce furent des policiers déguisés en mazziniens qui provoquèrent les troupes. En tous cas, les gardes nationaux occuperont dès demain les postes abandonnés par les soldats.

L'armée quitte peu à peu son roi. Les officiers se réunissent en conciliabules et préparent une démonstration qui porterait le dernier coup à la dynastie. Les généraux eux-mêmes voulaient adresser l'autre jour au roi une note collective pour le prier chaudement de s'en aller. C'est le général Viglia qui a eu cette idée lumineuse. La cause est perdue aux yeux de tous. Ceux qui n'osent conseiller au roi de s'en aller tout à fait le conjurent au moins de quitter Naples.

Le roi a paru céder à toutes ces supplications, et il a parlé très-sérieusement d'abandonner sa capitale. Mais il voudrait la sauver sans la perdre. Il lui est donc venu en tête de la neutraliser par une convention avec Garibaldi. La guerre serait portée derrière la ligne du Garigliano; l'armée royale s'appuierait d'un côté sur la forteresse de Gaëte, et de l'autre sur le rempart du trône et de l'autel, M. de Lamoricière. Naples neutralisée, protégée par la garde nationale, la tempérance civile et les escadres, n'entendrait pas un coup de canon.

Remarquez ce mot en passant : *Protégée par les escadres*. C'est une manière insidieuse de solliciter une intervention. La question a été posée avant-hier

en ces termes au corps diplomatique réuni chez M. de Martino, aucuns disent à la légation de France. Mais le corps diplomatique a vu le piége, et ne s'est engagé à rien.

En attendant, on se prépare à la résistance ; on veut faire un camp retranché à Salerne, malgré la malaria qui règne l'été sur ce rivage malsain ; on envoie, par le chemin de fer de Vietri des légions de soldats, des cavaliers, des canons, dans la principauté Citérieure, où l'on veut tenter un grand coup. Le général Von Mechel, qui commande les Bavarois, appelé à Naples samedi soir, s'est rendu au palais, d'où il est reparti sur-le-champ pour Salerne. — « Quoi de nouveau, général ! » lui demanda-t-on au moment où il quittait le roi. Von Mechel répondit : « S.... n.. d. D... ça sent la poudre ! »

J'ai vu un officier suisse envoyé en Calabre pour une affaire de caisses militaires. A son retour, il n'a entendu que des acclamations à Garibaldi, de Cosenza à Salerne. Appelé ici par le roi et consulté sur les dispositions de provinces, cet officier a répondu, ou à peu près, ceci : « Nous sommes fouettés ! »

Et, en effet, l'insurrection tient bon en Basilicate. J'ai sous les yeux le premier numéro du *Corriere lucano,* journal officiel de l'insurrection (*sic*). J'y trouve un décret assez curieux, même comme rédaction pour mériter une traduction littérale :

« Victor-Emmanuel, roi d'Italie ; le général Garibaldi, dictateur des Deux-Siciles :

« Le gouvernement pro-dictatorial, en vue des menées réactionnaires des ennemis de la patrie, menées dont les tristes effets se sont vérifiés en divers endroits

de la province, — en vue du dernier attentat de la gendarmerie contre la garde nationale et contre les citoyens de ce chef-lieu,

« Déclare :

« 1° Que l'insurrection de la province est légitime;

« Et ordonne :

« 2° Que le commandement de l'armée patriote soit confié à l'honorable colonel Camillo Boldoni;

« 3° Qu'une junte insurrectionnelle soit immédiatement installée dans tous les municipes de la province; que cette junte soit composée de trois individus connus pour leur foi politique et leur énergie, — lesquels seront choisis par des commissaires délégués à cet effet et munis des pouvoirs nécessaires;

« 4° La junte municipale ainsi établie a tous les pouvoirs nécessaires : 1° pour faire exécuter toutes les dispositions qui émaneront du pouvoir pro-dictatorial; 2° pour maintenir l'ordre intérieur; 3° pour répondre aux besoins de l'insurrection par la mobilisation immédiate d'un tiers de la garde nationale, par la formation d'une caisse des deniers publics et d'autres offres spontanées, et en pourvoyant à ce que le municipe tienne à la disposition de la patrie des hommes, des armes et des munitions.

« Potenza, 19 août 1860. »

(*Suivent les signatures.*)

Une lettre adressée de Potenza, le 23, à M. F. Petruccelli, et publiée dans l'*Iride,* dit ceci : « Dans quatre ou cinq jours, nous aurons sous les armes, *et bien,* 15,000 vigoureux combattants et 500 chevaux; 120 prêtres, 24 moines, servent dans nos rangs ou

commandent de petits corps. Ainsi le P. Raffaele de Cirignola marche à la tête de 200 jeunes hommes envoyés de Spinazzola. Chaque commune a formé une caisse militaire pour les siens; les plus riches propriétaires de la province ont largement donné : ils sont tous ici. Tout ce que la province a de richesse et d'intelligence est accouru en foule. Le peuple rivalise avec la bourgeoisie, les femmes égalent les hommes. L'enthousiasme est extrême, universel. »

Je reçois enfin de Basilicata des nouvelles directes, m'annonçant que 22,000 hommes y forment une colonne mobile, prête à marcher. Des canons cerclés de fer et pouvant tirer cinquante coups avant d'éclater sont déjà prêts. Le nombre des prêtres et des moines enrôlés s'élève maintenant à 2,000. Trois cents cavaliers sont à cheval, commandés par Pisanti, ex-officier de cavalerie: Bochicchio, jeune homme de cœur, et le baron Bonnaperna, de Venise. Les communes suspectes sont désarmées. Les juntes insurrectionnelles fonctionnent partout. Quinze cents fusils sont déjà arrivés de Sapri, et, faute d'autres armes pour marcher au combat, les paysans se sont fait des piques longues de quinze palmes.

Les fusils arrivés de Sapri confirment la nouvelle du débarquement opéré sur ce point, déjà célèbre dans l'histoire des incursions modernes. On assure partout que le nombre des patriotes descendus sur cette côte s'élève à 6,000, et qu'ils sont commandés par le fils de Garibaldi.

Il paraît également certain que Cosenza est une ville insurgée. On parle de corps francs établis partout, de défections de toute l'année, que sais-je encore? Voici

les nouvelles les plus sûres; elles viennent du Comité de l'ordre, le seul qui ait le sens commun :

« Le général Garibaldi, après la victoire de Reggio, se porte avec 7,000 hommes environ sur Villa-San-Giovanni. Le matin du 23 il attaqua les royaux, forts de 15,000 hommes, échelonnés dans les campagnes, autour des forts d'Altafiumana, Torre di Cavallo, Scilla et Punta del Pizzo.

« Après peu d'heures de feu, les deux brigades Melendez et Brigante, composant ensemble 5,500 hommes, se rendirent à discrétion, et Garibaldi, après les avoir désarmées et dissoutes, invita chacun à le suivre ou à retourner dans ses foyers. Un petit nombre d'officiers prit le parti de le suivre. L'exemple donné, le reste des royaux commença à rendre les armes et à prendre la fuite. Le soir capitula le fort de Pizzo, et les milices du Bourbon en sortirent désarmées.

« Dans la nuit du 24, les autres forts furent investis par Garibaldi, et sans coup férir, instantanément, le jour même, se rendirent l'un après l'autre, aux mêmes conditions que le premier.

« Le gouverneur général de la première Calabre ultérieure, en vertu de ses pleins pouvoirs, a déjà proclamé le *Statut fondamental et les lois organiques de S. M. Victor-Emmanuel.*

« Les vapeurs au service du gouvernement sicilien transportent des troupes du Phare dans la partie opposée des Calabres. On veut que Garibaldi ait déjà un corps de 18 à 20,000 hommes.

« *Bagnara, 22 août.* — Le colonel Ruiz refuse de reprendre la position d'Altafiumana, parce que Garibaldi a déjà occupé toutes les hauteurs.

« A Villa-San-Giovanni, les troupes napolitaines ont fraternisé avec les garibaldiens. Garibaldi et le général Briganti se promenaient ensemble sur la place de Bagnara, pour ordonner des approvisionnements. Le général Briganti a accepté l'invitation de Garibaldi et de son état-major de dîner à leur table. Le même échange de courtoisies a eu lieu avec le général Melendez, sur le champ de Piale.

« Toute la troupe, à Piale et à Villa-San-Giovanni, a refusé de se battre contre Garibaldi. Le petit nombre de ceux qui étaient d'avis contraire ont dû se débander et s'unir au colonel Ruiz.

« *Salerne*, 26 *août*. — Le général Scott expédie une forte colonne à Avellino, pour réprimer tout mouvement insurrectionnel.

« *Pizzo*, 26 *août*. — Le télégraphe visuel de Montecivita est abandonné. De Capobonifato on signale deux pyroscaphes qui font route vers le sud-est; un d'eux remorque un bateau marchand. On signale quatre brigantins et beaucoup de barques sur divers points.

« *Chronique intérieure*. — Il continue d'arriver des troupes de Reggio et de Torre di Piale.

« Le ministre de l'intérieur envoie des ordres sévères pour réprimer à Avellino toute tentative insurrectionnelle.

« Le général Bosco est parti pour Salerne avec trois bataillons de chasseurs et une batterie d'artillerie. Le ministre de la guerre (général Pianelli) doit le rejoindre. On envoie des ordres à Salerne pour préparer des logements à des troupes nombreuses, et pour mettre des chars de transport en réquisition. »

La police combat de son côté contre les réaction-

naires et même contre les révolutionnaires. L'instruction de l'affaire du comte d'Aquila se poursuit activement. Quant aux hommes des partis avancés, on les a tout simplement appelés à la préfecture par des billets pleins de politesse, pour les prier, avec toutes sortes de compliments, de vouloir bien s'en aller. La plupart d'entre eux (entre autres M. Giuseppe Ricciardi) ont refusé de se présenter à la préfecture. D'autres ont protesté contre cette proscription arbitraire. Parmi ces derniers M. Nisco, qui s'est réfugié à bord d'un vaisseau piémontais.

Au nombre des étranges trouvailles de la police, ces derniers jours, il faut signaler celle d'un personnage sinistre qui demeurait dans l'auberge de la *Bella Venezia*, et qui se faisait appeler Bandini. On trouva chez lui un grand pli aux armes royales. Il protesta qu'il était unitaire, et, découvrant son avant-bras, il le montra tatoué de cette inscription : *Unité et indépendance italienne*. Mais le commissaire le pria de relever plus haut la manche de sa chemise. Il dut obéir et montrer à nu son biceps inscrit de ce mot : *Constance à la monarchie*. Ce genre de chauve-souris ne manque pas chez les agents secrets des conspirations.

Voici un petit fait pour la bonne bouche. Un certain nombre de soldats, prisonniers de Garibaldi, ont demandé à revenir à Naples. Garibaldi les a embarqués sur *le Franklin* et renvoyés. *Le Franklin* est arrivé ce matin arborant un drapeau parlementaire. Des vapeurs napolitains étaient allés à sa rencontre et ont manqué faire feu sur lui. Ils auraient coulé à fond cent quatre-vingts Napolitains rendus à leur roi par la fabuleuse générosité du corsaire.

28 août.

Toute la garde royale est déjà partie. Le maréchal de camp comte Cutrofiàno a repris le commandement de la place et renouvelé la proclamation d'état de siége pour l'édification du pays.

J'apprends qu'un capitaine des corps étrangers qui sont à Salerne vient de faire arrêter un Suisse, non militaire, établi dans cette ville, sous le prétexte que ce Suisse favorisait les désertions, et après l'avoir gardé toute une nuit en prison, les mains et les pieds attachés derrière le dos, lui a fait donner, sans foi ni loi, de son propre chef, cent coups de bâton par ses hommes.

Je ne relève pas toutes les lois violées par cet acte : je note seulement que les bastonnades ont été abolies il y a quelques semaines par un décret spécial et signé de la main du roi.

Je suis maintenant renseigné sur les efforts tentés par le gouvernement pour obtenir la neutralisation de Naples. C'est une idée de M. de Martino, communiquée au ministre de France, acceptée par lui d'emblée, comme une bonne pensée d'humanité, combattue ensuite par le ministre d'Angleterre, qui ne voulait pas engager la responsabilité de son pays, et débattue enfin dimanche, dans un conseil diplomatique au ministère des affaires étrangères.

Il était évident que le gouvernement napolitain, outre les raisons d'humanité que je ne conteste pas, avait des vues militaires. La ville neutralisée n'aurait plus eu besoin d'être défendue : c'étaient autant de

soldats qui restaient contre Garibaldi. Cependant la ville de Naples étant fort belle et très-bonne à épargner, le corps diplomatique finit par se décider à accepter la neutralisation sans la garantir. Mais il s'agissait de la faire admettre par Garibaldi. M. de Villamarina se chargea de cette mission difficile. Il offrit de se rendre personnellement près du général des patriotes, sauf l'autorisation du roi Victor-Emmanuel. Cette autorisation n'était pas encore venue ce matin; voilà où en sont les choses. Mais j'ajoute que deux ministres étrangers (devinez lesquels) sont revenus hier sur leur décision d'avant-hier, et ont retiré l'adhésion qu'ils avaient donnée à l'idée humanitaire acceptée par la France. Ces deux ministres, qu'il est inutile de désigner, déclarent maintenant qu'ils ne veulent entrer pour rien dans un arrangement quelconque avec un chef de flibustiers.

Cette convention, proposée par M. de Martino et approuvée par le corps diplomatique, a un caractère singulier; elle est sans précédents, je crois, dans l'histoire. C'est la première fois qu'on met une ville hors de combat. Abandonnée par les troupes, Naples serait protégée par la garnison qui la défend d'ordinaire en temps de paix, et cette garnison serait également neutralisée. Après la guerre qui continuerait à Salerne, dans les Abruzzes, à Gaëte, que sais-je? Naples appartiendrait de droit au vainqueur.

C'est généreux, n'est-ce pas? mais fantastique.

29 août.

Les journaux contiennent une lettre du nonce apostolique au cardinal Antonelli, constatant l'insuccès de

l'emprunt romain chez les habitants très-dévots du royaume de Naples. Je ne cite pas ce document; je relève seulement cette phrase : « Les populations... « surtout à cause de la grande impiété née de la révo« lution malheureusement accomplie en Sicile et qui « menace violemmentle reste du royaume, ne se trou« vent pas en mesure de répondre à l'appel. »

Plusieurs libéraux avancés, ayant reçu l'ordre de partir, se sont réfugiés sur les vaisseaux étrangers qui sont en rade, entre autres le prince Lequile et, dit-on, le colonel Carrano. Le roi aurait dit : « Comment se fait-il que Carrano et Lequile soient encore ici, tandis que Mazza et Governa ont quitté Naples? »

Voici le douzième bulletin du gouvernement occulte :

« Nous recevons les nouvelles officielles suivantes sur l'état de la colonne du général Gallotti, revenant de Reggio :

N°	Officiers.	Soldats.	Désarmés.
« 14e de ligne,	33	890	180
« 13e id.,	»	26	9
« 1er id.,	»	67	58
« 1er chasseurs,	»	33	8
« 2e lanciers,	1	26	Démontés.

« Demi-batterie d'artillerie, sans canons ni chevaux, avec 2 officiers et 63 soldats.

« Train : 1 officier et 33 soldats désarmés.

« 3 trompettes de la garde d'honneur.

« 7 officiers isolés.

« 9 officiers et 360 soldats blessés ou malades.

« Le 8e de ligne, embarqué à Paolo pour débarquer au Pizzo et combattre les soldats de Garibaldi, s'est

mutiné dans cette dernière localité et voulut revenir à Naples, où il est arrivé hier au soir sur le vapeur français *la Ville-de-Lyon*.

« Les chasseurs du 14e bataillon ont massacré le général Briganti, prétextant qu'il les a trahis[1].

« Les districts de Campagna et Sala sont en pleine insurrection. »

Une observation. J'entends dire que les soldats du 8e de ligne ne se sont pas mutinés pour revenir à Naples, mais qu'ils ont dû reculer à Pizzo et à Paola devant l'attitude hostile des populations.

Un autre vapeur garibaldien a ramené d'autres prisonniers et d'autres blessés à Naples.

On parle de mouvements dans toutes les provinces. Nous sommes en plein dénoûment.

1er septembre.

En avant : au pas du télégraphe! Cette expédition devance l'éclair, comme disait Manzoni. Garibaldi lui-même écrivait de Palmi, le 25 août :

« Notre marche est un triomphe ; les populations sont frénétiques, les troupes royales se débandent. »

C'est l'histoire de cette conquête, en trois mots. Manifestations à Bari, désertions même à Benévent d'où sont partis trois mille hommes pour se joindre au dictateur. Toute la Calabre citérieure est en insurrection, des camps sont formés partout. Les troupes

1. Un garibaldien m'a raconté depuis qu'ils l'avaient massacré pour lui voler ses bottes.

de ligne se dissolvent d'elle-mêmes; les carabiniers royaux qui restent seuls déclarent qu'ils ne veulent plus combattre. Altamura, dans la province de Bari, est le siége d'un gouvernement provisoire. La troupe de Tiriolo a posé les armes. A Catanjaro le drapeau italien flotte devant le palais de l'intendance et devant la statue de Garibaldi.

Les Calabrais sont admirables : à eux seuls, ils ont fait capituler la brigade de Caldarelli : deux régiments de carabiniers, une batterie, un escadron de lanciers, qui s'engagent à ne plus combattre contre Garibaldi, ni contre les gardes nationaux, ni contre la Sicile. Ils s'en vont de Cosenza, chassés par le comité de cette ville, et jurent de maintenir la discipline partout où ils passeront. Ils laissent le matériel inutile et 300 fusils en dépôt : ils doivent être en onze jours à Salerne. Les patriotes les suivent à distance et ferment derrière eux les passages, pour les empêcher de revenir sur leurs pas.

Le 27, une bande de jeunes gens est partie d'Eboli pour aller insurger le Cilento. Ils ont été accueillis à Oliveto avec de longues acclamations. Arrivés à Buccino, ils étaient déjà 2,000.

Il y a en Calabre quatre camps d'insurgés, et des rapports que je n'ose garantir disent que dans ces provinces Garibaldi peut déjà disposer de 40,000 hommes.

Les désertions continuent. A Naples, des piquets entiers quittent leurs postes et disparaissent : il y a des centaines de maisons populaires où ils peuvent se cacher. Parmi les recéleurs de soldats dérobés, on cite une femme singulière, héros en jupes, hardie jusqu'à l'audace, armée jusqu'aux dents et garibaldienne jus-

qu'au fond du cœur : on l'appelle la *San Giovannara*. Tout son quartier est sous ses ordres.

De Capoue, 200 hommes ont déserté avec un capitaine, trois officiers et plusieurs sous-officiers appartenant au 8e de ligne.

On dit que le jeune prince don Alphonse, frère du roi, part avec les troupes; que Campagna, Sala, Aquila même sont insurgées; que Castrovillari a désarmé ses gendarmes; que Garibaldi était le 28 au Pizzo; qu'hier le comte d'Aquila, de retour, a débarqué à Pausilippe, d'où il est reparti sur-le-champ. On en dit bien d'autres!

L'*Iride* nous transmet de curieuses nouvelles de Basilicate. C'est le colonel Boldoni qui commande la province : les ordres qu'il donne sont publics. Quiconque organisera des bandes, armées ou non, sans l'avertir, et quiconque en fera partie sera puni de mort.

A Naples, on découvre des conspirations.

Un Français, que je ne veux pas nommer, a imprimé à quarante mille exemplaires une adresse du peuple au roi, le suppliant d'être le maître. Ce Français est arrêté. On a trouvé chez lui des lettres romaines et des papiers qui le dénoncent comme soudoyé par un prince royal. Son adresse n'est pas mal faite : par malheur, elle n'a pas le sens commun. Il ne suffit pas d'être un intrigant pour ressusciter les cadavres.

Avec cette conspiration nouvelle, on a mis la ville entière en émoi : nous avons encore eu des postes doublés, des boutiques fermées, et le reste. On faisait courir encore un bruit singulier : on disait qu'hier au soir le ministère avait dit au roi : « Sire, il est temps de quitter Naples. Nous attendons votre réponse demain

matin, à onze heures. Si vous ne partez pas, nous partirons. »

En d'autres termes : « Sire, il n'y a qu'un moyen de sauver votre cabinet, c'est de sacrifier votre couronne. »

Ingénieux conseil, n'est-ce pas? Mais voici la vérité sur cette mutinerie ministérielle : le comte Cutrofiano commande la place, et le prince Ischitella commande les gardes nationanx ; le ministère prétend, à tort ou à raison, que ces commandants conspirent. Entendons-nous bien sur les mots : conspirer, en ce moment, c'est tenir pour le roi.

Si bien qu'avant-hier au soir, les ministres ont dit à Sa Majesté de choisir entre eux et leurs deux adversaires. Ils proposaient à la place d'Ischitella le général de Sauget, et à la place de Cutrofiano le général Viglia. La réponse devait être donnée, en effet, hier matin à onze heures.

Hier matin, à onze heures, le roi n'étant pas décidé, les ministres envoyèrent leur démission, mais ils n'en sont pas moins restés en place. Comme transaction provisoire, il fut décidé que Cutrofiano ne donnerait aucun ordre sans l'adhésion préalable du cabinet.

Voilà la vérité vraie. Les chefs de bataillon de la garde nationale se sont rendus hier chez le président du conseil des ministres pour protester contre mille et un abus. Le président les a calmés de son mieux, et nous avons ce matin un peu de calme.

Cependant des démarches ont été faites hier, dans la matinée, par le conseiller Ulloa, magistrat réactionnaire, pour former un nouveau cabinet. Le conseiller Ulloa s'est présenté chez plusieurs hommes considérables de la ville, et notamment chez M. Giuseppe

Lauria, pour leur faire accepter un portefeuille. Tous ont refusé net.

J'entends dire cependant qu'un nouveau cabinet est constitué. S'il en est ainsi, nous aurons peut-être des désordres à Naples. Le ministère Spinelli n'est certes pas irréprochable, mais c'est lui seul qui entretient dans le pays un reste de confiance et de tranquillité. S'il tombe avant l'arrivée de Garibaldi, la transition sera orageuse.

M. Raffaele Farina proteste contre son expulsion de la préfecture. M. Savarese proteste contre la destitution d'un de ses employés à l'administration des *bonifiche*. Le comte d'Aquila proteste, le ministère proteste, le pays proteste : il n'y a plus ici que des protestants.

L'indiscipline et la démoralisation sont flagrantes dans l'armée. L'autre jour, sur *la Ville-de-Lyon* ramenant des soldats qui n'avaient pas voulu se battre en Calabre, ces soldats mangeaient des pastèques et en jetaient les écorces à leurs officiers, qui ont dû aller s'enfermer dans leurs cabines. Je le tiens du capitaine de ce bâtiment.

Je vous ai parlé des revolvers saisis à la douane, sous prétexte qu'ils étaient achetés pour le comte d'Aquila. J'apprends que le roi les a réclamés comme siens et les distribue à ses hommes.

Avant-hier au soir, il y avait foule au théâtre Saint-Charles. La soirée était au bénéfice des volontaires blessés en 1848 et 1849. On a fort applaudi le tragédien Salvini, qui déclamait un beau poëme de Prati, la *Cena d'Alboino*. Il y a encore ici de l'enthousiasme.

L'autre jour, au delà de Résine, un officier a arrêté le courrier de Calabre et s'est mis, pendant trois

heures, à épeler toutes les lettres envoyées de Naples en province. Et ceci, en présence d'un enseigne de la garde nationale et du syndic de l'endroit, convoqués pour assister à l'opération. L'officier agissait en vertu d'un ordre formel du commandant de la place de Naples. Notez que nous vivons sous le régime constitutionnel.

J'ai enfin à vous annoncer que le duc de Caianiello est parti l'autre jour pour Paris, en mission extraordinaire, pour présenter des excuses à l'empereur à la suite de l'attentat commis sur la personne de M. le baron Brenier. M. Caianiello est porteur d'une lettre autographe du roi de Naples. Je n'ai pas lu cette lettre, mais je crois savoir que le jeune souverain demande si l'entrée de Garibaldi dans le royaume de Naples n'est pas, par hasard, quelque chose comme une intervention.

Et les six mille *Bavarois* qui lui sont venus d'Autriche ?

Le *Journal officiel* porte aujourd'hui quatre pages de décrets, dont l'un a fait plaisir : il ajourne au 30 septembre le payement des billets échus le 31 août. D'autres décrets nomment des fonctionnaires et des magistrats dans plusieurs villes de province qui sont déjà insurgées. C'est ainsi que dans l'ancienne Rome, pendant les guerres puniques, on vendait encore les terres déjà conquises par Annibal.

2 septembre.

Voici un document curieux : ce sont les instructions données par le colonel Boldoni pour la petite guerre

qui va commencer peut-être en Basilicate. Ce papier vous en dira plus que toutes les descriptions du monde sur la fameuse stratégie des guérillas :

INSTRUCTION POUR LA PARTIE ARMÉE DES INSURGÉS

« Apparaître pour disparaître; inquiéter les royaux sans relâche; les attirer dans des embûches pour les combattre avec un succès certain; employer toutes les ruses possibles pour les conduire aux endroits difficiles; ne leur donner de trêve ni le jour ni la nuit; s'emparer des convois de vivres et de munitions, de l'argent de l'armée et des caisses publiques; diminuer et détruire l'action des royaux : voilà comment les insurgés font la guerre.

« A cet effet, il faut bien connaître les lieux où l'on passe, ceux où doivent passer les royaux pour attaquer les insurgés, et ceux qui nous facilitent une prompte retraite, sans que l'ennemi puisse s'en douter. Si les royaux apparaissent dans le voisinage d'une montagne, quand ils se rapprochent de nous, fuyons sur la montagne opposée par des sentiers impraticables ou des chemins cachés.

« A cette fin, il faut connaître non-seulement les chemins qui conduisent à la montagne en face de nous, mais aussi ceux de retraite.

« Si la troupe, en se retirant, est fatiguée, elle s'arrêtera dans les gorges étroites et dans les bois. En ce cas, gardez les hauteurs et barricadez les routes.

« Les insurgés marcheront toujours avec une avant-garde et une arrière-garde, avec une escorte et des éclaireurs sur les flancs.

« L'avant-garde doit être plus forte en avançant; en reculant, ce doit être l'arrière-garde.

« Les troupes de flanc ne doivent pas attaquer le feu. Les éclaireurs s'éloignent du flanc, menacent et explorent le terrain, visitant les maisons et prenant des nouvelles des royaux.

« On moleste les royaux avec des marches continuelles pendant le jour, en se portant avec peu d'hommes sur le point ou sur les divers points où ils se trouvent, et en tirant quelques coups de fusil pour répandre l'alarme dans leurs campements et cantonnements, et disparaître : le but est de ne point les laisser reposer. On les attire dans des embûches, telles que des sentiers dominés par des hauteurs, dans des gorges étroites ou dans des endroits où ils ne puissent pas opérer; en leur donnant de faux guides qui les mènent sur des points occupés par nous précédemment et où nous puissions aisément les conduire à mettre bas les armes, s'ils ne veulent pas être écrasés par les pierres tombant des hauteurs.

« On emploie des stratagèmes pour les tromper : par exemple, des familles écrivant à leurs fils qui sont parmi les royaux de fausses nouvelles sur nos mouvements et sur nos positions; en les faisant répandre par les royaux eux-mêmes, en leur donnant à croire que nous avons expédié des ordres pour des rations et des vivres en des endroits où ces vivres et ces rations n'iront pas, et en trompant les royaux de toutes les façons possibles.

« La nuit est surtout le moment où doivent s'opérer nos marches; les royaux ne peuvent guère agir en ce moment-là.

« Quand les royaux occupent un pays, la population en masse doit l'abandonner, si le pays ne peut être défendu, ou que les insurgés soient trop loin ou ne soient pas en force. Pendant deux ou trois jours, les populations avec leurs objets précieux pourront rester dans les campagnes, parce que, si les royaux devaient y rester ou y laisser une garde, les hommes armés pourraient se battre, s'emparer des attelages, artillerie, caissons, vivres, ambulances, et de tout le reste. Quand, au moyen d'espions, on est informé du passage des troupes royales, et que ce passage s'effectue en des endroits où il soit facile de les attaquer, alors les insurgés peuvent se réunir d'avance, se distribuer dans les maisons, se cacher dans les haies, s'éparpiller dans les terres; ils se réuniront ensuite à un coup de sifflet convenu, puis tomberont sur les chevaux en coupant les sangles et en attaquant les hommes plutôt à l'arme blanche qu'avec des armes à feu. Quelqu'un doit être chargé de s'adresser, dans toute attaque, aux chefs. On choisira pour cela les hommes les plus hardis, les meilleurs tireurs, les plus habiles à manier la hache, la bêche ou tout autre instrument de campagne. Les chefs tombés, la troupe est découragée : un paysan qui passe ne donne aucun soupçon de vouloir tuer un chef.

« La nuit et toutes les fois que la troupe des insurgés devra s'arrêter pour se reposer, que des détachements se mettent en tournée, et sur les hauteurs des sentinelles d'infanterie, des vedettes de cavalerie, et un tiers de la force armée; qu'un autre tiers soit debout pour fournir des hommes aux continuelles patrouilles d'exploration qui tournent autour du camp.

Le tiers de la garde doit être toujours debout : il est de service.

« Le soir, on donnera le mot de reconnaissance, qui sera connu des chefs seuls, et une autre *contre-parole* (*contra-parola*) qui sera connue des sentinelles ; et un signal dans le camp pour ceux qui sont dans l'intérieur du camp.

« Ces mots seront donnés par le commissaire civil, pour qu'ils soient communs à toutes les provinces et expédiés d'avance de cinq en cinq jours.

« Potenza, le 20 août 1860.

« *Le colonel chef militaire de l'insurrection,*

« CAMILLO BOLDONI. »

4 septembre.

Commençons par l'histoire de Naples. Je vous disais samedi matin que le ministère avait menacé de donner sa démission si on ne lui ôtait pas les généraux Cutrofiano et Ischitella du commandement de la ville et de la garde nationale. A leur place, le ministère demandait les généraux Viglia et de Sauget. Mais le roi n'accorde jamais qu'une portion de ce qu'on lui demande. Il croit garder ses prérogatives en ne cédant qu'à moitié. Il n'accorda donc ni Viglia ni de Sauget, mais il consentit à écarter Cutrofiano et à lui substituer le général Cataldo au commandement de la place. Si bien que samedi soir le ministère tout entier donna sa démission par écrit. La démission fut acceptée. Après les ministres, les directeurs des ministères, le

préfet de police, les commissaires, les inspecteurs et une longue file d'employés subalternes donnèrent également leur démission.

On croyait par là frapper un grand coup et peut-être déterminer un mouvement à Naples. On n'a rien déterminé du tout. Dimanche soir, il y avait un peu d'agitation dans la ville. Dans la nuit, on couvrit les murs d'affiches tricolores acclamant Garibaldi et Victor-Emmanuel, *notre roi*. Ces affiches furent déchirées en partie par les soldats, en partie par le comité de l'action, qui ne veut pas qu'on bouge. Il y eut quelques coups de poing échangés, me dit-on, et quelques menaces de coups de poignard. Mais tout est bientôt rentré dans l'ordre. Hier, malgré la crise ministérielle, malgré l'hostilité des deux comités secrets, malgré Garibaldi qui s'approche et le roi qui ne veut pas s'en aller, la ville était calme. Je n'ai pas vu de magasin fermé; les journaux ont paru.

Malgré toutes ces démissions, le ministère reste à son poste jusqu'à ce qu'on l'ait remplacé; mais on ne le remplace pas. Je vous ai dit la démarche inutile du conseiller Ulloa auprès de M. Lauria pour lui faire accepter un portefeuille. D'autres tentatives analogues ont également échoué. Les ministres démissionnaires, consultés sur le choix de leurs successeurs, désignaient MM. Serracapriola, Buonanni et Falconi. Mais cette combinaison n'a pu réussir. D'autres hommes moins autorisés, de capacité secondaire et de notoriété subalterne, ont été mis en avant, mais sans plus de succès : nous restons surveillés, administrés et gouvernés par les démissionnaires.

Voici un article du *Nazionale* d'hier qui résume la

situation avec netteté et avec courage. Il vaut la peine d'être gardé :

« La crise ministérielle continue, et nous croyons qu'elle ne doit pas cesser.

« Une nouvelle administration, dût-elle même se former, nous croyons qu'elle vivrait dans une crise continuelle, qui ne serait dissipée que par sa mort.

« Nous ne comprenons même pas pourquoi un ministère devrait se former. Ce serait un élément de plus de désordre, car il voudrait gouverner et ne le pourrait pas.

« Il suffit, selon nous, que les ministres démissionnaires continuent à expédier les affaires, à tenir fermes les quelques moyens d'ordre public qui restent, à empêcher que le sang ne soit inutilement répandu.

« La crise ne pourrait cesser que par deux moyens, mais par aucun des deux moyens ne cesserait la crise ministérielle :

« Ou par une résolution spontanée et unanime d'une immense majorité de citoyens;

« Ou par une résolution spontanée du roi.

« Ni ceux-là ni celui-ci ne nous paraissent décidés à prendre cette résolution : si bien qu'on vivotera dans cette situation pénible encore quelques jours, quel que soit le ministère qui reste ou celui qui monte.

« Que si le roi se résolvait à composer une administration réactionnaire, il ne ferait qu'un dernier mal à son peuple, et laisserait de lui un dernier souvenir bien triste. Mais, nous le disons en toute franchise et en toute loyauté, à cette heure le roi ne sauverait plus rien.

« Le roi veut encore résister ? Eh bien, qu'il se mette

en campagne avec les soldats qui lui restent fidèles, sur un point où Garibaldi doive passer, et qu'il combatte! Nous aurons à déplorer sa résolution, mais nous n'aurons pas à flétrir sa fierté royale.

« Mais qu'il ne permette pas qu'à cette heure, en son nom, l'on emprisonne, l'on persécute, et l'on tue des citoyens : ce ne serait ni une résolution de roi ni une prudence d'homme d'État, mais une vengeance passagère et vaine accordée à ceux qui l'ont perdu. Car ceux qui l'ont conduit où il est, qu'il le sache bien, ce ne sont ni les libéraux ni les unitaires ; ce sont ceux qui se prétendaient les plus fidèles de ses serviteurs, les plus convaincus de ses partisans et les plus acharnés de nos ennemis. »

J'ai traduit cet article parce qu'il rend ma pensée, et que je n'aurais jamais dit si net et si bien. Puis n'est-il pas curieux que ces choses-là s'impriment ouvertement et publiquement à Naples?

Venons-en maintenant à la réunion militaire convoquée par le roi samedi soir. Il s'agissait tout simplement de savoir si l'on pouvait résister encore à Garibaldi. Le général Bosco, que certaines correspondances avaient envoyé à Monteleone, et qui n'était jamais allé plus loin que Salerne, étant revenu à Naples pour consulter le docteur Palasciano sur un lombago tenace, assistait au conseil des généraux. Il prit la parole et dit brusquement que si l'armée était si faible et si facile à séduire, c'était la faute de certains grands seigneurs militaires qui pendaient leur épée au croc et jouaient au whist. Le prince Ischitella reçut la balle ou la prit au bond ; la scène fut violente en présence du roi ; peu s'en fallut qu'elle ne finît par un duel,

séance tenante. Le lendemain, le général Ischitella envoya sa démission à François II, qui dit cette parole triste : « Ce n'est jamais moi qui fais le mal, et c'est « toujours moi qui en suis puni. »

Ce mot douloureux est la moralité de ce dernier règne, expiation des fautes et, disons-le franchement, car c'est de l'histoire, expiation des crimes de Ferdinand.

Cependant les généraux ont déclaré dans leur conseil que l'armée pouvait tenir encore. Une seule voix, plus courageuse et plus sincère, a soutenu qu'une prolongation de lutte ne serait plus qu'une vaine effusion de sang. Remercions le général de Sauget qui a dit franchement cette libre parole.

Par malheur, elle ne sera pas écoutée, et, sans organiser un plan de campagne, sans rassembler des forces pour un suprême effort, le roi persiste dans le système d'obstination et d'indécision qui a déjà perdu sa dynastie.

Voici d'ailleurs les nouvelles de la guerre empruntées aux derniers bulletins (numéros 17 à 21) du comité de l'ordre.

Le 30 août, M. Stefano Passaro, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le comité central, a déclaré l'insurrection commencée dans la Lucanie occidentale.

Il a organisé une commission pour recueillir des armes et des munitions de toute espèce, une commission pour réunir des offrandes volontaires, et une commission destinée à pourvoir à la sécurité publique.

Les troupes royales de Monteleone se sont débandées et jointes, en partie, à l'armée des patriotes.

L'insurrection d'Altamura grandit à vue d'œil. Les

royaux qui étaient à Bari se replient sur Avellino.

Le comité provincial de Bari a reconnu le comité de l'ordre et la royauté de Victor-Emmanuel. Il a fixé le nombre des volontaires qui doivent partir pour la Basilicate, en mobilisant la garde nationale et en fournissant des fonds.

Le 31, de nombreuses bandes de volontaires, organisées à Piedimonte d'Alife, se disposaient à partir pour Avellino.

Le 30, à midi, trois mille insurgés environ, venant de toutes les communes du district de Sala, et une trentaine de soldats de Garibaldi, commandés par Fabrizio da Nupone, sont entrés à Sala en criant : *Vive l'Italie! vive Victor-Emmanuel! vive Garibaldi!* et ils ont institué un gouvernement provisoire dans le palais de la sous-intendance.

La banque de Bari manque de numéraire, les employés du gouvernement ne peuvent être payés. Le commandant militaire, pour éviter des conflits avec la population, a quitté la ville.

Les volontaires de Potenza, qui ont occupé Altamura, marchent sur Bari. Les autorités ne leur opposent aucune résistance.

Trois vapeurs sans drapeaux, qui se dirigeaient sur Gaëte, ont rebroussé vers le sud-est.

On parle d'un débarquement garibaldien sur les côtes de Montedragone.

On a des détails sur l'insurrection de Vallo. Ce n'a été qu'une promenade militaire à travers des acclamations unanimes. Les femmes et les enfants suivaient le cortége en criant : *Vive Victor-Emmanuel! Vive Garibaldi!* La musique militaire a éclaté en fanfares; des

dragées et des fleurs pleuvaient de tous les balcons. En sortant de Vallo, la colonne comptait déjà plus de mille hommes. Elle a été accueillie partout avec la même joie et se grossit à chaque pas de recrues nouvelles. « C'est une fête populaire, dit le bulletin : « ce n'est pas une insurrection. »

Les soldats revenus de Calabre et qui avaient été expédiés à San-Severino pour former un seul corps, se sont débandés et disséminés à Caserte, à Capoue et en d'autres places voisines.

On a rappelé à Naples la gendarmerie de Lecce. Mais la population et le comité national de cette ville se sont opposés au départ des gendarmes. Les gendarmes sont restés.

Cette dernière nouvelle est d'hier 3 septembre.

Tels sont les bulletins du comité de l'ordre. Voici un placard du comité de l'action :

A Sala, le dictateur Garibaldi au prodictateur Giovanni Matina (Réponse).

« Restez fermes et organisez vos révolutions. Il n'est pas besoin de venir au-devant de moi. C'est moi qui irai chez vous. Dites au monde entier qu'avec mes braves Calabrais j'ai fait baisser les armes à 10,000 soldats commandés par le général Ghio. Les trophées de la victoire furent 12 canons, 10,000 fusils, 300 chevaux, quelques mulets et un immense matériel de guerre.

« Je pars pour Rogliano.

« Agrifoli, 8 heures du matin. »

J'entends dire que Bosco et Von Mechel n'iront pas attaquer l'ennemi, mais qu'ils l'attendront devant Salerne.

En ce moment, toute la flotte est à Naples. Le bruit courait ces jours qu'on voulait l'envoyer à Trieste, pour la livrer à l'Autriche, maintenant qu'elle est inutile au roi, et qu'elle pourrait servir à Garibaldi. Mais les marins ont refusé de partir. Les mécaniciens sont descendus à terre, quelques-uns avec leurs effets. Trois vapeurs seulement ont levé l'ancre, l'*Ercole*, le *Fieramosca* et le *Ruggiero*, sur la promesse formelle qu'ils n'iraient pas plus loin que Gaëte, et qu'ils reviendraient sur-le-champ.

Tout cela vous peint l'état de Naples.

L'autre soir, au *Teatro-Nuovo*, fut chanté un hymne à la garde nationale. Après des applaudissements frénétiques à la cantatrice qui tenait le drapeau italien, quelques voix crièrent en trois fois avec un ensemble parfait : *Vive Victor-Emmanuel! vive Garibaldi! vive l'Italie!* La salle entière trépigna d'enthousiasme à ces cris séditieux. L'inspecteur de police essaya bien des gestes calmants, mais sans apaiser personne. Ce théâtre est fermé depuis lors, et l'hymne national n'a pas été répété.

Il devait y avoir ce soir, au théâtre Saint-Charles, une nouvelle démonstration, mais elle a été contremandée. On ne bougera pas jusqu'à l'arrivée de Garibaldi...

VII

GARIBALDI A NAPLES

Garibaldi à Naples. — François II à Capoue. — Proclamation et décrets de Garibaldi. — Anecdotes sur Garibaldi. — Reddition du fort Saint-Elme. — Mesures du nouveau gouvernement. — Ordre du jour à propos de la mort de de Flotte. — Le Statut piémontais promulgué à Naples. — Jugement sur François II.

1er septembre.

Garibaldi est à Naples, et toute la ville n'est qu'une acclamation. Mais tâchons de modérer notre enthousiasme, et procédons par ordre.

Voici les dépêches d'avant-hier :

Afan de Rivera au colonel Anzani.

« Salerne, 10 h. 30 du soir.

« On a su par deux sous-officiers revenant de Calabre que la brigade Caldarelli s'est unie à Garibaldi ; que Garibaldi est à Auletta, qu'il s'est opéré à Sapri un débarquement de 4,000 hommes commandés par le général Türr. On demande de la troupe. »

Le commandement général à Afan de Rivera.

« Naples, 2 heures du matin.

« Que toute la troupe qui est à Salerne se concentre à Nocera en passant par la Cava, et se mette tout de suite en mouvement, en tenant occupée avec deux bataillons la position de Cava. Elle attendra l'arrivée de l'autre pivision. »

Commandement général à M..., à Avellino.

« Naples, 2 heures du matin.

« Dans le cas que la position exigeât impérieusement de se retirer devant des forces supérieures, vous irez occuper les gorges de Monteforte, et de là, si vous y êtes forcé par des pertes graves, vous vous replierez par Nola sur Nocera. »

Le général Pérez au général Scotti.

« Avellino, 4 septembre, 11 heures du soir.

« Le bruit court que les munitions de guerre ont été altérées, surtout les cartouches à canon. Veuillez les visiter. »

Scotti au commandement général.

« Je marcherai cette nuit sur Avellino. »

Le maréchal Rivera à S. M. le roi.

« Salerne, 4 septembre, 11 heures du soir.

« Le fil électrique entre Eboli et Salerne est rompu. Deux sous-officiers, venant de Calabre, ont dit que les

masses des révoltés, Garibaldi avec ses hommes et la brigade Caldarelli sont arrivés à Auletta. Qu'on expédie sur-le-champ des troupes aux endroits fixés. J'envoie par le chemin de fer les deux sous-officiers Neamburgo, du 15e de ligne, et Guida du 4e, les adressant au colonel Anzani. »

Gallenga à...

« Eboli, 5 septembre, 1 h. 1/2 du matin.

« La brigade Caldarelli a passé à Garibaldi. — A Sapri, 4,000 hommes, commandés par Türr, ont débarqué. — D'autres débarquements seront opérés plus près de vous. »

Telles sont les dépêches répandues avant-hier au soir. N'est-ce pas que le télégraphe a sa poésie? Ce style brusque, saccadé, haletant, est bien celui qui convient à cette expédition invraisemblable. Celui qui ne l'écrit pas par télégrammes ne sait pas ce qu'il fait.

A ces nouvelles, le roi a fait appeler les chefs des bataillons nationaux, et leur a dit textuellement ces paroles :

« Puisque votre... (se reprenant) puisque *notre* ami commun don *Peppe* (diminutif de don Giuseppe) s'approche, ma tâche est finie, la vôtre commence. Maintenez la tranquillité. J'ai donné l'ordre aux troupes de capituler. »

Et là-dessus, avant-hier, le roi a préparé son départ. La reine d'Espagne lui a offert son palais de Séville; mais il paraît que François II veut passer par Gaëte et s'y défendre. Dernière illusion... Mais attendons les faits.

Hier, en nous réveillant, nous avons appris que Garibaldi, débarqué la nuit entre Vietri et Amalfi, était depuis cinq heures du matin dans Salerne. « Le général arrive, dit la dépêche; les divisions de Cosenz et de Türr le suivent avec des chariots, des voitures et mille véhicules fournis par la population. — Vient après Fabrizi, avec les bandes nombreuses des insurgés de Basilicate et de la Principauté. Débarquement partout, dans le golfe de Salerne et dans la baie de Naples. »

Voyez-vous cette armée qui arrive en voiture? C'est fantastique et merveilleux. Figurez-vous l'ébahissement et l'épanouissement de Naples. La foule anticipait sur ses droits futurs : elle arrachait de partout les armes royales; on l'a contenue cependant non sans peine; on a épargné au roi les explosions de joie et de colère qui menaçaient d'accompagner son départ.

François II s'est embarqué seul, sur une petite barque, à 9 heures du soir, et il est monté sur un navire espagnol. Il a pris avec lui tout ce qu'il a pu emballer, jusqu'à des candélabres, et il a laissé derrière lui la proclamation qui suit :

PROCLAMATION ROYALE.

« Naples, 6 septembre.

« Parmi les devoirs prescrits aux rois, ceux des jours d'infortune sont les plus grandioses et les plus solennels, et je veux les remplir avec une résignation exempte de faiblesse, l'âme sereine et confiante,

comme il convient au descendant de tant de monarques.

« Dans ce but, j'adresse encore une fois la parole au peuple de cette métropole, dont je dois à présent m'éloigner avec douleur.

« Une guerre injuste et contre le droit des gens a envahi mes États, bien que je fusse en paix avec toutes les puissances européennes.

« Le changement des ordres gouvernementaux, mon adhésion aux grands principes nationaux et italiens ne suffirent pas pour les éloigner; car même la nécessité de défendre l'intégrité de l'État entraînera derrière elle des événements que j'ai toujours déplorés. Or, je proteste solennellement contre ces inqualifiables hostilités que les siècles présents et futurs jugeront seuls.

« Le corps diplomatique résidant près de ma personne a su, depuis le commencement de cette étrange invasion, de quels sentiments mon âme était remplie pour tous mes peuples, et pour cette illustre ville, afin de la garantir de la ruine et de la guerre, de sauver ses habitants et leurs propriétés, les temples sacrés, les monuments, les établissements publics, les collections d'art, tout ce qui forme, enfin, le patrimoine de sa civilisation et de sa grandeur, tout ce qui appartiendra aux générations futures et supérieures aux passions de ce temps.

« L'heure de tenir cette parole est désormais arrivée. La guerre s'approche des murs de la ville, et c'est avec une douleur ineffable que je m'éloigne avec une partie de mon armée pour me rendre là où la défense de mes droits m'appelle. L'autre partie de-

meure pour contribuer, de concert avec l'honorable garde nationale, à l'inviolabilité et à la sécurité de la capitale, que je recommande au zèle du ministère comme un palladium sacré. Et je demande à l'honneur et au civisme du syndic de Naples et du commandant de cette même garde citoyenne, d'épargner à cette patrie si chère les horreurs des désordres intérieurs et les désastres de la guerre voisine, et, à cet effet, je concède à ces derniers tous les pouvoirs nécessaires et les plus étendus.

« Descendant d'une dynastie qui, pendant cent vingt-six ans, régna dans ces contrées continentales, après les avoir sauvées des horreurs d'un long gouvernement de vice-rois, mes affections sont ici. Je suis Napolitain, et je ne pourrais, sans d'amers regrets, adresser des paroles d'adieu à mes bien-aimés peuples, à mes compatriotes.

« Quel que soit mon destin, heureux ou malheureux, je leur conserverai toujours de profonds et affectueux souvenirs. Je leur recommande la concorde, la paix, la sainteté de leurs devoirs nationaux. Qu'un zèle immodéré pour ma couronne ne devienne pas un motif de troubles. Soit que, par le sort de la guerre présente, je revienne bientôt parmi vous, ou dans quelque autre temps qu'il plaise à la justice de Dieu de me rendre le trône de mes ancêtres, devenu plus splendide par les institutions libres dont je l'ai irrévocablement entouré, ce que j'implore, dès à présent, c'est de revoir mes peuples unis, forts et heureux.

« Naples, le 6 septembre 1860.

« FRANÇOIS. »

Après la proclamation, vient la protestation royale :

« François II, etc., etc.,

« Puisque un hardi condottiere, avec toutes les forces dont l'Europe révolutionnaire dispose, a attaqué nos domaines invoquant le nom d'un souverain d'Italie, parent et ami, nous avons, par tous les moyens en notre pouvoir combattu pendant cinq mois pour l'indépendance sacrée de nos États. Le sort des armes nous a été contraire. L'entreprise hardie que ce souverain, de la manière la plus formelle, protestait ne pas reconnaître, et qui pourtant, pendant le cours de négociations tentées pour établir un accord intime, recevait, surtout dans ses États, secours et appui, cette entreprise, à laquelle toute l'Europe, après avoir proclamé le principe de non-intervention, assista indifférente, nous laissant seul lutter contre l'ennemi de tous, est sur le point d'étendre ses tristes effets jusque sur notre capitale.

« D'autre part, la Sicile et les provinces du continent, de longue main et de toutes manières travaillées par la révolution, dont la pression les a soulevées, ont formé des gouvernements provisoires avec le titre et sous la protection nominale de ce souverain, et elles ont confié à un prétendu dictateur l'autorité et le plein arbitre de leurs destinées.

« Fort de nos droits, fondés sur l'histoire, sur les engagements internationaux et sur le droit public européen, tandis que nous comptons prolonger autant qu'il nous sera possible notre défense, nous ne sommes pas moins décidé à n'importe quel sacrifice pour épargner les horreurs d'une lutte et de l'anarchie à cette vaste métropole, siége glorieux des plus anciens sou-

venirs, berceau des arts et de la civilisation du royaume.

« En conséquence, nous sortirons avec notre armée hors de ses murs, nous confiant dans la loyauté et dans l'amour de nos sujets pour le maintien de l'ordre et du respect dû à l'autorité.

« En prenant une pareille détermination, nous sentons cependant en même temps le devoir que nous dictent nos droits anciens et inviolables, notre honneur, l'intérêt de nos héritiers et successeurs, et plus encore celui de nos bien-aimés sujets, et nous protestons hautement contre tous les actes jusqu'ici consommés et les événements qui se sont accomplis et qui s'accompliront à l'avenir. Nous réservons tous nos titres et toutes nos raisons émanant des traités et des droits sacrés et incontestables de succession. Nous déclarons solennellement tous les événements et tous les faits mentionnés nuls, illégaux et sans valeur, remettant pour ce qui nous regarde, dans les mains de Dieu tout-puissant, notre cause et celle de nos peuples, dans la ferme assurance de n'avoir pas eu, pendant le temps si court de notre règne, une seule pensée qui n'ait été consacrée à leur bien et à leur bonheur. Les institutions que nous leur avons irrévocablement garanties en sont le gage.

« Cette protestation sera transmise par nous à toutes les cours, et nous voulons que, signée par nous, munie du sceau de nos armes royales et contre-signée par notre ministre des affaires étrangères, elle soit conservée dans nos royaux ministères d'État, des affaires étrangères, de la présidence du conseil des ministres et de grâce et justice, comme un monument

de notre constante volonté d'opposer toujours la raison et le droit à la violence et à l'usurpation.

« Naples, 6 septembre 1860.

« Signé : FRANÇOIS.

« Contre-signé : JACQUES DE MARTINO.

Là-dessus, le roi a retiré toutes ses troupes de Salerne et de Nocera, et les a rassemblées à Capoue, où se forme un nouveau camp. Il est faux que les Bavarois aient passé hier à Garibaldi : épargnons-leur cette dernière honte. De leur part, ce ne serait qu'une trahison. L'indiscipline est dans leurs rangs; ils se sont soulevés d'abord contre leurs sous-officiers, puis contre leurs officiers, qui appartiennent aux anciens régiments suisses. Ces Bavarois sont, en général, des Tyroliens et des Bohémiens : ils voient de mauvais œil des Helvétiens à leur tête. Ils sont de plus épuisés et irrités par les marches continuelles et inutiles qu'ils ont faites depuis un mois.

Croyez-vous que ces derniers jours on a changé trois fois coup sur coup le plan de campagne? Le premier plan était d'attendre l'ennemi entre Eboli et Salerne ; le second, d'échelonner les troupes dans les passages difficiles qui séparent Naples de Salerne d'Avellino; le troisième plan, le meilleur peut-être, était de déployer les chasseurs sur les hauteurs qui dominent ces défilés; la défense eût été formidable. Puis, pour la quatrième fois, on change d'idée et l'on se réfugie dans les places fortes. Il y a de quoi désespérer des hommes qui veulent se battre, et il y en a beaucoup chez les étrangers; soldats de la

dernière guerre, ils espéraient une revanche de Solferino.

Et ainsi, reculant toujours, les soldats royaux ont fait à Garibaldi, le dictateur, une entrée triomphale à Naples.

Mais, avant de la raconter, j'ai encore une pièce curieuse à vous offrir, une ordonnance affichée hier au soir, avant le départ du roi, par la police :

« Citoyens, le roi part. Entre une haute disgrâce qui se retire et un autre principe qui s'avance en triomphant, votre conduite ne peut être douteuse. L'une vous impose le recueillement en face de la majesté éclipsée. L'autre exige le bon sens, l'abnégation, la prudence, le courage civil. Nul de vous ne troublera le développement des héroïques destinées de l'Italie. Nul ne songera à déchirer la patrie avec des mains vindicatrices ou scélérates. Mais vous attendrez avec calme le jour mémorable qui ouvrira le chemin à notre pays pour sortir des embarras et des périls sans de nouvelles convulsions, sans répandre le sang fraternel. Ce jour est proche ; mais, en attendant, que la ville reste calme et ne se trouble pas. Que le commerce continue son cours avec confiance ; que chacun demeure dans les occupations habituelles de la vie ; que toutes les opinions s'unissent dans le sublime accord du salut public. Pour votre sécurité, la police est en permanence, la garde nationale veille sous les armes.

« Ainsi, citoyens, vous ne rendrez pas inutile le long et patient sacrifice de ceux qui, bravant les cruelles incertitudes de la situation, se sont sacrifiés au gouvernement de la chose publique, et qui, dé-

tournant les périls qui menaçaient votre liberté et l'indépendance de la nation, en furent les gardiens vigilants et fermes. Ils poursuivront leur noble mandat, et ils sont sûrs que votre concorde, votre conduite régulière, les aideront encore à surmonter les difficultés qui restent; ils sont sûrs qu'ils ne seront point forcés d'invoquer la sévérité de la loi contre l'agitation insensée des partis extrêmes. De cette manière, nos destinées seront accomplies, et l'histoire, qui tiendra compte du patriotisme de ceux qui gouvernent, dispensera aussi généreusement la gloire à la sagesse civile de ce peuple vraiment italien.

« *Le préfet de police*,

« GIUSEPPE BARDARI.

« Naples, 6 septembre 1860. »

Cette ordonnance mérite de rester : elle indique l'état singulier où se trouvait Naples hier au soir, entre le départ du roi et l'arrivée du maître. Elle montre enfin de quel côté penchait la police au déclin de François II.

Encore un mot, et j'arrive à Garibaldi. Avant de s'embarquer, le dernier Bourbon de Naples a laissé seize colonnes de décrets; les derniers sont des grâces.

J'aime à finir par ce mot l'histoire de ce règne, que j'ai racontée jour par jour, sans faiblesse, mais sans colère, en soutenant d'abord la nation opprimée, mais en ménageant après le roi vaincu.

Et maintenant, à Garibaldi!

Il est donc arrivé ce matin, appelé par le syndic et le commandant de la garde nationale. Il n'a pas amené

de troupes avec lui, quelques officiers de son état-major seulement, toujours seul comme César. Avant de venir, il avait écrit aux Napolitains :

« Dans ce moment solennel, je vous recommande l'ordre et la tranquillité répondant à la dignité d'un peuple qui rentre dans la souveraineté de ses droits. »

L'ordre est daté de Salerne, et d'aujourd'hui même, six heures et demie du matin.

Et aussitôt deux lettres de Liborio Romano ont été affichées, l'une à Garibaldi pour l'appeler à Naples et remettre en ses mains le pouvoir, en promettant la tranquillité publique et en protestant de son respect *illimité;* l'autre au peuple, pour lui annoncer Garibaldi et pour lui conseiller à la fois l'ordre et l'enthousiasme.

Le dictateur est descendu à la Foresteria. C'est un palais qui s'élève sur la place de Saint-François-de-Paul et qui forme l'angle droit avec le château royal. J'ai demandé à mon cocher pourquoi Garibaldi n'occupait pas le château même. Le cocher m'a répondu : « Le château est pour Victor-Emmanuel. »

J'ignore si c'est une délicatesse du dictateur déjà connue dans la ville, ou un commentaire de l'homme du peuple qui m'avait loué son cabriolet : dans les deux cas, l'idée est bonne.

Le palais de la Foresteria donne d'un côté dans une rue, et de l'autre sur une place. La rue et la place étaient encombrées de foule, malgré le soleil. Garibaldi passait d'un balcon à l'autre, et la cohue faisait rage. Je ne m'attendais pas à un pareil enivrement.

Avant mon arrivée, le dictateur avait harangué le

peuple. Voici en quels termes le *Nazionale* rapporte son discours :

« Vous avez bien le droit de vous exalter, en ce jour où cesse la tyrannie qui a pesé sur vous et où commence une ère de liberté.

« Et vous en êtes dignes, vous, enfants du plus splendide joyau d'Italie.

« Je vous remercie de cet accueil, non pour moi, mais au nom de l'Italie, que vous constituez, par votre concours, dans son unité. Vous méritez par là la gratitude non de l'Italie seulement, mais de l'Europe entière. »

Je vous laisse à penser les applaudissements.

Quelques instants après, j'ai revu Garibaldi de plus près, dans la rue de Tolède. Il se rendait en voiture du palais de la Foresteria dans celui du duc d'Angri, où le prince de Fondi lui avait fait accepter un logement. Il portait sa chemise rouge et son chapeau italien. Il paraissait calme, heureux et las : il avait un sourire fatigué sur la bouche. Des tonnerres d'acclamations roulaient et croulaient de partout sur son passage. Je ne croyais pas que l'enthousiasme national pût faire tant de bruit.

Rien n'était plus vivant que la rue pavoisée d'un bout à l'autre et du haut en bas de drapeaux italiens avec la croix de Savoie. Des milliers de voitures se croisaient en tous sens, bourrées de gens du peuple. Chacune avait son drapeau, plusieurs en avaient dix. Tout cela s'agitait, se démenait avec des cris de joie. On brandissait tout ce qu'on avait sous la main ; des bannières, des piques, des bâtons, même des couteaux. Et *Vive Garibaldi! vive Victor-Emmanuel! vive*

l'Italie! Dans ces voitures, pêle-mêle avec des Napolitains, se tenaient debout, avec leurs chemises rouges, des hommes de Garibaldi. Les bravos redoublaient sur leur passage. Ces bravos tombaient de tous les balcons; ils se répandaient souvent, comme un seul cri, dans la rue entière; ils descendaient des rues transversales à torrents : c'était éclatant et unanime. De certains endroits descendaient des pluies de fleurs.

Les gardes nationaux faisaient la haie et marchaient, çà et là, musique en tête, avec un air martial qui leur était venu tout à coup : l'œil du maître! — Et la foule immense, les femmes du peuple, les chars bariolés, les cocardes, les brassards, les nœuds tricolores, les grandes écharpes dont certains officiers se drapeaient tout entiers, les burnous blancs, les chemises écarlates, les guenilles du lazzarone, les balcons peuplés et bigarrés, les prêtres même, debout dans les voitures et agitant aussi la croix de Savoie, qui n'est pourtant pas celle du Vatican, — tous ces bruits, ces couleurs, ces figures sous la claire lumière et le ciel ardent de Naples, faisaient un tumulte éblouissant que je n'oublierai jamais.

Je passe les poignées de mains, les accolades et toutes les effusions en pleine rue qui sont nécessaires à l'enthousiasme et à l'allégresse de ce peuple enfant. Je viens de sortir ce soir : la rue de Tolède est folle de joie; tout est illuminé; la foule est compacte; les voitures roulent des torches qu'elles secouent avec les drapeaux; les chants et les cris ont redoublé; c'est une tempête. Les femmes agitent des fusils, les gamins des couteaux, et nous somment de crier : *Vive Garibaldi!* Je suis sûr qu'on va flétrir ce procédé vio-

lent; on dira que le peuple arrache des acclamations en vous mettant le couteau sur la gorge. Ceux qui écriront cela ne connaissent pas le pays. Ces poignards inoffensifs n'ont frappé personne; ils sont là pour accompagner le geste et pour l'achever. Stylets d'opéra, de parade; ils ajoutent au spectacle et font figure : ils n'ont effrayé que les nouveaux-venus.

Pas un accident n'a troublé la fête. J'entends dire pourtant que, tout à l'heure, loin du centre, au fort Carmine, il y a eu des coups de fusil tirés et des soldats morts. Mille et une versions courent sur le fait; je choisis la plus vraisemblable. Il y a dans ce fort une prison et des galériens. Les galériens ont voulu s'évader; la sentinelle a déchargé son fusil. Cet acte, mal compris, a donné l'alarme : de là des conflits absurdes où le sang a coulé; mais la garde nationale, intervenant, a bientôt rétabli l'ordre avec de bonnes paroles.

Somme toute, c'est une belle journée. Garibaldi a conquis le royaume à marches forcées, en dix-sept jours.

8 septembre.

Le premier acte de Garibaldi est une proclamation *à la chère population de Naples :*

« Fils du peuple, c'est avec un vrai respect et un véritable amour que je me présente à ce centre imposant de populations italiennes que beaucoup de siècles de despotisme n'ont pu humilier ni forcer de plier le genou devant la tyrannie.

« Le premier besoin de l'Italie était la concorde,

pour arriver à l'unité de la grande famille italienne. Aujourd'hui la Providence a pourvu à la concorde, grâce à la sublime unanimité de toutes les provinces pour la reconstitution nationale. Pourvoyons de même à l'unité! Elle a donné à notre pays VICTOR-EMMANUEL, que nous pouvons appeler dès ce moment le vrai père de la patrie italienne.

« VICTOR-EMMANUEL, modèle des souverains, inculquera à ses descendants leur devoir pour la prospérité d'un peuple qui le mit à sa tête avec un frénétique dévouement.

« Les prêtres italiens, avec la conscience de leur mission, ont, pour garantie du respect avec lequel ils seront traités, l'élan, le patriotisme, l'attitude vraiment chrétienne de leurs confrères innombrables, que, depuis les moines bien méritants de la Gancia jusqu'aux généreux prêtres du continent napolitain, nous avons toujours vus, à la tête de nos soldats, affronter les plus grands périls des batailles. Je le répète, la concordance est la première nécessité de l'Italie. Donc, les dissidents d'autrefois qui maintenant veulent porter sincèrement leur pierre à l'édifice de la patrie, nous les accueillerons comme frères. Enfin, tout en respectant la maison d'autrui, nous voulons être maîtres dans la nôtre, que les tout-puissants de la terre le veuillent ou ne le veuillent pas.

« Salerne, 7 septembre 1860 au matin.

« G. GARIBALDI. »

Il est résulté de cette habile proclamation qu'hier au soir des voitures chargées de prêtres acclamaient Garibaldi, Victor-Emmanuel et l'Italie.

Voici maintenant le premier décret du dictateur :

ITALIE ET VICTOR-EMMANUEL.

« Le dictateur décrète :

« Tous les navires de guerre ou de commerce appartenant à l'État des Deux-Siciles, arsenaux, matériaux de marine, sont agrégés à l'escadre du roi d'Italie Victor-Emmanuel, escadre commandée par l'amiral Persano.

« Naples, 7 septembre 1860.

« G. GARIBALDI. »

Voyez-vous ce coup de filet? Notez que presque toute la flotte est à Naples, le roi n'ayant pu conduire à Gaëte aucun vapeur. Les équipages refusaient de partir, sachant ou croyant qu'on allait livrer la flotte à l'Autriche. Les mécaniciens étaient descendus à terre avec leurs effets. Il ne manqué ici qu'une frégate : elle reviendra peut-être. Voici donc, d'un trait de plume, la première marine de l'Italie donnée à Victor-Emmanuel.

On attend ce soir une brigade de la division du général Türr. Ces Italiens seront ici les premiers venus, car ce dernier trait n'est pas le moins étrange de cette époque fantastique. Garibaldi est arrivé seul, laissant son armée entière derrière lui. Les plus avancés le suivaient à deux jours de distance. L'arrière-garde est encore à Reggio.

Les forts ont arboré hier au soir la croix de Savoie, en même temps que la flotte; mais ils demeurent dans

les mains des soldats. Garibaldi ménage l'armée avec une habileté singulière. Pour ne pas lui montrer de défiance, il lui laisse occuper ses formidables positions. Il ne la délogera jamais par la force.

Tout à l'heure il vient de licencier l'infanterie de marine, qui lui était hostile. Il a permis à tous ces soldats de rentrer chez eux. Cette grâce inattendue les a comblés de joie. Ils courent maintenant les rues par une pluie battante, en agitant leurs shakos et en criant : *Vive Garibaldi!*

Je finis par un trait curieux qui me frappe au dernier moment. Le dernier numéro du *Journal constitutionnel,* après la proclamation suprême et la protestation de François II, donne un décret qui institue au ministère des affaires étrangères une école de droit international, etc., pour former les jeunes diplomates. Et l'article 4 du règlement de cette école fixe des séances mensuelles où seront lus des travaux sur toutes sortes de thèmes et notamment « sur la politique proprement dite, c'est-à-dire *la science des opportunités.* »

Et l'on a publié cela après le départ du roi ! C'est si bête, que c'en est triste !

9 septembre.

Je n'ai pas parlé au dictateur, et je suis trop peu de chose pour lui être présenté ; mais j'ai déjà causé longuement avec plusieurs de ses officiers, ou, pour mieux dire, de ses camarades. Le comte Arrivabene, entre autres, m'a fait l'honneur de me raconter cette

étrange conquête. On n'y comprend rien; on n'y croirait pas, si Garibaldi n'était pas ici. Le général Gallotti s'est laissé prendre dans Reggio comme dans une souricière. Interpellé sur cette reddition incroyable, il a répondu aux patriotes : « Que voulez-vous que je vous dise? Vous êtes venus par derrière, et je vous attendais par devant. »

Savez-vous comment les Italiens ont pris Salerne? Par une simple plaisanterie, invention de quelques officiers en belle humeur. Ils forgèrent deux dépêches, l'une au ministre de la guerre à Naples, et l'autre au commandant de Salerne, annonçant que la ville était déjà cernée, les hauteurs occupées, et que quarante mille hommes allaient tomber sur les royaux. En un clin d'œil le camp fut levé et la ville prise. Et, ce qu'il y a de plus curieux, c'est que la dépêche a été transmise par le ministre aux légations étrangères, et par les légations à leurs gouvernements.

Ailleurs des garibaldiens ont attaqué quatre ou cinq cents royaux en criant: *A nous, bersagliers!* comme s'ils appelaient toute une armée. Aussitôt les quatre ou cinq cents royaux mirent bas les armes. Et savez-vous le nombre des garibaldiens qui ont fait cette équipée? ils étaient cinq.

Je pourrais multiplier ces traits : telle est toute la conquête du royaume de Naples.

Écoutez, pour en finir, la prise de Villa-San-Giovanni, telle qu'elle me fut racontée hier par un officier des patriotes :

« Ils étaient échelonnés sur la montagne et faisaient la soupe; Garibaldi dormait. Réveillé par un feu d'enfer, il défendit à ses hommes de brûler une cartouche,

et envoya un parlementaire aux royaux pour leur demander pourquoi ils ne se rendaient pas. Le général répondit : « Parce que mes soldats veulent se battre.— Eh bien, qu'ils se battent! » dit Garibaldi en recevant cette réponse. Il défendit encore à ses hommes de bouger, et se rendormit. Le feu redoublant, il renvoya le parlementaire, qui demanda derechef aux royaux pourquoi ils ne se rendaient pas. Le général répondit encore : « Parce qu'ils veulent se battre ! » Et Garibaldi : « Qu'ils se battent ! »

« Impatienté cependant du vacarme inoffensif qui l'empêchait de dormir, le dictateur envoya pour la troisième fois son parlementaire pour dire aux royaux qu'il irait les attaquer s'ils ne se rendaient pas au bout de trente minutes. Les royaux répondirent : « C'est ce que nous voulons ! » et ils recommencèrent à fusiller et à mitrailler de plus belle les garibaldiens, qui ne remuaient pas. Vingt-cinq minutes après, ils avaient posé les armes. »

Étrange conquête! Garibaldi marchait droit devant lui, sans se retourner, par des chemins où cinq cents hommes résolus auraient pu arrêter son armée. L'armée venait derrière, comme elle pouvait, ici par bandes, ailleurs par troupes; plus loin les soldats venaient un à un. La queue n'avait pas encore débarqué sur le continent quand la tête était à Naples. Tous ces hommes allaient un peu au hasard, mangeaient quelquefois, dormaient où ils pouvaient, le plus souvent à la belle étoile. On tira quelques coups de fusil les premiers jours, puis plus rien : les royaux se dispersaient comme la poussière que soulevait leur fuite. Caldarelli, général de François II, capitulait devant les

Calabrais seuls et se joignait ensuite aux patriotes. Melendy, Briganti, Gnio, se rendaient sans coup férir...

Comme s'envole au vent une paille enflammée,

s'évanouit ce bruit qui fut l'armée de Ferdinand.

Le colonel Frapolli, l'un des premiers débarqués,— un grand Italien : soldat et savant,— courait les montagnes à pied et faisait de la géologie. Puis il rejoignit Garibaldi et prit les devants. Arrivé dans un village, il commençait par s'emparer du télégraphe; puis il annexait le village, et continuait sa route. C'est ainsi qu'il s'est emparé de Salerne; il l'a tenue dans sa main tout un jour, avec deux ou trois amis. Il est arrivé à Naples avant le départ du roi. — Et à Naples même, avant le départ du roi, il s'est emparé du télégraphe!

Je n'invente rien; je tiens tous ces incidents des acteurs eux-mêmes. C'est une comédie héroïque, une farce de cape et d'épée digne du théâtre espagnol.

Il y a aussi, je l'avoue, le côté hideux, ignoble. François II a été abandonné d'une façon misérable par tous ceux qui auraient dû le soutenir. Ils se vantent maintenant de l'avoir trahi! Je ne veux plus rappeler les défections de l'armée, les déroutes et les débandades de la Calabre; les soldats entraînés le soir, par leurs généraux, dans des défilés où ils se réveillaient le matin cernés par les patriotes; l'argent emporté par ceux qui se sauvent maintenant, ou se cachent, ou s'affichent, hélas! — Après avoir vendu leur roi, la conduite équivoque d'une partie de la marine qui bombardait résolûment, tant que François II fut le

maître, puis louvoyait tant que le succès fut douteux, tantôt résistant et canonnant, tantôt s'écartant et laissant faire, et qui se livre à présent, hommes et navires, au triomphateur. — toute cette déroute universelle, en un mot, qui essaye en vain de se justifier maintenant en faisant sonner le nom de l'Italie, car c'est une lâcheté militaire longtemps dissimulée sous deux masques, — et jetant bas, après coup, le plus honteux et le plus lourd des deux !

Mais ce que je devrais signaler, si j'avais déjà les droits de l'historien qui doit oser dire tout ce qui est vrai (*ne quid falsi dicere audeat, ne quid veri non audeat*), ce sont les lâchetés civiles, l'adhésion universelle des fonctionnaires, des employés, qui violent leur serment au roi vaincu pour garder leurs places, et qui se font gloire de cette trahison ; le double rôle de certains personnages qui étaient au pouvoir ces derniers jours et qui servaient à la fois François II et Garibaldi, écartaient l'un et appelaient l'autre. J'ai eu sous les yeux les preuves, les actes même de leur politique, les lettres qu'ils écrivaient au vainqueur, à dater du jour où sa victoire fut assurée, pour lui livrer Naples et rester ensuite au pouvoir. Mais je laisse à d'autres la triste mission de publier et de justifier ces manœuvres. Elles ont épargné du sang peut-être, mais au prix de turpitudes qui brouilleraient à tout jamais les cœurs généreux avec la cause de la Révolution, — si l'indignité de quelques-uns suffisait pour déshonorer les idées éternelles.

Je ne suis pas un homme politique, et je n'entends rien à cette horrible loi des nécessités qui excusent tout. Je soutiendrai toujours que la fin ne justifie pas

les moyens, et qu'il n'y a pas de principe sacré qui autorise des armes déloyales. L'avenir est à Dieu, le présent seul est à moi : aucun rêve lointain ne me dispense d'être honnête homme. Et je crois qu'une noble défaite est plus utile à la bonne cause qu'une victoire imméritée.

L'homme n'est pas grand par le résultat de son œuvre, car ce résultat dépend toujours de la fortune, ou, pour mieux dire, d'une loi suprême, inconnue, qui est la volonté de Dieu. L'homme n'est grand que par son œuvre même. Et si cette œuvre est bonne, elle reste toujours, même quand elle échoue; elle reste, dans son impression morale, plus durable que des bienfaits passagers : elle reste comme exemple. Les grands exemples vivent plus que les grands succès.

Cela dit, je me hâte d'ajouter qu'une grande partie des Napolitains a fait son devoir. La plupart d'entre les hommes supérieurs se sont écartés à la fin du dernier règne. Des soldats nombreux, des marins même (ceux du *Véloce* par exemple) ont eu le courage de leur défection. Des provinces entières, la Basilicate entre autres, le Cilento, les Calabres, se sont soulevées toutes seules à l'approche du dictateur...

Les Calabrais sont des hommes. Ceux qui les ont vus sous les armes (M. Maxime Du Camp, le comte Téléki, etc.) annoncent qu'ils seront des soldats. Quand les patriotes sont arrivés à Catanzaro, vingt mille citoyens sont venus à leur rencontre, se prosternant devant eux et se traînant sous leurs chevaux. Ailleurs des vieillards pleuraient leurs fils, morts trop tôt pour voir cette délivrance. A Maïda, les patriotes ont

trouvé la ville entière en armes; les femmes portaient des fusils et savaient s'en servir. L'enthousiasme éclatait partout, et non pas seulement en paroles. Des populations entières étaient prêtes à marcher. Ils criaient résolûment, ces hommes de cœur : « Nous vous suivrons jusqu'à Venise ! » Et ce n'étaient pas de vains mots : ils marchent. On en voit déjà beaucoup à Naples; ils sont vigoureux et résolus.

Ceux de la Grande-Grèce forment une race à part, une légion d'homme fiers et sérieux, qui doivent être stoïques. Naples, en ce moment, est une ville étrange, où ces soldats de tous pays, de toute langue, se rencontrant au service d'une belle cause, accueillis par le peuple comme des sauveurs, égayent l'esprit d'un sentiment chaud et jeune. On peut mépriser les conquis et regretter la conquête, mais on ne peut qu'admirer les conquérants.

La division Türr, ou du moins une brigade de cette division, arrivée avant-hier, est repartie le jou rmême pour la province d'Avellino, où des paysans communistes ont attiré des gardes nationaux dans un guet-apens et les ont tués avec une barbàrie féroce. Je n'ose répéter ce qu'on raconte des massacres d'Ariano : c'est monstrueux.

Le général Türr, l'homme le plus sympathique de l'armée, compte faire un exemple terrible. C'est le système de Garibaldi : douceur extrême pour convertir le peuple à sa cause, mais rigueur inflexible pour châtier les scélérats. Cette rigueur s'exerce avant tout sur les volontaires. Trois d'entre eux, à Messine, maraudaient du raisin dans une vigne. Ils furent surpris par un de leurs généraux qui sur-

le-champ, de sa main, leur brûla la cervelle à tous trois.

Vous savez la mort de ce pauvre de Flotte. Il disait un matin, après le débarquement : « Je n'ai jamais tué personne; le premier que je tuerai me portera malheur. » Le jour même, à Reggio, il fit tomber deux Napolitains à ses pieds. Un moment après, il tombait lui-même.

On ne parle plus de François II. — On ne parle plus que de Garibaldi.

10 septembre.

Je l'ai entendu parler, je l'ai vu de près : il est admirable. C'est une nature de lion. Il a la voix décidée, résolue, la main large et le corps trapu. Dans ses moments de colère, il doit être formidable. Au repos, il garde un œil placide et un sourire doux. Ce n'est pas un homme de génie, c'est un apôtre. Il marche dans sa foi, sans faiblesse et sans peur: il fait des miracles. Dans la tempête, il serait homme à descendre de sa barque et à marcher sur les eaux. Il croit à sa mission, comme d'autres croyaient à leur étoile; et il va droit devant lui, sûr de son fait, comme tous les vainqueurs.

L'autre soir, pendant la rixe du Carmine, où les soldats ont tiré des coups de fusil et même des coups de canon sur le peuple, il n'a pas remué. Il a offert des cigares aux gardes nationaux qui l'entouraient et leur a dit : « Attendons-les en fumant. » Mais il sent le péril, et quand il le voit quelque part, il s'écrie : « *Ci vado io!* » (Je vais y aller.) Alors on ne le retient plus.

Un des traits singuliers de son caractère est sa simplicité parfaite. Il est le seul grand homme de ma connaissance qui ne pose pas. Un peu grandiloque dans ses discours (comme tous les croyants), il l'est de bonne foi, non pour la phrase. Mais, dans l'intimité, c'est l'être le plus cordialement familier du monde. Il accueille tous les importuns avec une patience de martyr; il ne les tient pas à distance, il ne leur parle point en oracle. Il est simple et bon.

Un trait entre mille : je prends le plus vulgaire, parce qu'il est le plus saillant. A Messine, je crois, un des anciens compagnons de Garibaldi vint se mettre à deux genoux devant lui, demandant, disait-il, une faveur immense. Il fallut des efforts inouïs pour forcer l'homme à s'expliquer. Enfin, quand il fut à bout d'excuses, il dit au dictateur : « Je voudrais un de vos boutons, je le porterais suspendu à mon cou comme une amulette, et je serais sûr de ne pas mourir. » — Garibaldi arracha un de ses boutons et le tendit à l'homme.

Il l'a dit lui-même, il est enfant du peuple, et adoré par le peuple. Il y avait beaucoup de mascarade et de mardi gras dans l'explosion de joie populaire qui vient d'enrouer le pays. Mais ces pasquinades étaient l'expression outrée d'un sentiment vrai, profond, universel. Garibaldi est un saint pour les lazzarones. C'est Dieu qui l'envoie pour sauver le pays ; plusieurs l'appellent Jésus-Christ ; ses officiers sont les apôtres. C'est au nom de Garibaldi qu'on demande l'aumône : ici, tout se traduit en dévotion.

Le dictateur l'a bien senti, avec le rare bon sens qui ressemble à son coup d'œil de soldat, et qui lui

tient lieu de science et d'art politique. Aussi a-t-il respecté les idées catholiques du pays. Dans sa première proclamation, il a caressé les prêtres. Dès son arrivée, il s'est rendu à la cathédrale, où, soit dit en passant, il n'a trouvé personne, le clergé s'était débandé comme l'armée au premier moment. C'est le chapelain de Garibaldi qui a dû monter en chaire. — Le lendemain, fête de la Vierge, le flibustier s'est rendu à la place du roi dans l'église de Piedigrotta, toujours visitée par un cortége royal, à pareil jour, depuis plus d'un siècle. On lui a présenté l'image de la Vierge ornée de rubans tricolores, avec le bouquet de fleurs bénites qu'on avait coutume d'offrir au roi. Au discours du prêtre, il a répondu par des paroles chrétiennes, et s'est laissé approcher et embrasser par la foule de gens du peuple entassés autour de lui.

Les Napolitains le croient invulnérable.— Lorsqu'il est couvert de balles, il n'a qu'à secouer sa chemise rouge, et les balles tombent à ses pieds. — C'est peut-être à cause de cette superstition qu'il a été sauvé jusqu'à présent des mauvais coups réactionnaires. Rappelez-vous qu'il est entré seul dans la ville, encore défendue par des soldats nombreux (on dit six mille). Les forts étaient dans leurs mains et auraient pu brûler Naples. Sous les fenêtres de la Foresteria, d'où il haranguait le peuple, la garde royale était encore armée derrière les grilles fermées du palais. L'infanterie de marine grondait à l'Arsenal et se montrait hostile. Les canons du Carmine pouvaient mitrailler la voiture du dictateur, comme ils ont commencé à mitrailler le peuple le soir même du premier jour.

Et cependant Garibaldi a passé vingt fois à travers

la foule, en voiture découverte. Il est resté toute une soirée au théâtre Saint-Charles, illuminé pour lui. Le wagon qui l'a roulé de Salerne à Naples était peuplé d'inconnus. Et pas une balle sanfédiste n'est venue siffler autour de lui. On prétendait hier au soir qu'en descendant de Saint-Elme, sur la route de Capodimonte, il avait été assailli par un soldat aussitôt massacré. La nouvelle a été démentie. Il s'agit simplement d'un paysan du Vomero qui, sortant d'une haie armé d'un couteau, aurait voulu forcer quelques hommes à crier : Vivent les Bourbons! Un coup de fusil l'a tué roide.

Le bon sens du dictateur, dont je vous ai parlé plus haut, s'est montré du premier jour, dans ses premiers actes. On craignait qu'à son arrivée à Naples il ne se laissât envelopper par les mazziniens. Non-seulement il les a écartés spirituellement en leur offrant des places inoffensives à la Douane et à la Banque, mais il a choisi ses principaux fonctionnaires parmi les hommes d'ordre et de capacité. Avec MM. Cosenz, Pisanelli, Liborio Romano (qui donnera probablement sa démission, par moralité politique : on ne sert pas deux gouvernements coup sur coup, même quand on a mal servi le premier), M. Antonio Ciccone, M. Rodolfo d'Afflitto et M. Antonio Scialoia (qui n'est pas encore revenu de Turin), entreront au ministère. Je n'ai que du bien à dire de ces hommes déjà connus.

M. Andréa Colonna, l'un des gentilshommes qui ont le plus fait pour Naples depuis douze ans, est nommé syndic de la ville. Les maires sont choisis parmi les meilleurs. M. Piersilvestro Leopardi retourne à Turin, où il avait déjà représenté Naples en 1848, pendant

la première guerre ; M. le marquis de Bella est envoyé près de l'empereur, M. Charles Cattaneo près de la reine Victoria. Je n'ai pas besoin d'ajouter d'épithètes à des noms si respectés en Europe.

Les premiers décrets sont parfaitement sages. Le cumul des places est aboli ; la dette publique est reconnue ; les magistrats et les officiers sont rappelés tous à leurs postes, et doivent faire acte de présence et d'adhésion : c'est la seule condition qu'on leur impose. Les destitutions sont rarissimes, les démissions plus rares encore ; la magistrature en masse accepte la dictature provisoire et le royaume italien. En revanche, les soldats sont restés en bien petit nombre, et la débandade a dépassé toutes les prévisions : c'est décidément une armée détruite. On voit maintenant la folie de ce projet de *pronunciamiento* rêvé par des utopistes piémontais. Pas un corps n'a compris l'unité italienne. Les seuls soldats vraiment soldats du royaume (entre autres ceux qui défendaient les forts de Naples) sont retournés auprès du roi.

Les Napolitains se sont bien conduits tous ces jours, et, malgré les bacchanales et les saturnales des premiers soirs, on n'a pas cassé une vitre. La ville est unanime, rassurée, vivante ; c'est une révolution qui vaut presque celle de Florence, la plus belle de notre temps.

11 septembre.

Garibaldi a décidément détrôné saint Janvier. Il est maintenant le patron de Naples. Il règne et gouverne, il est partout, il est tout. Il marche devant lui avec

une sublime audace qui lui donne raison et le sauve du péril. Je ne sais si l'on songe encore à l'étrangeté de son aventure ; l'étonnement se lasse et finit par tout accepter. Mais j'ai l'admiration plus fidèle. J'ai suivi jour par jour, avec l'anxiété du pays qui en attendait sa délivrance, cette expédition dont je vous ai annoncé constamment le succès merveilleux. — Et cependant j'en suis encore à me demander : Est-ce possible? Voilà plus d'un an que je vous écris : La dynastie des Bourbons va crouler au premier souffle. Le souffle a passé, la dynastie est croulée et je n'y crois pas.

N'être que le général d'un État secondaire, — « un « sabreur à qui l'on peut confier un bataillon, peut- « être une brigade, » disait-on de lui naguère : — je dis plus encore : n'être pas même général, car il avait donné tout d'abord sa démission ; — n'avoir à soi ni fortune, ni pouvoir reconnu, ni mission légitime par une autorité quelconque, ni même un de ces grands noms héréditaires qui couvrent l'ambition personnelle d'un droit divin ; — n'être en un mot que le représentant d'une idée, d'une abstraction, on eût dit l'autre jour d'une utopie, — et non d'une idée politique prenant les hommes par des intérêts matériels et des promesses d'avancement, — mais d'une idée nationale qui ne demandait que de sublimes dévouements et d'héroïques sacrifices, et qui, loin de triompher en trois jours, comme les insurrections des villes, ne pouvait décerner le prix de la victoire qu'après des années de privations, de combats et de périls.

Avoir contre soi l'Europe entière, le droit des gens, les traités, l'équilibre des puissances, et ne pouvoir opposer à toutes les traditions, à toutes les lois établies

que le prestige d'un nom populaire illustré par de brillantes escarmouches, mais non encore consacré par ces grandes victoires qui du général Bonaparte avaient fait l'empereur Napoléon.

Être seul, en un mot, pauvre et sans droit; mais remuer les nations, improviser des hommes, trouver des millions, soulever le monde avec une parole; et cela sans habileté, sans conspiration, sans mystère, — en se montrant à tous, les yeux fixés et le doigt tendu sur le point rêvé; — puis partir avec une poignée d'hommes, et, avec cette poignée d'hommes, déclarer la guerre à un souverain qui avait des centaines de vaisseaux et 80,000 soldats. Dénoncé, surveillé partout, glisser entre des croisières formidables; tomber à l'improviste sur le point le mieux défendu de la côte, devant deux navires de guerre qui auraient pu ruiner sa cause avec une vingtaine de boulets, puis en quinze jours, avec 1,092 Italiens et 3 Hongrois, culbuter 30,000 hommes et conquérir la Sicile.

Enfin, après trois mois d'attente et de repos, où par son ascendant, déjà plus fort que les puissances, il força la royauté vaincue à pactiser avec son peuple, et il força le peuple à refuser cette paix proposée trop tard; enjamber le détroit, sauter d'un bond sur une place forte, et en dix-sept jours, en marchant devant lui, sans dévier d'un pas, conquérir un royaume, abolir l'œuvre d'un siècle, et montrer, à la stupéfaction du monde, — en notre temps de modération et de diplomatie, — une aventure plus étrange, plus merveilleuse que les anciennes conquêtes des Normands. Être un corsaire désavoué par son roi, et donner à ce roi d'un trait de plume une centaine de

navires et dix millions d'hommes! Et cela devant l'Europe, qui, déconcertée d'abord, n'ose résister et ne proteste pas, puis, entraînée, éblouie et consacrant cet héroïque attentat par une sorte de sympathique abstention qui constitue une complicité morale. Voilà ce qu'a fait cet homme seul; et il ne s'en tiendra pas là!

12 septembre.

L'acte le plus étrange, le plus incroyable, le plus effrayant de cette révolution a été consommé sans difficulté, sans opposition du premier jour. Garibaldi a donné à l'amiral Persano la flotte du roi de Naples et l'amiral Persano l'a acceptée. Aussitôt des troupes piémontaises de débarquement sont descendues dans la ville et *la Costituzione* nous apporte de Gênes des bersagliers, madame Louise Colet et M. Scialoia. M. Scialoia, l'un des premiers économistes de notre temps, revenant à Naples après dix ans d'exil, va prendre le ministère des finances. Les bersagliers occupent ici la Grand'Garde et l'Arsenal; madame Louise Colet, l'hôtel de Rome.

Voici donc le Piémont engagé. L'on m'assure que l'Autriche envoie à Ancône des passagers isolés qui se réunissent après en bataillons. Ce stratagème ne trompe personne. Elle intervient donc aussi : qu'en diront la France et l'Angleterre? L'Italie du midi va-t-elle assister au dénoûment de la grande guerre qui agita l'an dernier l'Italie du nord?

En attendant, Garibaldi travaille. Il laisse arriver ses bataillons. J'ai vu passer tout à l'heure une brigade

de Calabrais : beaucoup d'enfants, mais encore plus d'hommes bronzés, presque des Mores.

Voici les décrets qui ont paru hier au soir; je choisis les plus importants : Abolition de l'ordre des jésuites; annulation de tous les contrats d'hypothèques et de transmissions passés avec eux depuis le débarquement du dictateur en Sicile, tous leurs biens, meubles et immeubles, étant déclarés biens nationaux.

Défense d'exporter des grains de la ville d'Ancône, mais permis d'y en importer.

Libération de tous les détenus politiques. Restitution des gages déposés au Mont-de-Piété et dans ses succursales, et dont la valeur n'excède pas trois ducats ; l'État remboursera les sommes prêtées. Cette faveur ne fait pas plaisir à tout le monde : il y a beaucoup de gens qui se repentent de n'avoir rien mis en gage ces derniers temps. Suppression de toute espèce de douane entre Naples et la Sicile.

Institution d'asiles pour les enfants pauvres dans les douze quartiers.

Abolition des fonds secrets, à quelque titre et à quelque usage qu'ils soient affectés, dans tous les ministères.

Défense d'enterrer les nobles dans les églises, et qui que ce soit dans l'intérieur de la ville.

La Nuova Italia m'apporte de tristes détails sur la réaction d'Ariano. La population, excitée par les prêtres et soutenue par la garde nationale, s'est soulevée contre les garibaldiens qui venaient d'arriver, et les ont forcés de quitter la ville. Des paysans, cachés dans les haies, tuaient les fuyards au passage et les dévalisaient. Les garibaldiens partis, la ville a été pillée. Des

scènes pareilles se sont produites en plusieurs endroits circonvoisins. — La brigade du général Türr y mettra bon ordre.

J'apprends que Capoue est vigoureusement fortifiée. Les portes sont fermées, les fossés remplis d'eau, le chemin de fer est coupé jusqu'à Caserte. La cavalerie de Sessa n'a pu déserter.

Le roi s'est nommé un ministère à Gaëte : il est composé de généraux et présidé, dit-on, par le conseiller Ulloa (ce n'est pas lui qui a défendu Venise). Les officiers de *la Partenope*, unique frégate royale qui fût restée à Gaëte, se sont présentés au roi pour lui donner leur démisston. Le roi leur a dit : « Vous « pourrez vous en repentir; pensez-y encore vingt- « quatre heures. » Ils y ont pensé vingt-quatre heures, et ont redonné leur démission.

La poste de Rome n'est pas arrivée ces derniers jours.

Les adhésions au nouveau gouvernement arrivent de partout, même de Bénévent, enclave pontificale, comme vous le savez; même des Abruzzes; l'intendant de Teramo, M. de Virgilii, s'est nommé prodictateur et a proclamé Victor-Emmanuel.

Voici pour terminer le récit exact de la reddition du fort Saint-Elme :

La garnison était composée de quatre compagnies du 6e de ligne et d'une compagnie d'artilleurs. Elle s'était mutinée samedi, sur la nouvelle qu'on voulait l'envoyer à Capoue. Un colonel d'artillerie, s'étant présenté au fort pour en demander l'évacuation au nom du ministère de la guerre, trouva les ponts levés, les canonniers sur leurs pièces, et fut reçu à coups de

fusil. Informé du fait, le dictateur envoya dire par le télégraphe aux hommes de la garnison qu'ils étaient libres de s'en retourner chez eux, s'ils voulaient. Grande fête à cette nouvelle, sauts de joie, shakos jetés en l'air, vivats à Garibaldi, désertions immédiates. Aussitôt Saint-Elme fut encombré de gens du peuple, achetant à vil prix le bagage des soldats. Mais personne ne venait prendre possession du fort. Enfin, à six heures, une patrouille nationale, forte de huit hommes et un caporal, avertie par un passant, monta d'Antignano à Saint-Elme. On prit en chemin le premier officier venu, un enseigne; on ramassa trois ou quatre chemises rouges, quelques paysans armés de piques, deux bourgeois; on trouva plus loin le colonel d'artillerie qui s'était présenté la veille, — et l'on entra dans la citadelle.

Tout se passa dans le meilleur ordre. A la vue de la croix de Savoie, la garnison cria : *Vive Garibaldi !* Il ne restait plus que six cents soldats, qui sortirent fièrement avec armes et bagages. Des lazzarones marchaient devant eux avec le drapeau italien. On les acclama partout avec enthousiasme. Ils déchargèrent en chemin leurs fusils et jetèrent au vent leurs munitions. Plusieurs sortaient des rangs pour demander une cocarde. Ils étaient devenus Italiens, pour n'être plus soldats !

On a trouvé dans le fort 63 pièces d'artillerie, 5 obusiers, 1 mortier à bombes et une énorme provision de vivres et de munitions.

Voilà comment s'est rendue à une quinzaine de braves gens cette citadelle formidable qui devait brûler Naples.

15 septembre.

Garibaldi habite toujours le palais d'Angri, au haut de la rue de Tolède. Il dépense une activité infatigable. M. Bertani et M. Liborio Romano sont toujours ses conseillers tout-puissants. Il multiplie les décrets avec une puissance dictatoriale et un bon sens inouïs. Les royalistes eux-mêmes en sont stupéfaits et découragés.

Ainsi, depuis mercredi, par son ordre, le ministère de la police a été séparé du ministère de l'intérieur et confié à M. Raffaele Conforti, l'un des plus véhéments avocats de Naples, ministre en 1848, émigré à Turin, où il était monté aux premières places et jusqu'au Parlement, rappelé enfin dans son pays, après dix ans d'exil.

Aux intendants des provinces qui seront appelés à d'autres fonctions ont été substitués des gouverneurs, premières autorités civiles et administratives.

A dater du 12 septembre, tous les biens de la maison royale, tous ceux réservés à la disposition souveraine, ou constitués en majorats royaux, ou appartenant à l'ordre constantinien et administrés par le ministère de la présidence, ou illégalement donnés à des serviteurs de la monarchie, ont été déclarés biens nationaux.

Il est possible qu'on réclame contre cette confiscation, et il ne m'appartient pas de la justifier. Je veux cependant rappeler un fait. A son avénement, Ferdinand II n'avait que des dettes héritées de son père; il les a

toutes payées, et il a laissé à sa mort une fortune personnelle de 80 millions de ducats, c'est-à-dire de 344 millions de francs. Voilà les pièces du procès : l'opinion sera juge.

Un collége gratuit a été institué pour les *fils du peuple :* il sera soutenu par l'État. « Y seront accueillis, dit le décret, les enfants des *popolani* pauvres, c'est-à-dire sans capital ni rente de quelque nature que ce soit, et de toutes les communes des Deux-Siciles. » Ils n'y seront pas admis avant leur septième année ni passé la dixième ; ils seront licenciés à dix-huit ans. Sous une discipline militaire, les élèves y recevront une instruction primaire et la pratique des arts et métiers ; ils apprendront aussi le maniement des armes. Les locaux seront empruntés aux biens royaux et ecclésiastiques. Le nombre des élèves sera de mille à l'ouverture du collége et pourra être augmenté indéfiniment. En cas de besoin, pour le service national, l'État pourra réclamer les adultes.

La loterie sera supprimée graduellement et abolie tout à fait le 1er janvier. Je ne sais si cette institution, qui ruinait le peuple (elle coûtait à mon portier une centaine de francs par mois), ne sera pas regrettée. Elle perpétuait et renouvelait de semaine en semaine, chez les pauvres gens, des illusions toujours déçues, mais qui les éblouissaient pendant huit jours en montrant à leur imagination une richesse possible, acquise sans travail et obtenue par miracle. Mais, regretté ou non, cet impôt immoral devait être supprimé.

Ici éclate encore le bon sens du dictateur ; dans le même décret, à cette loterie qu'il retire, il substitue des caisses d'épargne. Et les employés de l'institution

abolie passeront dans la nouvelle, comme dans une autre loterie où l'on gagne toujours.

Les châteaux de Naples seront confiés à perpétuité à la garde nationale, « afin que ces boulevards du despotisme deviennent les boulevards de la liberté. » Encore une phrase habile. L'opposition avancée (elle existe déjà), soutenue par le peuple, qui avait même essayé une démonstration à cet effet, réclamait la destruction des forts, qui sont pourtant nécessaires à la protection de la ville. Les ruines du château de Castellamare, à Palerme, empêchaient les lazzarones de dormir. Ils voulaient en voir autant sur le plateau de Saint-Elme. Avec une phrase libérale, le dictateur a calmé d'un coup les démolisseurs.

Ce n'est pas tout; outre ces décrets rigoureux qui n'ont pu venir qu'après de longues délibérations, outre les ordonnances de police contre les sociétés secrètes, les réunions armées, les désordres de la rue, les insultes aux gendarmes, etc., etc.; outre les ordres militaires pour les licenciements, les recrutements, les enrôlements volontaires, l'organisation de la garde nationale, — toutes mesures qui n'ont pas été prises sans l'assentiment du dictateur, outre la restitution de l'octroi aux communes, justice tardive et qui répare une des plus inqualifiables confiscations de l'ancien pouvoir, — Garibaldi réprime les réactions et prépare la guerre.

Le général Türr est revenu d'Avellino et d'Ariano, où il a fait arrêter quelques centaines de va-nu-pieds et de scélérats, excités par un évêque en fuite, et les a livrés à un jury nommé sur place, qui en a déjà fait fusiller quelques-uns.

De plus, par sa présence seule, le général Türr a forcé la brigade Bonanni à mettre bas les armes. Les officiers pourront aller où ils voudront, avec armes et bagages. Les soldats seront licenciés, à moins qu'ils ne veuillent s'enrôler dans la garde nationale. Le 13e régiment de ligne est dissous. Le bataillon de carabiniers à cheval ira poser les armes à Nola, avec quatre pièces d'artillerie. — Le général Türr est rentré en triomphe à Naples, après une campagne de trois ou quatre jours.

Ce n'est pas tout encore. Dans la nuit du 12 au 13, et dans le village de San-Antimo, aux environs de Naples, une manifestation royaliste avait été préparée. On avait dressé un autel, m'assure-t-on, où les portraits du roi et de la reine étaient suspendus sous un crucifix. Je ne crois pas que les réactionnaires eussent rien commis de plus grave. Quoi qu'il en soit, une poignée de chemises rouges et de gardes nationaux ont suffi pour réprimer l'insurrection. Ils ont ramené une cinquantaine de prisonniers, parmi lesquels beaucoup de femmes. Le peuple de Naples aurait bien voulu maltraiter un peu ces renégats, mais les gardes nationaux, qui se conduisent de mieux en mieux, ont contenu la foule.

Tout en réprimant ainsi les séditions, Garibaldi ne quitte pas des yeux Capoue et Gaëte. Il s'est rendu personnellement plusieurs fois vers le Volturne, ou tout au moins dans cette direction; il y a déjà envoyé des troupes ces derniers jours, et cette nuit même toute la division Türr a reçu l'ordre de marcher.

On s'attendait pour aujourd'hui à un combat sérieux

contre les Bavarois; mais un contre-ordre donné ce matin a encore ajourné la victoire.

Non content de toutes ces occupations, le dictateur reçoit tous les jours de onze heures à midi, et il écoute tout le monde. Jusqu'à ce jour, il a reçu de la main à la main toutes les pétitions qui lui étaient présentées; il se donnait la peine de les lire et de les apostiller. Et il en arrivait des bibliothèques. Je connais un cuisinier qui, à lui seul, a demandé quatre places pour quatre de ses fils, quatre places dans l'administration, comme vous le pensez bien; celles dans l'armée sont moins courues. C'est depuis ce matin seulement que les pétitions doivent être déposées au ministère de l'intérieur.

Et cependant M. J. Ricciardi trouve que le dictateur ne va pas assez vite. Au nom du peuple, il demande l'abolition immédiate de toutes les douanes, même entre Naples et Rome, même entre Naples et Venise. Il demande l'abolition du concordat avec Rome et la confiscation de tous les biens de mainmorte. Il demande l'abolition des contributions indirectes, un réseau de chemins de fer embrassant tout le royaume (il dit *royaume*), l'extinction de la mendicité, la réforme radicale des institutions de bienfaisance, des postes, des monnaies, des prisons, des municipes; la démolition de tous les forts; et, avant tout, un bouleversement complet dans l'administration.

Après avoir lu cette jolie liste de réclamations, le dictateur a donné au comte Ricciardi le gouvernement de Foggia, à quarante lieues de Naples.

Parmi les innombrables visites que reçoit Garibaldi tous les matins, je note une députation de nobles ca-

labrais plus ou moins persécutés, qui lui ont adressé la parole en vers : « Salut, ô Christ des peuples!... » — Et je ne vous dis que le commencement.

Une chose très-curieuse, c'est l'attitude du clergé dans ce moment. Vous rencontrez dans la rue des nuées de prêtres avec la cocarde de Savoie sur la poitrine. L'autre jour, sur la place de Saint-François-de-Paule, du haut d'une estrade élevée en plein vent, le P. Alessandro Gavazzi, vêtu d'une chemise rouge, a vivement harangué le peuple. Il a parlé contre le pouvoir temporel du pape avec une voix et des gestes véhéments. Ce n'était pas très-édifiant, mais tout à fait pittoresque. La prédication était entrecoupée d'applaudissements. Les prêtres surtout, nombreux dans l'assistance, battaient des mains et poussaient des bravos éclatants. Les bourgeois suivaient le courant, et le peuple, qui ne comprenait pas, acclamait de confiance.

Déjà, le matin du même jour, le P. Giovanni da Pantaleo, franciscain de la Gancia et chapelain du dictateur, avait prêché avec un plein succès dans l'église du Spirito-Santo. Il y avait dans son discours autant d'onction que de chaleur, et il a gagné bien des âmes. Il a annoncé la formation prochaine de bataillons sacrés où s'enrôleraient des prêtres et des frères.

Je le répète : c'est un fait singulier que le mouvement du clergé dans le royaume. C'est dans un couvent sicilien que l'insurrection a commencé. Il y avait, m'assure-t-on, deux mille prêtres armés en Basilicate. Nous retournons au bon temps de Gioberti; mais, cette fois, pour renverser l'idée giobertienne.

Le mouvement religieux se tourne contre le pouvoir temporel.

Au milieu de toutes ses préoccupations, Garibaldi trouve le temps de penser à ses compagnons d'armes. Voici l'ordre du jour qu'il a lu, le 24 août, en français, à l'armée :

« Nous avons perdu de Flotte! Les épithètes de brave, d'honnête, de vrai démocrate, sont impuissantes à rendre tout l'héroïsme de cette âme incomparable!

« De Flotte, noble enfant de la France, est un de ces êtres privilégiés qu'un seul pays n'a pas le droit de s'approprier, non; — de Flotte appartient à l'humanité entière; car, pour lui, la patrie était là où le peuple souffrant se levait pour la liberté. De Flotte, mort pour l'Italie, a combattu pour elle, comme il aurait combattu pour la France.

« Cet homme illustre est un bien précieux lien pour la fraternité des peuples, que l'avenir de l'humanité se propose. — Mort dans les rangs des chasseurs des Alpes, il était, avec nombre de ses braves concitoyens, le représentant de la généreuse nation qu'on peut arrêter un moment, mais qui est destinée par la Providence à marcher à l'avant-garde de l'émancipation des peuples et de la civilisation du monde.

« G. Garibaldi. »

Une compagnie s'est formée ce matin, qu'on appelle la *compagnie de Flotte*. Elle sera commandée par un capitaine français, et en second par un Hongrois.

Nous avons déjà une compagnie française à Naples.

Elle est de 72 hommes, choisis parmi les meilleurs, avec cet amour-propre particulier que nous portons partout et que nous mettons en toutes choses. Ces volontaires ont une crânerie d'attitude qui les fait reconnaître avant qu'ils aient parlé.

Notre dictateur a déjà sa diplomatie. Celle des autres pays a suivi le roi à Gaëte, excepté la légation d'Angleterre et la légation de France. Cette dernière vient d'être rappelée télégraphiquement, *et rappelée à Paris.*

Le distributeur du *Journal officiel* me redemande le dernier numéro de cette feuille et m'en apporte une autre à la place. Je l'interroge sur le motif de cette substitution; il me répond qu'on vient de refaire tout le numéro à cause d'une phrase oubliée. Je cherche cette phrase, elle est en tête du journal, et la voici :

« Naples, 14 septembre.

« ITALIE ET VICTOR-EMMANUEL.

« *Le dictateur de l'Italie méridionale*

« Décrète : Le général Sirtori est nommé prodictateur du continent napolitain.

« *Le dictateur :* G. GARIBALDI. »

J'ai copié textuellement pour vous montrer la formule. C'est, en effet, un décret important : Garibaldi ne nomme de prodictateur qu'à la veille d'une expédition. Il va donc marcher sur Capoue, où il a déjà 16,000 hommes.

Il me reste à vous parler de François II. Il est toujours à Gaëte, très-malheureux. On le rencontre dans les rues, négligé, abandonné, errant comme une âme en peine. Les défections continuent : 150 cavaliers de Capoue se sont donnés avant-hier à Garibaldi. Gaëte est une ville morte. Les employés constitutionnels ont été destitués, la garde nationale dissoute ; ceux qui la composaient sont venus à Naples pour échapper aux brutalités de la population. Encore quelque temps, et cette pauvre ville sera affamée. Tandis que lè pain baisse à Naples à 5 sous et le sel à 6 sous le kilogramme, les vivres montent à Gaëte à des prix fabuleux. Une jettature étrange poursuit jusqu'à son dernier moment et jusqu'à son dernier exil cette dynastie déchüe.

En attendant, François II gouverne. Il a son ministère à Gaëte, présidé par le conseiller Ulloa, frère du général ; il a son journal officiel ; il lance des décrets, il dissout la garde nationale, il destitue tous les employés de son royaume. Il paraît vouloir résister à outrance ; il a fortifié Capoue, dont les murs pourraient tenir longtemps, si derrière ces murs il y avait des soldats.

On m'assure qu'il y a des Bavarois résolus ; mais ces Bavarois, dont on parle si fort et si haut, ne doivent pas être bien formidables. On ajoute qu'il y a aussi une légion étrangère venant d'Autriche ou de Rome ; mais je me défie de ce bruit. On assurait bien, l'autre jour, que les troupes pontificales avaient franchi la frontière et occupé Pontecorvo. On a depuis lors démenti ce fait ; mais on affirme encore que M. de Lamoricière a fait un voyage à Gaëte.

Parmi les innombrables défections de ces derniers jours, j'ai à signaler celle du général Bosco. Le défenseur de Milazzo est malade; il n'a pas suivi le roi à Gaëte; il est resté ici chez son beau-frère, M. Gaetano-Zir. M. Mariano d'Ayala lui a fait offrir de servir le dictateur; Bosco a demandé deux mois de réflexion et de repos : il ira passer ce temps à Marseille, et s'est engagé à ne point prendre d'ici là les armes contre les Italiens de Garibaldi.

Je voudrais bien, en terminant, trouver un peu de style au bout de ma plume mal taillée pour vous rendre l'impression de Naples en ce moment, avec ces milliers de chemises rouges serrées à la ceinture ou flottant en blouses et en tuniques; ces chaussures de haute fantaisie, qui paraissent empruntées à tous les vestiaires des théâtres d'opéra; ces chapeaux pointus crânement posés sur des têtes calabraises; ces héros en guenilles, arrivant dépenaillés de tous les coins du monde, et souffrant le chaud, la faim, les jours sans repos, les nuits sans sommeil, les uns pour une noble cause, les autres tout simplement pour vivre, quelques-uns pour mourir; Français se battant pour la gloire ou pour se battre; Hongrois rêvant, après Venise sauvée, leur pays libre; Anglais cherchant des émotions; Suisses, leur gagne-pain; Italiens, l'Italie; et, autour de ceux-ci, les amateurs, les curieux, les artistes demandant à toute cette lumière un reflet pour eux-mêmes. Alexandre Dumas installé avec sa cour au palais royal de Chiatamone, et offrant à Naples sauvée un banquet de cinquante couverts; madame Louise Colet, M. Kergomard, vingt autres que je pourrais nommer, cherchant une ligne

ou une rime au milieu de ces joies éclatantes.

Puis le peuple, ce peuple étrange, spectateur enivré de sa révolution; ce peuple qu'on délivre et qui applaudit, ce principal acteur assistant à tout ce qui lui arrive et admirant son triomphe avec une joie d'enfant; des drapeaux partout, des illuminations, des cocardes, des croix de Savoie, des portraits de Garibaldi sur toutes les poitrines, des écharpes tricolores en cravate, en bandoulière, en ceinture, et posées avec des nœuds exorbitants; des statues colossales représentant la Liberté, l'Italie, et improvisées sur les places publiques; des illuminations renouvelées à toute occasion sur les balcons toujours en fête, et les chants en chœur traversant les rues, et l'ivresse populaire éclatant en cris de joie, et la confusion des langues : une tour de Babel... Voilà les éléments du tableau; qu'un autre y mette la couleur et la vie. Naples, en ce moment, ne vit plus que de politique. J'ai pour voisin un bambin de quatre ans qui disait hier à une *bambine* de trois ans à peine : « Jouons, veux-tu? Je vais crier : *Vive Garibaldi!* Tu répondras : *Vive le roi!* — et je te tuerai. »

18 septembre.

Garibaldi a proclamé en ces termes le Statut piémontais :

« Italie et Victor-Emmanuel,

« Considérant que cette partie méridionale de l'Italie a, elle aussi, toujours ardemment aspiré à l'indépendance, à la liberté, à l'unité de l'Italie, comme en font

foi les exils, les emprisonnements, les persécutions incessantes, l'insurrection ouverte qui a éclaté dans toutes les provinces en proclamant ces principes, l'applaudissement éclatant et unanime avec lequel je fus accueilli, la tranquillité publique rétablie à mon nom ;

« Considérant que, pour sanctionner les vœux publics et pour légitimer les conditions nouvelles de l'État, je crois indispensable de promulguer la foi fondamentale de la monarchie italienne sur le continent, comme il fut fait en Sicile,

« Le dictateur des Deux-Siciles décrète :

« Art. 1er. Le Statut constitutionnel du 4 mars 1848, en vigueur dans le royaume d'Italie, est la loi fondamentale de cette Italie méridionale.

« Art. 2. Un décret dictatorial fixera l'époque où ce Statut sera mis à exécution.

« Art. 3. En même temps que ce décret, le Statut sera publié dans toutes les communes et dans le *Journal officiel* de Naples.

« Art. 4. Tous les secrétaires d'État sont chargés de l'exécution du présent décret.

« Naples, 14 septembre 1860.

« Le dictateur,

« G. Garibaldi. »

Je ne veux pas ici comparer les deux statuts, celui de Naples octroyé par Ferdinand II, le 10 février 1848, et remis récemment en vigueur par le dernier roi des Deux-Siciles, et celui de Turin concédé par Charles-

Albert le 8 mars 1848, et maintenu depuis lors par la loyauté de Victor-Emmanuel.

Je note seulement une différence notable dans l'article le plus important : celui des cultes.

« *Statut napolitain*, art. 3. L'unique religion de l'État sera toujours la chrétienne, catholique, apostolique, romaine, sans que puisse être jamais permis l'exercice d'aucune autre religion. »

« *Statut piémontais*, art. 1. La religion catholique, apostolique, romaine, est la seule religion de l'État. Les autres cultes existants sont tolérés conformément aux lois. »

Ainsi, nous gagnons au change en liberté de conscience. Il est vrai qu'il n'y a pas d'autre culte existant dans les Deux-Siciles ; mais il y en aura peut-être. Les protestants isolés et cachés se réuniront en troupeau et réclameront leur Église, comme ils l'ont à Turin.

Par malheur, le Statut piémontais promulgué ne sera exécutoire qu'en vertu d'un nouveau décret ; si bien que la constitution napolitaine étant abolie, nous flottons dans le provisoire ou dans le transitoire. Le peuple ne s'en doute pas : il acclame son *Galublarde* et demande l'*Italie une* sans bien savoir ce qu'il veut.

D'ailleurs, le pain n'est pas cher et le prix du sel est abaissé à six sous le kilogramme. On ne sent le désordre que dans les régions administratives, et on le sent si fort que les ministres en masse voulaient donner avant-hier leur démission.

C'est surtout dans les provinces que ce désordre est terrible. On a nommé partout des gouverneurs avec des pouvoirs illimités : ailleurs, des prodictateurs se sont élus eux-mêmes. Ces fonctionnaires, têtes

brûlées, bouleversent tout avec une tranquillité qui fait frémir. Ils arrangent à leur gré les lois administratives. Ils nomment des conseils provinciaux, ils changent les droits, abolissent les impôts sans s'inquiéter du pouvoir supérieur ni du ministère responsable qui règne à Naples. L'un exécute le Statut piémontais, l'autre expurge le Napolitain; un troisième n'est pas fort loin de proclamer la république. Le ministère nomme un fonctionnaire dans telle province, le gouvernement fait mettre ce fonctionnaire en prison. Ajoutez que Mazzini vient d'arriver à Naples.

Garibaldi entend toutes les plaintes avec un calme olympien. Ces désordres ne le troublent pas; il est habitué aux tempêtes. Il donne raison à tout le monde, il signe les décrets qu'on veut et suit son chemin. L'autre jour, il a nommé M. Alexandre Dumas directeur des musées et des fouilles. Alexandre Dumas a accepté, à condition de ne point prêter serment à Victor-Emmanuel, roi d'Italie, — par la raison qu'il n'a jamais prêté serment à aucun roi.—La question, sérieusement débattue entre M. Liborio Romano et le dictateur, a été résolue en faveur du poëte. M. Alexandre Dumas n'a pas prêté serment, et il a fait ouvrir hier matin le musée secret.

Après avoir nommé Dumas, le dictateur a laissé Naples s'arranger comme elle pourrait, et il est parti pour Palerme. Sa grande préoccupation en ce moment n'est point l'anarchie du pays ni même les derniers coups, peut-être sérieux, à porter au roi de Naples. Il laisse le général Türr avec quinze mille hommes devant Capoue, d'où la garnison royale très-diminuée (le roi fait reculer ses forces vers la fron-

tière romaine) envoie chaque matin une douzaine de boulets inoffensifs aux avant-postes garibaldiens. Quelques centaines de jeunes gens résolus se sont jetés dans les montagnes pour tourner Capoue et la prendre par derrière ; toute la stratégie de cette guerre pour rire est d'éviter par des coups de main les combats réguliers. On prendra donc Capoue comme on pourra : Garibaldi ne s'en inquiète guère.

Il ne s'inquiète pas davantage de la brouille diplomatique entre le Piémont et la France, des renforts envoyés à Rome avec le général de Goyon, ni de ces menaces sérieuses qui sont tombées sur nous de Rome et de Turin comme des bombes. Son unique inquiétude est M. de Cavour. Sa plus grande terreur est qu'on le croie réconcilié avec ce ministre. Aussi a-t-il cru nécessaire de publier samedi la lettre suivante, dans son *Journal officiel :*

ARMÉE MÉRIDIONALE.

« Naples, 15 septembre 1860.

« Cher avocat Brusco — (à Gênes),

« Vous m'assurez que Cavour donne à entendre que nous sommes d'accord ensemble et bons amis.

« Je peux vous assurer que, disposé comme je l'ai toujours été à sacrifier sur l'autel de la patrie tous mes ressentiments personnels, je ne pourrai jamais me réconcilier avec des hommes qui ont humilié la dignité nationale et vendu une province italienne.

« Signé : GIUSEPPE GARIBALDI. »

Cette déclaration ne doit pas étonner : nous sortons tout à fait des habitudes officielles et diplomatiques. Nous avons un maître qui a le cœur sur la main. Il ne veut à aucun prix de l'influence de M. de Cavour. Si la Sicile cherche naturellement à sortir de l'état précaire et irrégulier où sa révolution l'a jetée, et si elle demande l'annexion immédiate au Piémont pour rentrer sous un gouvernement normal, Garibaldi ne voit dans ce désir tout naturel que des intrigues piémontaises. Il n'admet pas qu'on songe maintenant à autre chose qu'à l'Italie, à se ruiner pour elle et à se faire tuer. Il a raison au point de vue héroïque.

Par malheur, le monde ne se compose pas de héros. —J'entends d'ici les Siciliens, parce que j'entends déjà les bourgeois de Naples. Ils se disent : Maintenant que nous sommes affranchis, assez de désordres. Chassez le roi de Capoue et de Gaëte, et n'en parlons plus. Rome étant défendue par les Français et Venise par les Autrichiens n'ont pas le même droit que nous d'être délivrées. Il n'y a de légitime que ce qui est facile, et le droit cesse où commence le danger. Nous demandons le commerce, les arts, l'industrie, l'agriculture et la tranquillité publique. Sans quoi l'Autriche et la France pourront nous battre et nous remettre dans les mains de François II.

Tel est le raisonnement des bourgeois, et je lis dans des journaux et des revues de Paris des articles sérieux où on donne les mêmes arguments en d'autres termes. Décidément, notre siècle appartient à Sancho Pança.

Voilà pourquoi la Sicile demande avant tout à s'an-

nexer sur-le-champ, et c'est par cette raison que le dictateur est parti pour Palerme.

Cela dit, l'aspect de Naples est toujours réjouissant. Le peuple est satisfait et se trouble peu des embarras du ministère. Nous avons eu trois nuits d'illumination à propos d'une statue de l'Italie ou de la Liberté tenant le portrait du dictateur et improvisée sur la place du Mercatello. Nous avons des prédications en plein vent, où des prêtres vêtus de noir, mais armés et coiffés d'un képi ou affublés d'une chemise rouge, pérorent contre les Bourbons et contre le pape temporel. L'un d'eux, le P. Gavazzi, eut l'autre jour une étrange idée : il prêchait sur la place de Saint-François-de-Paule, devant les statues équestres de Charles III et de Ferdinand I[er]. Il s'écria ou à peu près : « Nous ne sommes point des Vandales, nous ne vous demandons pas de jeter bas ces statues. Nous respectons l'œuvre de Canova. Seulement, écoutez ce que faisaient les Romains. Quand ils épargnaient un chef-d'œuvre représentant Néron, Caligula, Héliogabale, voici comment ils s'y prenaient : ils coupaient la tête à ces statues et leur en substituaient une autre. Faites-en autant, citoyens, *et le travail de Canova restera tout entier* (*sic*). Sur le corps de Charles III, mettez la tête de Garibaldi! Sur le tronc de Ferdinand, le chef de Victor-Emmanuel! »

On a beaucoup applaudi, mais, grâce à Dieu, l'on n'a point décapité les monstres.

Et, somme toute, il n'y a pas de désordre apparent à Naples. Un assassinat par-ci par-là (encore avant-hier, celui d'un caporal de bersagliers); mais ces choses arrivaient souvent, même en temps de paix,

sous les derniers règnes. L'autre jour il y eut une rixe entre Siciliens et gens du peuple. Un zouave (il y en a plusieurs parmi les volontaires; ils se distinguent à leur mouchet) prit le parti des Siciliens et fit miracle. En reconduisant ses prisonniers à la grand'garde, il fit son rapport en ces mots : « Dites au général que le zouave, avec un bâton, a tué un assassin et en a désarmé quatre ; qu'il me fasse fusiller demain avec une médaille sur la poitrine. »

19 septembre.

Je n'ai plus à vous parler de François II : c'est un roi qui n'a jamais été roi et qui probablement ne va pas commencer à l'être.

Il ne faut lui attribuer ni ses fautes ni ses malheurs. Ses malheurs, je ne cesserai jamais de le répéter, car c'est la moralité de la catastrophe, sont des châtiments providentiels infligés aux crimes de Ferdinand. Ses fautes doivent retomber sur ses conseillers et ses ministres.

Ce jeune autocrate a obéi toute sa vie. D'abord à son père et à sa marâtre, qui l'ont élevé dans une retraite impénétrable, à la fois caserne et couvent. Puis, dès son avénement, à la camarilla, qui le retenait dans l'immobilité du dernier règne. Plus tard, au machiavélisme à double face du général Filangieri, l'homme qui a le plus déconsidéré, le plus ébranlé cette monarchie déjà chancelante. Et puis, de plus belle, à cette camarilla qui prit dans sa main la police et qui mit au pouvoir Ajossa, Maniscalco, les deux hommes fatals qui ont porté, l'un dans Naples et l'autre dans Palerme, les derniers coups de hache au trône aban-

donné des Bourbons. Quand Garibaldi est venu, la démolition était déjà faite.

Après la prise de Palerme, le jeune prince, éperdu, se jeta dans les bras de la diplomatie, et gouverna moins que jamais sous ses ministres constitutionnels. Je n'ai pas besoin de rappeler le reste; c'est une histoire sinistre et qui peut se résumer en deux mots.

Remettre en vigueur la constitution, c'était évoquer 1848, un fantôme terrible. Et 1848 se leva contre le jeune souverain. Cette année de révolution reparut tout à coup avec ses souvenirs révoltés : la charte jurée, puis violée, les prisons ouvertes, puis refermées violemment, le Parlement convoqué deux fois, puis jeté aux galères; le 15 mai surtout, ce jour de pillage et d'incendie, cette grosse tache de sang. L'année fatale reparut avec ses hommes, les plus intelligents du royaume et les meilleurs, forçats ou proscrits, revenant de l'exil et du bagne après douze années de rancunes accumulées et avec des idées italiennes, le culte du roi galant homme et du vainqueur de Palestro.

Et aussitôt, ces haines, ces colères, ces souffrances, ces oppressions, ces tortures, tous ces souvenirs implacables, tout le règne de Ferdinand, en un mot, se dressa de toute sa hauteur, et retomba de tout son poids sur le trône écrasé de François II. Et tout ce que le feu roi avait péniblement et chèrement entassé pour sa défense, sa magnifique armée, sa marine splendide, ses citadelles et ses forts, ses munitions et son argent, sa populace et sa noblesse, tout cela s'est enfui, vendu, dispersé au premier souffle : Garibaldi est entré dans Naples comme chez lui, seul.

J'entends accuser autour de moi le jeune roi de la

chute de sa dynastie ; c'est injuste et faux : il n'en faut accuser que son père. On a vu bien des fois sur les trônes du monde la jeunesse, l'inexpérience et l'hésitation ; elles se sont mûries cependant, éclairées, soutenues avec le temps, surtout dans les pays libres. —J'entends dire que, s'il avait vécu, Ferdinand aurait sauvé son trône. On a oublié Velletri.

Ferdinand n'aurait rien sauvé, car il avait contre lui trop de haines. En cédant à son peuple, il aurait inspiré cette défiance universelle qui a puni sur son fils, en 1860, les perfidies de 1848. En résistant, il aurait peut-être fait massacrer ses troupes étrangères et ses bataillons de chasseurs ; il n'aurait pas prolongé la lutte.

Mais, en admettant même qu'il l'aurait prolongée et couronnée d'une victoire éclatante, par un effort suprême de génie et de volonté, la chute de son fils n'en condamne pas moins son système. Elle prouve qu'on ne peut être roi absolu ni gouverner contre la nation, sans avoir de la volonté et du génie. Elle montre que ces vertus ne sont pas héréditaires comme le droit divin. Elle établit que le génie et la volonté de la nation doivent y suppléer, et qu'un trône aujourd'hui ne peut rester debout que dans un pays libre. Elle démontre enfin la faiblesse de tous les systèmes qui ne s'appuient que sur l'autorité d'un homme énergique ou tout simplement d'un homme heureux.

Si cette vérité sortait nettement de toutes les lettres que j'ai écrites de Naples, je n'aurais pas fait un travail inutile en racontant jour par jour, avec tant de détails, la lamentable histoire de François II, dernier roi de Naples.

Je n'ai donc pas à attaquer ce royal jeune homme, et en vous racontant encore les efforts suprêmes de son parti, c'est ce parti seul que je rends odieux ou plutôt ridicule.

Il n'y a sorte de petites sottises que ne commettent encore les hommes de la réaction. A Mola di Gaëte, qui est toujours au pouvoir des royaux, ils ont essayé un mouvement aussitôt réprimé par la garde nationale; la garde nationale a été dissoute. A Sorrente ou dans les environs, des gens du roi déguisés en gendarmes ont provoqué des désordres: ils ont été ramenés ici pieds et poings liés. L'ancienne police revient de l'étranger, court à Gaëte autour du roi, puis se faufile à Naples parmi les prêtres et les gens du peuple; on arrête tous les jours quelques-uns de ces misérables, qui ne peuvent plus rien maintenant, si ce n'est ensanglanter les rues, sans profit pour le roi, qu'ils ne sauveront point, je pense, à petits coups de couteau.

Quand ils n'arrivent à rien par la force, ils forgent des nouvelles. La légation de France part demain par *l'Algésiras;* ils répandent le bruit que le baron Brenier est appelé à Gaëte. Les troupes royales sortent de Capoue et reculent vers les frontières; ils déclarent qu'elles vont opérer leur jonction avec une armée de 50,000 Autrichiens. Ou bien ils disent que les réactions et les cris de : Vive le roi! ont été provoqués par Garibaldi pour découvrir et massacrer les fidèles.

Ils font pis encore : c'est un vrai carnaval. Ils s'affublent de tous les masques possibles. Tantôt habillés en marins anglais, et protégés par leur uniforme, ils arrachent des échoppes et des comptoirs ambulants les

drapeaux tricolores. On assure que l'autre jour, déguisés en gardes nationaux, ils montèrent au fort Saint-Elme, où ils se dirent envoyés pour renforcer la garnison. Un général napolitain était d'accord avec eux : il va passer devant un conseil de guerre.

Enfin (je passe beaucoup d'autres faits pareils), leur plus vive espérance était de soulever Naples aujourd'hui même, à propos du miracle de saint Janvier. Vous savez que le dictateur avait commandé qu'on respectât cette superstition nationale. Vous savez aussi que lorsque le miracle se fait tard ou ne se fait pas, c'est mauvais signe pour Naples. On en conclut que le saint boude sa bonne ville et n'est pas content de ce qu'elle a fait. Il s'agissait donc ce matin de consulter saint Janvier sur Garibaldi, le nouveau patron de Naples. On assure que le cardinal archevêque avait fait de violents efforts pour empêcher le miracle; et je sais positivement que le bas clergé sanfédiste essayait de remuer les bas-fonds de la ville pour exciter des mouvements désespérés.

Le miracle s'est fait en trois minutes.

Je vous laisse à penser l'enthousiasme : aussitôt la cathédrale s'est remplie d'acclamations, d'exclamations, de cris d'allégresse et de convulsions dévotes. Les femmes déchiraient leurs vêtements avec des contorsions furieuses. Nous vivons dans un pays où la joie fait peur. Les canons des forts ont tonné; les cloches ont dansé dans tous les campaniles : le bombardement et le tocsin n'auraient pas fait plus de bruit. Garibaldi, reconnu par saint Janvier, a maintenant pour lui tout le peuple.

Vous croyez les meneurs découragés? Pas le moins

du monde. Il en est passé deux tout à l'heure sous mes fenêtres, et ils disaient à des va-nu-pieds déconfits : « Le miracle a réussi, c'est signe que le roi va revenir à Naples.»

Cependant Garibaldi, arrivé hier de Palerme, est parti ce matin pour Caserte. Nous allons le voir devant Capoue, où il reprendra son métier de soldat.

Il laisse à Naples Sirtori comme prodictateur, et M. Liborio Romano comme chef de file du ministère. M. Liborio Romano a prêté serment comme suit :

« Moi Liberio Romano; ministre de l'intérieur, je jure fidélité et obéissance à Victor-Emmanuel, roi d'Italie, et à ses successeurs. Je jure d'observer et de faire observer le Statut et toute autre loi de l'État, pour le bien inséparable du roi et de la patrie italienne. »

C'est le deuxième serment de M. Romano. M. de Talleyrand était allé, me dit-on, jusqu'au treizième.

VIII

GARIBALDI DEVANT CAPOUE

Ordre du jour du général Türr. — Engagements devant Capoue. — Proclamation et nouveaux décrets de Garibaldi. — Affaire de Santa-Maria. — Le père Gavazzi. — Mazzini à Naples. — Sa réponse à Pallavicino. — Vote d'annexion au Piémont. — Allocution de Garibaldi pour la remise des drapeaux à la légion hongroise. — Capoue se rend au général piémontais Della Rocca. — Entrée de Victor-Emmanuel à Naples. — Adieux de Garibaldi à ses compagnons d'armes. — Proclamation de François II, du 8 décembre.

22 septembre.

Je commence par le plus important, les nouvelles de Capoue. Jamais travail ne m'aura donné plus de peine que celui que je vais vous offrir. Capoue est à deux heures de Naples en chemin de fer, et cependant rien n'est plus difficile que de savoir exactement ce qui s'y passe. Ce n'est pas l'absence de nouvelles qui nous met dans l'embarras, tout au contraire : c'en est la surabondance fabuleuse ; et tout ce qui nous revient de hâbleries insensées, de mensonges violents, d'exagérations et de faussetés sur les opérations des patriotes et sur la défense des royaux est si étourdissant, qu'on ferait une épopée en douze chants si l'on voulait tout croire et tout dire.

Et, chose étrange! les nouvelles les plus absurdes

sont celles de Capoue même; les plus mal renseignés sont ceux qui reviennent du camp. Pour sortir de ce labyrinthe, j'ai dû recourir aux sources officielles qui démentent toutes les relations particulières. Et voici, je crois, les faits tels qu'ils se sont passés.

Sur les premières opérations, je traduis un rapport du général Türr :

ORDRE DU JOUR, 17 SEPTEMBRE 1860.

« Je dois un mot d'éloge à nos avant-postes de Santa-Maria et de San-Leucio pour la régularité de leur service, et spécialement pour la valeur qu'ils ont déployée dans les rencontres de ces derniers jours.

« Le matin du 15 courant, une fraction de la section hongroise qui fait partie de la brigade Eber, aux avant-postes de Santa-Maria, fut attaquée par l'ennemi. Se maintenant au poste avec sang-froid, elle repoussa vivement une première et une seconde charge de cavalerie, qu'elle força de se retirer en désordre. Ces braves soldats montrèrent une fois de plus la faiblesse de la cavalerie, si les fantassins qui doivent en soutenir le choc ne se laissent pas vainement effrayer par le bruit et par les apparences.

« La cavalerie repoussée, l'ennemi avança un gros corps d'infanterie. Les bersagliers de la brigade Eber et les chasseurs du bataillon Carrano coururent à sa rencontre. Les premières fusillades échangées, nos bersagliers se ruèrent à l'attaque avec leurs compagnons et chassèrent l'ennemi jusque sous les murs de Capoue, dans lesquels il alla s'abriter en fuite et en déroute, protégé par le canon des forts.

« Le matin du 16, les avant-postes de San-Leucio, de la brigade Puppi, eurent à soutenir un combat de reconnaissance, auquel prirent part le 3e bataillon (major Ferracini) et la 2e compagnie du génie (capitaine Tessera) sous les ordres du colonel Winckler. L'ennemi, qui, en grand nombre, occupait la rive droite du Volturne, se retira, cédant à l'élan avec lequel les nôtres se jetèrent sur la rive gauche, bien qu'ils n'eussent pas de ponts ni aucun autre moyen de traverser le fleuve.

« Ces faits me remplissent d'une joie sincère, en me montrant à quel point je puis compter sur vous pour des opérations plus importantes. Espérons que l'aveuglement de nos ennemis présents ne sera pas tel qu'il nous force encore à verser le sang de nos frères, mais que vous aurez désormais à concentrer contre l'étranger toutes les forces de votre valeur et de votre vertu.

« *Le général commandant les avant-postes,*

« ÉTIENNE TURR. »

Passons maintenant aux rencontres plus importantes du 19, un beau jour où le canon de Capoue faisait un bruit d'enfer pendant que saint Janvier réussissait si vite et si bien son miracle à Naples.

Vous connaissez la position de Capoue. Cette place est assise sur la rive gauche du Volturne, qui l'entoure à moitié. On y entre du côté de Naples par un pont-levis qui enjambe un fossé. On en sort du côté de Gaëte par un autre pont jeté sur le fleuve. Garibaldi voulait séparer Capoue de Gaëte. Il était donc forcé de passer le Volturne sur un point quelconque pour oc-

cuper les hauteurs qui dominent la rive droite du fleuve et les grands chemins de la Terre de Labour.

Mais le Volturne était défendu et surveillé par des forces considérables. Il fallait donc distraire et détourner l'attention de l'ennemi. Le général Türr recourut alors à la vieille ruse qui a toujours réussi contre les stratégistes de ce bienheureux royaume. Il envoya une forte colonne contre Capoue, comme pour donner l'assaut à la ville. Aussitôt les Bavarois, les Napolitains, les cavaliers, les artilleurs, dix mille royaux se jetèrent contre cette colonne et la noyèrent dans un déluge de munitions. — Pendant ce temps, d'autres corps allaient s'établir sur les hauteurs de Cajazzo, après avoir passé tranquillement le Volturne.

Voilà l'histoire en deux mots ; voici les détails :

C'est un Prussien, le colonel Rustow, excellent militaire, qui fut chargé de la fausse attaque, ou, comme on dit, de la reconnaissance en force dirigée sur Capoue. Il partit le matin du 19, une heure avant l'aube, avec 2,000 hommes et deux pièces de canon. Arrivé sur l'esplanade qui est en face de la ville, Rustow resta au centre avec La Masa, en réserve, le colonel de Giorgi à droite, Puppi à gauche. Le colonel Spangaro s'était acheminé, pendant la nuit, par Tammaro et Casa-Reale, vers la Foresta qu'il devait occuper, pour rejoindre après la colonne de Rustow.

Aussitôt les royaux massèrent leurs bataillons et leurs escadrons dans le camp retranché qu'ils avaient construit devant la ville. Ils avaient l'artillerie du camp, celle des forts et dix mille hommes, contre les deux mille volontaires de Rustow. Et comme si ces forces n'avaient pas suffi, ils rappelèrent les bataillons qui

gardaient le passage du haut Volturne. Ils servirent donc admirablement le plan de général Türr.

Cependant les hommes de Rustow eurent à subir un feu terrible. Les canons pointés trop haut faisaient peu de mal, les grenades lancées trop loin éclataient en l'air; les cavaliers napolitains, n'osant sortir du camp (d'autres disent pourtant qu'ils firent une charge où ils furent massacrés), ne se couvrirent point de gloire; mais les Bavarois, des murs de la ville et du camp retranché, tirant sur des bataillons découverts, visaient avec sang-froid et touchaient juste. Ils firent leur devoir en carabiniers aguerris. — Or, vous savez que les garibaldiens sont mauvais tireurs; le fusil n'est pour eux que le manche de la baïonnette. Il en tomba donc une centaine, entre blessés et morts, entre autres le colonel Puppi et un major. Rustow eut un cheval tué sous lui et courut pendant six heures dans les rangs, sous la mitraille.

Les patriotes ont fait des miracles. Les Lombards surtout, les chasseurs de Milan, se battirent comme des zouaves. Une panique les envahit tout à coup, au bruit que les cavaliers napolitains allaient faire une charge. Tous les véhicules envoyés de Sainte-Marie pour ramener les blessés se sauvèrent en désordre et en tumulte. Mais ce ne fut que l'affaire d'un moment. Les deux mille Italiens soutinrent le feu pendant six heures.

On me rapporte que des Suisses de la brigade Eber s'élancèrent jusque sous les murs de la ville en criant : « Tas de canailles, rendez-vous ! nous sommes des Suisses ! » Ils furent reçus par une grêle de balles et de mitraille, mais un seul d'entre eux fut légèrement blessé.



Une trentaine d'hommes résolus pénétrèrent jusque dans la ville, où certains nouvellistes prétendent qu'ils furent pris et brûlés vivants. Ce doit être un conte de nourrice.

Mais voici une histoire vraie. Les patriotes, je vous l'ai dit, avaient deux canons. Leurs chevaux étant tués, les artilleurs blessés, un homme du peuple génois, nommé Luppo, fit seul le service des deux pièces. Quand la retraite fut ordonnée, aidé de dix sapeurs génois, pour ne pas abandonner l'un des canons, il le chargea sur ses épaules. « Cet homme fut le héros de la journée, » écrit un témoin du fait.

Pendant ce temps, je vous l'ai dit, la brigade Sacchi marchait à droite sur le bac de Formicola et le bac de Cajazzo, et rejetait les royaux de l'autre côté du fleuve, après quatre heures de feu. Le capitaine Cattabene traversait le Volturne et s'emparait des hauteurs de Cajazzo, d'où il repoussait deux bataillons suisses et un régiment napolitain, qu'il poursuivait la baïonnette aux reins jusqu'au pont du Volturne, 1,500 royaux essayaient de reprendre Cajazzo; ils étaient repoussés.

Déjà depuis deux jours, le major Schudaffy s'était jeté dans les montagnes avec trois cents braves et avait occupé Piedimonte. Capoue devait être en ce moment cernée de tous côtés.

Il y eut de beaux traits de bravoure dans toute cette journée. Le colonel Spangaro, qui ne put cependant opérer sa jonction avec Rustow, eut son cheval blessé deux fois sous lui. Le major Montese s'avança avec 230 hommes jusqu'au fossé de Capoue, où il resta plusieurs heures sous le feu des bastions, provoquant l'ennemi à sortir pour entrer derrière lui dans la for-

teresse. Les royaux restèrent prudemment dans Capoue, et ne sortirent que lorsque le major se fut retiré. On assure qu'ils brûlèrent alors cinq blessés dans une ambulance abandonnée.

Le général Türr dirigeait les opérations et resta toute la journée au feu avec un courage et un sang-froid admirables. Lorsqu'il rentra le soir au camp, il fut acclamé par l'armée entière. Il est maintenant à Naples, épuisé par la maladie qui ne le quitte jamais, excepté les jours de combat. Il ne cesse de souffrir que sur le champ de bataille.

Garibaldi commandait en personne, et se portait sur tous les points avec son insouciance habituelle. Les royaux lui jetaient des grenades : il les suivait de l'œil en souriant.

Voilà les détails confirmés de cette brillante journée. Le passage du Volturne et la prise de Cajazzo ont coûté aux patriotes 154 hommes, dont 17 morts. C'est le total des chiffres envoyés au général Türr. Défiez-vous donc des chiffres arbitraires puisés à d'autres sources. Un cocher, qui assistait de très-loin à la canonnade, portait avant-hier à 10,000 le nombre des trépassés. — Les royaux peuvent avoir perdu 300 hommes.

Depuis le 19, il n'y a plus eu de combat à Capoue. Les patriotes se fortifiaient dans leurs positions, jetaient un pont sur le fleuve et plaçaient une batterie sur Monte-San-Angelo. Les royaux n'osaient sortir de la ville.

On assure que deux princes, frères du roi, sont à Capoue et qu'ils promettent à leurs gens le sac de Naples. Je ne garantis pas ce bruit : mais je sais qu'on a fait croire aux derniers soldats de François II que



l'Autriche s'est emparée de Turin et de Victor-Emmanuel, et que Lamoricière, avec une armée espagnole, est entré dans Gaëte. — Les Capouans qui s'attardent le soir sont fusillés.

Quittons maintenant les délices de Capoue et revenons à Naples, où nous trouvons d'abord des documents officiels.

PROCLAMATION.

Le dictateur de l'Italie méridionale aux volontaires.

« Quand l'idée de la patrie était en Italie le don du petit nombre, on conspirait et l'on mourait. Aujourd'hui l'on combat et l'on triomphe. Les patriotes sont assez nombreux pour former des armées et livrer bataille aux ennemis. Mais notre victoire ne fut pas complète. L'Italie n'est point libre encore tout entière, et nous sommes bien loin des Alpes, notre but glorieux. Le fruit le plus précieux de ces premiers succès est de pouvoir nous armer et poursuivre. Je vous trouvai prêts à me suivre, et maintenant je vous appelle tous à moi. Hâtez-vous d'accourir à la revue générale de ces troupes qui doivent être la Nation armée, pour rendre l'Italie libre et une, que les puissants de la terre le veuillent ou non.

« Rassemblez-vous dans les places de vos villes, en vous rangeant avec ce populaire instinct de guerre qui suffit pour vous faire assaillir ensemble l'ennemi.

« Les chefs des corps ainsi formés avertiront avant leur arrivée à Naples le directeur du ministère de la guerre, afin qu'il tienne prêt tout ce qu'il faut. Pour

les corps qui pourraient venir ici plus convenablement par voie de mer, seront données les dispositions opportunes.

« Italiens, le moment est suprême. Déjà des frères à nous combattent l'étranger dans le cœur de l'Italie. Allons à leur rencontre à Rome, pour marcher de là tous ensemble sur les terres de Venise. Tout ce qui est notre devoir et notre droit, nous pourrons le faire si nous sommes forts. Des armes donc et des hommes ! Du cœur, du fer et la liberté !

« Naples, 19 septembre 1860.

« G. Garibaldi. »

Les décrets, depuis ma dernière lettre, sont nombreux. L'un détermine exactement les pouvoirs des prodictateurs, en réservant au dictateur la suprême direction des affaires administratives et politiques, la sanction des actes législatifs et la nomination de tous les hauts fonctionnaires et officiers supérieurs. Un autre décret limite les attributions des gouverneurs provinciaux, et tout en leur laissant des droits importants, tels que celui de proclamer l'état de siége, de mobiliser la garde nationale, d'appeler les citoyens sous les armes, etc., il leur retire la faculté de nommer ou de destituer des employés politiques ou administratifs sans l'approbation du ministère. Grâce à ces dispositions, les crises ministérielles de ces derniers jours sont calmées, et le cabinet, un peu plus puissant, n'est plus aveuglément soumis au bon plaisir des autres pouvoirs.

« D'autres décrets restreignent les attributions de la cour des comptes, instituent le système métrique et

décimal, doublent le nombre des bataillons de la garde nationale, consacrent une somme annuelle de 5.000 écus aux fouilles de Pompeia, nomment une commission pour étudier les lieux de détention, nomment ou destituent un certain nombre d'employés, et retirent enfin à la commune et aux habitants du Pizzo leurs fameux priviléges.

Vous savez que Murat, en 1815, après la restauration des Bourbons, parti de Corse à la tête d'un certain nombre de partisans, séparé d'eux par une tempête et jeté presque seul sur la côte de Calabre, avait reçu à Pizzo, où il croyait soulever une émeute, l'accueil le plus froid d'abord, puis le plus cruellement hostile, hué, maltraité par la populace, puis fusillé par les soldats. En récompense de cet exploit, le premier Ferdinand avait accordé aux habitants du Pizzo certaines immunités dont ils jouissaient encore l'autre jour 19 septembre 1860. C'est Garibaldi qui vient d'abolir ces priviléges et d'abattre les monuments commémoratifs de la fusillade, « considérant que les « peuples ne s'élèvent pas à la liberté par des souvenirs « qui perpétuent au milieu d'eux les mauvaises actions « des tyrans.» On va dire de Garibaldi, comme d'Ulloa, qu'il est devenu muratiste !

La réaction est aux abois. Elle ne sait plus qu'inventer pour déshonorer sa cause. Elle a essayé l'autre jour une démonstration de paysans dans tout le bassin de Nocera. Ces pauvres diables se sont réunis sur divers points, par centaines, avec des drapeaux blancs et en criant : *Vive le roi!* Sans coup férir, les gardes nationaux ont réduit ces crieurs, qui auraient pu en venir à de mauvais coups si on les avait laissés faire.

Dans le seul village de Scafati, l'on en a mis 75 en prison.

Ceci n'est rien, mais le mal a été bien plus grand à Augusta, en Sicile. Des soldats de la citadelle descendaient dans la ville en criant : *Vive l'Italie ! Vive Victor-Emmanuel !* La population les reçut à bras ouverts, comme on reçoit des pécheurs convertis. Mais tout à coup, cette soldatesque éhontée changea de note et se mit à tuer et à voler au cri de : *Vive François II !* On m'a donné le fait pour certain ; je le retrouve consigné dans le *Nazionale*.

On a dû arrêter l'évêque de Sorrente, qui avait ordonné dans son diocèse que tous les objets sacrés des églises fussent retirés, pour faire honte au dictateur. Mais ceci n'est qu'une espièglerie cléricale ; j'ai une manœuvre plus mauvaise à vous révéler.

L'autre jour, un homme en chemise rouge entra dans une petite église du port en vociférant de gros mots, puis il monta en chaire et se mit en devoir de rosser le prêtre. Aussitôt grand scandale dans l'église, et vifs murmures contre l'impiété des garibaldiens. Par bonheur, on osa arrêter la chemise rouge : c'était un sbire de l'ancienne police, déguisé en patriote et soudoyé pour commettre ce sacrilége, qui devait déconsidérer les héros du jour. On découvrit de plus que l'ancien sbire, en passant, avait mis un ciboire dans sa poche.

25 septembre.

Entraîné comme tous les autres par l'effet du spectacle, je n'ai pas insisté sur les imprudences commises

par le condottier qui s'est élancé seul, en marchant toujours devant lui, jusqu'à Naples, tandis que l'arrière-garde de son armée était encore à Reggio. Les patriotes sont arrivés depuis lors un à un, voyageant comme ils pouvaient, mangeant quelquefois, dormant à la belle étoile et recourant à des subterfuges de bohêmes pour trouver quelque argent dans les caisses des syndics, ou, comme ils disent, des *syndacs*.

On est allé à Capoue comme on était venu à Naples. A Caserte, à Sainte-Marie, on a trouvé des vivres, mais on n'avait pas de munitions. On a pris Cajazzo par un stratagème qui avait toujours réussi; on y a laissé 800 hommes avec le colonel Cattabene, qui avait enlevé la position, et l'on ne s'est pas même soucié de leur laisser des cartouches. Si bien qu'attaqués vendredi par 5,000 Napolitains et séparés du reste de l'armée par le fleuve, ils n'ont pu se servir de leurs baïonnettes, et la moitié d'entre eux sont tombés. Les voyant vaincus, les paysans du pays tombaient sur eux à coups de hache et de fourche. Il y a bien eu 400 hommes hors de combat, entre blessés et morts.

Les royaux ont brûlé Cajazzo; mais, je tiens à le déclarer, là se sont arrêtées leurs violences. Le colonel Cattabene, blessé, est tombé dans leurs mains; il a écrit à Garibaldi qu'on le traitait à merveille. Des chirurgiens du camp italien ont demandé à entrer dans Capoue pour visiter leurs blessés; les portes de la place se sont ouvertes, et ils ont constaté que les patriotes étaient aussi bien soignés que les Napolitains. Vous voyez bien que j'avais raison l'autre jour de ne pas croire un mot des bruits répandus sur les atrocités royalistes : on accusait les soldats de François II de

brûler les blessés. Ces calomnies font d'abord le plus grand tort à la caùse italienne, qui n'a pas besoin de se justifier par des mensonges. Et puis il est consolant de voir la civilisation et l'humanité s'imposer, même en temps de guerre, par la contagion de l'exemple et par la force des choses, à ceux-là mêmes qui tombent maintenant pour avoir méconnu ces principes souverains.

L'échec, au fond, n'est pas très-grave et a beaucoup moins frappé la population qu'on n'aurait pu le croire au premier abord. Cajazzo n'était un point important que parce qu'il régnait au delà du Volturne.

26 septembre.

En attendant, les opérations du siége se poursuivent activement. Des batteries sont déjà placées sur le mont Sant'Angelo. Des mouvements se combinent, sur lesquels on garde le plus profond secret. Garibaldi se rend tous les matins devant Capoue; il est, ce matin, à Maddaloni. Tenez ces détails pour exacts; il ne s'est rien passé d'autre tous ces jours autour de la ville assiégée, sinon quelques reconnaissances napolitaines vivement repoussées par les Italiens.

Midi.

On m'apporte des bruits qui courent la ville. Cialdini aurait écrit des frontières au dictateur pour lui demander : « Que faut-il faire? » — Garibaldi aurait répondu : « Venez tout de suite! »

Un incident d'hier, qui m'est raconté par un témoin : — Un hussard hongrois, de l'escadron Figuel-

masy, était parti de Santa-Maria pour Sant'Angelo avec une dépêche. A son retour avec la réponse, il fut assailli par six soldats napolitains qui le guettaient probablement. Il reçut quatre blessures à la tête et son cheval en reçut huit; mais il tua de sa main quatre Napolitains, chassa les deux autres et rapporta sa dépêche à Santa-Maria.

29 septembre.

Garibaldi est un grand caractère; il l'a montré avant-hier encore, dans son ordre du jour aux soldats. Vous savez les succès de Cialdini dans les Romagnes : ce général italien a brisé d'un coup l'épée que Pierre avait sortie du fourreau, malgré la loi du Christ. Cette expédition déconcerte évidemment les plans de Garibaldi : c'est un coup brillant et très-fin de M. de Cavour. Je n'ai pas besoin d'expliquer longuement ce que je veux dire. Et cependant Garibaldi s'est réjoui franchement, publiquement de ces victoires si rapides. Je traduis son ordre du jour :

« *Caserte,* 27 *septembre.* — Le quartier général est à Caserte. Nos frères de l'armée italienne, commandés par le brave général Cialdini, combattent les ennemis de l'Italie et triomphent.

« L'armée de Lamoricière a été battue par ces braves. Toutes les provinces asservies au pape sont libres. Ancône est à nous. Les valeureux soldats de l'armée du Nord ont passé la frontière et sont sur le territoire napolitain.

« Avant peu, nous aurons le bonheur de serrer ces mains victorieuses.

« G. Garibaldi. »

Ajoutons, pour dire toute notre pensée, que Garibaldi peut se réjouir de ces victoires comme d'un triomphe personnel. Je doute fort que, sans lui, Cialdini fût jamais entré dans les Romagnes. Garibaldi a donné l'impulsion et l'exemple, il a conquis les Deux-Siciles, et sa gloire irréprochable n'a rien à envier à celle de son roi.

1er octobre.

Je ne me pique pas de connaissances stratégiques; aussi ne vous ai-je pas ennuyé jusqu'à présent de longs détails sur le siége de Capoue et les lignes d'opérations. Tout cela m'intéresse personnellement, parce qu'une guerre à quelques lieues de sa maison est toujours suivie avec un peu d'anxiété par un homme tranquille; mais comme les événements militaires ne peuvent avoir pour les lecteurs éloignés qu'un intérêt proportionné à leur résultat, et que le résultat de la prise de Capoue, ou même celui d'une victoire royale, ne changera rien, je l'espère, à la face de l'Europe ni aux aventures de ce pays, je me suis abstenu jusqu'à présent de vous marquer les points précis où étaient placées les batteries des royaux et celles des patriotes.

Cependant, comme on annonce pour aujourd'hui des engagements sérieux, je vais vous donner une idée du théâtre de la guerre. Capoue est une place forte et bien défendue, qui regarde Naples, dont elle est éloignée d'une vingtaine de milles. Du côté de Naples, elle est protégée par des bastions et un fort. Par derrière, elle est enlacée par le Volturne, qui descend à gauche vers la mer, et s'allonge à droite vers Cajazzo, pour remonter après brusquement dans le

nord. La rive droite du Volturne, vaste plaine propice aux mouvements des cavaliers, appartient à l'armée royale. Les patriotes ont la rive gauche ; leurs forces se déploient d'Aversa jusqu'au mont Sant'Angelo, qui domine le fleuve, et même au delà ; leur quartier général est à Caserte, mais le centre des opérations serait plutôt Maddaloni, carrefour important d'où rayonnent des routes nombreuses dans toutes les directions. Le point le plus menacé est la ville de Santa-Maria, siége des tribunaux de la province. Deux routes parallèles, la voie consulaire et le chemin de fer, la relient directement à Capoue. Aussi, est-ce l'endroit le plus fortifié et le mieux gardé. Les travaux de défense ont été dirigés, me dit-on, à Santa-Maria, par le colonel Boldoni, ancien élève de notre École polytechnique.

Le Volturne et le fossé de Capoue séparent donc les combattants. Les royaux, protégés par leurs bastions, pourraient franchir ce fossé très-souvent et sans le moindre péril pour descendre à Santa-Maria ; mais ils craignent les chemises rouges.

Les rares sorties de leurs cavaliers n'ont jamais réussi qu'à inspirer des terreurs paniques aux *picciotti* siciliens, qui se battent en fuyant, comme les Parthes. Mais dès que ces cavaliers aperçoivent les guides de l'armée patriote, ils tournent bride et adoptent la stratégie des *picciotti*.

Jusqu'à présent, l'on a donc combattu de loin, d'une rive à l'autre du fleuve. L'autre jour, je vous l'ai dit, 800 royaux ont essayé de le franchir à Limatola ; ils ont été repoussés par deux bataillons de la brigade Medici. Hier, dimanche, la canonnade a été assez vive

de part et d'autre ; les royaux avançaient et postaient leurs pièces tout le long du fleuve, et l'on m'assure qu'ils ont fini par brûler une maison. Les carabiniers bavarois, déployés en tirailleurs sur les hauteurs qui font face à Sant'Angelo, et tirant à découvert avec une bravoure que je veux signaler, faisaient feu de trop loin, et n'envoyaient aux garibaldiens que des balles mortes. Résultat de la journée : des milliers de boulets, d'obus, de grenades et d'autres projectiles perdus, trente hommes hors de combat.

Mais il paraît que ce matin l'affaire a été plus chaude. Il ne revient du camp que des rumeurs confuses et contradictoires ; il en résulte que les patriotes ont été attaqués sur toutes leurs lignes et vigoureusement, jusqu'à Santa-Maria d'un côté, jusqu'à Maddaloni de l'autre. Après une mêlée terrible, les royaux auraient été repoussés partout. Voici une dépêche affichée dans les rues :

« *Le général Milbitz au général Sirtori, à Caserte, au général Bixio et au ministre de la guerre, à Naples.*

« Le général dictateur me fait annoncer que nous sommes vainqueurs sur toute la ligne.

« Santa-Maria, 10 h. 40 du matin. »

J'attends maintenant des nouvelles.

9 heures du soir.

Je rentre d'une promenade dans les rues ; elles sont illuminées *a giorno*. C'est le peuple qui l'a voulu. Il parcourait la ville en criant : « Des lumières ! des lumières ! » Des lazzarones entraient dans les maisons



de par la police, et ordonnaient qu'elles fussent illuminées sur-le-champ et du haut en bas. — Sans quoi, disaient-ils, vous serez à l'amende. — Des groupes et des bandes populaires courent les rues avec des drapeaux. Ils crient : *Vive Garibaldi!* Quelques-uns : *Vive l'Italie une!* Des patrouilles nationales circulent dans les rues, pour empêcher le parti républicain de faire tourner ces démonstrations en émeute. D'autres chantent en chœur, les gamins hurlent; là-bas, le P. Gavazzi harangue la foule. Ce crieur public, éloquent, mais excessif, raconte la grande victoire : — « Le petit Bourbon, dit-il, voulait être ici le 4 octobre, jour de sa fête. Il l'avait promis, et ses gens se frottaient les mains. Que fit-il donc cette nuit? Un tour à la Garibaldi. Il envoya ses Bavarois à droite, près de Cajazzo, pour attirer notre attention sur le fleuve. On vit le mouvement et on les laissa venir. En même temps, il faisait sortir toutes ses troupes de Capoue. Trente-quatre mille hommes. Ils sortirent par la porte de Naples, et débouchèrent par la grande route et le chemin de fer. Les cavaliers couraient devant, à toutes brides, couvrant une demi-lieue. Les canons venaient derrière, l'infanterie à la queue. Ils tombèrent sur Santa-Maria. Ils trouvèrent 37 hommes aux avant-postes. 37 contre 34,000! Le combat fut vif; mais survinrent des renforts, puis d'autres, puis d'autres toujours. La mêlée fut terrible. Elle dura cinq heures. Enfin, la victoire fut à nous. Les royaux s'enfuirent en déroute.

« Mais, devant Capoue, ils trouvèrent Garibaldi. Notre général les avait laissés venir et ne s'était occupé qu'à leur couper la retraite.

« Les forts n'osaient tirer de peur de mitrailler leurs hommes.'

« Derrière Garibaldi le pont s'était levé, les portes fermées. Les 34,000 royaux se trouvèrent donc cernés, serrés dans un cercle de baïonnettes.

« Le carnage fut horrible ; on jetait les blessés dans le Volturne, obstrué de cadavres. Nos morts sont vengés. Quant aux Bavarois, qui avaient tenté une diversion sur Maddaloni, ils ont tous été tués, tous, excepté huit, qui se sont cachés dans un moulin, sous des sacs de farine. Grande bataille et grande victoire ! Vive Garibaldi ! »

Croyez-en ce que vous voudrez, tel est, en résumé, le récit du prêtre populaire. Mais je ne peux rendre ses gestes : chacun d'eux est un point d'exclamation.

2 octobre.

Je reçois ce matin des poignées de nouvelles du camp, et il m'est bien difficile de démêler la vérité à travers tous les hauts faits qui me reviennent. Les officiers qui me renseignent d'ordinaire n'ont assisté qu'à une partie du combat, et leurs rapports se contredisent. Voici les points sur lesquels ils sont d'accord.

Le général napolitain (M. Salzano, si je ne me trompe) avait combiné une attaque générale. Le plan était habile et aurait dû réussir. Il s'agissait avant tout de briser la ligne des garibaldiens, qui s'étendait de Santa-Maria à Sant'Angelo, et, en même temps, de tourner Sant'Angelo et Santa-Maria et d'enfermer des deux côtés les patriotes. Si le plan avait réussi, l'armée

entière de Garibaldi était perdue. Par bonheur, il a manqué, grâce à l'œil du maître et à la bravoure invraisemblable de tous les soldats.

Les mouvements, commencés pendant la nuit, ont été opérés d'abord avec une discrétion remarquable. Quand les patriotes se sont réveillés, à quatre heures du matin, la ligne de Sant'Angelo à Santa-Maria était déjà coupée. Le combat s'engagea dès lors et dura jusqu'au soir, à cinq heures. Dans la matinée, les royaux eurent le dessus et parvinrent même à occuper les hauteurs dominant Sant'Angelo, qui fut alors une position fort compromise. Une pluie de feu y tombait de partout. Deux canons italiens appartenaient déjà aux royaux. Leurs escadrons étaient déjà descendus vers Maddaloni, jusqu'au pont de la Valle. Le P. Gavazzi, mal renseigné sur les mouvements, avait raison hier au soir sur les chiffres. Plus de 30,000 Napolitains étaient sortis de Capoue, et c'étaient des troupes d'élite qui se battaient résolûment.

Vers midi, les patriotes étaient ramenés partout et regardaient la partie comme perdue. Garibaldi seul, qui commandait en personne, était sûr de son coup. C'est sous le feu terrible de l'ennemi qu'il écrivait sa dépêche. Il déclara qu'ils étaient vainqueurs à des soldats qui se croyaient vaincus. Et la victoire fut à eux, sur la foi du maître.

A trois heures après midi, les royaux pliaient partout et fuyaient la baïonnette aux reins jusque dans Capoue. Des enfants se jetaient sur eux et les tuaient. Il y eut un massacre épouvantable. On n'a pas encore pu compter les morts. Les patriotes étaient exaspérés de la conduite de l'ennemi

A Sant'Angelo ou dans les environs, un bataillon tout entier tomba dans les mains des jeunes milices italiennes. Le chef de ce bataillon vint supplier l'officier qui l'avait pris de ne pas le tuer à coups de couteau, mais de le fusiller, parce qu'il était soldat. Je n'ai pas besoin de commenter cette démarche. On donna du pain et du vin à ce pauvre homme, et on lui offrit un lit pour se reposer.

Un escadron de hussards, à Santa-Maria, je crois (d'autres disent de dragons et placent le fait ailleurs), fut littéralement anéanti par une décharge de mitraille. Le nombre des prisonniers est très-grand; plusieurs le portent à six mille hommes. Quant aux garibaldiens, ils ont beaucoup de blessés, mais peu de morts.

Le général Longo est blessé. Je vous ai parlé bien souvent de cet excellent Italien lorsqu'il était prisonnier à Gaëte, où il fut retenu dix-huit mois encore après avoir été gracié par le feu roi. Il se venge maintenant et sert l'Italie.

On me dit que Garibaldi a manqué encore une fois de perdre la vie. Il revenait en voiture de Sant'Angelo à Santa-Maria, lorsqu'il fut assailli tout à coup par le feu d'une embuscade. La voiture fut criblée de balles, et plusieurs hommes de son escorte tombèrent morts. Il descendit de voiture et continua sa route à pied, sauvé encore une fois par son étoile.

Voici une dépêche authentique publiée hier au soir : « La division du général Bixio a été attaquée, à huit heures du matin, par 7,000 royaux, trois bataillons de chasseurs, un escadron de cavalerie et une batterie rayée. Nos braves repoussèrent l'ennemi, lui enlevant deux pièces de canon et faisant beaucoup de prison-

niers. Un grand nombre de morts sont restés sur le champ de bataille. »

Tels sont mes renseignements très-expurgés. Si je voulais vous rapporter maintenant les anecdotes du camp, je remplirais dix lettres, et je recommencerais le roman des *Trois Mousquetaires*, dont l'auteur est toujours à Naples, heureux, aimé, vainqueur!

Je me suis laissé dire que les artilleurs qui ont si rudement malmené hier les cavaliers royaux appartenaient à l'armée du roi de Sardaigne.

Victor-Emmanuel est donc engagé dans la lutte malgré les bertaniens et malgré M. Matina, gouverneur de Salerne, qui s'est avisé de faire déchirer dans sa province l'adresse des Napolitains à leur roi.

Les réactionnaires sont découragés, réduits à leur tactique de 1848. Ne pouvant plus exciter le peuple en faveur de la monarchie défunte, ils tâchent de l'exaspérer dans le sens révolutionnaire. Ils endossent des chemises rouges et prêchent la république dans les cafés. Un ancien policier, nommé Ciofli, a été arrêté l'autre jour, tandis qu'il pérorait sous ce costume.

Il n'y a plus de rébellion ouverte ou du moins d'opposition directe que dans quelques villages des environs. Ainsi, hier ou avant-hier, à Melito, un prêtre vociférait dans l'église contre les Italiens, les déclarant ennemis de la Madone. M. Mariano d'Ayala, prévenu de cette prédication, était avec des gardes nationaux parmi les auditeurs. Il monta lui-même dans la chaire, arrêta l'homme et le fit conduire à Naples. M. d'Ayala a fait un discours dimanche à la garde nationale, qu'il commande en chef, comme vous le savez; ses paroles

fort éloquentes ont été fort applaudies. Il s'est rendu ensuite, par une chaleur étouffante, au cimetière, pour déposer des couronnes sur les tombes des victimes du 15 mai.

Voici, pour terminer, des détails sur les combats d'hier; ils me sont parvenus pendant que j'écrivais ma lettre. Le colonel Spangaro s'est fort bien battu; depuis midi jusqu'au soir, avec un admirable sang-froid, il a commandé l'extrême droite des patriotes et défendu le point le plus menacé, le plus compromis. Il a repris toutes les positions perdues, enlevé sept canons à l'ennemi et l'a repoussé jusque sous le feu des forts. C'est pour lui une belle journée.

Les hussards hongrois méritent également un bon point. Ils se sont jetés deux fois dans la mitraille, sur l'infanterie des royaux, qu'ils tuaient comme des mouches, et cela sous les yeux d'un colonel qui m'a raconté le fait.

Un autre épisode très-répandu, mais que je ne puis garantir, est une charge à la baïonnette commandée par Garibaldi lui-même, à la tête d'un bataillon. Il aurait crié : « En avant, mes amis! la victoire est à nous! » Et il aurait mis plusieurs milliers de Napolitains en fuite.

Un dernier trait, assez pittoresque. Le comte Teleki (de qui je le tiens), rentrant à Caserte après le combat, trouva la ville en émoi, les Calabrais en fuite. Il les rallie et leur demande ce que c'est. Aucun d'eux ne peut répondre. Il leur commande de le suivre et monte avec eux sur une hauteur. On ne voit rien nulle part, on se rassure et l'on pousse des cris de joie. Dans leur enthousiasme, les Calabrais déchargèrent

leurs fusils en l'air. Ce feu de peloton répandit une nouvelle panique dans toute la campagne ; et l'on vit partout des soldats, des paysans, des citadins s'enfuir en tous sens, en toute hâte, parce que les Calabrais s'étaient réjouis de ne plus avoir peur !

3 octobre.

Les nouvelles que je vous donnais hier se sont confirmées, et celles-là mêmes auxquelles je n'osais croire sont constatées par les dépositions de tous les témoins. Il est parfaitement vrai que Garibaldi fut assailli près de Santa-Maria par une vive fusillade qui non-seulement cribla sa voiture de balles, mais tua son cocher, un de ses chevaux et deux de ses guides. Le général continua sa route à pied et à la tête d'un millier d'hommes, en criant : *Nous sommes vainqueurs, je suis Garibaldi !* — Il se jeta sur sept bataillons napolitains et les mit en fuite.

Les royaux se sont bien battus. Dans la journée, ils ont trois ou quatre fois changé leurs lignes. A Santa-Maria, forts de douze mille hommes et partagés en quatre colonnes, ils sont revenus quatre fois à la charge. Ils ont été reçus par les artilleurs piémontais qui étaient aux pièces. Ces canonniers de Victor-Emmanuel, qui ont l'expérience du métier et la pratique des champs de bataille, les ont laissés venir et mitraillés au bon moment ; des escadrons entiers ont été détruits par ces décharges imprévues. Pendant la déroute, les Calabrais sautaient sur les cavaliers et les poignardaient, puis ramenaient les chevaux en triomphe. On se battait comme on pouvait, et l'on tuait toujours.

Le plan des royaux, plan fort bien conçu, fort bien exécuté, était de cerner l'armée des patriotes, et vers midi les patriotes étaient à peu près cernés. Tous se croyaient perdus; Naples même était menacée. Comment les Napolitains ont-ils encore été vaincus? Nul ne peut l'expliquer. Peut-être était-ce l'œil du maître présent partout, l'autorité de ce grand nom, — ou tout simplement la force de l'habitude.

Il était cependant resté hier matin quelques royaux de ce côté-ci du Volturne, notamment à San-Tammaro, à gauche de Santa-Maria. Le général Türr les a délogés dans la matinée en leur faisant des prisonniers; mais, en rentrant dans Capoue, ils ont tout brûlé sur leur passage.

Une colonne isolée et coupée, forte d'environ 8,000 hommes, était restée également aux environs de Caserte. Le général Sirtori écrivait le matin qu'il espérait la faire toute prisonnière. Elle parvint cependant à occuper la vieille ville de Caserte et même le château royal. Elle en fut chassée par Garibaldi, Bixio et le brigadier Lacchi. A deux heures, cette colonne était en pleine déroute, grâce au dictateur et aux bersagliers piémontais qui ont pris part à la lutte, et fait des prodiges, mais un peu souffert. Soixante prisonniers royaux étaient déjà dans les mains des patriotes. Enfin, le soir, quinze cents hommes de cette colonne avaient été ramenés dans Caserte, et, vers minuit (mais ce dernier fait n'est pas officiel), on annonçait à Naples que la colonne entière était à nous.

Je dis *à nous*, passez-moi le mot : tout le monde en dit autant dans la ville. Vers quatre heures, le général Sirtori manda au ministre de la guerre que deux

mille prisonniers allaient arriver à Naples. « Envoyez, disait-il, la garde nationale pour les recevoir. » J'ai vu passer ces malheureux entre deux haies de tuniques bleues et de chemises rouges. Les gardes nationaux ont dû croiser la baïonnette pour les protéger. Certains va-nu-pieds voulaient massacrer les Bavarois, reconnaissables à leur tunique grise. Ils ne seraient pas allés les attaquer à Capoue; ils leur baisaient les mains il y a quelques mois. C'était *écœurant*. Voilà ce qu'a fait de ce peuple un demi-siècle de tyrannie.

Les bourgeois riches ne valent guère mieux. Avant-hier au soir, on fit une réquisition de voitures pour ramener les blessés. C'était à qui fermerait le mieux son écurie et sa remise. Les consuls étrangers étaient suppliés par tous leurs amis d'abriter les attelages dans les cours de leurs hôtels et sous l'inviolabilité de leurs écussons. Hier, on demandait des lits pour les hôpitaux, que le roi, en fuyant, avait laissés vides. Les Napolitains cachaient leurs meubles; il a fallu recourir aux auberges, qui se sont dégarnies piteusement.

Aussi le père Gavazzi a-t-il fait hier au soir un discours vraiment éloquent pour flétrir cette ladrerie. Il a parlé de toutes sortes de choses, et entre autres de la question romaine. A son avis, cette question est toute simple. Victor-Emmanuel n'a qu'à dire au pape : Vos sujets ne veulent plus de vous, faisons un échange ; donnez-moi Rome, et je vous donnerai mon royaume de Chypre et de Jérusalem.

Ce qui augmentait l'effet pittoresque du discours, c'était la chaire d'où il était lancé. Cette chaire était une loge du théâtre Saint-Charles. Il y avait hier au

soir une représentation au bénéfice des salles d'asile. Le père Gavazzi a profité de l'occasion pour s'adresser à un autre public que celui de la rue. Il a prêché de sa loge pendant un entr'acte, et a fait lever la toile pour ne pas priver les comédiens de son discours. Il a été fort applaudi.

P. S. Aux dernières nouvelles, les avant-postes des Italiens étaient sous les murs de Capoue, et les royaux démoralisés n'osaient plus sortir. — Le nombre des hommes mis hors de combat peut être évalué approximativement à 6 ou 700 patriotes et 3,000 royaux, sans compter leurs prisonniers, qui dépassent pour sûr le chiffre de 3,000.

16 octobre.

Voici la vérité sur le séjour de Mazzini à Naples : Pendant qu'il vivait à l'écart et allait visiter les temples de Pœstum et les fouilles pompéiennes, on l'accusait de tout bouleverser dans le pays. On lui inventa un parti formidable ; on dressa des échafauds fantastiques à la faveur de l'épouvante inspirée par ce nom de croquemitaine. Or la peur est le sentiment qui fait le plus de miracles à Naples. C'est la peur de Milano qui a tué Ferdinand ; c'est la peur de Garibaldi qui a chassé François II ; la peur des Suisses avait autrefois contenu les Napolitains ; la peur de Mazzini les a tous rendus emmanuelistes. Cette inexplicable panique fut portée si loin que le prodictateur Pallavicino lui-même, un homme de sens et de cœur, ancien prisonnier du Spielberg, ancien président d'une société unioniste qui a beaucoup fait pour l'Italie, fut forcé par l'opinion,

dès son avénement à la prodictature, d'écrire une lettre à Mazzini pour le prier de s'en aller[1].

Mazzini ne s'en alla pas, et les persécutions des modérés redoublèrent. On alla jusqu'à organiser des dé-

1. Voici la lettre de Pallavicino :

« *A l'illustre Monsieur G. Mazzini.*

« L'abnégation fut toujours la vertu des généreux. Je vous crois généreux, et je vous offre aujourd'hui une occasion de vous montrer tel aux yeux de vos concitoyens. Représentant du principe républicain et défenseur infatigable de ce principe, vous éveillez, en demeurant parmi nous, les défiances du roi et de ses ministres. C'est pourquoi votre présence en ce pays crée des embarras au gouvernement et des dangers pour la nation, en compromettant cette concorde qui est indispensable à l'avancement et au triomphe de la cause italienne. *Même en ne le voulant pas, vous nous divisez.* Faites donc acte de patriotisme en vous éloignant de ces provinces. Ajoutez aux anciens le nouveau sacrifice que vous demande la patrie, et la patrie vous en sera reconnaissante.

« Je vous le répète, même en ne le voulant pas, vous nous divisez, et nous avons besoin de rassembler dans un faisceau toutes les forces nationales. Je sais que vos paroles prêchent la concorde, et je ne doute point qu'aux paroles ne répondent les faits. Mais tous ne vous croient pas, et ceux-là sont nombreux qui abusent de votre nom avec l'intention parricide d'arborer une autre bannière en Italie. L'honneur vous ordonne de mettre un terme aux soupçons des uns et aux manéges des autres. Montrez-vous grand en quittant Naples, et vous emporterez les éloges de tous les gens de bien.

« Je tiens à me dire votre tout dévoué,

« GIORGIO PALLAVICINO.

« Naples, 3 octobre 1860. »

Mazzini répondait :

« Je crois avoir un esprit généreux, et c'est pour cela que je réponds par un refus à votre lettre du 3, que je lis aujourd'hui

monstrations contre le vieux patriote; on alla jusqu'à crier dans les rues : Mort à Mazzini! Ces violences burlesques ne firent que du bruit; leur effet cependant fut bon sur le dictateur et sur les démagogues. Il fut

seulement dans l'*Opinione nazionale*. Si je ne devais céder qu'à la première impulsion et à la fatigue d'esprit, je partirais de la terre que je charge pour me retirer où la liberté des opinions est laissée à tout homme, où la loyauté de l'honnête n'est pas mise en doute, où qui a travaillé et souffert pour le pays ne croit pas de son devoir de dire au frère qui a aussi travaillé et souffert : Partez!

« Vous ne donnez d'autre raison de votre proposition, si ce n'est l'affirmation que, sans le vouloir, je divise. Je vous donnerai les raisons de mon refus.

« Je refuse parce que je ne me sens pas coupable, ni cause de danger pour le pays, ni machinateur de projets qui puissent lui être funestes, et il me semblerait m'avouer tel en cédant; parce que, Italien en terre italienne reconquise à libre vie, je crois devoir représenter et soutenir en ma personne le droit que tout Italien a de vivre dans sa propre patrie lorsqu'il n'en attaque pas les lois, et le devoir de ne pas céder à un ostracisme immérité; parce que, après avoir contribué à élever, autant qu'il était en moi, le peuple d'Italie au sacrifice, il me semble qu'il est temps de l'élever par l'exemple à la conscience de la dignité humaine trop souvent violée et à la maxime oubliée par ceux qui s'intitulent prédicateurs de concorde et de modération; parce que l'on ne fonde pas sa liberté sans respecter celle d'autrui.

« Parce qu'il me semblerait, en m'exilant volontairement, insulter à mon pays, qui ne peut, sans se déshonorer aux yeux de l'Europe, se rendre coupable de tyrannie, au roi, qui ne peut craindre un individu sans se reconnaître faible et mal assuré dans l'affection de ses sujets, aux hommes de votre parti, qui ne peuvent s'irriter de la présence d'un homme déclaré par eux à chaque instant seul et abandonné de tout le pays sans se démentir.

« Parce que le désir vient, non, comme vous le croyez, du pays, du pays qui pense, travaille et combat sous les drapeaux de Gari-

aisé de comprendre à qui le peuple en voulait à Naples, et quels hommes il souffletait sur la joue de Mazzini. Le parti des brouillons fut bientôt vaincu, et l'annexion, retardée par les illusions de quelques-uns et par les ambitions de beaucoup d'autres, fut invo-

baldi, mais du ministère turinois, envers lequel je n'ai aucune dette, et que je crois funeste à l'unité de la patrie; mais des intrigants et gazetiers sans conscience, sans honneur et sans moralité nationale, sans culte, si ce n'est pour le pouvoir existant, quel qu'il soit, et que par conséquent je méprise; mais du vulgaire des crédules oisifs qui jurent sans plus d'examen par la parole du Tout-Puissant, et que par conséquent je plains; finalement, parce que, en arrivant, j'ai eu une déclaration, qui n'est pas encore révoquée, du dictateur de ce pays, que j'étais libre sur la terre des libres.

« Le plus grand des sacrifices que j'aie jamais pu faire, je l'ai fait lorsque, interrompant par amour de l'unité et de la concorde civile, l'apostolat de ma foi, je déclarai que j'acceptais, non par respect pour les ministres ou les monarques, mais pour la majorité illusionnée, et ce n'est pas peu dire, du peuple italien, la monarchie, prêt à coopérer avec elle pourvu qu'elle fondât l'unité, et que si jamais je sortais un jour, dégagé par sa conscience, à reprendre notre vieux drapeau, je l'annoncerais loyalement d'abord et publiquement à mes amis et ennemis. Je ne puis donc en accomplir un autre spontanément.

« Si les hommes loyaux, comme vous l'êtes, croient à ma parole, il est de leur devoir de s'attacher à convaincre, non pour moi, mais mes adversaires, que la voie d'intolérance qu'ils suivent est le seul ferment d'anarchie qui existe aujourd'hui.

« S'ils ne croient pas à un homme qui depuis trente ans combat comme il le peut pour la nation, qui a appris aux accusateurs à balbutier le nom d'unité, et qui n'a jamais menti à âme vivante, qu'il en soit de même d'eux; l'ingratitude des hommes n'est pas une raison pour que je doive m'incliner volontairement à leur injustice, et la sanctionner.

« Naples, 6 octobre 1860.

« JOSEPH MAZZINI. »

quée par les républicains eux-mêmes (Petruccelli, etc.) comme le seul moyen de salut.

Comprenez-vous, pendant cette époque de transition, le singulier état de ce royaume? Garibaldi se battait à Capoue, car nous avions la guerre à une heure de Naples, et pendant ce temps, dans la ville, deux ou trois autorités indépendantes; dans les provinces, vingt pouvoirs hostiles se disputaient le gouvernement. Il y avait un ministère à Naples, et ce ministère était composé d'hommes éminents (Scialoia, Pisanelli, d'Afflitto, Ciccone, etc.); mais ces hommes étaient mis à l'écart, dédaignés, oubliés par le conseil privé du dictateur ou même par les préfets, vice-rois absolus dans leurs provinces. Tous ces gouvernements tiraient à eux le pouvoir en loques et en retenaient un lambeau dans leurs mains. En même temps éclataient des réactions partout; nous avions la conquête, la révolution, la guerre civile, l'anarchie, tous les malheurs politiques à la fois, — et cependant depuis l'arrivée de Garibaldi, Naples n'a pas cessé un seul instant d'être la ville la plus gaie, la plus tumultueusement pacifique, la plus fière d'être libre et la plus heureuse de vivre qui fut jamais.

J'insiste sur ce fait parce qu'il est honorable pour le pays; nous sommes restés plus de deux mois à Naples en pleine révolution, en pleine anarchie, et il n'y a eu ni trouble violent ni désordres graves. Longtemps sans police, le peuple n'a pas volé une épingle ni cassé une vitre; la garde nationale a fait son devoir avec un zèle et un courage qui ont étonné tout le monde, et, avant tout le monde, le dictateur. — Et, tenez, nous sortons en ce moment d'une crise très-

sérieuse. La population était en lutte déclarée contre Garibaldi ; elle voulait l'annexion immédiate pour sortir du malaise transitoire où nous sommes. Les *Crispins*, au contraire (ainsi nommés du nom de leur chef, qui est le geôlier du dictateur), voulaient ajourner l'annexion pour rester en place, — et demandaient la convocation d'un parlement pour déployer leurs avantages oratoires. Garibaldi parut incliner vers ce dernier avis ; aussitôt la ville se souleva tout entière. Le prodictateur Pallavicino, très-aimé dans le pays, donna sa démission ; le ministère en fit autant ; la foule bourdonna dans les rues. Cent mille Napolitains galonnèrent leur chapeau d'un morceau de papier inscrit d'un *si* très-visible, particule affirmative qui réclamait Victor-Emmanuel ; mais toute cette démonstration s'est passée sans désordres. Les Crispins les plus maltraités n'ont reçu que des coups de sifflet.

Garibaldi, dont la grandeur d'âme ne se dément jamais quand il s'agit d'un sacrifice, a cédé noblement au peuple, qui votera dimanche sur ses destinées et décrétera solennellement l'annexion. Le discours prononcé l'autre jour par le dictateur du balcon de la Foresteria est plein de nobles paroles. Et voici son décret signé hier à Sant'Angelo sur l'affût d'un canon :

« ITALIE ET VICTOR-EMMANUEL.

« Pour accomplir un vœu incontestablement cher à la nation entière,

« Je décrète :

« Que les Deux-Siciles, qui doivent leur rédemption au sang italien et qui m'ont librement élu dictateur,

font partie intégrante de l'Italie une et indivisible, avec son roi constitutionnel Victor-Emmanuel et ses descendants.

« Je déposerai dans les mains du roi, à son arrivée, la dictature qui m'a été conférée par la nation.

« Les prodictateurs sont chargés de l'exécution du présent décret.

« Sant'Angelo, 15 octobre 1860.

« G. GARIBALDI. »

22 octobre.

C'était hier le grand jour : le peuple votait! et tout le peuple! Depuis quarante siècles qu'il existe... (vous savez que Bidera a écrit les *Quarante siècles de l'histoire de Naples*), c'est la première fois qu'on le consulte sur ses destinées. Il a été Grec, Romain, soumis aux Goths et aux Ostrogoths, puis aux Normands, aux Autrichiens, au roi de Hongrie, aux Angevins, aux Espagnols, aux Français de Championnet, à ceux de Murat, à tous les étrangers, à toutes les dynasties possibles, toujours de force, par droit de conquête et d'usurpation. On lui demande enfin de choisir son maître; et on le demande non-seulement aux gentilshommes, aux gens de robe et d'épée, à ceux qui ont de l'esprit ou des piastres, mais au simple lazzarone qui, l'autre jour encore, ne réclamait que la liberté de la rue et le droit de pillage quand on se battait. Il fallait donc les voir hier, ces va-nu-pieds devenus citoyens et tenant dans leurs doigts cette carte d'électeur qu'ils ne savaient pas lire. Ils se réunissaient par groupes, musique en tête et bannières déployées, en chantant

l'hymne de Garibaldi ; ils criaient à tue-tête en chœur : *Si ! si !* (sur l'air : *Des lampions,* moins la note intermédiaire); ils s'arrêtaient sous les fenêtres connues (sous la maison Pandola entre autres, premier pied-à-terre de Carlo Poërio), et entonnaient des hourras dignes des fêtes britanniques : — *Vive Victor-Emmanuel!* criait le chef de la bande. — *Vivo !* répondait la foule avec une désinence de son invention. — *Vive le roi galant homme !* — *Vivo !* — *Vive Garibaldi !* — *Vivo !* — *Vive Poërio !* — *Vivo !* — Et ainsi de suite. Le soir, un enrouement universel avait pris toutes ces gorges enthousiastes. On n'en criait pas moins : *Vivo !* avec une sorte de râle qui faisait peur.

J'ai voulu voir les élections, et je me suis transporté sur la place Saint-François-de-Paule. En face du château royal s'élève le portique de l'église : on votait là. La garde nationale était rangée sur la place et sous les colonnes. L'ordre était rigoureusement et merveilleusement maintenu. Il y avait quelque chose d'antique et de singulier dans cette foule montant sur des marches de marbre blanc pour aller voter en plein air à l'entrée d'un temple ionique. Sur la façade de l'église se lisait encore l'inscription latine par laquelle le roi Ferdinand consacre ce pieux endroit à saint François de Paule. Un peu plus bas, entre les colonnes, on lisait ces mots italiens : *Comizi del Popolo* (Comices du Peuple). En face, le château du roi, qui a gardé ses fleurs de lis ; à gauche, la Foresteria, palais actuel de la prodictature ; au-dessus, le fort Saint-Elme et ses canons ; à droite, au fond, le Vésuve. Le temps était beau, le ciel gai, le peuple ivre. Je n'oublierai jamais cela.

Sous le portique, cependant, le spectacle était moins pittoresque. La liberté du vote, promise la veille, était gardée, mais le mode de votation laissait beaucoup à désirer. Il y avait une urne entre deux paniers, l'un plein de *si*, l'autre plein de *no*; l'électeur choisissait la réponse en présence des gardes nationaux et devant la foule. La réponse négative était difficile, dangereuse même à donner. Dans le quartier de Mont-Calvario, un homme qui disait *non* et affichait son vote avec quelque jactance en fut puni d'un coup de stylet. L'assassin et le votant sont à la préfecture. On m'assure que le même système a été employé en Toscane; il n'en est pas meilleur.

Dans un moment d'agitation où il y a péril à déclarer hautement sa résistance, on ne doit d'aucune sorte éluder le secret du scrutin. L'intimidation est une arme mauvaise et d'ailleurs inutile. La majorité du pays s'est si ouvertement prononcée en faveur de Victor-Emmanuel, qu'on n'a pas d'opposition à craindre. A Naples, je vous l'ai dit cent fois, le sentiment dominant, c'est la peur. La presque unanimité des citoyens se compose d'hommes tranquilles et timorés. Ils étaient autrefois pour Ferdinand II, parce qu'ils craignaient les bombes de Saint-Elme et les Suisses; ils sont maintenant pour l'Italie, parce qu'ils craignent le retour de ces armes et de ces hommes qu'on appelle à présent les Bavarois. D'opinion franchement, positivement annexionniste, il n'y en a guère; mais l'annexion est la seule solution possible. C'est le triomphe de M. de Cavour qui, malgré l'Autriche et Rome, malgré la France peut-être, a fait de son rêve une nécessité.

On ne sait rien encore sur le résultat de la votation, mais il ne doit pas y avoir cent *non* sur les cent mille bulletins qui ont peut-être été déposés dans l'urne. La foule était unanime et enthousiaste. Les hommes de la Basilicate sont allés voter en corps, musique en tête. Les religieuses du couvent de la *Concezione*, à Monte-Calvario, ont arboré un magnifique drapeau tricolore aux armes de Savoie. Décidément, les monastères sont infidèles à François II.

On ne sait plus rien de Capoue, et l'on ne s'en occupe guère. Tous les yeux sont sur Victor-Emmanuel et sur les Piémontais. Le roi était avant-hier à Solmona, plus fêté que jamais par les populations rassurées. Quant au corps de Cialdini, vous savez par le télégraphe qu'il a remporté une première victoire sur les royaux. Il leur a pris un drapeau, une batterie, sept à huit cents hommes, une cinquantaine d'officiers et leur général Scotti. Le reste du corps, de cinq à six mille hommes, est en fuite (c'est le 1er de ligne). Cialdini épargne les soldats, mais fusille les paysans armés : ces rigueurs ne doivent étonner personne. Ces paysans forment de nouvelles bandes sanfédistes enrôlées pour recommencer les massacres de 99. On les a déjà vus, et récemment encore, à l'œuvre..

Hier, sur l'invitation du général Sirtori, les soldats ont été appelés à voter. On a déjà des dépêches de Castrovillari et de Reggio annonçant que la votation s'opère dans l'ordre le plus parfait et avec le plus vif enthousiasme.

24 octobre.

Partout où le résultat du plébiscite est connu, l'an-

nexion a été proclamée, et presque partout l'adhésion est unanime. Les abstentions sont rares, les négations rarissimes; la résistance, taciturne ou déclarée, ne peut opposer un *franciscain* à cent emmanuelistes. Et notez que les mazziniens, faisant cause commune, comme de juste, avec les réactionnaires, se sont abstenus ou ont dit *non* comme eux. Donc, tout compté, nous n'avons pas même une centième partie de l'opposition, qui était blanche ou rouge, tout le reste est tricolore, avec la croix de Savoie, bien entendu.

Je vous ai décrit le spectacle des comices du peuple sur la place de Saint-François-de-Paule. Partout ailleurs, cette opération solennelle s'est accomplie avec la même régularité. Les marins ont voté en corps, les étrangers domiciliés depuis longtemps à Naples ont demandé le droit de cité pour proclamer, eux aussi, Victor-Emmanuel. Le prodictateur Pallavicino l'a obtenu par acclamations et a déposé son vote au bruit des fanfares. On a vu des vieillards qui ne pouvaient plus marcher se faire transporter jusqu'aux salles des votations et revendiquer, en pleurant de joie, un droit qu'ils attendaient en vain depuis près d'un siècle. On cite un aveugle qui est arrivé à tâtons jusqu'à l'urne, et qui a tendu la main pour avoir le *si* qu'il ne pouvait lire; et l'héroïne populaire dont je vous ai parlé, la *Sangiovannara,* qui a tout un quartier sous ses ordres, et qui, dit-on, a fait le coup de feu devant Capoue, a obtenu de voter comme un citoyen, puisqu'elle s'était battue comme un soldat. La journée de dimanche vivra longtemps dans les plus beaux souvenirs de Naples.

Garibaldi était venu dès le matin déposer un *si* pour

son roi dans l'urne conquise par ses armes. Puis il s'est rendu à l'hôtel d'Angleterre, où il a dîné chez un colonel de ses amis. La foule assemblée faisait rage devant l'hôtel ; le dictateur dut se montrer au balcon et prononcer un discours couronné par le geste populaire, qui consiste à lever l'index de la main ; cela signifie : *Italie une*. Deux Anglaises prenaient des *postures adorables* sur le balcon, près du héros. Elles portaient naturellement des jaquettes rouges. J'ai, pour ma part, très-peu d'enthousiasme pour les femmes qui suivent l'armée. Il y en a une ou deux vraiment admirables, qui viennent pour les malades et les blessés ; mais les autres, les jaquettes rouges surtout, préfèrent ceux qui se portent bien, et n'ont de la vaillante fille de Vaucouleurs que l'accoutrement militaire.

Il n'y a guère eu d'opposition marquée le jour du vote. Quoique destitués, tous les anciens employés de la maison royale sont allés en corps déposer la particule annexionniste. Cela prouve au moins qu'ils regardent la cause de François II comme perdue. On me rapporte cependant de Procida un fait assez singulier. Pas un prêtre n'a voté, et, en rentrant chez eux, les votants de ce petit endroit ont trouvé porte close. Les belles Procidanes, qui s'affublent encore de manteaux grecs pour faire plaisir aux voyageurs, n'ont plus voulu recevoir leurs maris ni leurs amants, en déclarant qu'ils étaient des païens, des excommuniés et des condamnés à la géhenne. Ces malheureux ont dû dormir à la belle étoile ; on m'en a nommé cinq châtiés de cette façon.

Dans Naples même, une partie du clergé continuait des menées ridicules. On cite un palefrenier du quar-

tier San-Giuseppe qui avait pris un *non* et l'avait jeté dans l'urne. Interrogé sur le motif de son vote, il répondit qu'il ne voulait plus de François II. Telle était la stratégie des prêtres. Ne pouvant combattre l'immense majorité emmanuéliste, ils tâchaient de la tourner, par ces petites manœuvres, au profit du Bourbon. Instruit de l'erreur, le palefrenier entra dans une colère terrible et voulut retourner dans la salle pour retirer son vote. On ne le lui a pas permis.

Victor-Emmanuel est donc proclamé roi d'Italie, grâce à l'audace heureuse et à l'immuable loyauté de Garibaldi. Le roi entrera à Naples après avoir pris Capoue (c'est l'affaire d'un jour ou deux) et dès qu'on aura promulgué le plébiscite.

28 octobre.

Victor-Emmanuel est arrivé à Monte-Croce, sur le champ de bataille où la dynastie des Bourbons et la monarchie sicilienne achèvent de périr. Garibaldi est allé à la rencontre du souverain auquel il vient de donner neuf millions d'Italiens et la troisième capitale de l'Europe. L'entrevue des deux patriotes est diversement racontée. Je choisis la version la plus simple et la plus probable. Ils étaient tous deux à cheval, se cherchant l'un l'autre. Dès qu'ils se reconnurent de loin, Garibaldi s'écria, de sa voix forte : *Salut au roi d'Italie !* — Et Victor-Emmanuel, tendant la main à son premier citoyen, répondit simplement : *Merci !*

Ce *merci* dit tout. Je n'ajoute pas de phrases.

29 octobre.

Voulez-vous savoir combien la Sicile, qu'on disait



ingrate, aime son libérateur? Voici un décret du 21 (jour du plébiscite); je n'y change pas un mot :

« Le prodictateur, etc.,

« Considérant que le nom de Joseph Garibaldi est destiné à croître en renommée dans le cours des siècles ;

« Considérant que les générations futures, par religieuse mémoire, comme pour inspirer les plus grands sentiments qui aient jamais honoré la nature humaine, rechercheront les lieux qui furent les témoins secrets des aspirations, des pensées et des résolutions intimes du héros de ce XIXe siècle ;

« Considérant que par un reflet de la vénération qui s'attachera à son nom, elle se portera sur tous les objets qu'il aura possédés ou seulement touchés ;

« Ouï l'avis unanime du conseil des secrétaires d'État; au milieu des acclamations générales du peuple de Palerme reconnaissant et applaudissant, décrète :

« Art. 1er. La chambre à coucher occupée par le général Garibaldi à Palerme, dans le pavillon contigu au Palais-Royal, sur la Porte-Neuve, sera perpétuellement conservée en l'état où elle se trouve actuellement et avec les meubles dont elle est en ce moment pourvue.

« Art. 2. Le présent décret sera gravé sur une table de marbre et sera fixé à l'entrée de ladite chambre, etc.

« Donné à Palerme, en ce jour de général enthousiasme, le 21 octobre 1860. »

31 octobre.

Ce matin à neuf heures, sur la place de Saint-François-de-Paule, les Hongrois, commandés par le comte

Téléki, se sont rangés à droite d'un autel. De l'autre côté s'alignaient des volontaires; en face, la garde nationale; au milieu de la place, la musique et l'état-major des Italiens. Garibaldi est arrivé de Caserte un peu avant neuf heures. Il s'est approché de l'autel devant lequel se tenait la marquise Pallavicino, marraine de l'un des drapeaux offerts à la légion hongroise. Les deux drapeaux furent bénis avec les cérémonies habituelles, puis Garibaldi les remit aux héroïques soldats qui venaient de faire à Palerme et à Capoue ce qu'avaient fait en Crimée, il y a cinq ans, les Piémontais de Victor-Emmanuel.

Le dictateur dit ces paroles, écoutées avec un religieux silence :

« Au nom de l'Italie reconnaissante, je vous remets ces drapeaux en récompense du sang que vous avez généreusement versé pour son indépendance. Selon vos habitudes, ils vous conduiront toujours à la victoire. L'indépendance et la liberté de l'Italie sont étroitement liées à l'indépendance et à la liberté de la Hongrie. Vive la Hongrie ! »

Un tonnerre d'applaudissements répondit à ces paroles. — Puis la légion hongroise prêta serment aux drapeaux, et le général Türr, le plus sympathique héros de cette jeune armée, fit un discours en hongrois, dont on nous a traduit et répété les mots suivants :

« Braves soldats, je suis fier de vous, qui malgré votre petit nombre, contre un ennemi toujours supérieur en force, avez soutenu la réputation de bravoure de la nation hongroise; le passé est une garantie pour l'avenir. Je suis certain que votre brave commandant

vous conduira toujours à de nouveaux triomphes. » Et se retournant du côté du petit corps de cavalerie, il continua : « A vous, hussards, que puis-je vous dire? Organisés depuis peu, vous avez montré, dans ce court espace de temps, quel était votre courage. Je suis convaincu, lorsque l'indépendance et la liberté seront établies en Italie, et que nous rentrerons en Hongrie, qu'habitués à la victoire, vous disperserez l'ennemi avec l'impétuosité de l'ouragan. Vive Victor-Emmanuel! vive Garibaldi! »

Ces paroles furent accueillies par d'innombrables vivats et par le cri national : *Eliyen Italia! eliyen Garibaldi!*

Ce cri fut couvert d'un immense applaudissement. Garibaldi traversa la place, se rendit au palais de la Foresteria, et se plaça sur le balcon du milieu, où se trouvaient déjà le marquis de Villamarina, le prodictateur et plusieurs autres spectateurs. Le silence se fit, et le général Garibaldi prit la parole :

« Napolitains! aujourd'hui est un beau jour, un grand jour; il est beau, il est grand, parce qu'il renoue les liens de la fraternité qui unit l'Italie à la Hongrie. Les peuples libres sont solidaires entre eux. Les Italiens libres ne peuvent, ne doivent décliner cette solidarité. Non, ils ne la déclineront pas. »

A ces mots, le peuple l'interrompit par de bruyants applaudissements et par les cris de : Vive Garibaldi!

Le général poursuit :

« Les Italiens libres! Oui, ils le seront tous et bientôt. Pour une vie consacrée tout entière à la cause de la liberté, à l'établissement de notre nationalité, je ne

demande rien autre et ne veux rien que le droit de toujours dire la vérité, de la dire aux forts et aux faibles.

« Écoute-moi donc, peuple généreux de cette grande métropole : si j'ai droit à quelque chose de toi, crois à mes paroles. Ce furent toujours les ambitions personnelles qui furent la plaie et la ruine de notre patrie. Et elles le sont encore.

« C'est l'ambition personnelle qui a aveuglé le pape-roi et l'a porté à s'opposer à ce mouvement national si grand, si noble, si pur... oui, si pur! et qui est unique dans l'histoire du monde.

« C'est le pape-roi qui retarde le mouvement de la complète libération de l'Italie. Le seul obstacle, le véritable obstacle, c'est lui.

« Je suis chrétien et je parle à des chrétiens. Je suis bon chrétien et je parle à de bons chrétiens.

« J'aime et vénère la religion du Christ, parce que le Christ est venu au monde pour arracher l'humanité à la servitude pour laquelle Dieu ne l'avait pas créée.»

2 novembre.

Je n'ai plus désormais à m'occuper de la guerre : c'est maintenant Victor-Emmanuel qui la commande. Capoue s'est rendue ce matin au général piémontais della Rocca. Hier la ville avait été bombardée vivement de quatre heures du soir jusque bien avant dans la nuit, par l'artillerie de l'armée régulière. Les canons des patriotes ne se sont pas mêlés à cette exécution terrible. La bombe est la dernière raison des puissances reconnues. Les flibustiers ne la connaissent pas.

Une heure avant le bombardement, salué d'unanimes acclamations, Garibaldi, avec ses volontaires, était descendu de Sant'Angelo et avait abdiqué l'autorité suprême.

6 novembre.

Les dernières dispositions du dictateur font plaisir à voir. Il pense toujours aux autres, jamais à lui. Dans son ordre du jour sur la bataille du Volturne, il s'oublie avec une simplicité admirable. Il parle des Hongrois, des Anglais, des Français même; il vante tous ses généraux; il signale en particulier la magnifique défense de Bronzetti, qui, à Castel-Morrene, avec une poignée d'hommes, a renouvelé la légende des Thermopyles et l'hyperbole de Mazagran. Mais rien sur lui-même, qui a été pourtant, de l'aveu de tous, le héros de la journée.

Aux Anglais protestants, qui n'avaient pas le droit, sous l'ancien régime, de posséder un temple à Naples et qui étaient forcés de prier en cachette, à huis clos, dans la maison de leur consul, Garibaldi vient d'accorder non-seulement la permission de se bâtir une chapelle, mais encore le terrain où cette chapelle va s'élever. Et il a annoncé ce don par les lignes suivantes :

« Dans un sentiment de reconnaissante gratitude pour les puissantes et généreuses sympathies de l'Angleterre, le dictateur considère comme une bien faible compensation pour tant de services que la grande cause de l'Italie a reçus de cette nation, de décréter que non-seulement la construction d'un temple sur le territoire de la capitale napolitaine est permise à ce

peuple qui adore le même Dieu que les Italiens, mais que ce peuple est prié, de plus, de vouloir bien accepter, comme un don national, le petit espace dont il a besoin pour exécuter cette œuvre pieuse. »

Garibaldi donne à tout le monde et ne demande rien. Il refuse la croix de l'Annonciade, ordre très-rare auquel est attaché le titre de cousin du roi. Il n'aime pas, dit-il, cette *quincaillerie royale*. Mais il destine aux invalides de son armée un refuge au palais de Quisisana. Il attribue une somme de six millions de ducats au soulagement de tous les Napolitains qui ont souffert, dans les prisons ou dans l'exil, pour la cause italienne. Il demande que ses officiers soient maintenus dans leurs grades; il demande que ses volontaires aient le droit de mourir avec les soldats réguliers du roi. Il songe à tout le monde, dans la distribution des faveurs et des places; il donne au philanthrope Ranieri la direction de l'*Albergo dei Poveri,* récompensant ainsi l'un des plus grands écrivains et l'un des cœurs les plus généreux de l'Italie contemporaine. C'est surtout à l'attitude et à l'influence de Ranieri que l'on doit la résistance des Napolitains aux avances constitutionnelles de François II. Cette résistance unanime et courageuse a peut-être sauvé l'Italie.

Garibaldi s'occupe donc de tout le monde et n'oublie que lui. Dimanche, sur la place de Saint-François-de-Paule, il a distribué à l'élite de ses braves, aux quelques-uns qui restent des mille qui le suivent depuis Marsala, une médaille d'argent offerte par la municipalité de Palerme. Cette médaille devait être inscrite de ce simple mot : *A l'un des mille*. On a modifié et développé l'inscription; on a eu tort.

Les médaillés firent cercle autour du dictateur, qui leur dit à peu près ceci :

« Jeunes vétérans, c'est parce que je vous connaissais que j'ai entrepris avec vous une chose que tout le monde croyait impossible. Je savais qu'avec des hommes comme vous, toujours prêts à mourir au nom de l'Italie, on pouvait tout tenter. L'œuvre impossible, vous l'avez accomplie. »

Jeunes vétérans, notez le mot. Il est charmant, et il est vrai. Ce sont presque tous des enfants, ces hommes!

« Tout pour eux, rien pour moi, » — voilà le mot éternel de Garibaldi. Si bien que son roi, ne sachant que lui offrir (il le nommera, dit-on, ne trouvant rien de mieux, général d'armée), vient de lui faire adresser le papier suivant :

« CINQUIÈME GRAND COMMANDEMENT MILITAIRE.

« Du quartier général de Santa-Maria, 3 novembre 1860.

« Le roi Victor-Emmanuel, par un télégramme qu'il m'a envoyé cette nuit, me charge de témoigner sa haute satisfaction aux troupes commandées par Votre Excellence.

« Je suis très-heureux d'avoir été choisi pour porter à la connaissance de Votre Excellence ces sentiments du souverain, et j'en suis d'autant plus heureux que j'ai été dans ces quelques jours témoin de l'excellent esprit qui règne dans l'armée méridionale.

« Le prompt succès obtenu se doit en grande partie à la courageuse et patiente activité d'une armée qui,

persévérant à combattre chaque jour les forces ennemies, les a abattues au point de les faire céder au premier choc.

« Je dois de plus remercier personnellement Votre Excellence pour la cordiale et très-efficace coopération qui m'a été prêtée dans cette circonstance par ses généraux et par ses troupes.

« J'espère que les bonnes relations entre les deux armées deviendront de jour en jour plus intimes. La concorde de tous les Italiens est le gage le plus certain du triomphe de la cause nationale.

« *Le général d'armée,*

« DELLA ROCCA.

« A Son Exc. le dictateur, général Garibaldi, à Caserte. »

Remarquez-vous ce mot : *A Son Excellence?* J'aime mieux l'autre : *Jeunes vétérans !*

7 novembre.

C'est ce matin qu'a eu lieu l'entrée solennelle de Victor-Emmanuel. Le résultat du plébiscite qui a décrété l'annexion était connu et publié depuis samedi. 1,312,376 votants : 1,302,064 *oui;* 10,312 *non.* Je n'ajoute rien, ces chiffres crient.

On croyait que Garibaldi ne serait pas de la fête. On lui attribuait la fort sotte idée de bouder le roi. Il a bravement prouvé le contraire. Il s'est montré en voiture, en face des deux prodictateurs et à côté de Victor-Emmanuel. Le roi était en grand uniforme, le dictateur en chemise rouge et avec son vieux feutre rabattu. Il pleuvait à torrents, mais il y avait foule.

C'était pittoresque et enthousiaste. Victor-Emmanuel paraissait radieux.

Après le *Te Deum* obligé de la cathédrale, il y a eu réception solennelle au Palais-Royal. Garibaldi a dit quelques mots en présentant au roi le plébiscite. Puis il a laissé parler Conforti et les autres dignitaires. Il est rentré dès lors dans la vie privée, et résistant à toutes les supplications, même à celles du roi, qui voudrait le retenir à Naples, il ne songe plus qu'à se retirer, simple et pauvre comme devant, dans son île de Caprera.

Mais si l'Italie se lève encore l'an prochain pour achever à Venise ou couronner à Rome l'œuvre magnifique de son affranchissement, nous retrouverons le vainqueur de François II sur le champ de bataille. Nous le reverrons, à la tête de ses braves, l'homme qui est entré dans Palerme avec mille Italiens, — et dans Naples, seul !

Cela fait du bien de répéter de pareilles choses et de rencontrer sur son chemin de pareils hommes. Et quand on compte ceux qui survivent — et ceux qui viennent de mourir : Lamennais, Béranger, Cavaignac, Manin, — cela fait du bien de penser que les gloires irréprochables de notre siècle appartiennent toutes à la cause éternelle de la liberté !

9 novembre.

Garibaldi vient de s'embarquer pour Caprera sur le *Washington*, avec son fils et trois de ses amis. Avant de partir il est allé prendre congé de l'amiral Mundy, qui l'a reçu avec les honneurs dus à son ancien grade. L'ex-dictateur s'en est allé presque solitairement : il

avait quitté son palais ces jours derniers et avait dormi dans un hôtel. Un simple cortége d'intimes l'a escorté en pleurant jusqu'au bateau : c'était vraiment simple et triste.

Garibaldi laisse à ses compagnons l'ordre du jour encore inédit que je vous envoie. Il sera publié demain :

« A MES COMPAGNONS D'ARMES.

« Arrivés à l'avant-dernière étape de notre résurrection, nous devons considérer la période qui va finir et nous préparer à achever splendidement l'œuvre admirable des hommes d'élite de vingt générations ; car la Providence a réservé la fin de cette œuvre à cette génération fortunée.

« Oui, jeunes gens, l'Italie vous doit une entreprise qui a mérité l'applaudissement du monde.

« Vous avez vaincu et vous vaincrez encore, parce que vous êtes faits désormais à la tactique qui décide des batailles.

« Vous n'êtes pas dégénérés de ceux qui se précipitèrent au milieu des masses les plus épaisses des phalanges macédoniennes, et brisèrent la poitrine aux superbes vainqueurs de l'Asie.

« A cette page merveilleuse de notre histoire s'en ajoutera une plus glorieuse encore, et l'esclave montrera enfin à son frère libre un fer aiguisé, provenant des anneaux de ses chaînes.

« Aux armes, tous ! — tous ! et les oppresseurs, les tout-puissants se disperseront comme la poussière !

« Vous, femmes, repoussez bien loin les lâches ! ils ne vous donneront que des lâches ; — et vous, filles,

ne souhaitez qu'une postérité, une race brave et généreuse.

« Que les doctrinaires peureux aillent traîner ailleurs leur servilisme et leurs misères.

« Ce peuple est maître de lui. Il veut être le frère des autres peuples, mais regarder de haut les superbes, et ne pas grimper en mendiant sa liberté. Il ne veut pas être à la remorque d'hommes au cœur de boue. Non ! non ! non !

« La Providence a fait don à l'Italie de Victor-Emmanuel. Tout Italien doit se rallier à lui et se serrer autour de lui. A côté du roi galant homme, toute rivalité doit disparaître, toute rancune se dissiper. Encore une fois, je vous répète mon cri : Aux armes ! tous ! tous ! Si le mois de mars 1861 ne trouve pas un million d'Italiens armés, pauvre liberté... pauvre existence de l'Italie ! Oh non ! loin de moi une pensée qui me répugne comme un poison. Le mois de mars 1861, et, s'il le faut, le mois de février nous trouvera tous à notre poste.

« Italiens de Calatafimi, de Palerme, du Volturne, d'Ancône, de Castelfidardo, d'Isernia, et avec nous tout homme de ce pays qui n'est ni lâche ni servile : tous, tous serrés autour du glorieux soldat de Palestro, nous donnerons la dernière secousse, le dernier coup à la tyrannie qui s'écroule.

« Recevez, jeunes volontaires, restes honorés de dix batailles, une parole d'adieu. Je vous l'adresse du plus profond de mon âme. Aujourd'hui, je dois me retirer, mais pour peu de jours. L'heure du combat me retrouvera encore avec vous, à côté des soldats de la liberté italienne.

« Que ceux-là seuls retournent chez eux qui sont appelés par des devoirs impérieux de famille, ou ceux encore qui, glorieusement mutilés, ont mérité la reconnaissance de la patrie. Ils la serviront encore dans leurs foyers par le conseil et par la vue des nobles cicatrices qui parent leur mâle front de vingt ans. A l'exception de ceux-là, que tous les autres restent pour garder les glorieux drapeaux.

« Nous nous retrouverons dans peu pour marcher ensemble à la délivrance de nos frères encore esclaves de l'étranger ; nous nous retrouverons dans peu pour marcher ensemble à de nouveaux triomphes.

« Naples, 8 novembre 1860.

« GARIBALDI. »

Il est parti emportant avec lui des plants d'arbres, un sac de fèves, un sac de haricots et un baril de morue ; plus, dit-on, 1,500 francs.

Voilà ce qu'a rapporté à cet homme de bien la conquête du royaume des Deux-Siciles.

P. S. Pendant qu'on imprimait les pages de ce livre, les événements ont marché. L'*Histoire de la conquête des Deux-Siciles au jour le jour* serait incomplète, si nous n'ajoutions pas aux notes qui précèdent quelques mots sur la situation actuelle de François II.

Nos appréciations sur la portée du mouvement qui s'opère dans le royaume de Naples n'ont pas changé ; le dénoûment, pour se faire attendre, ne nous paraît pas moins inévitable, et ce dénoûment, qui cimentera

l'union de la Péninsule, répondra aux véritables intérêts du peuple italien.

L'énergie tardive déployée à Gaëte par François II mérite néanmoins d'être signalée par l'écrivain impartial.

C'est à ce titre que nous terminons notre chronique des derniers mois de la royauté des Bourbons de Naples par la reproduction de la proclamation suivante, qui par sa forme est digne de survivre à la publicité éphémère des journaux :

« Gaëte, 2 décembre 1860.

« Peuples des Deux-Siciles,

« De cette place, où je défends plus que ma couronne, l'indépendance de la patrie commune, votre souverain élève la voix pour vous consoler dans vos misères et pour vous promettre des temps plus heureux. Trahis également, également dépouillés, nous nous relèverons ensemble de nos infortunes. L'œuvre de l'iniquité n'a jamais duré longtemps, et les usurpations ne sont pas éternelles.

« J'ai laissé tomber dans le mépris les calomnies, j'ai regardé avec dédain les trahisons, tant que trahisons et calomnies se sont attaquées seulement à ma personne. J'ai combattu, non pour moi, mais pour l'honneur du nom que nous portons. Mais quand je vois mes sujets bien-aimés en proie à tous les maux de la domination étrangère; quand je les vois, peuples conquis, porter leur sang et leurs biens en d'autres pays, foulés aux pieds par un peuple étranger, mon cœur napolitain bat d'indignation dans ma poitrine, et je suis consolé seulement par la loyauté de ma brave armée, par le spectacle des nobles protestations qui, de tous les points du royaume, s'élèvent contre le triomphe de la violence et de la fourberie.

« Je suis Napolitain; né parmi vous, je n'ai pas respiré un autre air, je n'ai pas vu d'autres pays, je ne connais pas d'autre sol que le sol natal. Toutes mes affections sont dans le royaume;

vos coutumes sont mes coutumes; votre langue est ma langue; vos ambitions sont mes ambitions. Héritier d'une antique dynastie qui, pendant de longues années, régna sur ces belles contrées après en avoir reconstitué l'indépendance et l'autonomie, je ne viens pas, après avoir dépouillé les orphelins de leur patrimoine et l'Église de ses biens, m'emparer par la force étrangère de la plus délicieuse partie de l'Italie. Je suis un prince qui est *vôtre* et qui a tout sacrifié à son désir de conserver parmi ses sujets la paix, la concorde et la prospérité.

« Le monde entier l'a vu; pour ne point verser le sang, j'ai préféré risquer ma couronne. Les traîtres, payés par l'ennemi étranger, s'asseyaient dans mon conseil, à côté des fidèles serviteurs; dans la sincérité de mon cœur, je ne pouvais croire à la trahison. Il m'en coûtait trop de punir; je souffrais d'ouvrir après tant de malheurs une ère de persécutions; et ainsi la déloyauté de quelques-uns et ma clémence ont facilité l'invasion, qui s'est opérée par le moyen des aventuriers, puis en paralysant la fidélité de mes peuples et la valeur de mes soldats.

« En butte à de continuelles conspirations, je n'ai pas fait verser une goutte de sang; et l'on a accusé ma conduite de faiblesse. Si l'amour le plus tendre pour mes sujets, si la confiance naturelle de la jeunesse dans l'honnêteté d'autrui, si l'horreur instinctive du sang méritent ce nom, oui, certes, j'ai été faible. Au moment où la ruine de mes ennemis était sûre, j'ai arrêté le bras de mes généraux pour ne pas consommer la destruction de Palerme.

« J'ai préféré abandonner Naples, ma maison, ma capitale chérie, sans être chassé par vous, pour ne pas l'exposer aux horreurs d'un bombardement comme ceux qui ont eu lieu plus tard à Capoue et à Ancône. J'ai cru de bonne foi que le roi de Piémont, qui se disait mon frère et mon ami, qui me protestait qu'il désapprouvait l'invasion de Garibaldi, qui négociait avec mon gouvernement une alliance intime pour les vrais intérêts de l'Italie, n'aurait pas rompu tous les traités et violé toutes les lois pour envahir mes États en pleine paix, sans motifs ni déclaration de guerre. Ce sont là mes torts. Je préfère mes infortunes aux triomphes de mes adversaires.

« J'avais donné une amnistie, j'avais ouvert les portes à tous les exilés, j'avais accordé à mes peuples une constitution, je n'ai certes point manqué à mes promesses. Je me préparais à garan-



tir à la Sicile des institutions libres qui auraient consacré, avec un Parlement séparé, son indépendance administrative et économique, et écarté d'un seul coup tous les motifs de défiance et de mécontentement. J'avais appelé dans mes conseils les hommes qui me paraissaient les plus acceptables par l'opinion publique en ces circonstances, et autant que me l'a permis l'incessante agression dont je suis devenu la victime, j'ai travaillé avec ardeur aux réformes, au progrès, à la prospérité de notre commun pays.

« Ce ne sont pas les discordes intestines qui m'arrachent mon royaume, mais je suis vaincu par l'injustifiable invasion d'un ennemi étranger. Les Deux-Siciles, à l'exception de Gaëte et de Messine, ces derniers asiles de leur indépendance, se trouvent aux mains du Piémont. Qu'est-ce que cette révolution a procuré aux peuples de Naples et de Sicile? Voyez la situation que présente le pays. Les finances, naguère si florissantes, sont complétement ruinées, l'administration est un chaos, la sécurité individuelle n'existe pas. Les prisons sont pleines de suspects; au lieu de la liberté, l'état de siége règne dans les provinces, et un général étranger publie la loi martiale, décrète la fusillade instantanée pour tous ceux de mes sujets qui ne s'inclinent pas devant le drapeau de la Sardaigne. L'assassinat est récompensé; le régicide obtient une apothéose; le respect au culte saint de nos pères est appelé fanatisme; les promoteurs de la guerre civile, les traîtres à leur pays reçoivent des pensions que paye le pacifique contribuable. L'anarchie est partout. Les aventuriers étrangers ont mis la main sur tout pour satisfaire l'avidité ou les passions de leurs compagnons. Des hommes qui n'ont jamais vu cette partie de l'Italie ou qui, dans une longue absence, en ont oublié les besoins, constituent notre gouvernement. Au lieu des libres institutions que je vous avais données et que je désirais développer, vous avez eu la dictature la plus effrénée, et la loi martiale remplace maintenant la constitution. Sous les coups de vos dominateurs disparaît l'antique monarchie de Roger et de Charles III, et les Deux-Siciles ont été déclarées provinces d'un royaume lointain. Naples et Palerme seront gouvernées par des préfets venus de Turin.

« Il y a un remède à ces maux et aux calamités plus grandes encore que je prévois : la concorde, la résolution, la foi dans

l'avenir. Unissez-vous autour du trône de vos pères. Que l'oubli couvre pour toujours les erreurs de tous; que le passé ne soit jamais un prétexte de vengeance, mais une leçon salutaire pour l'avenir. J'ai confiance dans la justice de la Providence, et, quel que soit mon sort, je resterai fidèle à mes peuples comme aux institutions que je leur ai accordées. Indépendance administrative et économique entre les Deux-Siciles, avec des Parlements séparés, amnistie complète pour tous les faits politiques, tel est mon programme. Hors de ces bases, il ne restera pour le pays que despotisme et anarchie.

« Défenseur de l'indépendance de la patrie, je demeure et combats ici pour ne point abandonner un dépôt si saint et si cher. Si l'autorité retourne dans mes mains, ce sera pour protéger tous les droits, respecter toutes les propriétés, garantir les personnes et les biens de mes sujets contre toute sorte d'oppression et de pillage.

« Si la Providence, dans ses profonds desseins, permet que le dernier boulevard de la monarchie tombe sous les coups d'un ennemi étranger, je me retirerai avec la conscience sans reproche, avec une foi inébranlable, avec une résolution immuable, et, en attendant l'heure véritable de la justice, je ferai les vœux les plus fervents pour la prospérité de ma patrie, pour la félicité de ces peuples qui forment la plus grande et la plus chère portion de ma famille.

« Le Dieu tout-puissant, la Vierge immaculée et invincible, protectrice de notre pays, soutiendront notre cause commune.

« Signé : François. »

La résistance de François II a été appréciée comme il suit par le *Journal des Débats* du 17 janvier 1861 :

« L'intérêt que pourrait inspirer le jeune roi dans sa résistance est singulièrement diminué à nos yeux, d'abord par les panégyriques extravagants sous lesquels l'accablent ses partisans, et ensuite par ce fait qu'il ne doit la possession momentanée de sa dernière forteresse qu'à une protection étrangère. »

Or, le *Moniteur* du même jour annonçait que la



flotte française allait s'éloigner. Il est donc permis d'affirmer que le dénoûment approche, et l'on peut raisonnablement espérer que l'Italie ne sera pas le théâtre d'une nouvelle et inutile effusion de sang. La *conquête de la Sicile* est à nos yeux un fait consommé.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

V. — La Constitution.

VI. — Garibaldi sur le continent.

VII. — Garibaldi a Naples.

VIII. — Garibaldi devant Capoue.

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE, RUE SAINT-BENOIT, 7.


C.Wal

